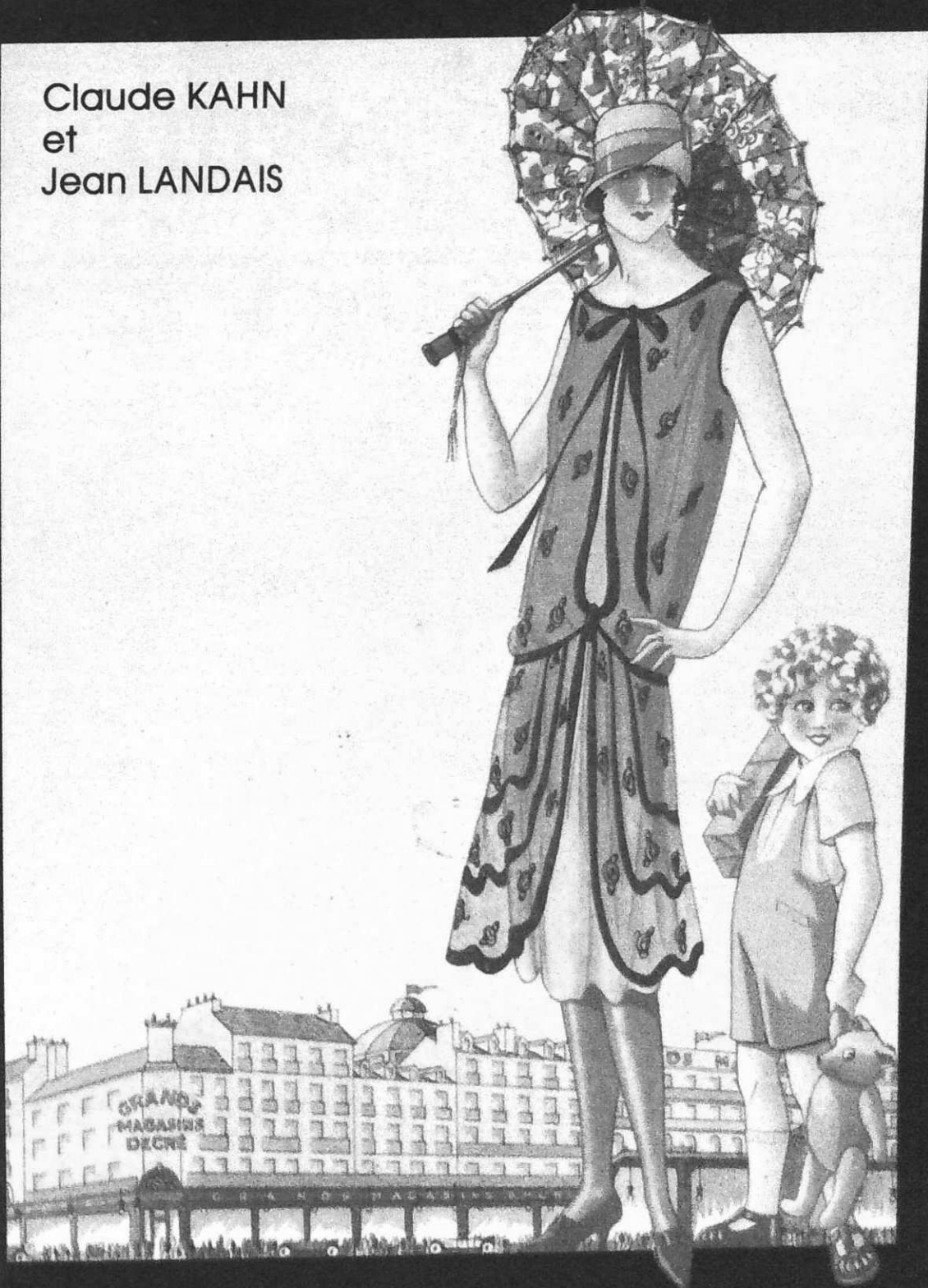


# *Les « Années folles »*

## À NANTES

1920 - 1930

Claude KAHN  
et  
Jean LANDAIS



QUEST ÉDITIONS & Université Inter-Ages de Nantes

COUVERTURE

conception : Jean-Pierre Raison  
illustration : dessin de Valseca,  
en couverture du catalogue général « Été 1926 »  
des grands magasins *DECRÉ*.

(Avec l'aimable autorisation de M. Claude Decré  
et de M. Antoine de Saint-Sauveur, directeur des *Nouvelles Galeries*,  
que nous tenons à vivement remercier.)

Claude KAHN et Jean LANDAIS  
Centre de Recherche en Histoire contemporaine  
sous la direction de Frank Chantepie  
UNIVERSITÉ INTER-AGES DE NANTES

*Les « Années folles »*  
**À NANTES**  
**1920 – 1930**

Préface de  
Marcel Launay  
Professeur d'histoire contemporaine  
à l'Université de Nantes



Autres ouvrages publiés en coédition  
par Ouest éditions et l'Université inter-âges de Nantes

NANTES ET LES NANTAIS SOUS LE SECOND EMPIRE,

*Claude Kahn et Jean Landais,*

un vol. in 16 x 24 de 304 p., couv. quadri,

17 ill. nb, 150 notices biographiques, 140 F

Un large panorama de Nantes entre 1852 et 1870 ;  
une plongée dans la vie quotidienne des Nantais  
à l'époque de Napoléon III. 1992.

QUINZE LIEUX DE MÉMOIRE À NANTES,

*Claude Kahn et Jean Landais,*

un vol. in 16 x 24 de 224 p., couv. quadri, ill. nb, 120 F

Une étonnante étude sur les cimetières nantais. 1990.

STATUES FIGURATIVES DE NANTES,

*Claude Kahn,*

un vol. in 16 x 24 de 128 p., couv. quadri, ill. nb, 100 F

Des noms inscrits dans notre mémoire,  
gravés dans la pierre et dans la fonte. 1989.

DÉPORTÉS ET FORÇATS DE LA COMMUNE,

de Belleville à Nouméa,

*Roger Pérennès,*

un vol. in 16 x 24 de 580 p., couv. deux couleurs, 74 ill. nb, 220 F

Entre 1870 et 1880, l'exil forcé de 4187 communards ;  
avec la biographie de 4032 déportés politiques. 1991.



Le logo ci-dessus a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.  
Le code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992, interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.  
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3 rue d'Hautefeuille - 75006 Paris).

Claude KAHN et Jean LANDAIS

# Les « Années folles » À NANTES 1920 - 1930

QUEST ÉDITIONS & Université Inter-Ages de Nantes

### Avertissement

L'astérisque accolé à certains patronymes renvoie aux « NOTICES BIOGRAPHIQUES » des pages 247 à 252.

Le lecteur trouvera également un « INDEX » à la fin de l'ouvrage.

ISBN 2-908261-34-0

© OUEST ÉDITIONS  
1 rue de la Noë  
44071 NANTES Cedex 03  
Tél. 40 14 34 34

© Université Inter-Ages de Nantes  
Chemin de la Censive-du-Tertre  
44072 NANTES Cedex 03  
Tél. 40 14 12 80

Droits réservés pour toute illustration non spécifiée.

### Sommaire

PRÉFACE.....	9
INTRODUCTION .....	11
1. LA VIE POLITIQUE.....	13
• Le contexte national	
• Au plan départemental	
• Figures nantaises : Georges Clemenceau et Aristide Briand	
• La municipalité nantaise	
2. LE PEUPLE DES ANCIENS COMBATTANTS.....	31
• Antiparlementarisme, patriotisme et souvenir	
• À la mémoire des Nantais morts pour la France	
3. LA POPULATION NANTAISE .....	45
• La démographie de l'après-guerre	
• Les recensements à Nantes et dans le département	
• La population active française	
• La paysannerie	
• Le monde des salariés en expansion	
• La bourgeoisie, classe dominante	
• Les catholiques et la République	
• Le recours à l'immigration	
4. LA VIE AU QUOTIDIEN .....	79
• La morphologie urbaine	
• Transports et circulation	
• Prix et taxes	
• Commerces divers	
• Activités portuaire et industrielle	
5. DES SERVICES PUBLICS DANS LA CITÉ .....	115
• Enseignement et formation	
• Sécurité et Justice	
• Hygiène et santé	

6. LA VIE LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE.....	133
• Les années folles et la mode à la garçonne	
• Les écrivains nantais	
• Sociétés d'Art et de Littérature	
• Peintres nantais	
• Les musiciens	
• Architecture Arts déco	
7. CULTURE ET LOISIRS.....	173
• L'Exposition de 1924 et les Foires commerciales	
• Théâtre et cinéma	
• Les sports	
8. L'ACCÉLÉRATION DE LA MODERNITÉ.....	201
• L'automobile	
• L'aéronautique	
• La téléphonie	
• Vers une ville nouvelle	
9. LE KRACH DE 1929.....	235
• À Washington	
• À Paris	
• À Nantes	
CONCLUSION.....	245
NOTICES BIOGRAPHIQUES.....	247
NOTES ET SOURCES.....	253
BIBLIOGRAPHIE.....	257
INDEX ALPHABÉTIQUE.....	260
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	263

## PRÉFACE

*P*OURSUIVANT leurs investigations dans le passé d'une cité où il arrive toujours « quelque chose qui en vaut la peine » selon la formule d'André Breton, Claude Kahn et Jean Landais, après s'être attachés au Second Empire, nous plongeant maintenant dans ces années trop rapidement qualifiées de « folles ». Le choix de la décennie 1920-1930 par les auteurs n'est pas anodin. Il est clair qu'à Nantes comme ailleurs cette période marque un palier significatif dans la succession des temps de notre histoire nationale. La Grande Guerre s'éloigne et, si la mémoire collective lui est fidèle comme en témoigne la fameuse affaire de la statue de la Délivrance en 1927, d'autres préoccupations se font jour. Bientôt se profileront les prémices de la grande crise.

Pour le moment l'heure est, dans la cité ligérienne, à la reprise économique malgré les difficultés persistantes de la construction navale. Le tissu industriel se renforce : ainsi dans les domaines de la chimie, de la conserverie ou de la métallurgie. Une bourgeoisie d'affaires entreprenante tient le haut du pavé avec des noms qui vont s'imposer : Lefèvre-Utile, Say, Decré, etc. Cependant cette prospérité ne profite pas à tous et l'agitation sociale est là pour prouver que l'action ouvrière ne désarme pas en vue d'une répartition plus juste de la richesse collective.

Cela explique sans doute que, contrairement à ses campagnes environnantes, Nantes, sur le plan politique, glisse à gauche avec les progrès enregistrés par les socialistes et les radicaux dont le rapprochement est cimenté par l'anticléricalisme. Les conflits politico-religieux, un temps estompés par « l'Union sacrée », reviennent à la surface à l'époque du Cartel des gauches. La grande manifestation catholique de mars 1925 autour de l'évêque, Mgr Le Fer de la Motte, est là pour en témoigner. L'année suivante, l'interdiction des processions de la Fête-Dieu provoque les mêmes indignations dans la partie la plus religieuse de la population. La personnalité du maire, Paul Bellamy, s'impose largement jusqu'à son départ en 1928.

Mais évoquer la ville, c'est aussi évidemment suivre ses transformations en matière d'urbanisme. En 1926, c'est le début du grand chantier du comblement



des bras de la Loire et de la déviation de l'Erdre. La « Venise de l'Ouest » disparaît en laissant jusqu'à nos jours bien des nostalgies. Attirant une main-d'œuvre laborieuse des régions voisines, Nantes se développe ainsi dans des quartiers nouveaux, à la limite des boulevards de ceinture. La modernité n'apporte pas que des avantages : des problèmes de circulation commencent à se poser avec, à côté d'un tramway à l'usage devenu quotidien, l'essor de cette automobile dont le célèbre marquis de Dion est l'un des pionniers. De même, l'équipement urbain se poursuit avec la transformation de l'éclairage public par l'électricité. Ce sont toutes ces nouveautés que les auteurs évoquent avec bonheur en faisant appel à la presse locale pour illustrer leurs propos.

Ils ont eu également le souci de faire revivre la vie des hommes dans leurs loisirs, leurs passions, tout ce qui fait l'animation d'une grande cité. On est frappé, à ce sujet, de la fausse image qui a pu en être reproduite. Nantes est loin d'être une belle endormie dans le domaine culturel, contrairement à certaines époques précédentes. Il faut suivre avec Claude Kahn et Jean Landais les Nantais au théâtre, aux soirées musicales ou au cinématographe qui se développe rapidement. Ils sont avides de se distraire au risque de s'étourdir après les années sombres de la guerre. Les plus dynamiques se retrouveront au sein des associations sportives qui prennent un caractère largement populaire.

On a caractérisé l'esprit de cette génération par la contestation et même la révolte contre l'ordre des choses existant. On rêve des recommencements absolus, et la critique de l'individualisme bourgeois se fait plus radicale. Nantes la commerçante, les pieds sur terre, ou sur l'eau, très conformiste dans ses quartiers chics, a aussi une vie artistique et littéraire qui n'atteint pas, bien sûr, l'intensité de Paris, la « Ville lumière ». Mais c'est sans doute dans ce domaine qu'on trouve la meilleure illustration des « Années folles ». N'a-t-on pas prétendu que le mouvement surréaliste y était né de la rencontre d'André Breton et de Jacques Vaché ? Une pléiade de noms serait à citer à propos de la littérature, de la peinture ou de la musique. On retrouverait dans cette liste Marc Elder, Jules Grandjouan, Jean-Émile Laboureur, René Pinard, Paul Ladmirault, et combien d'autres...

Années heureuses de la fête et du progrès ou années laborieuses que celles de cette décennie ? La réalité est toujours complexe. La paix apportait enfin, croyait-on, la sécurité pour l'avenir. Les Nantais participent pour leur part à ce bel optimisme, sans oublier pour autant que la vie est toujours une lutte, que rien n'est jamais définitivement acquis, qu'il y a un envers au décor. La page si bien décrite par nos historiens locaux n'allait pas tarder, en effet, à se tourner.

Marcel LAUNAY  
Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Nantes

## INTRODUCTION

APRÈS QUATRE ANNÉES DE GUERRE, de boue et de poux dans les tranchées, de peur et de misère, avec un million et demi de morts, des milliers de mutilés et de gazés, la France se relève et se détend. La fête est partout. Les historiens ont nommé cette période de frénésie : Les « Années folles ».

Le peintre Fernand Léger a montré cette exacerbation du désir de vivre : « 1918, la paix. L'homme exaspéré, tendu, immobilisé pendant quatre ans, enfin lève la tête, ouvre les yeux, se détend, reprend goût à la vie : frénésie de danse, de dépenses, de pouvoir enfin marcher debout, crier, hurler, gaspiller. Un déchaînement de forces vives remplit le monde. Le petit serin, la fleur rouge sont encore là, mais on ne les voit plus. La couleur prend position : elle va dominer le monde. »

Une ville devient le symbole de cette explosion des corps et des mentalités : Paris. Un Paris qui va s'emplier de la fureur de dix ans de fêtes ininterrompues, au rythme endiablé des jazz-bands et dans le vrombissement des coupés Bugatti. Un Paris dont les artistes n'ont jamais été aussi grands, les femmes aussi libres et les brasseries aussi fréquentées.

Un quartier symbolise à lui seul la « folie » de ces années de soif de liberté : le carrefour Vavin-Raspail-Montparnasse, « nombril du monde » selon Henry Miller, où, dans une odeur de café-crème, d'alcool et de scandales permanents, se croisent des destins promis à la célébrité. Les cafés sont de véritables quais de gare, et l'on y retrouve tous les nouveaux riches et tous les profiteurs de guerre, attablés avec des femmes au cheveux coupés à la garçonne (frange sur le front et coupe rase sur la nuque) qui marquent de leurs lèvres violettes, vertes ou noires le bout des cigarettes à la mode : les « Abdulla ».

Retrouve-t-on cette frénésie en province ? Comment les Nantais ont-ils vécu durant ces dix années d'après-guerre ? Dans quelle mesure les mentalités se sont-elles modifiées ? Quel a été le rôle des

anciens combattants ? Comment a été ressentie la venue au pouvoir d'une Gauche radicale ? Quelle était la situation de la bourgeoisie et des classes populaires ? Comment s'est réglé le conflit entre l'Église et le mouvement anticlérical ? La vie littéraire et artistique de ces années 20 a-t-elle été florissante ? Ce sont tous ces aspects de la vie quotidienne à Nantes que l'on pourra trouver dans ces pages, avec la présence de plus en plus importante de l'automobile, le développement de l'aéronautique, la naissance du cinéma parlant, l'arrivée de la TSF, c'est-à-dire l'accélération d'une certaine modernité.

La lecture intégrale de la chronique locale du *Phare* permet de mieux connaître, et souvent de comprendre, la vie quotidienne des Nantais durant cette décennie, et d'apporter quelques anecdotes, quelques précisions, qui retranscrivent bien la réalité des activités ou des sentiments de nos concitoyens à cette époque. *Le Phare* est le journal républicain à fort tirage, dirigé par Maurice Schwob, digne successeur de Victor Mangin qui l'a fondé le 20 janvier 1852. Il est concurrencé par *Le Populaire*, journal créé par François Salières le 5 décembre 1874, dirigé par le premier adjoint Gaston Veil, et donc dans la mouvance socialiste de la municipalité. La plus forte opposition vient cependant de *L'Echo de la Loire*, journal conservateur, très catholique, qui ne ménage pas ses critiques au maire, Paul Bellamy.

La consultation aux Archives de la ville des comptes rendus des réunions du Conseil, et des arrêtés municipaux, est aussi une façon d'observer l'administration au service de la cité.

Les Nantais ont-ils traversé cette période de l'Histoire d'une façon plus particulière ? C'est possible à en croire Bazaillas, l'éminent professeur de philosophie, directeur de l'Institut d'enseignement supérieur des lettres de Nantes, qui écrit dans *Le Phare* du 15 juin 1923 : « Il y a un "esprit nantais". C'est un type d'intelligence et d'activité extrêmement marqué et défini. Et en quoi consiste ce type intellectuel ou moral ? C'est avant tout la vitalité et le rayonnement d'activité, la joie de vivre et de se sentir vivre en équilibre et en bonne santé. »

## LA VIE POLITIQUE

À l'issue de la guerre, l'opinion publique souhaite le retour à la « Belle Époque », mais elle se heurte aux dures réalités que connaît le pays. L'inflation, née du conflit, pèse sur les finances publiques ; la paix de Versailles paraît difficile à mettre en œuvre ; la Révolution russe donne lieu à des débats et se traduit par une agitation sociale elle-même alimentée par les difficultés quotidiennes et la cherté de la vie ; l'adoption de la loi de 8 heures par le Parlement, le 23 avril 1919, ne calme pas les revendications salariales des fonctionnaires.

### Le contexte national

La campagne électorale des 16 et 30 novembre 1919 est dominée par la puissante personnalité de Clemenceau, par un fort courant de mécontentement contre le personnel parlementaire en place rendu responsable de l'impréparation à la guerre. Elle se fait aussi autour du ralliement à l'union sacrée et en raison de la peur sociale du « péril bolchevique » représenté par une petite affiche rouge qui, montrant « l'homme au couteau entre les dents », fit merveille auprès des bourgeois et des ruraux<sup>1</sup>.

La droite et le centre, dans un « Bloc national » républicain dont les thèmes nationalistes attirent les anciens combattants, bénéficient de la division de la gauche fustigée pour son internationalisme et qui présente toujours au moins deux listes, l'une radicale-socialiste, l'autre socialiste.

Le mouvement d'opinion est amplifié par le nouveau mode de scrutin de liste majoritaire que les mécanismes de proportionnelle introduits pour la première fois ne parviennent pas à atténuer. Le Bloc national, avec pratiquement le même nombre de voix, emporte 433 sièges sur 613. Le

personnel politique est en grande partie renouvelé ; seuls 247 députés sortants sont reconduits à leur siège. Le nombre d'anciens combattants élus est tel qu'on surnomme la nouvelle Assemblée, « La Chambre bleu horizon », de la couleur des uniformes des « poilus ».

Les 433 députés du Bloc national sont eux-mêmes divisés en plusieurs tendances : on y trouve d'anciens socialistes indépendants (Briand), d'anciens progressistes (Poincaré), des nationalistes (Barrès). Ces divisions se manifestent, entre autres, par l'échec de Clemenceau à l'élection présidentielle. Dans *Le monde entre deux guerres* Raymond Cartier écrit :

« Le cardinal Baudrillart dit que les catholiques de France souhaitent l'élection de Deschanel. Clemenceau faisant la guerre, c'était bien. Clemenceau faisant la paix, c'était moins bien. Clemenceau dans la paix, c'est l'anticléricalisme retrouvant toute sa virulence. L'homme, au reste, a accumulé pendant sa longue carrière une quantité énorme de rancunes par la cruauté de son esprit, la violence de ses sarcasmes, son mépris des hommes. Le péril de la patrie l'a placé à la tête de la France, mais les parlementaires l'ont subi comme un fauve subit un dompteur. »

Une coalition de catholiques et d'ennemis personnels, comme Briand, préfère au « Père la Victoire » Paul Deschanel qui est élu, le 17 janvier 1920, avec 408 voix contre 389 à Clemenceau. Il sera question plus loin des rapports des deux figures de proue de la politique française que sont Clemenceau et Briand avec les Nantais. Des raisons de santé poussent Deschanel à démissionner et, le 23 septembre 1920, Alexandre Millerand, président du Conseil en exercice, est élu Président de la République par 695 voix sur 892 votants. Mais ce dernier, n'entendant pas se laisser enfermer dans un rôle décoratif, nomme alors comme chef du gouvernement son ami Georges Leygues qui maintient en place le cabinet précédent.

La lutte entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif s'inscrit encore dans les faits. Parmi les 180 députés de la gauche figurent des hommes nouveaux : Vincent Auriol, Paul Boncour, Léon Blum. Lors de son XVIII<sup>e</sup> congrès, à Tours, en décembre 1920, où 250 délégués représentent 178 000 adhérents regroupés en 96 fédérations, le parti socialiste éclate en raison du problème de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. La majorité de la SFIO (89 fédérations), entraînée par Marcel Cachin, forme le Parti communiste Français, tandis qu'autour de Léon Blum les minoritaires maintiennent l'ancienne organisation de la SFIO. Ainsi, dépassée par la surenchère communiste, les socialistes glissent vers des positions plus modérées et se rapprochent des radicaux. Le recrutement de leurs membres évolue également, comportant moins d'ouvriers et davantage de fonctionnaires. La Fédération socialiste de Loire-

Inférieure se reconstitue alors avec, à sa tête, trois membres du conseil municipal de Nantes : Dalby, Pageot et Leroux.

Devenu président du Conseil le 16 janvier 1921, Aristide Briand s'appuie, lui aussi, sur les radicaux et les modérés de l'Alliance démocratique. Il prend avec lui un ami de longue date, ancien maire de Nantes, Gabriel Guist'hau, et lui confie le portefeuille de la Marine : une tâche qui eut découragé tout autre que lui. Il fallait liquider les organismes militaires industriels et administratifs institués pour la guerre, qui pesaient lourdement sur le budget et sur la vie de la Marine, et surtout préparer la reconstruction de la flotte. Le ministre surmonte tous les obstacles. La vie politique si pleine et si active de Gabriel Guist'hau ne l'empêche pas de mener une heureuse vie de famille avec son épouse, née Reine Louise Picherat, et ses cinq enfants, à leur domicile nantais du numéro 1 de la rue Saint-Julien, près de la place Royale.

Raymond Poincaré, qui succède à Briand en janvier 1922, tout en rééquilibrant son gouvernement vers le centre droit, n'agit pas autrement alors qu'il se trouve dans une situation difficile face à l'occupation de la Ruhr, le 11 janvier 1923. Il s'efforce de maintenir le cap lors du remaniement de mars 1924, alors que les radicaux sont passés à l'opposition, en plaçant au gouvernement un radical qui ne tient pas compte du veto de son parti, Daniel-Vincent, ministre du Travail et de l'Hygiène, et des hommes aussi clairement marqués au centre gauche que le sénateur Henry de Jouvenel (Instruction publique et Beaux-Arts) et Louis Loucheur (Commerce, Industrie, Postes et Télégraphes).

Ainsi, les ministères du Bloc national sont en fait des gouvernements centristes<sup>2</sup>.

Le mécontentement général, dû notamment à la crise financière, provoque la formation d'un « Cartel des gauches » : républicains socialistes, socialistes SFIO, radicaux et gauche radicale (hésitante). Élues le 11 mai 1924 avec l'appui des départements du Midi, les listes du Cartel enlèvent 328 sièges sur 581. Les communistes obtiennent 26 sièges, le centre et la droite n'en recueillent que 226. Avec la majorité au Parlement grâce à l'apport des 40 voix de la gauche radicale, cette victoire de la gauche va finalement aboutir à un gouvernement de droite avec Poincaré.

Le gouvernement Poincaré donne sa démission le 1<sup>er</sup> juin. Le Président de la République, Alexandre Millerand, qui a outrepassé ses fonctions limitées par la « coutume » depuis l'épisode Mac-Mahon en se présentant lors d'un discours à Evreux comme le chef de la majorité sortante,



est obligé de démissionner le 11 juin 1924. Le lendemain, les groupes parlementaires de la majorité désignent le républicain-socialiste Paul Painlevé comme seul candidat de la discipline républicaine au congrès de Versailles. Mais ce même jour les groupes anticartellistes décident de soutenir la candidature du président du Sénat, le radical très modéré Gaston Doumergue qui est élu Président de la République le 13 juin par 505 voix contre 309 à Paul Painlevé.

La prédominance du législatif sur l'exécutif se voit à nouveau confirmée. Édouard Herriot, président du parti radical, maire de Lyon, est appelé à former le nouveau gouvernement. Celui-ci prend une série d'actes symboliques destinés à effacer la politique du Bloc national : suppression des décrets-lois, réintégration des cheminots révoqués en 1920, fermeture de l'ambassade au Vatican mise en place par Aristide Briand, remise en question du statut concordataire en Alsace-Lorraine, etc. Son programme social comprend le respect de la loi de 8 heures et des droits syndicaux ainsi que l'application des Assurances sociales. En matière de politique étrangère, Herriot affirme vouloir étendre et fortifier le rôle de la Société des Nations (SDN), régler la question des Réparations de guerre en renonçant à toute politique de force unilatérale mais en n'acceptant l'évacuation de la Ruhr que contre des garanties sur les versements et sur le désarmement allemands. Mais les socialistes refusent de participer au gouvernement. Ils ne sont pas réformistes, cela malgré le geste symbolique du transfert au Panthéon des cendres de Jaurès, le 23 novembre 1924. Par ailleurs, dans sa volonté de revenir à la tradition républicaine de la laïcité, Herriot s'oppose au monde catholique qui se regroupe dans une organisation de défense, la Fédération nationale catholique (FNC), créée par le général de Castelnau, glorieux soldat de la guerre. Enfin, la révélation des avances de la Banque de France dépassant les limites fixées par la loi contraint Édouard Herriot à donner sa démission le 10 avril 1925.

Paul Painlevé est alors chargé, le 17 avril, de présider un nouveau cabinet formé de radicaux modérés, de républicains socialistes et d'hommes de la gauche radicale. Pour se concilier le centre droit, les sénateurs et les milieux d'affaires, il adopte une ligne politique plus centriste, renonçant à la suppression de l'ambassade au Vatican, abandonnant l'idée d'un impôt sur le capital, et nomme au ministère des Finances, Joseph Caillaux, récemment amnistié de sa condamnation en Haute-Cour. Cette décision provoque la colère d'Herriot. Pour satisfaire ce dernier, Poincaré présente la démission collective du ministère et forme, le 29 octobre, une

nouvelle équipe dont Caillaux est exclu. Mais ce ne sont que quelques semaines de survie, jusqu'au 22 novembre.

Appelé par le président Doumergue, Aristide Briand constitue son huitième ministère avec l'appui du centre. Édouard Herriot lui rend la vie impossible, contraignant à la démission, en décembre, le ministre des Finances, Louis Loucheur, et renversant le gouvernement sur ses projets financiers, en mars 1926. Lorsque Briand reconstruit une nouvelle équipe, il l'oblige à démissionner à nouveau en juin 1926. Le chef de l'État charge Briand de constituer son dixième gouvernement qui, véritable déclaration de guerre à Herriot, donne à Joseph Caillaux la vice-présidence et le ministère des Finances. C'est sur fond de crise financière que se joue, en juillet 1926, l'acte final de l'expérience du Cartel des gauches. Le poids des milieux d'affaires, le jeu subtil de la Banque de France, ont eu raison de la majorité sortie des urnes en 1924. La faillite du Cartel met en évidence le caractère artificiel de l'Union des gauches qui a présidé à sa naissance.

Finalement, Gaston Doumergue appelle Raymond Poincaré qui forme un cabinet dit « d'Union nationale » comprenant tous les modérés et la majeure partie des radicaux.

Le succès de la politique financière de Poincaré, combiné avec la prospérité économique, amène la victoire des partisans du président du Conseil, aux élections des 22 et 29 avril 1928 qui ont lieu au scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours. Au premier tour, les quatre partis de gauche : SFIC (communistes), SFIO, républicains-socialistes et radicaux-socialistes, obtiennent 52 % des voix. Mais le parti communiste, fidèle à sa tactique de lutte des classes, refuse de se désister en faveur des cartellistes, ne recueille qu'un million de voix au second tour et n'obtient que 14 députés contre 26 dans la Chambre précédente. Les radicaux perdent 5 sièges et les socialistes 5. La droite l'emporte largement : 108 membres de l'Union républicaine démocratique (centre-droit), 38 indépendants, 19 démocrates populaires, 64 républicains de gauche, 29 de l'Action républicaine et 53 de la gauche radicale. Au total, sur 606 élus, 323 se déclarent « poincaristes », contre 283 dans l'opposition.

Dès le 25 juin, la Chambre ayant voté la loi monétaire, le franc est dévalué. Le franc Poincaré, qui ne contient plus que 65,05 milligrammes d'or, remplace le franc Germinal et redevient une valeur sûre.

Dans ce même temps, Poincaré laisse Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, poursuivre sa politique de rapprochement franco-

allemand et son idée de Fédération européenne. Le 4 septembre 1926, l'Allemagne entre solennellement à la Société des Nations et, le 6 décembre, le parlement d'Oslo attribue à Aristide Briand le prix Nobel de la Paix, conjointement avec le ministre allemand Gustav Stresemann.

Lors de leur congrès annuel qui s'était réuni à Angers, les radicaux-socialistes votent le 5 novembre 1928, à la suite d'une question relative aux congrégations, une motion interdisant aux quatre ministres radicaux du gouvernement d'y demeurer. Ceux-ci ayant démissionné dès le 6, c'est le 11 novembre que Raymond Poincaré constitue un nouveau cabinet à tendance modérée et plus nettement à droite que précédemment, marquant la fin de l'Union nationale, cabinet qu'il préside jusqu'à ce que la maladie le contraigne à démissionner le 26 juillet 1929. Aristide Briand le remplace, mais la stabilité politique obtenue par Poincaré n'est plus et, dès le jour de la rentrée parlementaire, le 22 octobre, la Chambre le renverse. André Tardieu forme alors un cabinet qu'Édouard Daladier avait renoncé à constituer et le présidera jusqu'au 17 février 1930.

Au cours de cette période, Georges Clemenceau décède, le 23 novembre 1929, à son domicile parisien de la rue Franklin. Il avait consacré la fin de sa vie à voyager et à écrire. En 1926, il avait publié *Démosthène* et, en 1928, *Grandeurs et Misères d'une victoire*.

Ainsi s'achève une époque marquée par deux hommes très différents, l'un méticuleux, tatillon, soigné, incarnation de l'orthodoxie, Raymond Poincaré ; l'autre, bohème négligé, monstre de souplesse et de feinte, Aristide Briand. Mais ils sont tous deux des républicains convaincus, partisans de la prépondérance du Parlement, laïcs déterminés, représentant un centrisme dont l'idéal politique réside dans l'Union, refusant l'affrontement droite-gauche.

### Au plan départemental

En Loire-Inférieure, la droite et le centre avaient obtenu plus de 45 % des suffrages aux élections de 1919. Le scrutin d'arrondissement ayant été abandonné pour un nouveau système électoral, la Basse-Loire, avec Nantes et Saint-Nazaire, forme une circonscription qui envoie à la Chambre Aristide Briand, Gabriel Guist'hau, Maurice Sibille, et un modéré, René Delafoy, fabricant d'engrais.

C'est par décret du Président de la République, en juin 1920, que plusieurs communes du département prennent leurs noms actuels. Ainsi



**Gabriel Guist'hau.**

(Tableau de P. Dautel, accroché dans le parloir du lycée qui porte son nom — photo André Bellanger)  
Maire de Nantes de 1908 à 1910, il céda son siège à Paul Bellamy lorsqu'il fut nommé sous-secrétaire d'État à la Marine par Aristide Briand.

Pouillé devient Pouillé-les-Coteaux ; Sion, Sion-les-Mines ; Vigneux, Vigneux de Bretagne... Un nouveau préfet, Paul Bouju, prend ses fonctions le vendredi 3 juin 1921. Nommé en Seine-Inférieure le 9 novembre 1924, il est remplacé par Paul Mathivet, licencié en droit et licencié ès-lettres.

Le renouvellement de la Série B des élections sénatoriales de janvier 1924 donne à Nantes un parfait équilibre avec l'élection de cinq membres

de la liste conservatrice : François-Saint-Maur (628 voix), Babin-Chevaye (617 voix), de Dion et de Montaigu (tous deux 614 voix), de Landemont (610 voix) et cinq membres de la liste républicaine, dont Paul Bellamy (323 voix). Aux élections législatives de mai 1924 dans la deuxième circonscription, la droite et le centre totalisent plus de 60 % des voix. Lecour-Grandmaison, de La Ferronnays, de Juigné, Ginoux-Defermon sont élus facilement. Ainsi la « République des marquis » comme on l'a appelée, est toujours présente dans les campagnes de l'Ouest. Les communistes obtiennent à ces élections moins de 4 % des voix.

En Basse-Loire, le Cartel des gauches triomphe avec la liste conduite par Aristide Briand. Elle obtient quatre élus : Briand, Sibille, Bellamy et Delaroché-Vernet. La droite est représentée par le tanneur Francis Merlant. Le radicalisme a bien résisté au cours de ces élections législatives, mais un coup très dur lui est porté par Aristide Briand et Maurice Sibille qui, à la Chambre, se sont séparés peu à peu du Cartel.

Les élections d'octobre 1928 au conseil général donnent les résultats suivants :

- 1<sup>er</sup> canton : Alexandre Vincent, Union nationale républicaine.
- 2<sup>e</sup> — : Raymond Rolland, employé aux Batignolles, UNR.
- 3<sup>e</sup> — : Georges Ganuchaud, UNR.
- 4<sup>e</sup> — : Hector Sudry, Gauche républicaine.
- 5<sup>e</sup> — : Maurice Sibille, Gauche républicaine.
- 6<sup>e</sup> — : Yves Le Gall, capitaine au long cours, UNR.
- 7<sup>e</sup> — : P. Ridel, SU.

À Nantes, on ne constate pas ce balancement droite-gauche de la politique nationale durant les années 20. C'est que, dès 1910, la municipalité est conduite par Paul Bellamy, modéré, républicain socialiste dans le sillage d'Aristide Briand, qui va diriger au centre pendant près de dix-huit années, avec un grand dévouement et en bon gestionnaire, la politique de la ville.

### La municipalité nantaise

Lorsque Paul Bellamy\* se présente aux élections municipales des 30 novembre et 7 décembre 1919 dans la 3<sup>e</sup> circonscription de Nantes, il n'est élu qu'au second tour et seulement le sixième sur sept, n'obtenant que 2 197 voix. Il est cependant réélu maire le 10 décembre. C'est en effet depuis le 18 décembre 1910 que Paul Bellamy, ayant supporté la période difficile de la guerre, est à la tête de la municipalité. Gaston Veil ne manquera pas d'évoquer son action lors de ces sombres années :



**Paul Bellamy (1866-1930).**

Adjoint au maire de 1908 à 1910

Maire de 1910 à 1928.

(Tableau de Jacques Patissou, daté de 1912 — Photo André Bellanger)

Cette toile est accrochée dans la salle du conseil d'administration de la Mairie de Nantes.

« Il fallait pourvoir à l'approvisionnement de toute la population. Jamais, grâce à ses efforts, notre ville n'a manqué de rien. Il y avait à procurer des logements aux réfugiés, à soutenir moralement et matériellement tous ceux sur qui pesait une inquiétude des leurs. [...] Toujours sur la brèche, il fit preuve d'une activité remarquable et d'un esprit avisé auxquels ses adversaires eux-mêmes se plurent à rendre hommage. »



Paul Bellamy figure sur la liste dite « de concentration républicaine » conduite par Gabriel Guist'hau et se retrouve au conseil municipal, en mai 1908, premier adjoint du maire. Mais celui-ci, nommé sous-secrétaire d'État à la Marine par Aristide Briand, donne sa démission de maire le 18 décembre 1910. Ayant obtenu 32 voix, Paul Bellamy prend la tête de la municipalité.

Aux élections de 1919, grâce à l'action déterminée d'Alexandre Vincent appartenant à la droite libérale, les candidats, soucieux de gérer au mieux les affaires de la cité, négocient afin de parvenir à une liste d'union. L'accord a pour base l'application de la représentation proportionnelle d'après les chiffres donnés par le premier tour de scrutin. Ainsi, la liste unique formée par le vote du 7 décembre 1919 comprend 36 noms choisis de façon à assurer au conseil municipal la composition suivante : 16 conseillers désignés par l'Union des républicains, 15 conseillers par les listes de Droite libérale et d'Entente républicaine, et 5 par la Fédération socialiste.

Sous la conduite de Paul Bellamy, le programme électoral des radicaux est réalisé. Le personnel municipal voit s'effectuer des promotions internes avec sécurité de l'emploi et indexation des salaires sur le coût de la vie. L'entretien des bâtiments municipaux est assuré avec l'hygiène pour préoccupation principale.

On ouvre de nouveaux établissements de bains et lavoirs publics. La municipalité développe l'action sociale avec l'augmentation des retraites des employés municipaux et celle des allocations aux différents hospices de la ville. Dans le domaine de l'instruction publique, le Conseil veut marquer sa volonté d'aider l'enseignement supérieur en subventionnant l'École de médecine et de pharmacie, ainsi que l'École supérieure de commerce, et en créant l'Institut polytechnique de l'Ouest et l'Institut municipal d'enseignement supérieur. La municipalité augmente les aides financières au Théâtre Graslin, à la Schola Cantorum et aux différentes sociétés savantes. Mais, les difficultés économiques aidant, le mouvement de hausse des assistances s'atténue ; à partir de 1922, la municipalité radicale est moins généreuse.

Maire et conseiller général depuis près de quatorze années, Bellamy pose sa candidature aux élections législatives du 11 mai 1924. Il est élu. La liste républicaine patronnée par Aristide Briand enlève quatre sièges. Au Palais Bourbon, le maire de Nantes s'inscrit tout naturellement au groupe Républicain socialiste.

Dans sa ville il va subir l'usure du pouvoir. L'Union sacrée a vécu. Reconnu naguère comme un administrateur de premier ordre tant par l'immense majorité de ses concitoyens que par ses collègues maires de France qui l'avaient, par deux fois, placé à leur tête, il est de plus en plus combattu et dénigré. Aux élections municipales de mai 1925, il est réélu, mais de justesse, trente-sixième sur trente-six.

La campagne électorale de 1925 est virulente. Selon Paul Bellamy, les circonstances sont telles que, partout en France, les élections municipales se font sur le terrain politique. À Nantes, comme d'ailleurs dans les autres grandes villes, cette campagne est marquée par une hostilité à la représentation proportionnelle. Au premier tour du scrutin, les Nantais ont à se prononcer entre quatre listes :

- la liste du Cartel des gauches, constituée de 12 radicaux, 12 socialistes, 12 socialistes indépendants ;
- la liste d'Union républicaine, anti-cartelliste, qui regroupe des hommes du centre et des hommes de droite ;
- la liste d'Action républicaine et de défense économique, qui correspond à une liste républicaine dissidente composée de radicaux et républicains modérés ;
- la liste du Bloc ouvrier et paysan, de tendance communiste.

Les 3 et 10 mai 1925, le Parti radical (ou plus précisément les républicains de gauche) pratique, par l'intermédiaire de Paul Bellamy, la stratégie de l'alliance avec les socialistes. Gaston Veil, directeur du *Populaire* et conseiller sortant, définit ainsi l'idéal républicain qui peut servir de base à l'association radicale-socialiste : « *C'est la ferme volonté de barrer la route à la réaction de quelques noms dont elle se décore* », et il ajoute : « *Républicains, soyez tous unis contre les fascistes du cartel de droite, mais aussi contre le communisme.* » Il s'agit, cette fois-ci, d'un scrutin de liste qui amène la victoire du Cartel des gauches avec 20 768 voix contre 16 863 pour le Cartel des droites. Le préfet peut alors écrire au ministre de l'Intérieur que « *L'élection de la liste du Cartel de Nantes est une belle victoire républicaine due aux républicains de toutes nuances et pure de toute compromission communiste.* »

Arrive alors la période des échecs. Aux législatives du 22 avril 1928, le principal adversaire de Bellamy, Francis Merlant, l'emporte largement par 10 284 voix contre seulement 3 598 au député-maire sortant. Au lendemain de cette élection celui-ci donne sa démission de maire et de conseiller municipal, estimant n'avoir plus l'autorité suffisante pour rester à l'hôtel

de ville. Malgré les démarches de ses amis pour qu'il demeure à la mairie jusqu'aux élections de mai 1929, il persiste dans sa décision. *Le Phare de la Loire* annonce la nouvelle le vendredi 27 avril. Mais finalement, c'est seulement le 1<sup>er</sup> mai que Paul Bellamy adresse sa lettre de double démission au préfet, Paul Mathivet. « *Il m'est impossible, lui répond celui-ci, de ne pas m'incliner devant votre décision que je sais irrévocable et dont les motifs vous honorent grandement, attestant et la rigueur scrupuleuse de votre conscience et la noblesse de votre caractère.* »

En 1929, six listes électorales sont en compétition : la liste d'Union des gauches comprenant les radicaux, les radicaux-socialistes et républicains laïcs ; la liste socialiste SFIO ; la liste communiste ; la liste d'Union républicaine nationale constituée d'hommes provenant du Centre républicain (URD) patronnée par la Ligue républicaine nationale et d'hommes de droite patronnés par la Ligue catholique du général de Castelnau et l'Action française. À côté de ces quatre listes, on compte celle des Radicaux indépendants du 2<sup>e</sup> canton et la liste d'Union économique du 4<sup>e</sup> canton. Un candidat isolé se présente dans les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> cantons comme Républicain social : M. Jullian. Gaston Veil écrit dans *Le Populaire* du 11 mai :

« Le danger qui menace la République à cette heure, c'est le fascisme, c'est la dictature ! Nos adversaires, sous des masques divers, essaient de s'introduire dans la place. Ils prennent des airs patelins afin de n'effrayer personne tant qu'ils sollicitent les suffrages des électeurs ; mais demain, s'ils avaient la majorité, ils se montreraient avec leur véritable visage et vous reconnaitriez les cléricaux et les réactionnaires qu'ils sont en réalité. »

Les Nantais élisent 10 membres de l'Union des gauches, 18 URD (Union des républicains de droite) et 10 socialistes SFIO. C'est donc un succès pour la droite, doublé d'un déclin des radicaux. Quoiqu'il en soit, la municipalité restant aux mains de la Gauche – le nouveau maire, Léopold Cassegrain, appartenant à la Gauche républicaine – la « radicalisation » de la ville de Nantes se traduit bien par un glissement à gauche. L'expression d'André Siegfried : « *Nantes, îlot moderne dans un océan d'Ancien Régime* » reste valable, même s'il faut relativiser la situation.

Il est remarquable de constater que les Nantais envoient à leur conseil des hommes majoritairement de gauche qui sont, globalement et au fil de ces dix années, de moins en moins radicaux et de plus en plus socialistes. Mais Nantes n'est pas une ville de gauche à proprement parler car la droite y joue un rôle de contre-pouvoir non négligeable.

Désabusé, fatigué, ayant renoncé aussi à son mandat de conseiller général, Paul Bellamy quitte Nantes pour soigner une tuberculose qu'un labeur incessant lui avait fait négliger. Il se rend alors à Cambo-les-Bains, station climatique des Basses-Pyrénées spécialisée dans le traitement des affections pulmonaires. Son séjour y fut de courte durée, cinq mois. Il meurt le 29 mars 1930, à 19 heures, âgé seulement de 63 ans, dans le sanatorium dit « des Terrasses ». Ses obsèques ont lieu à Nantes le mercredi 2 avril au matin. La cérémonie religieuse est célébrée au temple protestant, alors place de l'Édit-de-Nantes, où le pasteur Brunet fait l'éloge du défunt. Gabriel Guist'hau, malgré un état de santé précaire, avait tenu à assister aux obsèques de son ami et successeur. La dépouille mortelle de l'ancien député-maire est ensuite inhumée dans l'enclos familial du carré protestant, au cimetière Miséricorde. Seul, selon le désir de la famille, le maire en exercice, Léopold Cassegrain, prit la parole pour saluer la mémoire de celui qui, pendant près de 18 ans, se consacra avec dévouement à la ville de Nantes.

*Le Phare*, au lendemain de sa mort, pouvait alors écrire :

« Comme celle de tout autre, l'administration de Paul Bellamy, pendant la longue période de ses mandats, ne fut pas sans erreur, à dater surtout du jour où l'administrateur qu'il était devint par surcroît député, c'est-à-dire politicien. La direction de nos affaires municipales s'en ressentit indiscutablement et on le lui reproche. Mais il est un fait certain, c'est que la probité de Paul Bellamy fut toujours au dessus de toute critique, à ce point qu'il avait sacrifié une partie de sa fortune pour le plus grand bien de ses concitoyens, lorsqu'il laissa à d'autres le soin de la gestion de notre ville. »

Lorsque Paul Bellamy se retire, le 1<sup>er</sup> mai 1928, de la vie municipale, son premier adjoint, Gaston Veil, fait office de maire jusqu'à l'élection d'Adolphe Moitié. Celle-ci a lieu le samedi 2 juin. Adolphe Moitié est élu par 24 voix contre 8 bulletins blancs représentant le suffrage des élus socialistes.

Gaston Veil\* est entré au conseil municipal le 14 avril 1907 et, l'année suivante, élu deuxième adjoint du maire, Gabriel Guist'hau. Quand celui-ci, nommé ministre, quitte la mairie en 1910, Gaston Veil devient le premier adjoint de Paul Bellamy. En 1911, il obtient sa mise en congé de l'Enseignement et, journaliste, prend la direction du *Populaire*, 12 rue Santeuil, qui représente l'aile gauche du parti radical. De nombreuses personnalités locales de toutes obédiences viennent s'exprimer dans la rubrique *Tribune Libre*. Lorsqu'il quitte le conseil municipal en 1929 pour se consacrer pleinement à la direction de son journal, il reste politique-

ment très actif et on dit de lui qu'il fut le chef spirituel du Front populaire dans l'Ouest. Fin lettré, travailleur consciencieux et méticuleux, Gaston Veil, au service de la cité pendant 22 ans dont 18 années comme premier adjoint chargé de l'éducation, aura su défendre âprement et développer le patrimoine artistique de la ville.

À la suite des élections municipales de mai 1929, le Conseil par 49 voix sur 35, élit Léopold Cassegrain, de la Gauche républicaine, à la tête de la municipalité. Il trouve au sein du conseil municipal un homme d'expérience qui eut une action importante : Ernest Dalby\*. Celui-ci avait été élu conseiller municipal dans le deuxième canton en 1919 et son mandat lui fut renouvelé jusqu'en 1935. Dalby occupe, à partir de 1925, le poste d'adjoint attaché à l'Aide et à l'Hygiène sociales. Orateur solide, doté d'une voix sonore, courageux dans la propagande, ne négligeant ni son temps ni sa peine, souvent contesté, il semble avoir été apprécié par de nombreux Nantais. *L'Ouest Journal* du 6 février 1934 affirme « qu'il fut un mandataire actif qui, par la franchise de son accent et la sincérité de ses convictions, a su forcer la sympathie de maints de ses adversaires ».

La notion de défense des intérêts nantais passe avant toute question de politique générale au conseil municipal. Les relations en son sein sont certes parfois tendues, mais le respect mutuel demeure le sentiment le plus partagé. Pendant toute la décennie la bourgeoisie est prépondérante, jamais moins de la moitié des conseillers ; les classes moyennes sont bien représentées, commerçants, fonctionnaires (surtout professeurs) ; entre 1919 et 1929, aucun conseiller ne provient des classes populaires. En général, les élus habitent le centre ville<sup>3</sup>.

Grâce à la stabilisation du « franc Poincaré », l'or et les devises affluent dans les coffres de la Banque de France. On atteint alors des records de production dans tous les domaines et une situation de plein emploi. Ainsi, l'assemblée locale dispose de plus de moyens et les conseillers n'hésitent pas à faire bénéficier certains postes de crédits importants. De toute façon, durant toute cette période des années 20, on n'assiste pas à une rupture de la gestion municipale des recettes. Les centimes additionnels sont la solution la plus facile correspondant plus à un engrenage qu'à une véritable volonté politique. Radicaux et Socialistes ont préféré ce moyen plus équitable à l'augmentation des droits d'octroi.

Les principaux désaccords qui vont émailler les réunions du conseil municipal viendront des éternels différents religieux – question scolaire,

entretien des églises, problème des processions en ville –, et surtout des grands travaux : le déplacement des abattoirs de Talensac à Pont-Rousseau, le comblement des bras de la Loire, et le transfert de la ligne de chemin de fer de Nantes-Saint-Nazaire dans sa traversée de la cité.

### Figures nantaises : Georges Clemenceau et Aristide Briand

Curieusement, on constate que trois des plus grands hommes d'État français de ce début de XX<sup>e</sup> siècle sont passés par le Grand lycée de Nantes. Georges Clemenceau y entre en octobre 1852 ; Aristide Briand est interne en 1875 ; Édouard Herriot, tout jeune normalien et agrégé de lettres, est nommé professeur de la classe de troisième, le 30 octobre 1895, pour une année. C'est lui qui prononce le discours d'usage à la distribution des prix de 1896.

En fait, Clemenceau et Briand, quoique faisant tous deux partie de la gauche radicale, vont être perpétuellement en opposition, et leur rivalité ne fera qu'empirer au fil du temps. Ils sont, il est vrai, d'origine sociale tout à fait différente. Georges Clemenceau, le Vendéen, est né le 28 septembre 1841 à Mouilleron-en-Pareds. Il obtient, en 1869, son diplôme de médecin comme son père, Benjamin Clemenceau. Aristide Briand, le Nantais, futur avocat, est né le 28 mars 1862, 12 rue du Marchix. Son père, aubergiste, tenait le café de la Croix Verte dans un quartier de marins et de dockers.

En janvier 1920, le septennat de Raymond Poincaré arrive à son terme. À l'évidence, la future présidence de la République revient à celui qui a sauvé la Patrie et lui a rendu l'Alsace-Lorraine. Qui oserait s'opposer à l'homme le plus populaire de France, Georges Clemenceau ? Si celui-ci proclame à qui veut l'entendre son mépris pour cette future fonction d'apparat, il ne manque pas d'ajouter : « Une chose me console, c'est de penser que, pendant sept ans, le camarade Aristide Briand battra le pavé du trottoir de l'Élysée. »

Briand décide alors de croiser le fer. Dans les couloirs de l'Assemblée, il effraie les uns en soulignant le caractère autoritaire de Clemenceau mal adapté à la fonction présidentielle d'alors. Aux autres il rappelle son vieil anticléricalisme en leur glissant à l'oreille : « Si Clemenceau meurt à l'Élysée, nous aurons un bel enterrement civil. » Encore faut-il pour battre Clemenceau qu'il y ait un candidat contre lui. Briand l'a trouvé : Paul Deschanel, le président de la Chambre des députés. L'homme est médiocre,



sans relief ni personnalité, atteint déjà des troubles du comportement qui le forceront, avant même la fin de la première année de son mandat, à l'abandonner dans des circonstances bouffonnes.

Le 16 janvier 1920, les élus républicains se réunissent au palais du Luxembourg pour un vote préliminaire. À la surprise générale, Clemenceau n'obtient que 309 voix contre 408 à Deschanel. Sur son nom s'est réunie la coalition la plus inattendue des catholiques et des socialistes. C'est la défaite du « Père la Victoire ». Théoriquement, rien n'est joué. Il ne s'agit que d'un scrutin préliminaire sans valeur juridique. Mais « le Tigre », blessé dans son orgueil, informe le président de la Chambre qu'il n'est pas candidat à la Présidence de la République. Le lendemain 17 janvier, au congrès de Versailles, Paul Deschanel est élu sans difficulté, Briand triomphe sans gloire, et Clemenceau, démission donnée, prend sa retraite. Il en profite pour venir passer 48 heures à Nantes, en novembre 1921. Arrivé dans une spacieuse Rolls-Royce, il séjourne au Central-Hôtel et consacre son temps à des promenades dans les rues, à la visite d'amis, du musée des Beaux-Arts, de la bibliothèque municipale, ainsi que de son vieux lycée.

Déjà en 1920 le proviseur du lycée Clemenceau et les sociétés amicales des anciens élèves avaient ouvert une souscription à l'effet d'élever dans la cour d'honneur du lycée un monument à la mémoire des élèves ou anciens élèves et des membres de l'enseignement tombés au champ d'honneur. Lors de la discussion à l'assemblée municipale sur la demande de subvention, Le Roux, porte-parole des socialistes, fait savoir qu'il votera contre :

« Nous avons trop présente à la mémoire les charges clémentistes de Villeneuve-Saint-Georges, les fusillades de Draveil-Vigneux, et ce serait trahir la classe ouvrière que de voter un projet semblable. Qu'il nous soit donné l'assurance que le buste de Clemenceau ne figurera pas sur le monument et nous voterons votre projet. »

Et pourtant, c'est Georges Clemenceau lui-même qui est venu inaugurer le monument aux morts le samedi 27 mai 1922. Le projet comportait une stèle en pierre avec bas-relief symbolique en bronze et son exécution en avait été confiée à Siméon Foucault\*, Nantais et ancien élève du lycée.

À son tour, Aristide Briand vient à Nantes le dimanche 22 avril 1923, pour assister à une réunion d'anciens combattants. Gabriel Guist'hau et Maurice Sibille l'attendent à la gare. Le lendemain, il se rend dans le

plus strict incognito à Saint-Nazaire où le Comité républicain lui a offert un déjeuner très fermé aux restaurant Déo. Commentaire acide de *L'Echo de la Loire* :

« Aristide s'est bien gardé d'aller à Trignac et à Penhoët où il aurait sans doute été reçu assez fraîchement. On mangea, on but à la santé des dockers, et ses amis reconduisirent Briand au train de 4 heures 30. »

On le revoit à Nantes le samedi 2 juin suivant sur l'invitation de la Fédération républicaine démocratique, salle Colbert, où, de sa voix charmeuse de violoncelle, il prononce un discours se terminant ainsi :

« L'union des républicains sur le terrain des lois laïques et sociales, voilà ce que vous devez réaliser aux prochaines élections. Ainsi vous aurez montré de nouveau au monde la véritable figure de la France, celle qu'il aime. Dès maintenant je vous invite à crier à la fois, car c'est la même chose pour moi : "Vive la République et vive la France !" »

Aristide Briand est encore présent à Nantes lors de l'assemblée plénière des comités républicains, le jeudi 24 avril 1924.

Le 6 décembre 1926, Aristide Briand rompt avec le négligé vestimentaire qui le caractérise (et qui donne tant de joie aux caricaturistes de l'opposition). Ce jour-là, à Oslo, il reçoit le Prix Nobel de la Paix avec l'Allemand Stresseman. Pour la circonstance, il arbore une jaquette de bonne coupe, a brossé soigneusement son abondante chevelure et sa broussailleuse moustache tombante.

Le télégramme suivant lui parvient le 10 janvier 1927 :

« Municipalité et Ville de Nantes se réjouissent profondément hommage rendu à l'éminent homme d'État qui, honorant sa cité natale et son pays, a si bien servi aux intérêts de la France, idéal de Paix, à compliments, joins expression sentiments d'affectueuse et dévouée estime des collègues et du maire de Nantes. Signé : Paul Bellamy<sup>4</sup>. »

**FONDERIE LANGUEDOCIENNE**  
ART & INDUSTRIE  
**ED. GUICHARD & C<sup>IE</sup>**  
CASTELNAUDARY (Aude)



**COG**  
Hauteur : 0 m. 90  
Ecartement des ailes : 0 m. 80  
Prix net en fonte de fer ciselé et laqué : 500 fr.  
En bronze ciselé et patiné : 1.600 fr.

Le même modèle, hauteur : 0 m. 60 avec les ailes fermées  
Prix net en fonte de fer ciselé et laqué : 200 fr.  
En bronze ciselé et patiné : 1.000 fr.

CASTELNAUDARY, le 3 Mars 1922.

M.



**POILLU AU REPOS**  
Hauteur : 1 m. 60  
Prix en fonte : 2.300  
Prix en bronze ciselé et patiné : 4.000

GUICHARD.

**POILLU BARRICETTE AU CARON**  
Hauteur : 1 mètre  
Prix en fonte : 2.800  
Prix en bronze ciselé et patiné : 4.800

**Le marché des Monuments aux Morts.**  
(Archives municipales de Nantes)

Les services municipaux reçoivent des quantités de propositions comme celle-ci, pour la fourniture de monuments commémoratifs ou funéraires destinés à glorifier les héros de la commune, morts pour la Patrie.

**LE PEUPLE  
DES ANCIENS COMBATTANTS**

Dans la France des années 20 apparaît une nouvelle catégorie, un nouveau groupe sociologique inconnu hier : les anciens combattants et victimes de la guerre, auréolés d'une parcelle du caractère sacré que revêt désormais tout ce qui rappelle le grand sacrifice consenti au salut de la Patrie. Ils se réclament de la reconnaissance morale que leur voue la Nation et que résume la célèbre formule - « Ils ont des droits sur nous ! » -, et constituent un groupe de pression qui pèse tant sur la vie locale que nationale. La France de l'après-guerre se caractérise par le fait que la plupart des hommes qui gouvernent, qui font l'opinion, qui dirigent les entreprises, qui constituent les cadres des forces politiques et des syndicats, ont connu les horreurs de la guerre. Nombreux sont ceux qui en portent les marques dans leur chair. La moitié des démobilisés, soit 3 220 000 personnes, ont en effet été blessés plus ou moins gravement pendant le conflit.

Le problème des veuves de guerre, des orphelins, les difficultés de réinsertion sociale, d'obtention de droits, mais aussi de reconnaissance, font que les anciens combattants et victimes de guerre, les mutilés, ressentent le besoin de s'assembler et de s'organiser pour résoudre leurs problèmes. Ainsi naissent de nombreuses associations, dominées par l'Union nationale des combattants (UNC), dont la sensibilité politique est nettement à droite, et par l'Union fédérale (UF), qu'on peut classer au centre gauche. Ceci explique la création, en janvier 1920, par le gouvernement Millerand d'un ministère des pensions, primes et allocations de guerre dont le titulaire sera jusqu'en 1924 le mutilé de guerre André Maginot. Outre leurs activités d'assistance à leurs affiliés, de démarches et d'interventions en leur faveur, les associations d'anciens combattants vont jouer un triple rôle dans la société française.

### Antiparlementarisme, patriotisme et souvenir

Les anciens combattants vont d'abord s'ériger en censeurs de l'action gouvernementale. Se considérant comme les garants du dépôt sacré qu'ils ont remis aux mains des gouvernants, ils observent d'un œil critique et jugent sans ménagement ceux qui gèrent le pays. Aussi le milieu ancien combattant constitue-t-il très vite un foyer d'antiparlementarisme, supportant mal les divisions que la guerre et l'Union sacrée avaient su effacer, et les affaires politico-financières qui enrichissent quelques gouvernants, alors que les poilus ont, sans espoir de récompense, fait à la Patrie le sacrifice de leur vie.

Ensuite, ils s'assignent une mission civique, celle d'éduquer les générations montantes dans l'horreur de la guerre en pensant aux 9 528 pupilles de la nation inscrits dans la seule Loire-Inférieure, et de développer l'idée d'entente entre les peuples en appuyant l'action de la Société des Nations et la propagande en faveur de la Paix.

Au delà de ces rôles critique et d'éducation, les associations d'anciens combattants vont se vouer au culte du souvenir de la Guerre. Désormais, et dans chaque cérémonie officielle, leurs représentants sont présents avec leurs drapeaux ; ils ont leur grande liturgie, la fête du 11 novembre, avec défilé, minute de silence et dépôt de gerbe, cérémonie qui doit constituer une leçon de civisme pour les générations futures. Les enfants des écoles, sous la conduite de leurs maîtres, viennent écouter les discours patriotiques, chanter les hymnes à la Patrie. Pour conserver cette mémoire du sacrifice, les anciens combattants luttent afin qu'au centre de chaque ville, de chaque village, soit érigé un Monument aux morts.

L'action de leurs différentes associations est donc multiple. Ainsi, peut-on, à Nantes comme ailleurs, suivre dans *Le Phare de la Loire*, d'une part les manifestations qu'elles organisent à l'intention des soldats tombés pour la défense de la Patrie, d'autre part l'activité qu'elles mènent pour le soutien et l'aide apportés aux mutilés.

Dès le 1<sup>er</sup> février 1920, le Comité du souvenir français fait célébrer par le chanoine Rias, supérieur de l'Externat des Enfants Nantais, une messe à l'intention des militaires et marins tombés pour la défense du territoire au cours de laquelle l'abbé Bachelier, professeur au petit séminaire, prend la parole. Puis se succèdent les cérémonies d'inauguration de plaques destinées à commémorer le souvenir des soldats morts pour la France, comme par exemple le 19 décembre 1920 au Temple Protestant, ou, le 13 juillet 1922, à l'École de plein exercice de médecine et de phar-

macie, en mémoire des 10 médecins, des 5 pharmaciens, des 27 étudiants et des 2 membres du personnel disparus.

Le 13 novembre 1920 sont ramenés à Nantes les corps des premiers Nantais morts au champ d'honneur : le sergent Gérard Cahen, 26 ans, du 265<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie, tué à la bataille de la Marne le 7 septembre 1914, et Robert Marec, 24 ans, mort à Zuydcoote le 2 décembre de la même année. La loi de Finances de 1920 a disposé que les veuves, ascendants ou descendants des militaires ou marins morts pour la France ont droit à la restitution et au transfert, aux frais de l'État, des corps identifiés. « Respect à nos Morts », c'est sous ce titre que G. Péaud signe un article du 31 décembre 1920 dans lequel, notant qu'entre le moment où les autos transportant les dépouilles des héros morts à la Guerre arrivent dans la ville et l'heure fixée pour la cérémonie des funérailles, aucun lieu n'est prévu pour les recevoir. « *Ceux qui sont morts pour le Pays, écrit-il, ont droit à tous les honneurs. Il serait indigne des Français de leur en dérober une partie et ce serait manquer au devoir le plus impérieux que de ne pas donner un asile décent aux glorieux restes des héros nantais, en attendant le moment où leurs familles les conduiront à leur dernière demeure.* »

L'Union nationale des mutilés et réformés de la Loire-Inférieure, qui tient son assemblée générale le 28 février 1920 devant plus de 800 adhérents, se préoccupe de primes à la natalité, prêts d'honneur, voyages à prix réduits, réduction sur le prix du pain, soins gratuits, emplois réservés, etc. Ce même jour, le comité départemental de l'Union nationale des combattants, qui comprend en Loire-Inférieure 63 sections regroupant 17 000 inscrits, se penche sur les réclamations visant les primes de démobilisation, les pécules, la délivrance des titres de pension de veuves et des avances sur leurs propres pensions. Les instances diverses ont motivé la rédaction énorme de plus de 17 000 réclamations avec un courrier journalier de plus de 80 lettres.

L'Office public de placement des démobilisés indique qu'il a organisé le placement de 4 300 démobilisés en Loire-Inférieure sur 133 000 en France, et celui des mutilés et réformés précise qu'il en a réalisé 864 dans le département sur 16 700 sur tout le territoire, tandis que les aveugles de la Guerre sont en formation à l'École de rééducation des mutilés, 16 rue de Bel-Air. Un appel est lancé dans la presse pour que les Nantais leur envoient des chaises à rempailler ou à canner, et qu'ils achètent leurs brosses et leurs balais. Le château de La Placelière – magnifique propriété de 22 hectares dont un étang d'un hectare –, que la ville a acheté

pour installer une ferme-école destinée à la rééducation agricole des blessés de la poitrine, est inauguré le 29 juillet 1920. Dix ans plus tard, il deviendra maison de retraite sous le vocable « Foyer des Invalides de la Guerre ». Vingt-neuf blessés de la poitrine y reçoivent déjà un enseignement théorique et pratique ainsi que les soins qui doivent faire d'eux des agriculteurs avertis en même temps que des hommes robustes. Et le consul de France à Melbourne a remis à Jules Rosier, capitaine du troisième régiment *Maréchal de Turenne*, de la Société générale d'Armement, ancré au quai des Antilles, poste numéro 2, un lot important de béquilles de la part du gouvernement australien à l'intention des hôpitaux ou des privés qui en auraient besoin<sup>5</sup>.

Lors de la réunion du conseil municipal du 11 février 1921, le maire, Paul Bellamy, précise qu'à ce jour 864 demandes de transfert de corps ont été faites : 262 inhumations se feront dans des concessions privées, les autres dans la section militaire de la Bouteillerie créée par autorisation du préfet de Loire-Inférieure, Charles Causel, le 31 octobre 1918. Il est alors décidé que les corps des militaires seront transportés par les soins de la Société des Pompes funèbres générales de la gare de Nantes-Orléans dans un dépositaire aménagé d'abord dans l'une des salles du château, puis rue Curie. Une chapelle ardente sera dressée et décorée avec des tentures, des drapeaux, des plantes vertes et des luminaires. La ville déposera sur chaque cercueil, recouvert d'un drapeau, une palme ornée de fleurs et d'un ruban tricolore.

Ainsi, les années 1921 et 1922 sont ponctuées par l'arrivée en gare de Nantes, de corps de militaires tués au front (36, le 23 mars 1921 ; 156, le 8 juin ; 190, le 7 juillet ; 19, le 22 juillet...), et par des cérémonies religieuses à la cathédrale, au temple protestant et à la synagogue. Durant ces mêmes années, on assiste à l'inauguration de monuments élevés en souvenir des morts pour la Patrie : 2 septembre 1920 au Pouliguen ; 7 août 1921 à Basse-Goulaine, 4 septembre 1921 au Croisic, 25 septembre à Pornic, 23 octobre à Vertou par Gabriel Guist'hau, 13 novembre à Bouguenais, 20 novembre à Nort-sur-Erdre, 11 décembre à Mauves... Comme le montre dans un tableau Pilven Le Sevellec, les inaugurations ont lieu principalement au cours des années 1921 et 1922, sauf à Nantes où il faudra attendre plusieurs années<sup>6</sup>.

L'accord n'est pas parfait entre les différentes associations qui n'ont pas toutes les mêmes buts. Pour l'Union des Mutilés, il ne faut surtout

pas s'engager dans une voie qui peut prêter à des discussions politiques ; aussi ne renouvelle-t-elle pas son affiliation à l'Union des Combattants, laissant à chacun de ses membres sa liberté d'action. Par contre, l'Association républicaine des anciens Combattants, fondée par Barbusse, qui se présente elle aussi comme une association de défense des intérêts des anciens combattants, est en réalité une organisation de propagande antimilitariste et bolchevique. Au cours d'une réunion salle Colbert, en avril 1920, l'orateur parisien René Dolis affirma en particulier que « *flanquer douze balles dans la peau de Poincaré n'était pas suffisant, mais qu'on devrait couper la tête à l'ancien Président de la République et promener sa tête sur une pique à travers les rues de Paris...* ».

Ces désaccords sont vite aplanis à l'occasion des fêtes nationales où tous les anciens combattants, quelle que soit leur appartenance, se retrouvent pour célébrer ensemble, dans une même communion patriotique, le souvenir de ces quatre années, les tranchées boueuses, les éclats d'obus, les schrapnells et les gaz. Tandis que les rues flamboient de drapeaux aux couleurs de la France et que les oriflammes s'étirent sous le vent, que des guirlandes de fleurs et de feuillage courent le long des balcons, que les cloches des églises sonnent à l'unisson, ils se retrouvent lors des trois grandes fêtes que la France a maintenant, comme le précise *Le Phare* du samedi 15 juillet 1922 : « *Le deuxième dimanche de mai, c'est le salut de la Patrie à Jeanne d'Arc, l'héroïque jeune fille qui la délivra du joug étranger et qui mourut pour elle ; le 14 juillet, c'est la fête de la Nation et de la France, pays de Lumière et de Liberté ; le 11 novembre, c'est la fête de la victoire et la fête de nos morts et de leur sublime sacrifice.* »

À ces occasions, l'Union nationale des Combattants invite toute la population à assister aux différentes manifestations : de recueillement le matin, avec les prises d'armes et défilés derrière les drapeaux des régiments nantais sur le cours Saint-André, et la visite aux tombes des militaires au cimetière de la Bouteillerie ; de réjouissances diverses l'après-midi, comme les régates et les concerts donnés cours Cambronne ou au Jardin des Plantes.

Dans le même temps, les mutilés et anciens combattants se réunissent dans leurs associations et discutent de leurs revendications : « Gueules cassées », « yeux de verre », emplois réservés, habitations à bon marché, révisions et liquidations de pensions, inflation fiduciaire dont le ministre André Maginot vient s'entretenir avec eux le 11 juillet 1921.



Plus de 1 200 de ces mutilés bénéficient, en Loire-Inférieure, d'une allocation d'ancien combattant. On les rencontre dans les rues de Nantes, souvent avec leur vieux calot sur la tête, et d'aucuns font peine à voir : borgnes, le front serré sous un bandeau sombre ; aveugles à la marche hésitante ; mutilés dans leur fauteuil roulant ; manchots, la manche vide de leur veste retournée et fixée à l'épaule à l'aide d'une épingle de nourrice ; unijambistes appareillés d'un pilon de bois ou se déplaçant difficilement avec deux lourdes béquilles ; et même parfois culs-de-jatte. C'est le spectacle quotidien d'un après-guerre meurtrier.

L'Arbre de la Paix planté place Jean V provoque pour certains de la satisfaction, mais en mécontente plus d'un. Aussi, l'adjoint au maire, de la Tullaye, s'explique lors de la réunion du conseil du 12 janvier 1920 :

« Vous n'ignorez pas que la plupart des villes de France ont tenu à commémorer la signature de la paix. Nous avons pensé que la ville de Nantes, dont tant d'enfants ont versé leur sang pendant la guerre, devait faire quelque chose pour marquer la fin du cauchemar et célébrer le triomphe du Droit sur la Barbarie. Un monument nous eut entraînés à de grosses dépenses. Nous voulions faire ce qu'il faut, mais nous ne voulions pas faire de folies. Nous avons pensé qu'en plantant un Arbre de la Paix nous arriverions à contenter nos concitoyens. [...] Cet arbre ne sera pas le seul souvenir consacré par notre ville à nos héros. Plus tard, nous vous proposerons d'honorer par un monument grandiose et digne d'eux les morts de la Grande Guerre. »

### À la mémoire des Nantais morts pour la France

À Nantes, les divers groupements patriotiques et d'anciens combattants participent avec l'administration municipale aux discussions concernant la forme et le lieu de l'érection d'un monument du souvenir. C'est dans sa séance du 14 novembre 1918 que le conseil municipal prend la décision d'élever un Monument aux morts pour la Patrie, « Panthéon de gloire, auréolé de verdure et de fleurs, loin du bruit et des formes vulgaires ». En novembre 1921, l'Union nationale des Mutilés souhaite que ce monument, noble, imposant, soit d'une absolue simplicité, précisant : « Une statue, un groupe sculptural, quelques beaux, quelques géniaux qu'ils soient, choqueraient une partie de nos concitoyens. » Les services communaux reçoivent de multiples propositions pour l'acquisition d'une œuvre artistique originale et de caractère devant glorifier honorablement leurs héros. Marcel Marron, éditeur-statuaire à Orléans, propose des œuvres de Charles Desvergnès, Grand Prix de

Rome : « L'héroïque poilu de France », « Le hardi grenadier », « Le coq triomphant ». Les établissements Jacomet, de Villedieu (Vaucluse), offrent la mise en place d'un arc de triomphe, livré « franco de port et d'emballage » au prix de 1 500 francs, inscription des noms comprise quel qu'en soit le nombre. Louis Lambert, 37 boulevard Ménilmontant, fait savoir que son hall d'exposition des monuments funéraires et d'Allégories en marbre et bronze pour morts au champ d'honneur est ouvert de 7 heures et demie du matin à 6 heures du soir. Les établissements métallurgiques A. Durenne, de Bar-le-Duc, se chargent d'étudier et d'établir tout projet ou modèle sur demande. La Pensée, société dont le siège est à Paris, 45 rue de Turbigo, précise que « ses monuments ne se font pas en série, c'est-à-dire que, lorsque l'un d'eux est exécuté, il n'est pas reproduit une deuxième fois ». D'autres entreprises comme Guillot-Pelletier, à Orléans, se spécialisent dans les entourages et grilles décoratives<sup>7</sup>.

Ces différents exemples montrent à quel point la commémoration des morts glorieux de la Grande Guerre a été un marché juteux, et on comprend mieux, face à cette débauche de projets, la position de noble rigueur prise par les associations d'anciens combattants et les critiques que l'on avait pu lire dans *La Gerbe* du 24 septembre 1920 sous la signature d'Emmanuel de Tubert : « Poilus, mes frères, voici que les statuaire vous rejettent dans la terre, car toutes ces statues, ces allégories d'orphéons, ces soldats de dessus de pendule, ces gueuses de carrefours, ce sont des petits tas de boue. Après la boue d'Ypres, celle de l'Institut. Quelques-uns de nous avaient échappé à l'enlèvement des Flandres, mais notre mémoire à tous, vivants et morts, va périr dans la terre académique. »

Sur les 26 484 morts ou disparus que compte le département de Loire-Inférieure, près de 7 000 sont des Nantais, et le comité provisoire des combattants, dans une pétition datée du 20 janvier 1922 demande « que les noms des 7 000 Nantais soient inscrits sur des plaques dans un monument d'ensemble architectural, plutôt que sculptural, pour être le témoignage permanent des deuils subis par notre cité et des horreurs sanglantes de la guerre aux yeux des générations à venir<sup>8</sup> ».

L'architecte Robida propose huit esquisses destinées au square Saint-André qui sont examinées par le conseil municipal du 18 octobre 1923 et exposées au public dans la salle gothique de l'Hôtel de Ville.

Le 17 octobre 1924, on retient l'emplacement du square Saint-André. Mais, à ce moment, on étudie le détournement de l'Erdre, on envisage de creuser un passage souterrain sous les cours Saint-Pierre et Saint-

André, et l'étude n'est pas encore suffisamment avancée pour savoir si ces travaux ne seront pas incompatibles avec le futur monument. *«Malgré notre désir commun, notre volonté, ma volonté personnelle, dit le maire, de rendre à nos morts, avant la fin de notre mandat, un hommage digne de la grandeur de leur sacrifice, nous sommes tenus dans une certaine expectativa du fait de l'emplacement choisi par nous qui pourrait ne pas être libre. [...] Soyez persuadés que le Monument aux morts que nous voulons tous ne tardera pas à être érigé à Nantes.»* — *«Il n'en reste pas moins, répond le conseiller Durand-Gasselien, que la guerre est finie depuis six ans et que Nantes est peut-être la seule grande ville de France qui n'ait pas encore un Monument aux morts.»*

Devant les problèmes posés par le détournement de l'Erdre, le conseil municipal de janvier 1925 étudie un projet conçu pour la cour du Château des Ducs, mais finalement choisit la place de la Duchesse Anne aux lieu et place du monument à la mémoire des Enfants de la Loire-Inférieure morts pour la Patrie pendant la guerre de 1870 symbolisant «La défense du Drapeau», dû au sculpteur angevin Georges Barreau, et inauguré le 21 avril 1897 par le Président de la République, Félix Faure. Ce monument serait déplacé plus avant et les Tables Mémoires seraient érigées de chaque côté des escaliers du cours Saint-Pierre. Cette solution provoque des protestations. Le général Zimmer, président de l'Association amicale des anciens officiers et officiers de complément, s'indigne :

« Ce Monument, érigé par souscription publique, a servi depuis près de trente années à des manifestations commémoratives et patriotiques, dont celles de ces dernières années ont été célébrées également pour la glorification des morts de la Grande Guerre. Nous sommes convaincus que, si ces derniers pouvaient être consultés, ils protesteraient eux-mêmes contre toute atteinte sacrilège au monument élevé à ceux dont beaucoup étaient leurs pères, leurs grands-pères ou leurs parents, et de l'exemple desquels ils se sont inspirés pour sacrifier leurs vies au salut de la France. [...] Nous pensons, dit-il encore, que la ville de Nantes est assez grande pour qu'il soit trouvé, en dehors de l'emplacement actuel, un autre qui puisse convenir à la commémoration des morts de la Grande Guerre. »

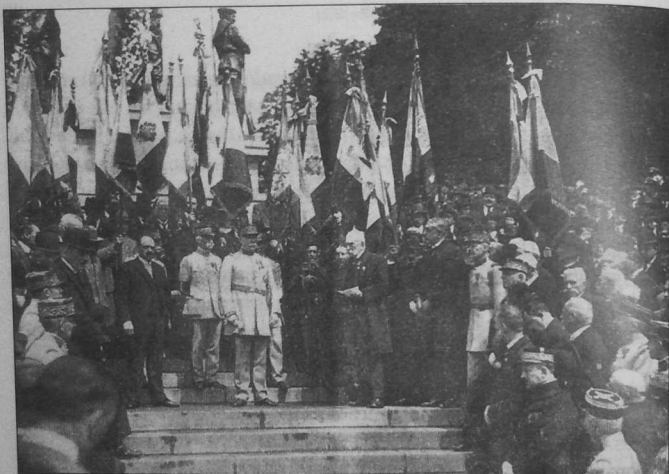
Le 28 décembre 1925, on sait alors que les travaux de détournement de l'Erdre ne nuiront pas au projet initial d'érection du monument et la décision est enfin prise. *«Ainsi, peut dire le maire, Paul Bellamy, nous garderions l'ensemble de la place de la Duchesse Anne auquel les Nantais sont habitués, et tout près, dans un contraste heureux, nous créerons un autre ensemble propice à la méditation, éloigné du va-et-vient des préoccupations quotidiennes, de l'oubli qui naît de l'accoutumance et finit par*

*user le sens même d'un monument voué au culte du souvenir.»* Sa construction est confiée à Charrière et Cie qui se sont engagés à effectuer les travaux dans un délai de huit mois. Pendant ce temps, et pour éviter tout oubli, une liste provisoire des enfants de Nantes à inscrire est établie, et le maire engage ses concitoyens à en prendre connaissance et à compléter au besoin les inscriptions qu'elle comporte. De son côté, le sculpteur-graveur, Degré, 2 rue Joseph Caillé, s'engage à effectuer, pour un prix forfaitaire de 91 800 francs, le travail de gravure de 6 000 noms comptant au total 90 000 lettres, chaque lettre gravée en plus ou en moins donnant lieu à l'addition ou à la réduction de 0,70 franc.

La pose de la première pierre a lieu le samedi 26 juin 1926 par Georges Leygues, ministre de la Marine, et Daniel-Vincent, ministre des Travaux Publics, en présence de toutes les autorités nantaises, des parlementaires, de toutes les sociétés d'anciens combattants avec leurs drapeaux, de l'armée, de la marine, et d'une foule considérable. C'est seulement dix mois plus tard que le député-maire pourra alors informer l'assemblée communale du 9 mai 1927 de l'état d'avancement des travaux. *«Nous pouvons espérer, dit-il, que l'inauguration coïncidera avec les fêtes du congrès national qui doit se tenir à Nantes les 15, 16 et 17 juillet prochain<sup>9</sup>.»*

Un mur de granit, sans ornement, est donc construit, sur lequel sont fixées des plaques de marbre avec l'inscription gravée des noms des héros. Au centre de ces Tables Mémoires : les armes de la ville de Nantes. Au pied du mur : des parterres bordés de granit et un vaste parvis qui se prolonge de l'autre côté du quai Ceineray par de larges gradins descendant jusqu'au bord de l'Erdre. À l'époque, la disposition des lieux, légèrement différente, offrait un dégagement moindre que de nos jours, la déviation de l'Erdre passant sous les Cours n'étant pas encore réalisée. Le monument est inauguré, comme souhaité, le 17 juillet 1927 en présence de Paul Painlevé.

Quelques jours avant cette inauguration, le maréchal Pétain, qui était venu à l'Île d'Yeu en août 1921 et à Nantes en mai 1924, a tenu à procéder lui-même à celle du buste du général Buat. C'est sur l'initiative de l'état-major de l'Armée qu'un comité pour l'érection d'un monument à sa mémoire s'est constitué en 1924, sous la présidence du général Debeney. L'ouvrage se compose d'une stèle sur laquelle un jeune athlète s'incline, surmonté par le buste en pierre du général. Ce buste avait été commandé au sculpteur Max Blondlat, que la mort vint surprendre



**Le maréchal Pétain à Nantes.**

(Le Phare, 27 mai 1924)

La cérémonie officielle devant le Monument aux Morts de 1870, au bas du cours Saint-Pierre.

dans son travail ; Paul Landowski, grand prix de Rome de sculpture en 1900, le reprend pour le mener à bien. La ville de Nantes avait offert un terrain au bas du square Ceineray face au futur Monument aux morts. (La statue du général Buat sera transférée le dimanche 2 octobre 1932 devant le quartier du 35<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie).

L'inauguration a lieu le dimanche 10 juillet 1927. Le maréchal Pétain accompagné du général Debeney, chef d'état-major général de l'Armée, des généraux Maurin, Hergault, Serrigny, membres du conseil supérieur de la République, Alexandre Millerand, arrivé la veille. La cérémonie religieuse est présidée par Mgr Le Fer de la Motte, évêque de Nantes ; la messe dite par l'abbé Allote de la Fuye. La maîtrise de la cathédrale interprète l'hymne de Victor Hugo : «Ceux qui, pieusement, sont morts pour la Patrie... ».

Après l'office, le cortège se rend d'abord au cimetière Miséricorde, puis au bas du cours Saint-André. À 10 h 30, le maréchal Pétain passe en revue les troupes massées avec leur matériel sur les deux Cours, puis descend

au bas du square Ceineray auprès du Monument voilé au milieu d'une mosaïque de fleurs et de plantes vertes. Le général Debeney, le maire de Nantes Paul Bellamy, le général Ragueneau qui fut son condisciple au Lycée de Nantes et son collaborateur à l'état-major de l'Armée, le préfet Mathivet au nom du gouvernement, prennent successivement la parole. Ils mettent en lumière les hautes et belles vertus : courage, sang-froid, abnégation et modestie d'Edmond Buat, né à Châlons-sur-Marne le 17 septembre 1868 et décédé le 30 décembre 1923 à la suite d'une intervention chirurgicale dans une clinique parisienne. Enfin le maréchal Pétain, prononce son allocution :

« Un chef d'une trempe morale aussi éprouvée, d'un cœur si humain et si vibrant, d'un cerveau tout à la fois souple et fécond, d'une vigueur que quatre années de campagnes n'ont marqué d'aucune défaillance, doit rester un exemple pour tous ceux qui, comme lui, entendent consacrer leur force et leur vie à la grandeur de la Patrie. [...] Général Buat, recevez en ce jour les témoignages d'estime et d'affection de la population de Nantes toujours si fidèle et si sympathique, de vos anciens camarades venus en foule assister à cette cérémonie et de l'Armée où vous avez servi avec tant de joie<sup>10</sup>. »

La cérémonie se termine par le défilé des troupes devant le maréchal et devant les Tables Mémoiresales que des toiles cachent aux regards des curieux puisqu'elles ne seront inaugurées que le dimanche suivant, 17 juillet.

Cette fois, la cérémonie est présidée par le ministre de la Guerre, Paul Prudent Painlevé («Triple P», comme l'appelait Léon Daudet), Aristide Briand, alors ministre des Affaires étrangères du Cabinet Poincaré n'ayant pu ou n'ayant pas voulu se déplacer. Avait-il été averti par quelques responsables de mouvements d'anciens combattants qu'une statue symbolique, malgré les promesses données, avait été érigée ? C'est par contre en toute sérénité dans sa ferveur patriotique qu'une foule considérable se rend sur les lieux pour assister à la découverte des Tables Mémoiresales.

Mais, comment expliquer que le maire, Paul Bellamy, négligeant les vœux et les demandes des associations d'anciens combattants ait proposé, lors du conseil municipal du 25 janvier 1926, de «compléter le monument par une statue représentant, par exemple, une Victoire ailée » ? Pourquoi le conseil ne s'oppose-t-il pas, le 2 avril, à la commande au sculpteur Guillaume, pour la somme de 90 000 francs, de cette Victoire en bronze doré représentant une femme nue, aux bras levés, brandissant un glaive,

de cette Délivrance qui sera placée devant les Tables Mémoires ? N'ont-ils pas imaginé que la statue pouvait provoquer une vague de protestations ? Celles-ci n'allaient pas manquer.

Après les discours du capitaine Schloessinger au nom des anciens combattants, de Maurice Sibille pour les parlementaires et de Paul Bellamy, le ministre de la Guerre prend alors la parole. L'attention de la foule, tournée vers le mur en attendant la chute de l'immense pavillon tricolore qui masque les Tables Mémoires, ne s'est pas encore portée sur l'insolite statue, et c'est Painlevé lui-même qui, avec sa myopie et son sens inné de la gaffe, déclenche le scandale.

Le médecin-général Carré se souvient. Présent près de la tribune ministérielle, il affirme avoir entendu en conclusion du discours du ministre « non pas les formules aménagées citées dans la presse » mais bien : « Vous avez devant vous, messieurs, le vrai visage de la France. » À ces mots, l'assemblée se tournant vers ledit visage ressentit un choc où, à la stupeur se mêla, inutile de le nier, un sentiment de gauloiserie qui se manifesta immédiatement par un murmure général ponctué de sourires ou de ricanements : l'incongruité de la situation fut à cet instant même condamnée<sup>11</sup>. La lecture des journaux locaux montre l'énormité du scandale. *L'Echo de la Loire* est le plus virulent. Le surlendemain de l'inauguration, il n'hésite pas à écrire : « Que signifie cette g... déplumée qui se dresse là en pleine lumière dans son impudeur devant les noms bien-aimés de nos héros ? »

Le Phare de la Loire n'est guère plus tendre :

« La statue s'appelle la Délivrance... qu'on nous en délivre. » — « N'avait-on pas assez proclamé la volonté formelle, inflexible, de ceux qui ont fait la guerre de ne permettre aucune effigie symbolique ? Elle se dresse pourtant cette symbolique Délivrance qui serait une admirable pièce de musée mais qui, ici, nous cause une gêne. » — « Oui, entend-on dire, la Délivrance doit abriter sa nudité au musée ou dans les couloirs souterrains du Palais de Justice, comme jadis le ministre Billault, et l'on graverait sur son socle, car couloirs et musées sont froids :

Point ne manque de mousseline,  
Nansouk, linon, batiste fine,  
Encore moins crêpe de chine,  
Lourds au budget de la cité ;  
Point ne désire être bien mise,  
Confiant en votre bonté,  
Monsieur Bellamy, par pitié,  
Que l'on me donne une chemise. »

Et la polémique dure jusque dans la nuit du 10 au 11 novembre où dix-huit « conjurés » passent une corde autour du cou de la statue, tirent

« ILS NOUS ONT TROUVÉS TROP MOCHES  
POUR NOUS... PLANTER DESSUS »



L'affaire de La Délivrance,  
vue à travers un dessin du Phare de la Loire.  
(Photo André Bellanger)

« Que signifie cette g... déplumée qui se dresse là  
en pleine lumière dans son impudeur  
devant les noms bien-aimés  
de nos héros ? »



et la renversent non sans lui infliger quelques coups et bosses. À 3 h 15, elle est enlevée et déposée au musée des Beaux-Arts. La nouvelle de « l'attentat » se répand à travers la ville comme une traînée de poudre. Tous les journaux régionaux du 12 novembre mettent l'événement en première page. *Le Populaire*, qui a toujours défendu la statue, écrit sous la signature de Jobic : « *Un odieux attentat. Des mains sacrilèges ont renversé la statue de la Délivrance.* » Par contre, *Le Phare de la Loire* titre : « *Ah les braves gens ! Un groupe d'anciens combattants envoie la Délivrance finir ses jours au musée.* » *L'Ouest-Eclair* proclame : « *Elle est par terre* », et *L'Echo de la Loire* triomphe : « *Une femme a disparu. La Délivrance nous quitte sans espoir de retour*<sup>12</sup>. » Les recherches commencent ; l'enquête est menée par le commissaire Leseur. Le 28 novembre, le juge d'instruction Le Marchand reçoit une lettre : Henri de la Tullaye, lieutenant de vaisseau de réserve, décoré de la Croix de Guerre, ancien maire-adjoint de Nantes, président de l'Avant-Garde catholique, chef régional des Jeunesses patriotes, revendique l'attentat et annonce une lettre collective de ses dix-sept camarades, tous décorés pour leur conduite pendant la guerre et dont dix sont officiers. L'instruction dure plus d'un an. Le procès s'ouvre le 24 février 1929. Le verdict est relativement clément : deux mois de prison avec sursis pour le chef, de la Tullaye, et un mois avec sursis pour les dix-sept autres inculpés, plus 100 francs d'amende à chacun d'eux à titre de dommages et intérêts pour la remise en état de la statue.

Peu à peu on oublie l'affaire et on ne parle plus guère de la Délivrance jusqu'au 2 juillet 1937 où le conseil municipal, sous la présidence d'Auguste Pageot, décide de la mettre tout au bas du square Ceineray (actuel square du Maquis de Saffré) et de la monter sur un socle de granit de 6 mètres de haut, au milieu d'un massif semi-circulaire de fleurs, face à l'Erdre. Ce qui est fait le 26 octobre 1937. Mais la Seconde Guerre survient. Comment la Délivrance a-t-elle échappé aux destructions faites par les Allemands qui cherchent à récupérer le bronze dont ils ont besoin pour leurs canons ? Elle a passé la guerre dans un atelier municipal, impasse de la Moutonnerie, subrepticement cachée par des employés de la ville, probablement avec « La défense du Drapeau » que les occupants avait abattue dans la nuit du 30 au 31 août 1940.

Aujourd'hui installée à la pointe de l'Île Beaulieu, regardant le soleil levant, c'est aux promeneurs qu'elle montre aujourd'hui ses lignes harmonieuses... ainsi qu'aux élus de l'Hôtel de Région tout proche.

## 3

LA POPULATION  
NANTAISE

La Première Guerre mondiale se traduit par un véritable coup de hache dans la pyramide des âges de la France du XX<sup>e</sup> siècle : d'une part, les 1 300 000 morts, des soldats (hommes) nés entre 1870 et 1899, c'est-à-dire la tranche d'âge qui a été mobilisée pendant le conflit ; d'autre part, les 1 400 000 naissances manquantes durant les années 1915-1919, qui touchent les deux sexes.

## La démographie de l'après-guerre

Les conséquences démographiques de la guerre vont peser lourd sur la population de la France des années 20. Le recensement du 6 mars 1921 permet de fixer la population du pays à 39 210 000 personnes, Alsace-Lorraine comprise. Mais, si l'on s'en tient à l'intérieur des frontières de 1871, le chiffre n'est plus que de 37 500 000, c'est-à-dire légèrement plus qu'en 1876. Le conflit a donc eu pour effet d'annuler la croissance démographique de la France des quarante dernières années.

En même temps, on constate que le taux de mortalité diminue moins fortement que dans d'autres pays. Si la mortalité infantile (12,32 % en 1920, 8,32 % en 1930) et celle des femmes connaissent une baisse significative, on enregistre par contre une aggravation de la surmortalité masculine que l'on peut attribuer à des effets différés de la guerre (blessures, gaz...), sans oublier l'insuffisance de l'hygiène et la fréquence de l'alcoolisme.

Ainsi la population française de l'après-guerre vieillit. La proportion des moins de 20 ans tombe de 33 % en 1921 à 30 % en 1931, baisse qui s'accroît par le phénomène des « classes creuses », celles de l'arrivée dans

la vie de la nation des faibles contingents d'enfants nés durant les hostilités. Ce vieillissement explique un manque de dynamisme, une volonté de mettre un frein à l'industrialisation, de retarder le développement des progrès agricoles, de restreindre l'exode rural pour conserver une classe paysanne importante, élément stabilisateur. La grande bourgeoisie parlementaire qui fixe la politique du pays veut s'appuyer sur un monde rural fort, protégé de la concurrence étrangère par des mesures protectionnistes, et craint le développement de la classe ouvrière. C'est pourquoi, sans doute, le vieillissement s'accompagne d'une politique conservatrice et frileuse et conduit à une République malthusienne.

### Les recensements à Nantes et dans le département

Les effets de la Guerre sont manifestes puisque de 669 920 habitants au recensement de 1911, le département n'en compte plus que 649 723 en 1921, soit une baisse de 3 %. Cette année-là, selon le *Journal officiel*, on enregistre dans le département 13 831 naissances pour 13 349 décès et 7 254 mariages (Il est à noter que le nombre des divorces qui, jusqu'alors était rare, atteint 311). À la fin des années 20, le recensement de 1931 nous indique une faible remontée : 652 080 habitants, soit 0,36 % d'augmentation. Les recensements de 1921 et 1931 à Nantes et dans le département nous montrent que la population de Loire-Inférieure subit la même évolution que l'ensemble de la France.

Après Paris, environ 3 000 000 d'habitants ; Marseille, 700 000 ; Lyon, 572 483 ; Bordeaux, 268 702 ; et Lille, 197 487 ; les 183 704 Nantais permettent à leur ville d'occuper la sixième place dans ce classement.

Plus intéressante est l'étude, dans ces mêmes périodes, de la répartition de la population en Loire-Inférieure. En 1911, avant la guerre, on comptait 414 000 personnes habitant en milieu rural, et 255 900 citadins représentant 38,2 % de la population. Cette population urbaine est de 41 % en 1921 et s'élève à 42,3 % à la fin des années 20. Ces chiffres démontrent la réalité de l'exode rural vers les principaux pôles d'attraction en cours d'industrialisation, Nantes et Saint-Nazaire<sup>13</sup>.

### La population active française

La population active de la France est restée stable par rapport à l'avant-guerre. En 1931, elle compte 20 800 000 d'individus contre

20 400 000 en 1906. Mais à l'intérieur de ces chiffres on constate une évolution dans sa répartition entre les trois secteurs d'activités : augmentation du secteur secondaire de 30 à 34 % et du secteur tertiaire de 27 à 30 %, et donc perte de 7 points du secteur primaire en un quart de siècle. Ce mouvement très lent, presque insensible au niveau de l'expérience quotidienne, ne modifie en rien les structures fondamentales de la société française : les paysans demeurent le groupe le plus nombreux.

Les activités socio-professionnelles se partagent en trois groupes sensiblement égaux numériquement : 14 millions de paysans dont les quatre cinquièmes sont propriétaires ou exploitants, 13 millions d'ouvriers aux statuts fort diversifiés, et 12 millions de personnes appartenant au tertiaire dont 7 millions sont des indépendants : patrons, commerçants, artisans ruraux et urbains, et 5 des salariés : employés, cadres, fonctionnaires.

Quant au statut social, le fait probablement le plus frappant est l'existence d'un bloc de 47 % d'indépendants (petits patrons de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat) contre 53 % de salariés. En d'autres termes, comme le disent Jean-Jacques Becker et Serge Bernstein, près d'un Français sur deux est son propre maître, résultat d'une politique délibérée de la part de l'État Républicain qui imprègne profondément la mentalité et le modèle social français. Ceux qui n'ont pas encore accédé au patrimoine veulent y parvenir et ceux qui sont déjà propriétaires cherchent à accroître cette propriété.

### La paysannerie

Dans les années 20, le remplacement de la main-d'œuvre paysanne par les machines et l'accroissement de la productivité du travail par l'utilisation des engrais ou des semences sélectionnées répondent avant tout à une nécessité physique. Du fait de la guerre, l'agriculture a perdu plusieurs centaines de milliers d'hommes et a vu revenir autant d'invalides. De nombreux paysans ont préféré rester en ville pour ne pas avoir à se réhabituer aux contraintes économiques et sociales de la société rurale. La population active agricole diminue de plus de 500 000 au cours de la décennie.

Entre 1921 et 1938, les forêts s'étendent sur 400 000 ha supplémentaires et les terres cultivées se réduisent de 1 700 000 ha. Tandis que la vigne occupe une superficie constante, les surfaces allouées aux prairies pacagères augmentent de 700 000 ha et les terres labourables régres-

sent de plus de 2 000 000 d'hectares. L'agriculture française accorde de plus en plus d'importance aux productions animales.

La guerre a sonné le glas d'une agriculture grosse consommatrice de travail humain. En 1925, une moissonneuse-lieuse fait en une journée le travail d'une douzaine d'ouvriers. Par ailleurs, la machine permet de respecter les contraintes du temps qui jouent un rôle primordial dans l'intensification de la production : le travail est effectué au moment qui convient. Enfin, la machine réduit le gaspillage : un semoir mécanique n'utilise que 80 à 130 litres de froment pour ensemer un hectare alors que « le geste auguste du semeur » en dépense de 220 à 240.

Le paysan français maîtrise beaucoup mieux les techniques de fertilisation. Alors qu'avant-guerre il se bornait à répandre du superphosphate ou des scories, il utilise une fumure beaucoup plus équilibrée par l'apport de potasse (les mines de potasse d'Alsace sont redevenues françaises) et d'azote. De plus en plus, le travail de l'agriculteur est utilisé pour créer des biens qu'il lui faut vendre de façon à acheter ce dont il a besoin.

Tout autour de Nantes, 600 petites entreprises se consacrent aux cultures maraîchères, notamment de la carotte et du muguet, et emploient 4 000 ouvriers et ouvrières. Lentement, l'agriculture française sort de l'autosuffisance.

Et pourtant, en 1928, un observateur étranger écrit :

« La ferme française moyenne n'est pas organisée sur une base commerciale, c'est encore un domaine familial conçu pour satisfaire les modestes exigences de la famille de l'exploitant. »

De fait, le retard agricole français persiste et, bien que la paysannerie échappe en partie au fardeau fiscal, son revenu global n'en fait pas une catégorie privilégiée par l'évolution économique.

D'une façon générale, le niveau de vie du paysan progresse moins vite que celui des autres Français<sup>14</sup>, ce qui n'est pas fait pour enrayer l'exode rural dont on est bien conscient et explique le concours, doté de prix, auquel peuvent prendre part exclusivement les instituteurs et institutrices publics de France, organisé par l'Union des intérêts économiques sur le sujet suivant :

« Comment, par votre enseignement, et par l'autorité dont vous jouissez auprès des populations au milieu desquelles vous vivez, pouvez-vous contribuer à enrayer l'exode rural ? »

#### LA VITICULTURE EST À LA PAYSANNERIE CE QUE LA BOURGEOISIE EST À LA CLASSE OUVRIÈRE

Le prix de l'hectolitre de vin du midi passe de 98 F en 1921 à 190 F en 1926. Mais une succession de bonnes récoltes et le développement du vignoble d'Afrique du Nord font régner une surproduction. Les prix tombent à 154 F en 1929, 128 F en 1932, et sera même de 64 F en 1935. Ce qui oblige le gouvernement à faire campagne pour développer la consommation de vin ordinaire, à créer des confréries pour servir la propagande de crus (Chevaliers du Tastevin, par exemple), ou à proposer des primes d'arrachage pour réduire la production.

En octobre 1920, les Parisiens d'origine nantaise et bretonne fondent une société dite « Le Muscadet », ayant pour but de promouvoir dans la capitale le vin du pays nantais. Armand Delhoumeau, avocat au barreau de Paris, en est le président en 1929 et, à l'occasion de l'assemblée générale, il dit espérer que « les viticulteurs du pays nantais s'intéressent à l'Association qui permettront de boire du muscadet de 1928 qui est pour la région le plus grand muscadet du siècle ». Cette réunion se termine par un banquet dans les salons de l'Hôtel Lutétia avec plus de 120 convives et 120 bouteilles du joli vin du pays dont les donateurs sont : Bel Abord (baron Noury, à Château-Thébaud) ; Les Gillières (Maurice Garnier et Mme Delhoumeau, à La Haye-Fouassière) ; Les Orfeuillés, au Pallet ; Racapé, au Landreau ; La Ville-au-Blanc, en Vertou ; Les Bretaudières (marquis du Plessis-Quinquis, à Saint-Philbert-de-Grandlieu) ; L'Oiselinière (Ch. Doré-Graslin, à Gorges) ; enfin le muscadet mousseux, suivant la méthode champenoise, du château des Bretaudières, offert par le marquis du Plessis-Quinquis. L'action de cette société est manifeste puisque l'on commence à voir « sur les cartes des bons restaurants le muscadet à la place qu'il mérite ».

L'étude du muscadet est également à l'ordre du jour à la faculté de pharmacie de Nancy où J. Courteix, pharmacien, né à Blain (Loire-Inférieure) le 8 juillet 1897, soutient sur ce sujet une thèse de doctorat, le 7 juin 1929.

#### Le monde des salariés en expansion

La forte industrialisation qui caractérise la France des années 20 a pour corollaire l'augmentation du nombre des ouvriers. Avec leurs familles, ils représentent à la fin de la décennie un bloc de 13 000 000 de personnes, un peu moins que le monde paysan. 4 millions sont employés dans de petits ateliers. Ce sont des salariés dont les conditions de vie sont proches de l'artisanat, et les rapports avec les patrons sont réglés par les relations humaines individuelles.

Le tiers seulement des 9 millions de salariés de l'industrie appartient à des établissements de plus de 500 personnes et travaille dans les



mines, la sidérurgie, la construction navale, le bâtiment, l'industrie chimique ou alimentaire.

La vie industrielle est toutefois marquée par une crise s'étalant de 1919 à 1923. En juillet 1921, le nombre des chômeurs en France est de 2 508 000. En effet, après les désordres et la dérégulation économique dus à la guerre, l'industrie souffre. Après une phase de remise en route aggravée par un puissant mouvement d'agitation sociale, la machine économique et industrielle se remet petit à petit en marche et, à partir de 1924, on constate un retour à la normale qui sera stoppé en 1929 par la grande crise financière. On peut suivre cette baisse et cette reprise de l'activité industrielle à Nantes à partir des effectifs des entreprises<sup>16</sup>.

Les Chantiers de la Loire emploient en 1918 environ 6 000 personnes : il fallait encore à cette époque satisfaire les énormes besoins de la guerre. En 1923, alors que la crise qui sévit sur les industries maritimes ne fait que s'accroître, le nombre des salariés est tombé à 1 940 : il y a de moins en moins de commandes et la concurrence étrangère se fait de plus en plus forte. De 1924 à 1927 l'effectif moyen se stabilise entre 2 100 et 2 400. Il chutera encore plus fortement en 1928, année où l'on ne compte plus que 1 729 ouvriers. Tandis que le tonnage brut des navires mis à l'eau était de 9 240 tonnes en 1924, il ne sera en 1928 que de 2 677 tonnes. Pour compenser la faiblesse de la construction navale, les Chantiers de la Loire entreprennent des travaux divers : réparation de locomotives, fabrication de moteurs, construction de portiques de 15 à 40 tonnes, de ponts roulants et d'appareils de manutention.

Aux Batignolles, spécialistes de la construction de locomotives, la conjoncture économique est identique. 3 275 ouvriers y travaillent en 1921. Comme il n'y a plus de commandes des grandes compagnies de chemins de fer, en 1923 on licencie plus de la moitié des ouvriers dont le nombre tombe à 1 600. L'effectif moyen se maintiendra par la suite autour de 1 800. En 1925, une des plus grosses maisons nantaises dépose son bilan. C'est l'importante fonderie et de constructions mécaniques, admise au bénéfice de la liquidation judiciaire par le Tribunal de commerce. Ses ateliers, créés en 1918, situés rue Dorgère, occupaient plusieurs centaines d'ouvriers.

Aux Forges de Basse-Indre, par contre, l'effectif est presque toujours en hausse. Plutôt que de licencier, la direction préfère réduire les heures

de travail, solution possible dans cet établissement en raison du taux élevé des salaires. En effet, malgré la diminution des heures de travail, le salaire réduit est encore de 1 200 francs par mois. En 1929, la fermeture des Forges de Trignac permettra d'accroître à nouveau la fabrication.

Dans l'industrie de la chaussure la crise éclate dès 1920 pour ne retrouver une activité normale qu'en 1925. L'introduction de la journée de 8 heures en avril 1919, réduisant la durée du travail de 20 %, avait diminué d'autant le rendement des manufactures. À l'époque, cette industrie employait 700 ouvriers.

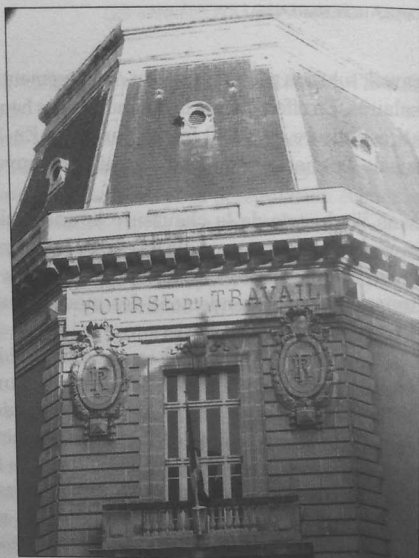
À la Biscuiterie Nantaise, les exportations subissent une forte baisse au cours de 1921, mais l'année 1924 verra le retour à une activité importante. Les Raffineries de Chantenay, elles, connaissent une progression régulière. À la Manufacture des Tabacs, la production des cigarettes est aussi en augmentation. Cependant, en raison de la fabrication mécanique et de l'emballage automatique, le personnel est de moins en moins nombreux. En 1920, on comptait 1 373 salariés ; ils sont 1 164 en 1925 pour une production de 2 804 751 kg de tabac. En 1930, 1 031 employés en sortent 3 070 820 kg.

Sur les sept concessions de mines en activité au début du siècle dans le département (3 mines de houille, 1 mine d'étain et 3 de fer), seule la mine de fer de Teillay est encore en exploitation en 1923, ainsi que deux minières, c'est-à-dire des mines à ciel ouvert, à Rougé et Nozay, et quatre tourbières. De la mine de fer de Teillay il a été extrait cette année-là 63 639 tonnes de minerai tout venant à 52 % de fer environ. 232 ouvriers y travaillent : 138 au fond et 94 au jour, dont 40 de nationalité italienne ; les bureaux occupent en outre 8 employés. Le salaire des ouvriers de fond est de 15,84 francs, celui des ouvriers de jour de 12,82 francs. De la mine de Rougé, dont le gisement est constitué de minerai hydroxydé massif tenant 45 à 48 % de fer et 12 à 14 % de silice, il a été extrait 32 324 tonnes. Elle est exploitée par 50 personnes en moyenne, dont 15 Espagnols, mais en 1929 l'exploitation occupe 98 ouvriers. Toujours en 1923, à la mine du Tertre à Nozay, 35 ouvriers travaillent et ont sorti 15 213 tonnes. Quant aux carrières à ciel ouvert, au nombre de 288, elles occupent 1 298 ouvriers. Les quatre tourbières de la Grande Brière, de Donges, de Saint-Joachim et de Prinquiau, s'étendent sur environ 13 000 hectares, produisent 2 698 tonnes, soit 7 500 000 mottes de tourbe sèche à 30 % d'eau, et emploient encore à cette époque 950 hommes et femmes.



### La nouvelle Bourse du travail.

Elle a été édifée à l'emplacement de l'ancienne École nationale professionnelle Livet.



À L'EXCEPTION DU BÂTIMENT OÙ LES CHÔMEURS SONT RARES, LE MARCHÉ DU TRAVAIL FLUCTUE SUIVANT L'ACTIVITÉ

En 1921, le chômage affecte spécialement la métallurgie, la fonderie et les spécialistes de l'automobile comme l'usine d'automobiles Laisné de Saint-Sébastien-sur-Loire. Le nombre des chômeurs oscille alors entre 1 000 et 1 200. La nécessité de locaux adaptés pour tenter de faire face à tous ces problèmes débouche sur la construction d'une nouvelle Bourse du travail, à l'angle des rues Arsène Leloup et Désiré Colombe. Elle est inaugurée le 13 janvier 1923. Lors de la réunion du conseil municipal de janvier 1927, le maire fait savoir que, sur une population ouvrière qui dépasse 30 000 unités, le nombre de chômeurs est de 1 500 à 2 000. Grâce à l'activité de l'Office de placement, 650 hommes et 159 femmes ont obtenu des emplois. Pour améliorer la situation, l'administration décide alors d'accélérer le rythme des travaux communaux. C'est ainsi qu'en vue de l'extension de son réseau de distribution, le Service des Eaux a embauché provisoirement 163 chômeurs. D'importants débauchages auront cependant encore lieu dans les chantiers de construction navale en 1928. Dès lors l'activité reste soutenue jusqu'à la fin de la décennie ; en particulier dans la métallurgie où l'on constate sur le marché de l'emploi une augmentation de l'offre. Ainsi, au deuxième trimestre 1930, on enregistre 646 offres d'emploi contre 310 demandes.

Alors qu'avant la Grande Guerre l'industrie ne connaissait que deux types de travailleurs : le manœuvre, et l'ouvrier qualifié (OQ), formé par une longue éducation professionnelle, capable d'exercer des tâches multiples dans les processus de fabrication, le développement du machinisme fait naître une nouvelle catégorie d'ouvrier, l'ouvrier spécialisé (OS), formé en quelques jours sur le tas pour alimenter ou surveiller la machine, auquel on ne demande qu'un travail automatique réduit à quelques gestes réglés et chronométrés.

Ainsi, confiné dans un travail monotone, répétitif, passif et minuté, l'OS s'ennuie et se démoralise ; il se sent l'esclave de la machine. C'est d'ailleurs parmi les OS que le Parti communiste trouvera l'essentiel de ses troupes dans la phase de violente contestation de la société qui marque les années 20.

Et, lorsque la reprise se fait sentir, ce sont surtout les spécialistes et les ouvriers qualifiés qui trouvent du travail, soit dans la construction de locomotives, soit dans les ateliers travaillant pour la Marine. Un nombre important de manœuvres est placé dans les chantiers du détournement de l'Erdre. Le plein emploi est alors réalisé, l'embauche se fait aisément, les heures supplémentaires permettent d'arrondir les fins de mois, l'alimentation s'améliore, la consommation de viande, de fruits, de produits laitiers augmente. L'ouvrier est en mesure d'acquiescer un poste de TSF, de lire quotidiennement le journal.

Mais les patrons qui peuvent embaucher et former en quelques jours des OS s'efforcent de diminuer les coûts salariaux en jouant en particulier sur l'emploi des travailleurs immigrés. Si bien que le revenu ouvrier est loin de suivre la hausse générale des prix. Entre 1913 et 1929, ceux-ci ont augmenté de 50 % alors que le salaire ouvrier a crû seulement de 12 % à Paris et de 21 % en province. La crise ne touchera à nouveau Nantes qu'à partir d'octobre 1931. Toutes les industries la subiront avec plus ou moins d'acuité.

Le salaire horaire, en 1920, est compris entre 1,55 F pour le manœuvre ordinaire et 1,95 F de l'heure pour le charpentier. En moyenne, les ouvriers spécialisés perçoivent 1,90 F. La Convention du 23 février 1920 prévoit en plus une allocation mensuelle compensatrice de vie chère de 312,50 francs comprenant une partie considérée comme pratiquement fixe et une partie variable évaluée en fonction des prix de six éléments : le pain, la viande, le vin, le charbon, le logement et les vêtements constituant le budget

mensuel d'un célibataire. La formule est simple et reflète bien la réalité. En juillet 1919, cette allocation était de 216 francs, la différence avec celle de 1920 s'expliquant par la forte inflation de cette période.

**Tableau 1**  
Salaires horaires dans le bâtiment  
de 1920 à 1930<sup>17</sup>

QUALIFICATIONS	1920	1924	1926	1930
Maçon	1,90	2,10	2,30	4,05
Charpentier	1,95	2,15	2,35	4,10
Menuisier	1,90	2,10	2,30	4,05
Couvreur	1,90	2,15	2,35	4,10
Plâtrier	1,90	2,35	2,45	4,20
Peintre	1,90	2,10	2,30	4,05
Terrassier	1,65	1,80	2,00	3,45
Manœuvre spécialisé	1,60	1,70	1,90	3,40
Manœuvre ordinaire	1,55	1,65	1,85	3,35

**Tableau 2**  
Partie variable  
de l'allocation de vie chère<sup>18</sup>

ÉLÉMENTS DE CALCUL	1924	1928	1930
Pain - 18 kilos	23,40	38,98	36,00
Viande - 9 kilos	99,23	102,16	153,99
Vin - 30 litres	43,50	98,25	83,28
Charbon - 100 kilos	23,57	26,18	35,00
Logement	48,00	58,00	70,00
Vêtements	64,35	94,10	91,58
TOTAL/dépenses mensuelles	302,15	417,62	469,85

Le **tableau 1** montre l'augmentation des salaires de 1920 à 1930 à Nantes, mais il faut savoir qu'à partir de juin 1930 l'indemnité de vie chère est incluse dans les salaires, ce que les syndicats réclamaient depuis longtemps. Ainsi, en tenant compte de cette prime, la progression est d'environ 60 % (de 56 à 63 %).

À partir du 15 mars 1924, il convient d'ajouter à ces salaires horaires une indemnité journalière, dite « Allocation familiale », de 0,50 F pour un enfant, 1,10 F pour deux, 1,80 F pour trois, et 0,80 F par enfant au dessus du troisième.

Pour comparer à ces salaires l'augmentation du coût de la vie, on peut, en regardant le **tableau 2**, examiner la progression des six éléments servant de base à l'établissement de l'allocation de vie chère.

La hausse moyenne du coût de la vie, calculée à partir de ces six éléments se situe autour de 55 %. L'augmentation des salaires est donc en grande partie annihilée par cette inflation et la situation des ouvriers nantais, non seulement ne s'améliore pas, mais encore devient difficile lorsque les problèmes économiques obligent le patronat à réduire la durée du travail, comme ce fut le cas en 1928.

Preuve de l'augmentation du coût de la vie : l'indice général des prix de gros (indice 100 en juillet 1914) passe de 447 en janvier 1923 à 576 le 1er janvier 1930. Dans le même temps, les salaires du personnel municipal sont largement revalorisés.

Voici quelques exemples de cette évolution :

	1925	1930
Secrétaire général adjoint de la ville/hors classe	27 500	87 500
Garçon de bureau/3 <sup>e</sup> classe	6 800	13 400
Conservateur du musée des Beaux-Arts/1 <sup>re</sup> classe	12 700	32 400
Gardien de la paix en tenue/2 <sup>e</sup> classe	7 350	13 850

En 1920, les syndicats ne s'occupent guère des revendications salariales, toujours difficiles en période de crise. L'objectif principal est alors la nationalisation du transport par rail, mais en fait il sera freiné en raison de la lutte d'influence que se livrent les syndicats unitaires, profondément imprégnés de l'idéologie communiste, favorables au programme de la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou (CGTU) et les syndicats majoritaires (CGT), section de l'Internationale d'Amsterdam.

Lors d'une réunion organisée par l'Union départementale des syndicats, à Nantes, salle Colbert, le 12 mars 1920, Cassin, le secrétaire, métallurgiste, se déclare partisan de la nationalisation des chemins de fer, des mines et de tous les moyens de transport.

À l'occasion de la Fête du Travail, le 1<sup>er</sup> mai 1920, cinq mille personnes environ assistent, à 10 heures, au meeting des travailleurs nantais de toutes professions à la Bourse du travail. À l'issue du rassemblement, un cortège se forme place Delorme, parcourt les grandes artères, pour se disloquer cours Saint-André. Les slogans sont : « Nationalisation des chemins de fer », « Vive la journée de 8 heures », « Vive le droit syndical », « Paix des peuples », « Contre la guerre à la Russie ». Cette journée, calme, marquée par un fort caractère plus politique que revendicatif, est en réalité le point de départ d'un puissant mouvement de grève, déclenché sur le plan national par les cheminots, qui va toucher 21 305 ouvriers et employés de l'agglomération nantaise.

Le 2 mai, à Nantes, Sourisseau, secrétaire du Syndicat des cheminots Paris-Orléans, déclare : *« La grève actuelle a un caractère révolutionnaire. Elle n'a pas pour but une simple élévation de salaire, mais la nationalisation des chemins de fer, c'est-à-dire leur retour à la collectivité. »*

Très rapidement, les autres corporations de Nantes se solidarisent avec les cheminots : les dockers, le 3 mai ; les inscrits maritimes, le 4 ; les métallurgistes et les ouvriers du bâtiment le 10 ; puis ce sont les employés de la Compagnie des tramways, les ouvriers de la Compagnie d'éclairage et de force par l'électricité, les ouvriers ferblantiers, ceux de l'ameublement. Il s'agit donc d'un mouvement d'une ampleur exceptionnelle.

Le ministre de l'Intérieur réagit, donne des instructions tendant à la dissolution de la CGT, fait procéder à des perquisitions chez les principaux militants. Le mouvement s'essoufle.

Le 22 mai, Cassin demande la reprise du travail dans l'intérêt de tous. Menacé dans sa propre personne par quelques syndicalistes extrémistes et se sentant impopulaire, Cassin démissionne, le 28 mai, de ses fonctions de secrétaire de l'Union et de secrétaire de la Bourse du travail. Le 29 mai, la reprise est générale. La grève se termine par un échec total, les patrons ayant refusé toutes les revendications et 64 cheminots nantais sont définitivement congédiés ; mais elle aura sur le plan économique d'importantes répercussions.

Cassin reprend ses fonctions dès le début de juin. C'est lui qui accueille, le 4 septembre 1920, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, venu à Nantes pour protester contre la politique réactionnaire du Gouvernement

et de la Chambre du Bloc national, mais surtout pour réunir les travailleurs sur un même objectif.

Lors du congrès de l'Union départementale, l'année suivante, le 29 mai 1921, François Blancho, élu par 52 voix contre 8, secrétaire de la Bourse du travail de Saint-Nazaire, remplace Cassin. Il va avoir à gérer la scission CGT-CGTU. En janvier 1922, six syndicats unitaires d'esprit révolutionnaire se créent à Nantes, dont celui de la métallurgie, le plus important, mais ne réussissent pas à former un bloc uni capable de surpasser les Majoritaires de la CGT qui restent les plus puissants et insistent sur la nécessité de l'union syndicale.

Cette dualité est défavorable au mouvement ouvrier. Dès lors, chaque grève est l'occasion d'une lutte d'influence entre les Unitaires et les Majoritaires et ne débouche sur aucun résultat. C'est le cas dans la grève des ouvriers des Batignolles, du 11 au 22 septembre 1922, à la suite de débauchage d'ouvriers du fait du manque de travail ; ou, en janvier 1923, dans celle des ouvriers riveurs des Chantiers de la Loire ; ou encore dans la grève des ouvriers de J.J. Carnaud, en février 1923, qui constatent que leurs salaires sont bien inférieurs à ceux des métallurgistes de Caen, de Paris ou de Lille ; en mai, grève des dockers ; en août, plusieurs milliers de grévistes solidaires d'une action menée au Havre. Les rivalités permanentes entre CGT et CGTU entraînent un recul du principe de l'organisation syndicale et une certaine méfiance des travailleurs nantais vis-à-vis des syndicats.

À partir de 1924, le nombre des grèves diminue. La CGT acceptait alors le principe de la collaboration avec les pouvoirs publics tandis que la CGTU y restait toujours opposée. Il faudra attendre la fin de 1927 pour assister à une tentative sérieuse de rapprochement. Si l'on compte encore en 1924 dix grèves, il ne s'en produira que neuf en 1925, quatre en 1926, deux en 1927, et encore deux en 1928 ne touchant que 273 personnes.

Renversement de tendance en 1929 où l'on enregistre 16 mouvements de grève concernant 4 236 salariés, les plus importants se situant en juillet avec la grève des ouvriers du bâtiment et en août avec celle des dockers et des grutiers qui la poursuivent jusqu'au 9 novembre avec succès puisqu'ils obtiennent un salaire minimum de 37 francs pour une journée de 8 heures. Cette longue grève, au cours de laquelle une altercation entre ouvriers a causé un mort, a gêné l'exploitation du port, mais n'a pas compromis son activité.

Cette augmentation de la fréquence, de l'extension et de l'intensité des grèves est sans doute due à la progression du nombre des travailleurs syndiqués à la CGT. Pour les années 1929-1930, 170 000 timbres de leur organisation sont distribués dans le département. L'action de la Confédération en est facilitée car elle peut négliger les luttes d'influence pour s'engager davantage sur le plan corporatif. On peut remarquer cependant une certaine coïncidence entre les périodes de crise (1921, 1931) avec un petit nombre de grèves, et entre les périodes de prospérité (1929) avec l'augmentation de leur fréquence.

Dans le même temps, rejeté par la croissance urbaine, la hausse des prix des terrains, le tassement du pouvoir d'achat des OS et l'arrivée en masse des travailleurs étrangers à la périphérie des villes, l'habitat ouvrier se détériore sensiblement. C'est l'époque de la croissance sauvage des banlieues : univers de « bicoques » construites à la hâte au milieu des zones industrielles enfumées, sans plan d'urbanisme.

Les années 20 constituent une période de creux en matière de législation sociale. Après l'octroi de la journée de 8 heures puis la reconnaissance du principe des conventions collectives, il faut attendre 1928 pour que les choses bougent un peu avec le vote de la loi sur les Assurances sociales et l'adoption de la loi Loucheur qui prévoit la construction sur 5 ans de 200 000 HBM (habitations à bon marché) et de 60 000 HLM (habitations à loyer modéré).

On assiste au développement des bibliothèques municipales et syndicales, mais le public concerné est très faible. Les ouvriers continuent de fréquenter le bistrot pour de longues séances de jeux de cartes ou de dés, mais consacrent de plus en plus leurs loisirs aux sports en tant que spectateurs ou pratiquants. Les années 20 sont celles de la diffusion tout juste amorcée avant la Grande Guerre du football, du rugby et du cyclisme. Ancienne « petite reine » réservée à la promenade d'une élite, le « vélo » est devenu un véritable instrument de travail, mais aussi un objet d'exploit dont on va applaudir les champions sur le passage du « Tour ».

### La bourgeoisie, classe « dominante »

Si l'on se réfère au recensement de 1931, ce sont 2 millions d'individus que leur fortune, leur réussite ou leur puissance, placent en position de classe dirigeante de la société française.

Face à une paysannerie majoritairement tournée vers le passé et à un monde ouvrier dont une large fraction se trouve tenue en marge des processus d'intégration et d'ascension sociales, la bourgeoisie et les classes moyennes constituent l'élément dynamique de la société française. L'hétérogénéité en est extrême. Elle comprend une haute bourgeoisie caractérisée par des banquiers, de gros industriels et hommes d'affaires, des grands propriétaires fonciers, mais également des représentants des professions libérales ayant acquis un certain renom dans leur spécialité (avocats, médecins, directeurs de journaux...), et un petit nombre de hauts fonctionnaires. Au dessous de ces grands brasseurs d'affaires, souvent novateurs et férus de libéralisme, la masse du patronat industriel demeure attachée à un style de direction autoritaire et paternaliste conforme au modèle du XIX<sup>e</sup> siècle.

À un niveau moindre de fortune et de prestige social, la petite et moyenne bourgeoisie forme toujours un monde intermédiaire entre la classe dirigeante et les couches populaires. Elle est représentée par un nouveau groupe social constitué par les commerçants. Cette catégorie trouve son unité dans son aspiration à s'élever dans l'échelle sociale et à conformer son existence, ses valeurs et ses pratiques socio-culturelles aux modèles fournis par la grande bourgeoisie.

#### LE LABEL BOURGEOIS

Le label bourgeois s'applique en premier lieu au cadre de vie. Le logement doit assurer un minimum de confort (salle de bain) et témoigner de sa respectabilité. Il sera donc situé dans un quartier résidentiel, comportera plusieurs chambres, une salle à manger et un salon, lieu privilégié du « paraître » et symbole de la réussite. Selon le niveau de fortune, on fera appel aux services de « gens de maison » en nombre plus ou moins important. Si dans la haute bourgeoisie on garde une maisonnée nombreuse, les classes moyennes se contentent d'une unique personne de service, la « bonne à tout faire ». La famille bourgeoise reste une valeur établie et la femme demeure cantonnée dans ses fonctions traditionnelles de génitrice et de maîtresse de maison. Aussi vit-elle généralement dans une semi-oisiveté, partageant son temps entre la surveillance des domestiques, l'éducation des enfants, les visites d'amies, la lecture, le piano et des travaux d'aiguille. On comprend dans ces conditions le scandale qui secoue l'opinion bien pensante lorsque paraît, en 1922, *La Garçonne* de Victor Marguerite.

À Nantes, la bourgeoisie est nettement divisée par un clivage politique qui repose essentiellement sur la question religieuse. On distingue une



bourgeoise républicaine et dominante, liée par des amitiés maçonniques, prônant l'anticléricalisme, et une bourgeoisie de droite issue de vieilles familles nantaises qui affiche ses traditions catholiques dans les colonnes de *L'Echo de la Loire* et dans les salons. Ses dirigeants se retrouvent dans des organisations patronales chrétiennes, comme l'Union fraternelle du commerce et de l'industrie ou le Syndicat central des unions fédérales, qui veulent propager dans le monde des affaires les orientations de *Rerum Novarum*, encyclique promulguée par le pape Léon XIII le 15 mai 1891. Ces deux organisations patronales, très secouées par la Première Guerre mondiale, fusionnent le 9 janvier 1926 pour donner naissance à un mouvement chargé d'appliquer et de répandre la doctrine sociale de l'Église : c'est la Confédération française des professions commerciales, industrielles et libérales (CFP), dont le président est Joseph Zamanski. Celui-ci, licencié ès-Lettres et en Droit, avait fondé en 1905 à Paris le premier Secrétariat social de France.

En 1928, Emile Decré\* forme à Nantes un «cercle» de chefs d'entreprise qui adhère, dès le début, à cette Confédération et constitue la section nantaise de la CFP<sup>19</sup>. Emile Decré, ses frères Jean et Paul, son beau-frère Jean Lauprêtre, donnent une nouvelle impulsion à l'entreprise. Les achats sont faits à Paris par le canal de la Société d'achats Decré (SAD) qui devient ultérieurement sous le même sigle la Société d'achats et de distribution. Plus tard sera créé un Groupement d'achats des grands magasins indépendants, le GAGMI. Parmi les premiers adhérents, on remarque le propriétaire de petits magasins de nouveautés à Annecy et Annemasse, fils d'un mercier aussi modeste que ses boutiques, Marcel Fournier, fondateur de la chaîne d'hypermarchés «Carrefour». Le but du groupement est, au départ, de rassembler une capacité d'achats importante pour acquérir les marchandises dans les meilleures conditions et concurrencer les grands magasins à bas prix qui prennent de l'ampleur à cette époque. Ce sont les prémices de la société de consommation. Alors que la crise économique commence à frapper, la famille Decré inaugurerait, en octobre 1931, l'un des magasins les plus modernes d'Europe, tout en poutrelles et en glaces, sur sept étages, avec les rayons habituels de nouveautés, bazar, ameublement, mais aussi un restaurant, une alimentation avec rayons réfrigérés, une salle de cinéma, un salon de coiffure, une agence de voyages, un bureau de Poste et, chose inédite sur le Vieux Continent, une cafétéria libre-service. La construction, en 100 jours, du nouveau magasin, œuvre de l'architecte Henri Sauvage,

Émile Decré.  
(Photo aimablement prêtée par M. et Mme Garnier.)

coûte 12 millions de francs. Quel chemin parcouru depuis la boutique de la Basse-Grande-Rue ! On sait que ces magasins ont été totalement détruits lors des bombardements de septembre 1943<sup>20-21</sup>.

### Les catholiques et la République

Le rôle joué par les catholiques dans la majorité du Bloc national, prolongeant l'Union sacrée, permet le rapprochement de l'Église et de la République. La tolérance accordée aux congrégations non autorisées, le rétablissement de l'ambassade au Vatican, le maintien du Concordat et la renonciation à la législation scolaire laïque en Alsace-Lorraine manifestent la bonne volonté de l'état, à quoi répond le « second ralliement » des catholiques à la République. Cet apaisement religieux semble un moment devoir être remis en question par les velléités du Cartel des gauches et l'anticléricalisme d'Edouard Herriot.

La majorité des catholiques se rapproche des partis républicains nettement marqués à droite, en particulier de la Fédération républicaine. Mais on en trouve au Parti démocrate populaire fondé en 1924 par les démocrates-chrétiens qui montrent une sensibilité sociale réformatrice et adoptent des positions centristes. Sont également minoritaires les catholiques de gauche de la Jeune République reconstituée après la guerre par Marc Sangnier.

Mais la minorité catholique la plus significative se situe à l'extrême-droite sous l'influence de l'Action française. Vers 1925, Charles Maurras fait figure de maître à penser pour toute une partie des jeunes catholiques intellectuels. L'historien Jacques Bainville, l'écrivain Henri Massis et le polémiste Léon Daudet participent à la rédaction du quotidien du mouvement qui est surtout lu dans les milieux catholiques et royalistes. Cette influence de l'Action française, conduisant à la confusion entre catholicisme et nationalisme, entraînera les protestations vigoureuses des démocrates-chrétiens et la condamnation en 1926 par Pie XI des thèses de Maurras. Cette condamnation ouvre une crise profonde au sein du monde catholique où les membres de l'épiscopat, le clergé et les fidèles sont tenus de choisir entre leur obéissance au pape et l'influence de Maurras dont le journal engage une polémique très vive contre le Saint-Siège. Dès 1928-1929 la crise est surmontée.

Les années 20 sont marquées par une extraordinaire fermentation de la pensée catholique autour de philosophes comme Jacques Maritain,

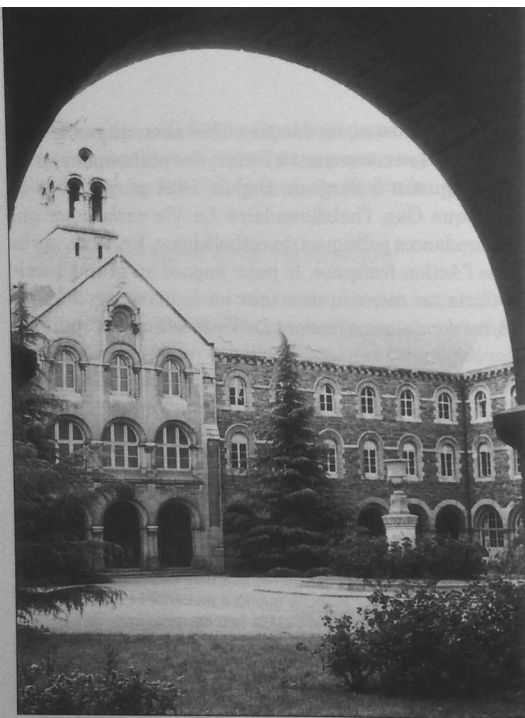
fondateur des Cercles Thomistes, ou Jacques Chevalier, qui anime un groupe de jeunes penseurs se consacrant à l'étude des philosophes spiritualistes, de Saint Augustin à Bergson. Depuis 1924 paraît, sous la direction de Francisque Gay, l'hebdomadaire *La Vie catholique* qui regroupe toutes les tendances politiques du catholicisme. En 1927, après la condamnation de l'Action française, le pape impose au grand quotidien national *La Croix* un nouveau directeur en la personne du père Merklen. En 1928, les dominicains fondent *La Vie intellectuelle*, puis les éditions du Cerf.

#### JOC, JEC ET JAC

C'est en 1925 qu'un prêtre belge, Joseph Cardijn, fonde la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans le but d'étendre le champ d'action de l'Église. Ce mouvement destiné à conduire l'apostolat en milieu ouvrier est appelé à un grand succès en France à partir de 1927 ; il est suivi en 1929, par la création de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) et celle de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC). Le chanoine Louis Lemoine, successivement supérieur du collège de l'Externat des Enfants-Nantais puis vicaire général, aide à l'adoption de la JOC comme branche ouvrière de l'ACJF. Le cercle du patronage de Notre-Dame-de-Bon-Port est le lieu de naissance de la première section Jociste. Le dimanche 29 janvier 1928, dans la petite chapelle du patronage, 22 jeunes travailleurs promettent « *de se dévouer au salut de la jeunesse ouvrière* » et reçoivent des mains du chanoine Lemoine l'insigne « *où l'épi de blé prometteur des moissons futures s'enlace autour de la Croix d'où vient tout salut* ». Parmi ces 22 premiers Jocistes nantais se trouvait Yves Bodiguel qui devait porter le témoignage de son héroïsme durant la Seconde Guerre après avoir été un grand militant syndicaliste. Le vicaire général Lemoine devait ensuite approuver la fondation de la JOC et de la JEC ainsi que la création des premiers groupes de la JAC.

Ainsi, les catholiques des années 20 appartiennent à une Église qui prouve par la multiplicité de ses positions politiques, par ses recherches intellectuelles, par son intérêt pour l'apostolat, une éclatante vitalité. Le diocèse administré par Mgr Le Fer de la Motte\* s'appuie sur un clergé nombreux et bien formé<sup>22</sup>.

Durant son épiscopat, 120 écoles primaires furent établies à son initiative en Loire-Inférieure. Dans les années 1925-1926 les écoles publiques sont relativement peu fréquentées. « Nous voulons Dieu dans nos écoles », ce chant répété des milliers de fois traduit la volonté d'un diocèse galvanisé par son pasteur. En 1920 s'était ouvert rue Dugommier l'Institut catho-



Le lycée technique Eugène Livet, anciennement le grand séminaire.

lique professionnel, confié aux jésuites : il se transportera cinq ans plus tard à La Joliverie. En octobre 1927, les frères de Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, qui avaient dû quitter la rue de Bel-Air à la Séparation, reprennent pied au Loquidy. De leur côté les frères de Ploërmel, qui avaient été chassés de Toutes-Aides, s'installent à l'Abbaye de Chantenay. Quant aux écoles de filles, elles sont florissantes et des pensionnats comme Notre-Dame-de-Toutes-Aides ou Saint-Félix annoncent un bel avenir.

En 1922, l'organisation des séminaires, bouleversée au moment de la Séparation en 1905, est bien en place. Le grand séminaire occupe depuis 1914 les nouveaux bâtiments construits dans la propriété de la Saulzinière, au nord de Nantes ; François Legoux en est le supérieur. Le petit séminaire des Couëts, dirigé par Victor Ménager, reçoit en 1920 les hautes classes du secondaire. En 1922, les petites classes quittent le Calvaire de Pontchâteau pour s'installer, sous la conduite d'Henri Baugé, à Guérande. On compte entre 30 et 50 inscriptions chaque année à la rentrée

au grand séminaire. Mgr Le Fer de la Motte encourage le principe des vicaires-instituteurs qui s'occupent des jeunes, organisent des cours du soir, animent les loisirs dans le cadre des patronages. Ils sont de 70 à 80 certaines années. Une carrière exemplaire est celle de Louis Larose, un des premiers vicaire-instituteur à la campagne, puis vicaire de Sainte-Croix. Il fut chargé de fonder une paroisse à la périphérie de Nantes, placée sous le patronage de Sainte-Thérèse-de-Lisieux.

L'année 1921 est marquée par la célébration, pour la première fois, de la fête nationale de Jeanne d'Arc au jour de sa fête liturgique et par la reprise de la grande procession de la Fête-Dieu interrompue depuis 1903. Cette décision avait fait l'objet d'une discussion houleuse au conseil municipal du 13 mai 1921 : « Nos populations catholiques, dont le christianisme a magnifiquement inspiré le patriotisme en ces rudes années de guerre, ne souffriront pas plus longtemps d'une interdiction qui va à l'encontre de leur esprit religieux. L'affirmation de leur foi se fera comme elle s'est toujours faite à Nantes » disent les uns. « Il y a en France des gens qui ne veulent pas de religion officielle et qui sont émus, après la célébration de la fête de Jeanne d'Arc et du centenaire de Napoléon, de voir le rétablissement partiel des processions » proclament les autres.

Considérant que la procession, gardant son caractère rituel du fait d'un parcours limité autour de l'église, n'est pas susceptible de compromettre la tranquillité publique, le maire de Nantes prend finalement sa décision et arrête :

- Art. 1. Le cortège religieux, qui sortira de l'église cathédrale le 29 mai, pourra circuler autour de la cathédrale en suivant l'itinéraire : place Saint-Pierre, rue Mathelin Rodier, rue Prémion, cours Saint-Pierre, cours Saint-André, place Louis XVI, rue de l'Évêché, place Saint-Pierre.
- Art. 2. Tout autre cortège religieux est et demeure interdit sur le territoire de la commune.

Et le maire commente cet arrêté : « Il existe un rituel catholique qui veut qu'à la Fête-Dieu on fasse une procession autour de l'église. La cathédrale ne permet pas de faire cette procession sur un parcours aussi restreint. Nous avons donc autorisé un itinéraire un peu plus long ; nous avons aussi permis l'édification de deux reposoirs sur les cours car cela ne pourra gêner en rien la circulation. » Ce à quoi le conseiller Pouty répond : « L'exercice du culte doit être réservé aux lieux qui lui sont destinés. Que le clergé catholique reste dans ses églises, les pasteurs dans les temples, les rabbins dans les synagogues, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. » Pour conclure, Paul Bellamy déclare : « La loi

de Séparation de 1905 considère les processions comme un cortège ordinaire. Voilà le vrai terrain neutre sur lequel nous devons et voulons nous placer ; c'est la loi, il faut la respecter. Nous le faisons dans une pensée de concorde générale.»

#### LA GRANDE MANIFESTATION DU 1<sup>er</sup> MARS 1925

Le point d'orgue de cette décennie est incontestablement la grande manifestation du 1<sup>er</sup> mars 1925 qui attire environ 80 000 hommes. Pourquoi ce rassemblement de masse ? Il fait suite à la déclaration ministérielle du 17 juin 1924, après la victoire du Cartel des gauches aux élections législatives et la formation d'un ministère Herriot, envisageant d'appliquer à l'Alsace et la Lorraine reconquises les lois de Séparation votées par la III<sup>e</sup> République. Le principal orateur de ce rassemblement est le général de Castelnau, président de la Fédération catholique. Il est entouré de Mgr Le Fer de la Motte, évêque de Nantes, et de nombreux parlementaires, députés et sénateurs, ses amis politiques dont les noms représentent les notables de la droite conservatrice : Le Cour-Grandmaison, de La Ferronnays, de Juigné, Ginoux-Deferron, de Montaigu, de Dion, de Landemont, Babin-Chevaye, François-Saint-Maur, auxquels se sont joints Grousseau, député catholique du Nord et Oberkirch, député du Haut-Rhin, président du conseil général de Strasbourg, représentant les populations catholiques d'Alsace et de Lorraine. Après les discours, un grand défilé, irrésistible fleuve humain, part du séminaire pour rejoindre la place Saint-Pierre en passant par la rue Émile Loubet, le boulevard Lelasseur, rue de Rennes, Pont-Morand, place du Port-Communeau, rue de Strasbourg, rue de Châteaudun, devant une masse de curieux, tandis que les cloches de la cathédrale donnent à toute volée. Pendant ce temps-là se tient un meeting de protestation du camp opposé au Champ-de-Mars où de nombreux orateurs, Veil, Dalby, Moreau, Doignon, Nouhain, Marion, s'expriment puis défilent jusqu'au boulevard Delorme.

En 1926, Paul Bellamy ne peut plus résister devant l'insistance des milieux républicains et socialistes qui n'admettent pas le maintien des processions de la Fête-Dieu. Ils disent avoir eu tort de ne pas les avoir interdites après la victoire de la Gauche en 1924 et exigent l'application du programme électoral qui prévoyait la suppression de toute procession religieuse. Après bien des hésitations, prétendant que les conseillers avaient été d'accord pour ne pas soulever ce problème au cours de la première année d'exercice du nouveau conseil, le maire est bien obligé de s'exécuter, d'où son arrêté signifié à Mgr Le Fer de la Motte en date du 20 mai 1926. À l'interdiction du maire, le prélat riposte en appelant «les hommes et les jeunes gens catholiques de Nantes», les membres des instituts, des associations, des patronages, des sociétés de gymnastique,

à manifester dans la matinée du 6 juin et, dans le même temps, saisit le Conseil d'État d'un recours en annulation. Le 6 juin, des milliers de manifestants se réunissent dans les cours du collège Saint-Stanislas puis, par rangs de six, se rendent à la cathédrale. Leur marche, dominée par des drapeaux tricolores, rythmée par des fanfares, est ouverte par la Similienne, suivie des Jeunesses patriotiques. Vient ensuite Mgr Le Fer de la Motte entouré d'un important groupe d'élus, de notables et de commerçants ; puis défilent les élèves du grand séminaire, de Saint-Stanislas et de l'Externat des Enfants-Nantais. Un premier incident se produit à la hauteur de la rue du Roi Albert où retentissent les cris «*À bas la calotte*». Il s'ensuit une bousculade, des arrestations momentanées, avant que des membres de l'Action française n'incitent à courir à l'hôtel de ville en criant «*Bellamy, démission*». La cour de la mairie n'étant pas fermée, des manifestants s'assoient sur les marches de l'escalier d'honneur et conspuent le maire, jusqu'à ce que la police intervienne et arrête Henri Polo, Thubé et Elian de Charette de la Contrie, qui sont vite relâchés. La foule se disperse alors aux cris de «*Vive Jésus-Christ*».

Le 25 janvier 1928, une des sections du contentieux du Conseil d'État annule l'arrêté de Bellamy interdisant les processions religieuses. Le 11 juin suivant, la procession de la Fête-Dieu reprend son cérémonial, ajusté chaque année (voir encadré page 68).

La section nantaise de l'Action française, fondée le 10 novembre 1904 par un étudiant en droit originaire de Saint-Philbert-de-Grandlieu, se manifeste après la guerre par de grands bals annuels organisés par ses membres et auxquels des dames patronnesses apportent leur concours. À celui du 12 janvier 1924 on compte, selon le journal *Nantes Mondain*, 104 dames patronnesses dont 46 à particule. La condamnation par le pape de l'Action Française marqua la fin de la décennie. À Nantes, il était évident pour tous que les sympathies de Mgr Le Fer de la Motte pour ce mouvement étaient réelles et son influence prépondérante. Les querelles politiques dues à cette condamnation ont, du reste, empoisonné l'atmosphère du diocèse pendant de longues années<sup>24</sup>.

Le protestantisme et le judaïsme ne connaissent ni ces crises brutales, ni cette brillante renaissance.

En 1926, le pasteur Brunet dénombre 228 membres électeurs et 242 membres paroissiens, soit 470 adultes répartis en 310 familles. Avec les enfants, on évalue la communauté protestante à 680 personnes.



## LA PROCESSION DE LA FÊTE-DIEU

C'est, au début de la matinée, la célébration d'une grand'messe chantée à la cathédrale comme dans les autres paroisses de Nantes. Pour permettre aux fidèles des faubourgs de se concentrer en ville, l'évêque avance l'heure des offices de leurs églises. Un immense dais de velours grenat sur lequel des verdure jettent des taches de couleurs orne l'entrée de la cathédrale. Sa façade, recouverte de tentures brodées, est dominée par un immense écusson garni de drapeaux, d'oriflammes et de guirlandes. Vers dix heures, au son du grand bourdon, dans la nef et le chœur se forme un premier élément du cortège avec les enfants de chœur en blanc et rouge, les séminaristes, les membres souvent âgés des confréries le cierge à la main, les adhérents des sociétés de gymnastique en maillot bariolé. À dix heures trente, Mgr Le Fer de la Motte, précédé des chanoines et entouré des maîtres de cérémonie, entre dans le chœur. Par les portes de la cathédrale, maintenant largement ouvertes, débouche le cortège encadré par les étudiants de l'Action française qui assurent le service d'ordre. En tête se présente une avant-garde d'hommes accompagnée des tambours et des clairons de La Mellinet, puis, en ligne, des deux côtés de la procession, les communiantes des paroisses de Nantes, les enfants des ouvroirs, les religieuses des congrégations, les garçons des orphelinats et les petits communiants avec des lys à la main. Derrière eux, les suisses des églises, les croix des prêtres (vicaire, professeurs, missionnaires, etc.), précèdent les curés des paroisses de Nantes, la maîtrise de la cathédrale, une musique instrumentale et le chapitre. Entre ces deux lignes qui s'étirent le long des rues, portées à une certaine distance l'une de l'autre, les quatorze bannières de velours rouge et or empanachées de plumes blanches des paroisses de la ville. Juste en avant du dais sous lequel l'évêque porte l'ostensoir d'or renfermant le Saint-Sacrement, les suisses de la cathédrale, la croix du prélat, les acolytes et les thuriféraires avec leurs encensoirs.

Après l'évêque de Nantes, plusieurs sénateurs et députés du département, le marquis Albert de Dion, Pierre de Montaigu, le marquis Jacques de Juigné, Jean Lecour-Grandmaison, le marquis Henri de La Ferronnays, défilent en habit, le haut de forme à la main, la poitrine barrée de leur écharpe tricolore. Marchent ensuite les membres de l'archiconfrérie du Saint-Sacrement devant de nombreux conseillers généraux et municipaux.

Sur les trottoirs se sont rassemblés des dizaines de milliers de fidèles, souvent venus de loin, qui reprennent cantiques et chants, s'agenouillent et se signent au passage du Saint-Sacrement. Deux reposoirs ont été édifiés aux extrémités des cours Saint-Pierre et Saint-André. Des femmes de la noblesse et de la bourgeoisie, parées de leurs plus beaux atours, les ont décorés de fleurs, de plantes vertes, de guirlandes et d'oriflammes. Des tapis de pétales recouvrent les marches que monte Mgr Le Fer de la Motte. L'évêque donne sa bénédiction à la foule, puis reprend le chemin de la cathédrale pendant que des milliers de fleurs tombent des balcons. Les grandes orgues se font entendre, les tambours battent, les clairons sonnent pour saluer le retour du prélat qui, du parvis, donne une dernière bénédiction à l'assistance<sup>23</sup>.

Cette société est essentiellement industrielle. À côté du maire, Paul Bellamy, on peut citer Roger d'Allens, président du Tribunal de Commerce de 1928 à 1930, Hippolyte Durand-Gassel, administrateur des Hospices Civils, Marcel Giraud-Mangin, de la Société archéologique, Herbert Kerr, négociant, etc. Mais la puissance économique de ces entrepreneurs s'est, à cette époque, évanouie ; le mythe de la vieille famille protestante a disparu. La solidarité sociale s'est substituée à la solidarité religieuse<sup>25</sup>. Les protestants font figure d'hommes de gauche en raison de leur attachement à la République et à la laïcité, et sont hostiles aux courants catholiques liés à l'extrême-droite.

La division politique droite-gauche affecte également la communauté juive. Celle-ci se sent avant tout française, se montre d'un attachement indéfectible à la République qui lui a procuré l'égalité des Droits. Dans les années 20, l'immigration en France des juifs d'Europe centrale est encore peu importante. Ce n'est pas toujours un accueil sympathique qui leur est réservé, car ils ont des habitudes alimentaires et vestimentaires différentes de celles des Français ; de plus, ils parlent peu ou pas leur langue, d'où la constitution dans certains quartiers de villes de mini-ghettos où se concentrent les immigrés de fraîche date. Toutefois, entre les fortes poussées antisémites de l'époque de l'affaire Dreyfus et celle de la fin des années Trente, la période des années 20 représente un apaisement. Barrès, revenu de ses excès antisémites d'antan, ne manque pas de rendre hommage au patriotisme et au courage des combattants juifs dont beaucoup se sont faits tuer ou sont sortis de la guerre, soit blessés, soit mutilés. Ainsi la quasi-absence d'expression publique d'antisémitisme, *L'Action française* excepté, contribue au climat apaisé de cette société française des années 20 qui s'efforce de prolonger le consensus régnant pendant la guerre et découvre le bonheur de la paix retrouvée.

## Le recours à l'immigration

Bien que la faiblesse de la natalité n'ait pas permis d'assurer le renouvellement de la population, on constate cependant qu'elle manifeste une augmentation entre 1921 et 1931, augmentation non négligeable puisque de 39 210 000, le nombre des Français passe à 41 835 000. Celle-ci n'est pas due à une politique gouvernementale particulière. Les seules décisions prises pour encourager une reprise de la natalité sont si modestes que leurs effets ne peuvent qu'être limités : institution

en 1920 d'une faible allocation à la naissance pour les parents non assujettis à l'impôt sur le revenu, répression de toute propagande en faveur de la contraception, et interdiction de toute vente de matériel ou de produit pouvant être abortifs.

Le véritable correctif au déclin démographique a été le recours à l'immigration. La nécessité de reconstruire les régions dévastées du Nord et du Nord-Est, l'expansion économique de l'après-guerre, le vote en avril 1919 de la loi de 8 heures, sont des facteurs qui rendent dramatique le manque de main-d'œuvre. Le recours aux travailleurs étrangers est le résultat soit de l'arrivée spontanée de ceux-ci à la recherche d'emplois, soit des accords entre États, soit d'une véritable politique de recrutement menée par des entreprises envoyant des agents à l'étranger afin d'en ramener un personnel muni de contrats de travail. Ainsi, le flux des étrangers épouse étroitement les fluctuations de la conjoncture et donne au marché du travail une souplesse considérable. Comme le précise Fernand Braudel, dans son *Histoire économique et sociale de la France*, il faut bien comprendre que le « volume de l'immigration ne restait pas constamment le même : il variait année par année, voire mois par mois, en fonction des fluctuations de la vie économique en France et de la politique des États d'où provenaient les immigrants ».

Au début de la décennie 1920, l'immigration connaît une accélération qui tranche avec la relative stabilité de l'avant-guerre. De 1921 à 1926 le nombre d'étrangers augmente de 66 %. En 1921, ils sont 1 532 000, représentant 3,9 % de la population totale ; en 1926, on en compte 2 409 000, soit 6 % de cette population ; et dans les années 1930 environ 3 000 000. La France est devenue pendant cette période le premier pays d'immigration du monde.

En tête viennent les Italiens. Ils sont 451 000 en 1921, soit 29 % de la population immigrée, et résident majoritairement dans le Sud-Est du pays et dans la région parisienne, mais aussi en Lorraine sidérurgique, en Franche-Comté et dans certains départements du Sud-Ouest où ils viennent combler les vides produits par la forte dépopulation rurale. Il s'agit surtout, comme par le passé, d'une immigration de travailleurs manuels, particulièrement dans le bâtiment. L'un des traits spécifiques de l'immigration italienne est la présence en son sein de nombreux exilés politiques venus chercher refuge dans notre pays à la suite des vagues de violence et de répression qui ont accompagné la conquête du pouvoir par les fascistes. Ces immigrants italiens des années 20 se sont intégrés rapidement à la société française.

Les Polonais, très peu nombreux avant la Grande Guerre, ne sont que 46 000 en 1921. Dix ans plus tard, leur effectif dépasse les 500 000. Employés le plus souvent comme ouvriers agricoles ou comme mineurs, ils représentent alors 48 % des étrangers travaillant dans les industries extractives. Ce sont de bons ouvriers dont on reconnaît les qualités de courage, de discipline, de robustesse. Mais, ils manquent d'initiative et sont enclins à accepter n'importe quelles conditions de travail. En principe, la convention franco-polonaise protège ceux qui travaillent dans les houillères de traitements discriminatoires, mais elle est fréquemment tournée. Payés au rendement, ils sont souvent affectés aux veines les plus pauvres, ce qui les empêche d'obtenir les mêmes résultats que les Français.

Les Belges qui étaient 350 000 en 1921 ne sont plus que 254 000, et représentent moins de 10 % de la population allogène en 1931. Cette diminution traduit une assimilation rapide de leurs prédécesseurs devenus citoyens français après avoir occupé dans l'industrie du nord de la France des emplois « haut de gamme ».

Nouveaux venus à cette époque : les travailleurs originaires du Maghreb, essentiellement d'Algérie et plus précisément de Kabylie. Les années de guerre leur ont appris le chemin de la métropole, non à la suite d'un choix délibéré, mais la plupart du temps du fait de réquisitions opérées par les autorités françaises. Dès 1922 les Algériens sont 45 000 ; on en compte deux ans plus tard 71 000 et environ 100 000 à la fin de la décennie. Ils ne représentent que 3,2 % des travailleurs immigrés, mais l'idée est désormais admise par les employeurs que l'Afrique du Nord peut, elle aussi, être utilisée comme réserve de main-d'œuvre.

### Les immigrés à Nantes et dans le département

Malgré l'effort de productivité prôné par le taylorisme la main-d'œuvre manque et il faut en 1924, comme dans bien d'autres régions en France, faire appel à des immigrés, ce qui suscite les craintes du journal conservateur *L'Echo de la Loire* : « La France est envahie par des centaines de milliers d'immigrants qui passent la frontière sous prétexte de trouver du travail... Ils forment le noyau des cellules communistes. On les retrouve comme acteurs principaux ou complices dans presque tous les crimes de droit commun : assassinats, viols, vols et incendies... » Pour faire fonctionner nos usines, on est pourtant bien content de les trouver, d'autant que la limitation du temps de travail est entrée en application (la journée de 8 heures est adoptée en 1919). Le nombre des étrangers en Loire-

*Madgent*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**RÉCÉPISSÉ**  
DE DEMANDE DE CARTE D'IDENTITÉ

renouvellement périodique de la carte N° *769045*



Delivré à M. (1) *Forcari Spartino*  
né le *3-11-1897* à *Couéron*  
de nationalité *italienne*  
résidant à *Couéron, Zone Inférieure*  
rue *Côte navale* N° *20 D.*  
titulaire d'un contrat de travail de *1* mois, en qualité de *manœuvre*  
à compter du *1* delivré par M. *Lucien Lanté* demeurant  
à *Couéron*

Le présent récépissé, tenant lieu de permis de séjour, sera valable jusqu'à  
*la délivrance de la carte*  
*Couéron*, le *25 avril* 1937

(1) Nom et prénom. Pour les femmes mariées il précède le nom du conjoint ou celui du mari.

L'Agent Municipal  
*Lucien Lanté*

Mairie de Couéron  
NOUVEAU

Si l'étranger change de domicile avant d'avoir obtenu la remise de sa carte, il sera tenu, à son départ, de faire connaître sa nouvelle adresse à l'autorité qui lui a délivré le présent récépissé; il devra accomplir la même formalité à son arrivée dans la commune où il aura fixé son nouveau domicile. Un nouveau récépissé lui sera délivré.  
Pour obtenir la délivrance de sa carte, l'étranger doit, dans tous les cas, s'adresser au Maire ou au Commissaire de Police de la localité où il réside.  
L'étranger qui ne se conforme pas aux prescriptions ci-dessus sera passible des peines prévues par l'art. 474 § 45 du code pénal.

Demande de carte d'identité à la mairie de Couéron, pour Forcari Martino, de nationalité italienne

Inférieure qui était de 1 190 en 1911 passe à 3 750 en 1921 et à 6 200 en 1931. Une statistique publiée fin 1924 précise que l'on compte à Nantes 1 916 étrangers, c'est-à-dire un centième environ de la population nantaise. Ce chiffre comprend 1 162 hommes, 475 femmes et 279 enfants. L'élément Espagnol domine avec 397 sujets. Les Italiens viennent ensuite, ils sont 278; les Belges suivent, la ville en compte 260. On trouve ensuite 216 Tchécoslovaques, 168 Suisses, 116 Polonais, 94 Britanniques, 80 Allemands, 69 Russes, 54 Grecs, etc.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**RÉCÉPISSÉ**  
DE DEMANDE DE CARTE D'IDENTITÉ

renouvellement périodique de la carte N° *768910*



Delivré à M. (1) *Projewski Bernard*  
né le *23-8-1890* à *Scharf*  
de nationalité *polonaise*  
résidant à *Couéron, Zone Inférieure*  
rue *Boulevard Gambetta* N° *1*  
titulaire d'un contrat de travail de *1* mois, en qualité de *commerçant*  
à compter du *1* delivré par M. *Lucien Lanté* demeurant  
à *Couéron*

Le présent récépissé, tenant lieu de permis de séjour, sera valable jusqu'à  
*la délivrance de la carte*  
*Couéron*, le *4 juillet* 1937

(1) Nom et prénom. Pour les femmes mariées il précède le nom du conjoint ou celui du mari.

L'Agent Municipal  
*Lucien Lanté*

Mairie de Couéron  
NOUVEAU

Si l'étranger change de domicile avant d'avoir obtenu la remise de sa carte, il sera tenu, à son départ, de faire connaître sa nouvelle adresse à l'autorité qui lui a délivré le présent récépissé; il devra accomplir la même formalité à son arrivée dans la commune où il aura fixé son nouveau domicile. Un nouveau récépissé lui sera délivré.  
Pour obtenir la délivrance de sa carte, l'étranger doit, dans tous les cas, s'adresser au Maire ou au Commissaire de Police de la localité où il réside.  
L'étranger qui ne se conforme pas aux prescriptions ci-dessus sera passible des peines prévues par l'art. 474 § 45 du code pénal.

Demande de carte d'identité à la mairie de Couéron, pour Bernard Drojewski, de nationalité polonaise.

Les usines des Batignolles absorbent une grosse part de ces étrangers, principalement Tchécoslovaques, Polonais et Allemands<sup>26</sup>. L'histoire de l'usine débute en 1917; les frères Gaston et Edmond Gouin, de la Société de constructions des Batignolles fondée à Paris en 1846, décident de créer, avec le concours des Forges de Châtillon, la Compagnie générale de construction de locomotives Batignolles-Châtillon. L'usine est construite sur les propriétés Saint-Georges où s'élève le château du même nom, la Baratte, la petite Grolerie, la Halvêque et le Ranzay, qui



sont alors des terres cultivées. La construction des bâtiments est terminée en 1919 mais le recrutement ouvrier s'avère difficile en raison de la densité des entreprises de constructions navales et mécaniques dans la région, d'où l'engagement d'une forte main-d'œuvre immigrée qui devient ainsi « Batignollaise ». En 1920 l'établissement ne compte que 700 personnes, puis 3 500 en 1922, mais avec la crise de 1924 le nombre des salariés tombe à 1 488. Parmi ceux-ci, les étrangers sont 533 et représentent 33,20 % de l'effectif<sup>27</sup>.

Il faut loger ce personnel immigré et le retenir, ce qui provoque, en plus de l'utilisation des baraquements du Grand-Blottereau édifiés par l'armée américaine, la construction de trois cités d'un total de 450 maisons de bois aux abords de l'usine. Les équipements sociaux, écoles, église, dispensaire, salle des fêtes, sont édifiés et gérés par du personnel de l'usine. Le patronat prend en charge toutes les modalités d'existence des ménages ouvriers ainsi attachés à l'usine. Le confort du logement est réduit : quatre pièces sans eau ni chauffage et des toilettes au fond du jardin. Ce jardin tient une grande place dans la vie de la cité. Cultiver ses légumes est la principale occupation de l'ouvrier pendant son temps libre, comme le lavoir représente le lieu privilégié de la sociabilité féminine<sup>28</sup>.

Un autre exemple d'intégration de la main-d'œuvre immigrée est encore plus manifeste dans la banlieue nantaise avec les Polonais de Couëron. En 1918, la Pologne a retrouvé son indépendance après un siècle et demi d'occupation, le premier partage ayant eu lieu en 1772. Elle est affaiblie par une politique « d'extermination » adoptée par les anciens États occupants : la Prusse, l'Autriche et la Russie. Les campagnes sont trop peuplées, le taux de fécondité y est très important ; en 1922, l'accroissement démographique de la Pologne est de 18 %. Les fermes sont trop petites, les propriétés de moins de 5 hectares occupent 70 % de la superficie cultivable. « Beaucoup d'enfants, peu de terres... ; les produits des champs se vendaient à bas prix. » Le surplus de population aurait pu être absorbé par l'industrie, mais celle-ci est presque inexistante. On comprend alors que nombreux Polonais aient décidé de tout quitter, à la recherche d'une existence meilleure. C'est cet espoir qui les pousse en France, avec l'intention de travailler dur, économisant l'argent qui leur permettrait de retourner au pays et d'acheter des terres pour s'y installer.

L'émigration polonaise, si elle existait de façon embryonnaire avant 1914, s'amplifie à partir de 1920 car la situation démographique et économique de la France est, nous l'avons vu, catastrophique. On

dénombrer au cours de ces années d'après-guerre l'entrée de 14 300 Polonais en 1920, 62 000 en 1923, 61 000 en 1926, 68 000 en 1929. Ils se répartissent dans toute la France, particulièrement dans le Nord et dans l'Est où les mines ont besoin de bras. À Couëron, les Forges de Basse-Indre et Pontgibaud souffrent également du manque de main-d'œuvre, d'autant plus que le travail y est dur, surtout aux laminoirs où il fait une chaleur de 60 degrés. La ferraille destinée à la fabrication des boîtes de conserve est acheminée jusqu'aux fours Martin qui la coulent en lingots. Ceux-ci sont ensuite laminés à chaud. La température y est infernale, il faut être costaud pour résister. Dans un premier temps, J.J. Carnaud avait recruté des Bretons, qui protestèrent contre ces conditions de travail pénibles. Les travailleurs étrangers, eux, étaient bien forcés de les accepter. Les premiers Polonais arrivés à Couëron, le 3 mai 1923, viennent directement de leur pays, munis d'un contrat de travail des Forges de Basse-Indre. Ils sont une cinquantaine, jeunes, entre 23 et 33 ans. Ils ont fait un long voyage par bateau, débarqué au Havre et subi une brève visite médicale. Beaucoup sont mariés et viennent en couple. Ceux arrivés seuls font rapidement venir leur famille. Le bouche à oreille fonctionne et, à partir de 1926, les Polonais arrivent en force, le point culminant étant atteint en 1928 où l'on compte plus de 230 personnes. Le fichier de la mairie permet de savoir que 1 261 Polonais sont ainsi venus travailler à Couëron entre les deux guerres.

À leur arrivée, ils sont logés dans des cités : cité navale, cité Bessonneau, cité du Bossis, cité Pont-de-Retz, cité de la gare. L'entreprise J.J. Carnaud leur attribue une « concession de logement » et retient sur la paye un faible loyer (65 francs en 1936, gaz et électricité compris). Il n'y a pas d'eau, il faut aller à la pompe. Généralement, les maisons ont trois vastes pièces : la cuisine et une chambre en bas, une autre pièce en haut pour les enfants. S'il n'y en a pas, la chambre est alors louée à un célibataire avec l'autorisation de J.J. Carnaud. L'entreprise fournit tout ce dont le ménage a besoin : cuisinière, poêle, lits, couvertures, avec un petit retrait de salaire.

Les journées à l'usine sont longues : 12 heures. Une semaine, de 7 heures à 19 heures, et l'autre semaine, de 19 heures à 7 heures. Il faudra attendre les accords de 1936 pour que le travail se fasse en trois fois 8 heures. La paye se fait par quinzaine. Avant les grèves de 1936, le salarié percevait 250 francs pour la quinzaine. Vingt pour cent des femmes travaillent également à l'usine. Elles sont décolleuses, vernisseuses, tâches méticuleuses moins rémunérées que celles des hommes. Le contrat



d'embauche prévoit que tous les ouvriers (Français et Etrangers) sont tenus d'être inscrits aux deux Caisses sociales : celle de Secours mutuels et celle pour la Retraite.

Toutes les maisons louées par J.J. Carnaud comportent un jardin. Les Polonais y retrouvent leur occupation favorite : le jardinage. Les légumes récoltés et les basses-cours qu'ils entretiennent leur permettent de vivre presque en autarcie<sup>29</sup>.

Il semble que ces Polonais aient été bien acceptés par la population, surtout par les Couéronnais qui travaillaient à l'usine, faisaient le même labeur pénible, reconnaissant qu'ils étaient très travailleurs. Cela n'empêchait pas parfois un sentiment d'hostilité et le nom de « Polaks » était lâché surtout au cours des crises économiques, notamment lors des grèves de 1936 auxquelles ils ne pouvaient pas participer. Ils n'avaient pas le choix et devaient se rendre au travail s'ils ne voulaient pas être expulsés.

En général, au départ, ils parlent peu et mal le Français, mais au contact des autres ouvriers ils apprennent vite, tant bien que mal, avec un fort accent, et se débrouillent. Par contre, les femmes qui restent chez elles, qui vivent en communauté avec leurs compatriotes, ne font guère de progrès. Elles passent de longues heures devant leur fourneau, aiment faire une cuisine très variée, conservant les traditions polonaises : « Roso », bouillon de poule, « Kluski », quenelles de pommes de terre, « Rollmops », harengs marinés, « Placek », sorte de beignets, etc. Pour ces femmes, la vie à Couéron n'est qu'un intermède, elles pensent retourner en Pologne : il est important de continuer ici une vie polonaise. Pour certaines démarches, un représentant des Forges de Basse-Indre, Jahan, ancien combattant de l'armée Weygand, marié à une Polonaise et connaissant la langue, sert d'interprète.

Les Polonais sont des catholiques fervents. Ils vont à la messe le dimanche matin à l'église de Couéron. À cette occasion, ils mettent de beaux habits confectionnés sur mesure par des couturières polonaises. Ils savent également se distraire et organisent des bals le samedi soir, dans les premiers temps chez eux, puis dans une salle de café. Il existait en effet des cafés polonais comme il y eut par la suite un boulanger, deux charcutiers et un cordonnier. À ces bals, la valse est reine, la bière aussi. Mais il n'y a pas plus de heurts que dans les bals entre Français. La surveillance est assurée par le garde-champêtre, le père Sinquin, qui prend très à cœur son travail. La carte d'identité est obligatoire pour tous

les étrangers depuis le 2 avril 1917 et l'émigré doit être en possession d'un extrait du registre d'ommatriculation prouvant qu'il n'est pas entré en France clandestinement. La possibilité d'expulsion est une menace présente dans sa tête et limite certainement les envies de bagarre.

#### UNE ÉCOLE POLONAISE À COUÉRON

Dès 1924, il y a eu une école polonaise dans une ancienne salle de gymnastique, avec un instituteur polonais. Mais elle a fermé deux ans plus tard. Les enfants vont alors à l'école française. En octobre 1929, les établissements J.J. Carnaud, voulant garder ces travailleurs polonais qu'ils considéraient comme de très bons ouvriers, font appel à la congrégation des sœurs servantes du Sacré-Cœur de Cracovie dont une filiale se trouve dans le Bas-Rhin, se chargent de payer leurs billets de train et de les rémunérer pour qu'elles viennent à Couéron garder les petits polonais. Elles organisèrent une sorte de maternelle appelée « Orchronka ». Les enfants y apprennent le Polonais jusqu'à six ans, âge auquel ils doivent aller à l'école française. De plus, de 1929 à 1954, un prêtre polonais vient de Paris, aux frais de J.J. Carnaud, afin de desservir la paroisse tous les dimanches. C'est seulement en octobre 1954 que Mgr Villepelet fondera la paroisse polonaise de Couéron. Celle-ci, gardienne d'un certain passé, maintiendra jusqu'à nos jours une coutume et la langue polonaise dans cette petite commune. Les familles d'émigrés polonais sont désormais des familles françaises qui se sont intégrées pleinement à la société tout en souhaitant conserver leur identité. L'exemple des Polonais à Couéron est très marquant dans la région nantaise et perdure jusqu'à nos jours où la paroisse polonaise avec le père Kawalec et les deux sœurs conservent les traditions de leur terre d'origine<sup>30</sup>.

Mais il est bien évident que les Polonais ne sont pas les seuls émigrés. À Couéron et à Nantes, on rencontre également à cette époque des Russes. Le 28 février 1924, la préfecture de Loire-Inférieure fait savoir, à la demande de la Sûreté générale, que, dans le département, séjournent 76 Russes hommes au-dessus de 15 ans dont 36 à Nantes, 34 femmes dont 14 à Nantes, et 31 enfants de moins de 13 ans. Par une lettre de l'inspecteur principal de Police spéciale Roussel, en date du 8 octobre 1927, on sait que des soldats indochinois du XI<sup>e</sup> escadron du Train des Equipages, militaires à Nantes, viennent à Couéron pour y passer la journée du dimanche, ce qui semble suspect. En réalité, ils se rendent, non chez des compatriotes – aucun Indochinois ne résidant à Couéron pas plus que dans tout le département – mais chez une petite colonie (70 environ) de Russes originaires de la province du Don, demeurant à Couéron et travaillant aux Fonderies de Pontgibaud, de religion bouddhiste comme eux.

On rencontre également dans cette commune de nombreux Espagnols. De constitution plus faible que les Polonais, ils travaillaient à la sortie du laminoir, accomplissant une tâche tout aussi pénible en raison de la chaleur, mais demandant moins de force physique. Souvent manœuvres, terrassiers, ouvriers agricoles, ils viennent fréquemment à pied par les deux extrémités des Pyrénées et s'arrêtent dès qu'ils trouvent un emploi, ce qui explique leur forte concentration en Aquitaine et en Languedoc. Leur nombre est passé de 255 000 en 1921 à 352 000 en 1931. L'immigration espagnole est une des plus pauvres, elle vit dans des conditions de logement et d'hygiène souvent déplorables. L'opinion française s'en inquiète, mais elle reconnaît aux Espagnols des qualités de docilité et de sobriété qui engendrent une cohabitation tranquille.

Alors que les Italiens étaient moins de 1 000 en 1920 dans le département, on en compte près de 5 000 en 1926. Leur arrivée se ralentit quelque peu à partir de 1927 du fait, d'une part des mesures restrictives adoptées par le gouvernement italien, d'autre part des craintes des autorités françaises qu'ils soient « contaminés » par le fascisme. Si l'on compte parmi les membres les plus influents de la colonie italienne le bijoutier de la rue Crébillon, Joseph Gimilini, et la fourreur Vacaro, qui n'ont jamais manifesté ouvertement de sentiments politiques, les plus nombreux sont des maçons, spécialistes des mosaïques. À Nantes, des dizaines de boutiques dont les devantures sont en mosaïque, comme la mode le voulait à cette époque, ont été faites par les entreprises Graziana, de Martini, Milani, Cortina, Zavagno, Brusetti, de Ginsti, etc. Comme beaucoup d'émigrés ils sont parfois suspects, mais l'exubérance, la volubilité ou la gesticulation de ces transalpins les rendent sympathiques aux Nantais, facilitent leur adaptation et leur assimilation. On leur prête l'amour de la musique et on les imagine la guitare à la main. Le dimanche, ils revêtent des complets de drap fin de couleur voyante, des chaussures à tige d'étoffe claire et à bouts vernis, des cravates éclatantes. Leur élégance fait pâlir les employés les mieux mis. Ils fréquentent alors les guinguettes, dansant de longues heures au son de l'accordéon, parfois tournoyant seuls faute d'avoir trouvé une cavalière sensible aux charmes d'un « rital ».

## 4

LA VIE  
AU QUOTIDIEN

Au début de la décennie, le centre de la ville ne subit que fort peu de modifications. La municipalité de Paul Bellamy est enchâssée entre la période de la guerre et les projets de comblements de la Loire, des bras de la Bourse et de l'Hôpital, et le détournement de l'Erdre qui se jettera alors par un canal-tunnel dans le fleuve. Ce projet est approuvé en 1928 ; alors commenceront des travaux considérables qui dureront une quinzaine d'années, payés par les Allemands au titre des Réparations, modifiant l'image traditionnelle de la « Venise de l'Ouest » qui perdra son fleuve et sa rivière.

A contrario, on rénove certains ponts et l'espace urbain s'étend au-delà des faubourgs.

## La morphologie urbaine

Le *Phare* du 22 novembre 1920 assure les Nantais que « les travaux du pont Maudit, écroulé il y a maintenant huit ans, sont entrés dans une phase active. Les sept pieux de 21 mètres de long de la première pile de la rive droite sont actuellement battus ». À la réunion du conseil municipal du 24 mai 1922, le maire répond à l'inquiétude des conseillers sur ces travaux non terminés que « aux termes du marché avec la Société Pelnad, Considère, Caquot et Cie, le délai d'exécution était d'un an. Mais le contrat ne comportait pas malheureusement de pénalités de retard ». En fait, le nouveau pont en ciment armé est livré à la circulation le samedi 10 juin mais, à vrai dire, seuls les piétons et le tramway sont admis à y passer ce jour-là. Les autos, fiacres et autres véhicules doivent encore attendre une semaine avant d'y circuler. L'année suivante, la municipalité décide d'embellir ce pont en érigeant des lampadaires à quatre branches



9. NANTES - L'Éroulement du Pont de Pirmil 26 Mai 1924  
Nantes se trouve isolée au sud par cette coupure de 40 mètres

**L'écroulement du pont de Pirmil, le 26 mai 1924**

(Carte postale, J. Nozais, éditeur, Nantes)

Nantes se trouve isolée au Sud par cette coupure de 40 mètres.



**L'effondrement du pont de Pirmil**

(Le Phare, 28 mai 1924 — photo André Bellanger)

Deux aspects du pont de Pirmil après l'effondrement.

sur des socles de ciment placés à chacune des bases des arceaux de soutien. Le journaliste se moque de cette innovation : « *Auparavant l'éclairage du pont était assuré par des lampes électriques fixées à de modestes poteaux de bois. Maintenant les poteaux sont en fonte mais l'électricité est remplacée par le gaz. C'est le progrès !* »

Moins de trois ans plus tard, le 26 mai 1924, à 20 heures 25, le pont de Pirmil s'écroule brusquement comme cela avait été le cas en 1913 pour le pont Maudit. Maurice Schwob dénonce la scandaleuse résistance de la direction des Ponts et Chaussées, « *des vieillards hostiles à toute nouveauté* », qui imposèrent après des années de controverses la construction d'un pont métallique, et non un ouvrage d'art en béton armé comme la municipalité nantaise, la chambre de commerce, les députés du département l'avaient décidé à la suite d'un concours minutieusement organisé. « *On nous impose un pont de fer qui n'est pas encore commencé alors que l'autre serait déjà fini, qui coûtera un million et demi de plus et sera d'un entretien difficile et onéreux.* » La ville se trouve donc privée de toute communication avec le Sud. Aussi le Génie d'Angers construit-il en toute hâte un pont de bateaux, livré dès le 30 mai à la circulation. Fin août, on procède au lancement de deux passerelles métalliques parallèles qui portent le nom d'un ancien inspecteur général des Ponts et Chaussées, leur inventeur, Pigeaud. Ces installations doivent être rivées et reposent

sur une pile de fortune construite sur la pile écroulée dont la base a préalablement été consolidée avec du ciment. L'opération, très délicate, souvent interrompue par mesure de prudence en raison du vent, dure environ un mois. L'inauguration officielle a lieu le dimanche 28 septembre et le pont de Pirmil est ouvert à la circulation le lendemain à 9 heures. Les véhicules doivent rouler à l'allure d'un homme au pas, sur une seule file, avec un intervalle d'au moins dix mètres entre deux camions ou entre un tramway et un camion.

Le conseil municipal décide, le 29 juin 1923, d'agrandir l'hôtel de ville, d'une part par l'achat de l'hôtel de Monti de Rezé, situé 6 rue de la Commune, au prix de 90 000 francs, et d'autre part par l'échange de l'immeuble du Refuge, situé rue d'Aguesseau, avec l'hôtel de Rosmadec appartenant à la société « La Providence », 10 rue de la Commune, accompagné d'une soule de 300 000 francs.

Le numérotage des maisons encore en vigueur fait l'objet d'un arrêté municipal du 30 décembre 1925 modifiant celui du 18 novembre 1837. Désormais, « *le bras Nord de la Loire traversant la ville de l'Est à l'Ouest est la ligne de base du numérotage* ». Ainsi, le premier numéro de la série commencera au point le plus rapproché du fleuve pour les rues perpendiculaires ou obliques au cours de la Loire, ou pour les rues parallèles à





### Le lycée Gabriel Guist'hau.

Lycée de jeunes filles  
à son ouverture le 1<sup>er</sup> octobre 1928,  
c'est aujourd'hui un établissement mixte.  
Ici, le clocheton vu de la cour du lycée.

la Loire selon son cours de manière à ce que les numéros croissent en la descendant. Les nombres pairs sont donnés au côté droit de la rue, c'est-à-dire à la droite du passant, partant de la rivière ou marchant dans le sens du cours de la rivière. Les nombres impairs indiquent le côté gauche.

C'est à cette époque que l'on constate combien la statue de Louis XVI est malade. Paul Bellamy, lors de la réunion du conseil municipal du 30 mars 1925, fait approuver le projet de restauration. Un an plus tard, après appel auprès des entrepreneurs, il choisit Richard, entrepreneur 2 rue Linné, pour la

maçonnerie ; Desmarchix, sculpteur 25 rue Ernest Legouvé, pour la restauration des ornements ; et pour la réfection de la statue elle-même, Perraud, sculpteur rue Fouré. Les travaux commencent aussitôt et un immense échafaudage est construit avec l'aide des charpentiers des chantiers navals. La lourde statue de pierre est descendue et transférée dans l'atelier du sculpteur. Elle sera replacée en haut de sa colonne dominant les Cours en octobre 1926<sup>31</sup>. La statue en pied du docteur Guépin qui orne la place Delorme est déjà à cette époque en butte aux plaisanteries des carabins et des noctambules avinés. *Le Phare* du 4 septembre 1923 ne manque pas de le rappeler : « On a vu le docteur Guépin en gants blancs. On l'a vu tenant à la main une poubelle, une enseigne de marchand de parapluies et d'ombrelles, de coiffeur, un bouquet d'œillets, un vase nocturne. Hier, le docteur Guépin brandissait une superbe raquette de tennis décrochée à la devanture de Toublanc, 10 rue Boileau. »

Au bout du boulevard Delorme se construit le nouveau lycée de jeunes filles. En octobre 1882, en vertu d'un arrêté ministériel, un Lycée national de jeunes filles ouvre rue Harrouys. En 1910, sous la municipalité

Gabriel Guist'hau, le lycée compte 432 élèves. Il devient urgent de l'agrandir. C'est alors que l'on pense à l'immeuble, qui abritait l'Externat des Enfants-Nantais, situé entre la rue Colbert, la rue du Boccage et la rue Bonne-Louise. Au début de l'année 1910, par une séance du conseil municipal, on déclare d'utilité publique le transfert du lycée de jeunes filles à l'endroit occupé par l'Externat avant son expulsion en 1906. La démolition des immeubles vétustes commence dès 1911. Il faudra dix-huit ans, en raison entre autres de la guerre, pour réaliser le nouveau lycée : la rentrée dans les locaux neufs a lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1928. À noter que sont aménagées, déjà à cette époque, des classes de physique, chimie, histoire naturelle, avec des laboratoires. En 1930, le lycée compte 600 élèves.

Il faut se rendre compte qu'alors la ville ne dépassait guère le cordon des grands boulevards de ceinture et que, à l'intérieur de ces boulevards, des cultures et des vergers ont encore leur place. D'étroits chemins bordés de ronces et d'églantines se faufilent entre les maisons entourées de jardinets. La banlieue est donc toute proche, et l'Œuvre du jardin familial, qui prospère depuis 1916, permet en 1930 à 205 Nantais de trouver chaque soir, en rentrant du bureau ou de l'atelier, une distraction utile et saine. Saint-Gobain, installé à Bas-Chantenay, a procédé en 1916 à la création de jardins ouvriers de 250 m<sup>2</sup> chacun, à La Croix-Bonneau. Et la Société anonyme des habitations à bon marché et des jardins ouvriers, créée à l'initiative de 37 patrons nantais en 1919, a acquis 19 hectares à La Croix-Bonneau et à La Contrie pour être organisés en jardins ouvriers.

C'est sur des terrains, périphériques alors, que sont construits par exemple les pavillons de la rue Anatole Le Braz ; que, plus à l'ouest, sera aménagée la place Anatole France ; et que, derrière la clinique Sourdille un vaste terrain à bâtir de 56 000 mètres carrés est à vendre en cinquante-neuf lots en l'étude de maître Durand-Gassel, notaire 2 rue Voltaire à Nantes. Un autre lotissement de 100 000 mètres carrés, à vendre par lots au gré des acheteurs, est également proposé à Monselet, « le quartier le plus paisible, le plus sain, le plus aéré, le plus près du centre », par Barbin et Ravaut, 2 bis rue Dugommier. En 1930, le cabinet Fougère, 16 quai Duguay-Trouin, propose un terrain à bâtir bien situé, quartier Lelasseur, lots à volonté, au prix de 70 francs le m<sup>2</sup> ; et le cabinet Saint-Marty et Giraud, 8 rue de Gorges, offre différents hôtels particuliers situés dans le quartier Monselet-Félibien, dont un comprenant 8 pièces, 2 cabi-



nets de toilette, eau-gaz-électricité, pour la somme de 140 000 francs. La construction de ce quartier entraînera la dénomination de nouvelles voies publiques auxquelles, lors de sa réunion du 28 décembre 1925, le conseil municipal donne des noms d'écrivains, de peintres ou de musiciens : Alexandre Dumas, Pierre Loti, Boulay-Paty, Luc-Olivier Merson, Gaston Serpette, etc.

Si ces réalisations pavillonnaires se succèdent, il n'en reste pas moins vrai que les logements ouvriers sont souvent très médiocres, comme le souligne Pierre Rocher, journaliste au *Populaire*, dans un article du 19 février 1925 : « Dans un immeuble du quai de la Fosse, il a fallu se baisser pour passer sous un porche qu'on pouvait confondre avec un égout. Eh bien ! Le porche passé, c'est pire qu'un égout ! [...] Vingt ménages vivent dans ce cloaque. »

Fin 1920, il existe un Office public d'HLM, installé rue de Briord, ainsi que cinq sociétés d'HBM : le Bien-être du travailleurs, 25 rue des Rochettes, capital 195 400 francs ; la Maisonnette, 16 rue Bonne Louise, capital 2 279 180 francs ; la Maison familiale, 6 rue Bossuet, capital 270 400 francs ; la Société nantaise d'HBM et de jardins ouvriers, 4 rue Molière, capital 500 000 francs ; et la Société nantaise des habitations salubres et à bon marché, 2 bis rue Richer, capital 100 000 francs.

Cependant Nantes, comme le reste de la France, reste profondément touchée par la crise du logement. Et pourtant, depuis le Second Empire, l'effort de rénovation effectué est important. Il se poursuit sous la municipalité Paul Bellamy grâce au lancement de plusieurs ensembles d'habitations à bon marché. L'Office public d'HBM livre, en juin 1926, la cité du Bois-Hercé, soit 84 logements dont 60 pour familles nombreuses : pour trois pièces et une cuisine, le loyer est fixé à 108 francs par mois en maison individuelle ou 90 francs en collectif. Elle met également à disposition 66 logements à la cité de la Morrhonnière, remarquables constructions avec leurs murs de pierre et leurs toits d'ardoises. En juillet 1928, la loi Loucheur accorde des possibilités nouvelles à l'Office public d'HBM. La municipalité propose de lui remettre de nouveaux terrains au Plessis-Cellier, à la Contrie, rue Saint-Jacques et à Roche Maurice en bordure du chemin des Pavillons. On projette également des constructions nouvelles dans l'île Sainte-Anne où le vaste boulevard Gustave Roch vient de remplacer la Boire Toussaint. Le nombre des maisons construites par la Société de crédit immobilier de la Loire-Inférieure était de 100 en 1926 ; il a été porté par étapes successives : en 1927, à 152 maisons ; en 1928,

à 215 ; en 1929, à 515 ; et en 1930, à 715. La valeur du prix de revient des terrains et maisons est passé dans le même temps de 2 620 300 F en 1926 à 6 351 320 F en 1928 et à 26 340 800 F en 1930. L'importance des prêts consentis par la Société s'est élevée de son côté de 1 846 379 F en 1926 à 19 028 550 F en 1930. Ces chiffres montrent la réalité de l'inflation dans les dernières années de la décennie. Les Ets Carnaud ont édifié 541 logements à Nantes dans les dix années qui suivent la guerre, et les Batignolles 509 maisons individuelles avec un petit jardin ainsi que 232 chambres individuelles<sup>32</sup>.

Et pourtant, encore au 1<sup>er</sup> janvier 1930, le nombre de familles hébergées provisoirement – un provisoire qui dure depuis quelques années – dans des baraquements en bois est de 429 ; celui des familles qui logent en roulotte, de 93 ; soit 522 familles qu'il faudrait, coûte que coûte, pourvoir d'un logement convenable et sain. Mais ce n'est pas tout, car on évalue à 600 le nombre de familles de travailleurs qui vivent dans les taudis innombrables des rues vieilles et profondes du Nantes du siècle dernier. Et encore devrait-on compter en plus les 1 365 familles alors hébergées par la Ville dans des immeubles qu'elle a achetés en vue de leur mise à l'alignement ou de l'élargissement des rues, donc voués à la destruction.

Le programme de construction de l'Office public municipal d'HBM, voté le 29 décembre 1928 pour l'année 1929, comporte 121 logements : 55 plus un magasin, rue Conan-Mériadec ; 42 rue Champenois (cité du Verger) ; et 24 à aménager aux Chambelles, dans les bâtiments de l'ancienne poudrière. Pour 1930 l'Office municipal d'HBM met sur pied un programme encore plus ambitieux et prévoit la construction de 154 logements au Vieux-Doulon, dans la tenue Beauregard ; 31 à La Chevasnerie (Contrie) ; et 16 nouveaux logements aux Chambelles. Mais les délais de mise en chantier sont interminables, les dossiers devant obtenir successivement l'accord du conseil supérieur des HBM, puis du ministère et enfin de la Caisses des dépôts et consignations, laquelle exige des dossiers impeccables faute de quoi l'affaire traîne lamentablement.

Dans le même temps, depuis la promulgation de la loi Loucheur, le 13 juillet 1928, qui accorde des subventions aux familles en fonction du nombre d'enfants, le Crédit immobilier de Loire-Inférieure, grâce à ses avances d'argent, permet aux constructeurs locaux et régionaux l'édification de 517 maisons en 18 mois, alors que l'année précédente, en 1927, seulement 52 maisons étaient sorties de terre. Sur ces 517 maisons,

51 s'élèvent à Nantes dans la limite comprise entre la Loire et les boulevards de ceinture ; 145 dans la banlieue de l'ancienne commune de Nantes ; 68 sur le territoire de Chantenay ; 43 sur l'ancienne commune de Doulon ; 91 à Rezé ; 34 à Saint-Sébastien ; et 85 dans le reste du département.

De même, le Foyer des mutilés et des combattants de la Loire-Inférieure obtient une magnifique progression de ses entreprises et profite des dispositions de la loi Loucheur. Son président, Grisillon, précise que l'œuvre a construit 48 maisons en 1926, 84 en 1927, 169 en 1928 et, en 1929, 408 maisons dont 185 sur la ville de Nantes.

Il faut également citer l'action du Secours immédiat, société qui apporte son appui à tous ceux qui viennent à elle confiants dans son esprit de solidarité, dans sa générosité. Elle distribue des bons de restaurants municipaux, des vêtements et des chaussures achetés en réclame, et surtout les libère de l'obsession du garni en meublant des locaux sommairement, il est vrai, mais utilement.

### Transports et circulation

C'est au cours des années 1920-1930 que l'aménagement urbain accorde une place privilégiée à la circulation et aux moyens de transport. La ville a conservé nombre des traits de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; l'espace rural, voire agricole, y est encore bien présent. Sur la place Viarme se tient toujours, deux fois par mois, la foire au bestiaux et, pour s'y rendre, les troupeaux circulent encore dans les rues, empruntant toutefois un itinéraire réglementé. La rue n'est pas encore devenue une simple voie de circulation, elle reste un espace de sociabilité, de relations quotidiennes, de voisinage, un espace qu'il faut quand même réglementer afin d'assurer la tranquillité des habitants. C'est dans ce but qu'un arrêté municipal du 8 juin 1927 interdit la mise en marche des phonographes et des haut-parleurs sur la voie publique.

En 1920, la bicyclette prend une place importante et devient l'instrument de déplacement des classes populaires, particulièrement en ville. Pour se promener tout en étant accompagné de sa femme et de son fils, un forgeron ancien ouvrier des Chantiers Dubigeon, Prosper Lefeuve, invente une bicyclette familiale qu'il fait breveter le 7 juillet 1920 sous le numéro 130 127. Son appareil consiste à atteler à une bicyclette une

remorque à deux places munie d'un organe de propulsion pour chacun des occupants. L'ensemble constitue un nouveau genre de véhicule à pédales à trois places et quatre roues dont le prix de revient est inférieur à 3 bicyclettes. Il réalise le parcours de Nantes à Pornic, par Paimbœuf à l'aller et par Machecoul au retour, à la moyenne de 16 kilomètres à l'heure. Et *Le Phare* du 12 mars 1921, rendant compte de cette « performance », précise que Prosper Lefeuve habite 14 rue de la Salle verte à Chantenay.

### UNE INVENTION NANTAISE



La bicyclette familiale de M. Prosper Lefeuve  
(*Le Phare*, 12 mars 1921 — photo André Bellanger)  
« L'engin » vu de trois-quarts.

Au recensement de 1926, sont en circulation 7 112 816 bicyclettes en France, contre 200 000, vingt ans auparavant. Les cyclistes nantais se plaignent de ce que la route leur est « interdite sous peine de mort. [...] Frôlant l'herbe des routes, aveuglé par les phares, soufflé à tout instant par les autos qui le croisent ou le passent, le cycliste est à la merci de la moindre impru-

dence ou négligence d'un chauffeur... ». Ils demandent donc déjà à cette époque, revendication que l'on continue à entendre de nos jours :

- à la municipalité nantaise, des pistes cyclables,
- à l'administration préfectorale, de faire étudier par les Ponts et Chaussées et le Service Vicinal sinon des trottoirs cyclables mais des trottoirs aménagés sur les routes, de manière à ce que les cyclistes puissent y rouler en sécurité<sup>33</sup>.

Quand on appartient à une classe sociale aisée, on se déplace au moyen de sa voiture personnelle. La circulation des automobiles individuelles est multipliée par 5 entre 1913 et 1928, celle des camions et des autocars par 76. Parallèlement, la circulation hippomobile diminue de 72 %. Au niveau des transports publics, les deux modes, hippomobile et automobile, sont en concurrence. Aussi, dans les rues des années 1920, croise-t-on des bicyclettes et des automobiles, mais également des charrettes à bras « qui doivent être tirées et non poussées », des charrettes tractées par des animaux et transportant aussi bien des légumes que du foin ou du fumier. D'autre part, les voitures de place et les voitures de remise rivalisent avec les taxis-autos. En 1925, 72 places sont réservées dans les rues de Nantes au stationnement des véhicules de chacun des deux modes. Le nombre des fiacres automobiles ne doit pas dépasser 100, puis passe à 140 en 1924, en même temps que diminue le nombre des fiacres hippomobiles. Le stationnement de ces derniers disparaît de la place de la Bourse en 1927. Les petites voitures de 10 HP et en dessous sont munies d'un petit drapeau blanc, tandis que les véhicules de plus de 10 HP doivent avoir un drapeau de couleur rouge. Ces derniers appliquent, bien entendu, un prix supérieur. Au début, le tarif était calculé suivant le kilométrage parcouru avec, en sus, une prise en charge. À compter de juillet 1926, le paiement se fait à la course : 5 F pour une prise à la station, 6 F pour celle à domicile, avec un tarif horaire pour les déplacements importants ou hors ville de 8 F de l'heure.

Au cours de la décennie, c'est l'automobile qui prendra peu à peu possession de la rue. On envisage même la réglementation de la circulation des piétons qui devraient emprunter le trottoir de droite et on pense même leur interdire le stationnement. Ainsi, le 1<sup>er</sup> février 1926, le commissaire central donne-t-il à son personnel les instructions nécessaires concernant « les rassemblements qui se forment au devant des magasins organisant des ventes-réclames, ce qui, le plus souvent, apporte une gêne à la libre circulation. [...] Les gardiens de la paix auront la consigne, après deux

avertissements restés sans effet, de dresser procès-verbal aux personnes qui refuseraient de circuler ». Six mois plus tard, Léopold Cassegrain, président de la commission de circulation, constatant la mauvaise habitude qu'ont les Nantais de circuler indifféremment sur n'importe quel trottoir, reprend l'idée de réglementation et demande que des plaques indicatrices portant la mention « Piétons, prenez votre droite », soient posées le long de l'axe allant de la rue de Verdun à la place Graslin.

#### LE TRAMWAY, MOYEN DE TRANSPORT LE PLUS UTILISÉ

Mais le transport le plus utilisé à Nantes est, sans conteste, le tramway. En 1920, ce sont près de 20 millions de personnes qu'il a transportées. Il fait totalement partie du paysage urbain, et les cartes postales de l'époque nous le prouvent. C'est en 1876 que la ville de Nantes décide de se doter d'un réseau de tramways qui doit se substituer progressivement à celui des omnibus mis en place cinquante ans plus tôt. Elle opte pour le système de traction à air comprimé, et c'est autour de l'inventeur Louis Mékarski que se constitue la société exploitante, la CTN (Compagnie des tramways de Nantes). La première ligne, qui emprunte la voie des quais de la rive Nord de la Loire, est ouverte en 1879. Autour des années 1910, alors que le réseau totalise près de 30 kilomètres, le mode de traction devient la grande question, le procédé utilisé depuis trente ans étant devenu archaïque. La CTN, sous la pression du public et de la municipalité, se résout en 1913 à adopter la traction électrique. Fin 1915, malgré la guerre, 84 % des lignes sont électrifiées. Toutefois, le réseau du tramway reste un réseau urbain, exclusivement Nantais.

Autre moyen de circuler en ville, sur la Loire ou sur l'Erdre : les canots de plaisance. Toutefois, de nombreux accidents se produisent et la réglementation est abondante et sévère. « Pour être autorisé à louer des embarcations de plaisance et à les conduire comme canotier, il faut être pourvu d'une autorisation délivrée par la mairie, avoir au moins dix-huit ans, savoir nager, et être à même de justifier de sa capacité. » Il est en outre précisé que, s'il s'agit d'un bateau à vapeur, sa vitesse maximum ne pourra dépasser huit kilomètres à l'heure dans la traversée de la ville jusqu'à la Tortière.

Le transport suburbain est surtout assuré par voie d'eau. Les Messageries de l'Ouest exploitent une ligne, place du Commerce-Trentemoult, et une autre, Chantenay-Trentemoult. Cependant la clientèle se raréfie au cours des années 20 et, en 1930, la société cesse l'exploitation des célèbres « Roquios » à la cheminée jaune coiffée de noir,



**Le tramway nantais.**

(Photo P. Jean, Ville de Nantes, Musées du Château des Ducs de Bretagne, inv. 987.78.1)

En 1920, c'est le moyen de transport le plus utilisé.

économiquement non rentables. Il en est de même le long du fleuve. Les Messageries de l'Ouest exploitent la ligne Nantes-Le Pellerin avec arrêt, entre autres, à Basse-Indre, et la ligne Nantes-Saint-Nazaire. Mais à la fin de la décennie, seules restent en activité les traversées de la Loire par le bac à Chantenay, Basse-Indre et Couëron.

Un autre transport suburbain va disparaître complètement, celui des Voies ferrées d'intérêt local (VFIL) ou encore « à voie étroite » : les lignes Nantes-Légé, Nantes-Cholet et Les Sorinières-Vieilleville. À partir de la fin des années 20, le trafic voyageurs diminue brutalement : 191 648 voyageurs en 1927 sur la ligne Nantes-Légé, 177 782 en 1930, et seulement 67 269 en 1934. Comme dans le cas du transport fluvial, c'est le développement du transport routier des voyageurs par autobus qui sonne le glas des VFIL. La Société Drouin, transporteur routier, absorbera en 1932 le réseau ferroviaire à vocation régionale. Elle affirme déjà une ambition nationale en mettant en place une liaison de nuit entre Nantes et Paris avec des camions de 5 à 10 tonnes, tandis que la Compagnie des tramways de Nantes exploitera avec des autobus les lignes desservies par les Messageries de l'Ouest.

On voit que, déjà à cette époque, l'automobile est au cœur des problèmes de l'environnement urbain, à un moment pourtant où elle n'est pas encore le mode dominant pour le déplacement des personnes et des marchandises<sup>34</sup>. À partir de Pâques, les Nantais se pressent vers la campagne ou la mer. Le dimanche 15 août 1926, près de 53 000 citoyens ont quitté Nantes par la gare principale du Paris-Orléans, par celle de la Bourse, celle de Chantenay et la gare de Nantes-État afin de passer une journée à la plage. Il faut y ajouter tous ceux qui ont quitté la ville par les routes, à bicyclette ou en auto. Le journaliste du *Phare* du 18 août pense que la cité s'est vidée de la moitié de ses habitants.

**Prix et taxes**

Le prix du pain est de tout temps la référence du coût de la vie, mais en février 1920, sa qualité est la préoccupation de la population nantaise. Par la Presse, la Société des moulins nantais se défend des reproches dont elle est l'objet et fait savoir qu'elle ne fait qu'exécuter strictement les réglementations sur les farines et qui sont les suivantes : extraction des farines à 80 %, adjonction de 15 % de farine de maïs. «Les difficultés conti-



nelles du ravitaillement, écrit *Le Phare* du 5 février, *l'élévation du taux des frets et surtout le change effroyablement défavorable qui force la France à payer quatre fois plus cher qu'avant la guerre les blés étrangers, tout cela fait que nous devons, avant tout, tirer le meilleur parti des ressources dont nous disposons. La couleur du pain vient donc uniquement des causes énoncées plus haut.* » Son prix est alors de 3,10 francs le pain de 3 kg et, à compter du 1er mars, il est prévu la délivrance de bons quotidiens de 400 grammes à prix réduit aux chefs de famille ayant à leur charge au moins trois enfants de moins de seize ans, aux réformés de guerre avec pension d'invalidité de plus de 50 %, aux vieillards infirmes et incurables bénéficiaires de la loi du 14 juillet 1905. Cela ne s'améliore pas. Quelques mois plus tard le pourcentage de succédanés passe à 25 % de seigle et 25 % de maïs, ou 40 % de seigle si le meunier ne dispose pas de maïs. Puis, en septembre 1922, apparaît le pain entièrement « bis » appelé le « pain Chéron ».

En 1925, le pain de 3 kg passe de 4,35 F au début de l'année, à 4,60 F à compter du 19 octobre. Il atteint, le 18 juin 1926, le prix de 6,60 F. Les boulangers se mettent alors en grève pour protester contre ce prix imposé par la Commission consultative départementale et qu'ils jugent trop faible. Le 30 juin, il faudra payer 7,70 F pour acheter un pain de 3 kg, mais un an plus tard, le 15 août 1927, il diminue et revient à 6,60 F.

L'Union centrale des producteurs de lait décide en 1920 une nouvelle augmentation du prix du lait qui passe à 90 centimes le litre. Mais il est encore rare, reste interdit dans les hôtels, cafés ou restaurants et est réservé en priorité aux enfants de moins d'un an et aux vieillards de plus de soixante-dix ans qui reçoivent une carte de lait leur donnant droit à un litre journalier. Le lait stérilisé provenant de la Laiterie municipale est attribué en premier lieu aux établissements d'hygiène infantile, en second lieu à l'œuvre municipale de *La Goutte de lait*, aux œuvres de bienfaisance et aux œuvres privées, enfin en troisième lieu aux particuliers. La production de lait passe de 68 043 litres en 1920 à 83 159 litres en 1921 après la réorganisation de la Laiterie municipale ; et à 117 573 litres en 1930, dont 15 622 sont attribués gratuitement, 94 691 à demi-tarif, et seulement 7 260 au tarif plein, soit 2,20 francs le litre depuis le 1<sup>er</sup> février 1930.

Au marché Talensac, le 7 février 1920, la livre de beurre vaut de 7,25 à 8,00 F, une douzaine d'œufs coûte 6,50 F, la livre de lapin vaut 4,75 F et celle de poulet 5,25 F.

Chez le boucher, au même moment, le filet de bœuf est à 5,50 F, le plat de côte, morceau de deuxième catégorie, à 2,60 F, le kilo de gigot de mouton est affiché à 7 F, mais le collet ou le jarret de veau à 5 F. Ces prix ne vont guère évoluer au cours de la décennie. Si au marché Talensac, le 25 juillet 1930, le kilo de bœuf première catégorie coûte 8 F, celui de troisième catégorie ne vaut que 4 F. La cherté de la viande de premier choix réside dans la recherche exagérée des bons morceaux par la clientèle au détriment des morceaux de qualité inférieure. Il en est de même pour le mouton dont le prix au kg est de 9 francs.

Dans le même temps le sucre se fait rare ; les pâtisseries sont obligées de fermer deux jours par semaine, le mardi et le mercredi, et les Nantais doivent se préoccuper des cartes de sucre distribuées à la mairie sur présentation des cartes individuelles d'alimentation, comme les cartes de charbon sont délivrées à la vue du carnet de consommation familial. Ces cartes de charbon, qui avaient été instituées en novembre 1917, sont supprimées en décembre 1920.

La publicité insérée dans *Le Phare* permet de connaître d'autres prix d'alimentation. Par exemple, à *L'Épargne de l'Ouest* (Magasins Verts), succursales de Nantes, on peut trouver des harengs saurs pleins au prix de 0,40 F pièce et des sardines salées à 0,25 F. Le kg de noix vaut 4,80 F tandis que le litre de cidre extra coûte 0,70 F. Les sociétés d'alimentation à succursales multiples souhaitent alors entreprendre la production de denrées ou la fabrication des marchandises qui font l'objet de leur commerce. Le journaliste Georges Chartrain voit là une nouvelle source d'appréhension pour le petit commerce et s'étonne que celui-ci ne sorte pas de son individualisme traditionnel. Il existe pourtant des sociétés d'achats en commun à l'intention des épiciers détaillants comme *Le Pain Quotidien* et *La Prévoyante*, mais elles ne regroupent que peu d'adhérents.

En ce qui concerne l'habillement, on peut trouver à *la Tentation*, rue de la Paix, des chaussettes de laine à 1,60 F la paire ; ou *Au Petit Paris*, 9 et 10 place Royale, des jupes en tissu fantaisie, rayures et carreaux, pour 25 francs. Le magasin *Aux Deux Passages*, à l'angle de la rue de l'Écluse et de la rue des Carmes, propose une chemise de jour en linon ornée de dentelle genre Irlande à 5,90 F et une culotte assortie au même prix, ou des draps en coton écru de bonne qualité, de dimension 180 x 250, à 14,90 F le drap. Et au numéro 1 de la place de l'Écluse, on paye un ressemelage pour homme 10,90 F, celui pour femme 7,60 F, la livraison étant assurée en vingt minutes. En 1930, *Fred*, 4 rue du Calvaire, propose des

bas de soie artificielle à 4,50 F, des bas de fil à 7,90 F, des bas de soie à 9,90 F la paire, et l'on trouve *Aux Deux Passages* une gamme de pardessus hommes allant de 189 à 359 francs.

La taxe pour l'envoi d'une carte postale est de 0,25 F, mais seulement de 0,10 F si la carte illustrée ne comprend que le nom, l'adresse, la date et la signature. La franchise postale dont jouissent les services de l'État est supprimée. Le tarif des conversations téléphoniques locales est de 0,25 F, et passe à 0,50, 0,80 ou 1,00 F pour les conversations à longues distances.

Le nouveau prix des tabacs applicable le 2 avril 1920 fait que le paquet de Gauloises vaut 1,60 F en caporal supérieur, 1,40 F en caporal ordinaire et 1,70 en Maryland. Seul le paquet de Scaferlati ordinaire n'est pas augmenté et coûte 1 franc les 40 grammes.

Le journal passe de 10 à 15 centimes le numéro à partir du 1er mai 1920, le droit d'usage des w.-c. publics de la ville est fixé à 0,20 F, et un nouveau tarif pour le tramway met une section à 0,20 F, deux sections à 0,30 F, trois sections à 0,40 F, et plus de trois sections à 0,50 F, les sous-officiers, les soldats en uniforme et les enfants de 4 à 7 ans bénéficiant d'un tarif réduit. À partir de 1930, comme cela se pratique à Paris, le voyageur se procure des tickets spéciaux, soit à l'unité au prix de 25 centimes, soit en carnets de 22 tickets vendus pour la valeur de 20. Ce nouveau système de perception a pour but principal de réduire le rôle de caissier dévolu au receveur en supprimant les difficultés parfois irritantes du change de monnaie.

#### INSTITUTION D'UN NOUVEL IMPÔT

À compter du 1er juillet 1920 est institué un impôt sur le chiffres des affaires faites en France par les personnes qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour vendre ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Cette taxe est fixée à 1,10 % mais est parfois portée jusqu'à 3 et 10 % pour certains genres d'affaires ayant trait au logement et à la consommation sur place des boissons et denrées alimentaires effectuée dans des établissements de première et de deuxième catégories, ainsi que pour des ventes de marchandises classées de luxe. Pour ce qui est de l'impôt général sur le revenu, il comporte 25 tranches en 1924, et le contribuable est alors taxé de 2,40 % pour la première tranche qui va de 6 000 à 20 000 francs de revenu jusqu'à 60 % pour la dernière tranche affectant des revenus supérieurs à 500 000 francs, le tout accompagné de déductions, réductions, majorations, amendes diverses. À cet impôt général s'ajoutent, bien sûr, l'impôt foncier fixé à 12 %, la contribution mobilière ainsi que celle des patentes pour les commerçants.

Par un arrêté du 31 août 1926, le préfet décide « *que pour maintenir la régularité et la loyauté des transactions commerciales, et dans l'intérêt de l'ordre public, il est nécessaire que soient indiqués, d'une manière apparente, les prix auxquels sont mises en vente au détail les denrées alimentaires, produits et marchandises de toute nature, à l'exception des marchandises dites de luxe* ». Désormais, les commerçants doivent inscrire d'une façon apparente le prix à l'unité sur chaque produit, ou bien peuvent figurer cette indication sur une affiche ou une pancarte bien apparente à la porte ainsi qu'à l'intérieur du magasin. Cette mesure est également valable pour les hôteliers, restaurateurs, cafetiers qui sont tenus d'indiquer au public les prix des plats et des consommations.

D'autre part, toujours le 31 août 1926, le préfet, « *considérant qu'il y a lieu de réduire la consommation excessive des denrées alimentaires dans les restaurants et de réserver une plus grande quantité de ces denrées à la consommation familiale* », décrète l'interdiction de servir, dans les hôtels, les restaurants, pensions et cantines, des repas de plus de deux plats de viande, poisson, œufs ou légumes. Cette limitation ne s'applique pas aux potages, hors-d'œuvre, entremets ou desserts. Bien entendu, les membres du Syndicat des hôteliers, restaurateurs et traiteurs de Nantes réagissent et, réunis le 11 septembre suivant, demandent que les noces et banquets servis par les traiteurs soient considérés comme occasionnels et, du fait de leur exception, ne soient pas compris dans l'arrêté préfectoral, ce que le préfet avait d'ailleurs accepté d'avance. En même temps, ils proposent le régime du pain rassis obligatoire et affiché dans tous les hôtels, restaurants, traiteurs, cette mesure devant donner, de l'avis général, une économie de 35 à 40 %<sup>35</sup>.

#### SUPPRESSION PARTIELLE DE L'OCTROI

En juillet 1928 est enfin prise la décision de la suppression partielle de l'octroi. Dès lors, les taxes sur le beurre, les œufs, poulets, lapins, canards, gibiers ou châtaignes, tous produits qui donnent lieu à des contrôles jugés à bon droit tracassiers et vexatoires, n'existent plus. Ainsi les personnes arrivant à pied, par chemin de fer, bateaux, voitures ou automobiles, peuvent désormais entrer librement en ville. Certaines taxes d'octroi sont remplacées par des taxes touchant les produits d'approvisionnement en gros non comestibles concentrés dans les établissements industriels et commerciaux. Cette réorganisation permet de supprimer seize des trente-cinq bureaux d'octroi existants, notamment ceux des gares de voyageurs et ceux qui se trouvent placés sur des voies de second ordre, ce qui ne fait pas l'affaire du personnel de l'octroi, l'effectif étant alors réduit de 230 à 115 employés. Elle est mise en place le 1<sup>er</sup> janvier 1929.

Au printemps 1926, le franc est chahuté et la population, à Nantes comme ailleurs, est invitée à participer à une opération de contribution volontaire pour le redressement de la monnaie. *Le Phare* publie ainsi chaque mois des listes de bons français qui répondent à cette invitation. Ce patriotisme sera bien mal récompensé et il n'en sera pas tenu compte lors de l'échange, en 1929, des monnaies d'or et d'argent contre des billets de banque.



La mode parisienne à Nantes.

### Commerces divers

Les « grands magasins » nantais sont concentrés sur un axe Est-Ouest allant de la rue de Strasbourg aux places Graslin et Delorme.

La maison Decré attire toujours une clientèle nombreuse. Son catalogue « Été 1926 » montre l'importance et la variété de sa collection. On peut lire dans *Le Phare* ses publicités encadrées :

- « Lingerie, Trousseaux, Bonneterie, DECRÉ Frères »
- « Articles de ménage DECRÉ Frères »
- « Tissus, Confections, Mode DECRÉ Frères »
- « Mobiliers complets DECRÉ Frères »

Elle incite le passant à venir, grâce à ses ascenseurs électriques, profiter de son salon de thé, de son salon de lecture et de correspondance. Dans *Le Phare* du 1<sup>er</sup> octobre, elle invite à venir voir son exposition générale de nouveautés d'hiver : des chemises américaines laine et coton à 5,90 F, des chemises de nuit pour hommes en finette blanche à col rabattu à 28,90 F, des caleçons hommes en tricot de coton à 9,90 F seulement et des chapeaux « cloche » mérinos garnis de ruban à 12,90 francs, etc.

Sur les bords de l'Erdre, *Aux Deux Passages*, à l'angle de la rue de l'Ecluse et de la rue des Carmes, ou *Le Rat Goutteux*, magasin dont l'enseigne représente un rat marchant avec des béquilles (on peut encore voir une réplique de cette enseigne aujourd'hui), offrent leurs devantures aux promeneurs. Place Royale se trouvent *Le Grand Bon Marché* au numéro 1, et au numéro 9, *Au Petit Paris*.

C'est principalement rue du Calvaire que sont groupés les grands magasins. On y découvre *Fred* au numéro 4 ; *Le Sans Pareil* au 10 ; *La Belle Jardinière* au 12 ; au 14, les *Magasins Lafayette* (ancienne maison Jumel et Champigny) qui font l'angle avec la rue Lafayette – la rue de Budapest actuelle n'existait pas alors – et au numéro 16, le magasin *Sigrand*. En face, à l'angle de la rue Boileau s'élèvent, d'un côté la *Compagnie Française* aux numéros 13 et 15, et de l'autre le *Grand Bazar et Nouvelles Galeries*, spécialisé dans les articles de cuisine et de ménage.

Tous ces commerces rivalisent d'ingéniosité au niveau des étalages pour les fêtes de fin d'année et plus spécialement pour le Jeudi-Saint. Ce jour-là, les journalistes de la presse locale circulent lentement au cœur de la ville et le lendemain, sur des colonnes entières, donnent la description des vitrines assortie de louanges qui soulignent le goût des commerçants et l'attrait de leurs présentations : c'est la « Promenade du Jeudi-Saint ». Au début des années 30, on verra les premières animations de ces vitrines



# Robes de ville



Decré NANTÉ

- 4 S. 1. ROBE popeline, très belle qualité, jupon devant plissé, dos garni colinette, col et revers manches tons opposés. Se fait en gris, bois de rose, prune, vert, horizon, marine et noir. **159 fr.**
- 4 S. 2. ROBE crêpe de Chine, y jeunes filles, très belle qualité, garnie volantés - fronces, fantasia à côtes, jupon plus creux, modèle très riche, se fait en bois de rose, lavande, lavande, parme et teintes mode. **79 fr.** plus 10 fr. par taille jusqu'au 40.
- 4 S. 3. ROBE formant 2 pièces, en très beau cover coat soie, gilet crêpe de Chine brodé or, petites poches garnies pass fantasia à côtes, jupon plus creux, modèle très riche, se fait en bois de rose, lavande, parme et teintes mode. **299 fr.**
- 4 S. 4. ROBE formant 2 pièces, cashemire belle qualité, poches lisérés, jupon plus creux, col réversible, se fait en lavande, beige, bois de rose, vieux rouge et vert. **129 fr.**
- 4 S. 5. ROBE formant 2 pièces, popeline qualité extra, garnie tops opposés, larges plis fantasia-boutons, se fait en bois de rose, mode. **239 fr.**
- 4 S. 6. ROBE manteau cover coat soieries belle qualité gilet tons opposés, devants formés, ornés boutons, se fait en bois de rose, mode. **229 fr.**

Nos vêtements sont faits sur taille régulière de mannequin. Veuillez avoir l'obligeance de nous indiquer la taille désirée en vous conformant au tableau ci-dessous :

La taille 42 correspond à 90 de poitrine	La taille 44 correspond à 92 de poitrine
— 46 — 94 —	— 48 — 96 —
— 50 — 98 —	— 52 — 100 —
— 54 — 104 —	— 56 — 106 —

NOUS INVITONS NOS CLIENTES A VISITER NOS SALONS DE COLLECTION OU SONT EXPOSÉS NOS MODÈLES EXCLUSIFS

Robes de ville.  
(Catalogue des Grands Magasins Decré - « Été 1926 »)

# Imperméables



Decré NANTÉ

- 6 S. 3. RAGLAN tissu Loden « Recky », belle qualité, se fait en marengo et bronze. **149 fr.**
- 6 S. 4. PELERINE tissu caoutchouté, qualité extra, avec passe-bras et boutonnières passepoilées, capuchon. Pour garçonnet, le 0-15. **20.90**
- 6 S. 5. MANTEAU de voyage très beau tissu fantasia, godets de côté garnis boutons, manches fantasia, se fait en parme, bois de rose, écaille, bois, nègre, marengo. **115 fr.**
- 6 S. 6. MANTEAU beau cover-coat garni, plis de côté, se fait en beige, castor, bois de rose, bois, nègre, marengo. **179 fr.**
- 6 S. 7. MANTEAU imperméable forme Rachel, en très beau cachemire, se fait en gris. **129 fr.**
- 6 S. 8. RAGLAN très beau tissu caoutchouté, envers revers, se fait en beige et reseda. Largeur 110x115. **139 fr.**
- 6 S. 9. En cachemire coton double marengo. **159 fr.**

Le plus grand assortiment de la région en imperméables, vêtements de pluie, pélerines en gabardine, cirés, etc.

Nos vêtements sont faits sur taille régulière de mannequin. Veuillez avoir l'obligeance de nous indiquer la taille désirée en vous conformant au tableau ci-dessous :

La taille 42 correspond à 90 de poitrine	La taille 44 correspond à 92 de poitrine
— 46 — 94 —	— 48 — 96 —
— 50 — 98 —	— 52 — 100 —
— 54 — 104 —	— 56 — 106 —

N'OUBLIEZ PAS DE NOUS INDIQUER LA TAILLE

Imperméables.  
(Catalogue des Grands Magasins Decré - « Été 1926 »)



LA RUE CRÉBILLON OU LE COMMERCE DE LUXE

La rue Crébillon est le centre de l'activité commerciale de luxe. Les professions libérales exceptées, on y trouve, en 1925, de nombreux commerces dont quelques-uns existent encore de nos jours.

Sur le côté gauche, en descendant de la place Graslins vers la place Royale, le *Grand Café Sara* tenu par la veuve Ruelle propose ses consommations au numéro 24, immeuble où sont également installés la Société des Pneumatiques Dunlop, marchand d'objets confectionnés en caoutchouc, un tailleur sur mesure ayant assortiment d'étoffes, et Moussier qui vend dans sa boutique des instruments pour les sciences. La Compagnie Singer, constructeur des célèbres machines à coudre, occupe le numéro 22, ainsi que Sandinha, marchand de lingerie, et Maillard, pâtissier. Au 20, Paul Haudebourg tient un grand magasin de plusieurs espèces de marchandises, *La Châtelaine*, employant semble-t-il au moins 120 personnes. Chaillou, maroquinier ; Vincent, marchand de dentelles ; Guillemont, vendeur de machines à écrire ; et Juliette Brou, photographe, exercent dans l'immeuble du numéro 18. Au 16 on trouve la Société Française d'Incandescence par le Gaz (Système Auer), Maurice Camus, parfumeur, et une couturière sur mesure pour les particuliers. La veuve Barré, marchande de pipes ; Launay, chapelier ; Piton, maroquinier à l'enseigne des *Selleries Réunies* ; Jacques Cohen, marchand lingier vendant en demi-gros ; et Gaston Vallée, charcutier, ont leurs commerces au 14. Toujours en continuant en direction de la place Royale, sont installés : au numéro 12, Eugène Texier et Jules Schlosser qui tiennent une bonneterie de détail ; au 10, Gaston Guedet, tailleur sur mesure ayant assortiment d'étoffes et magasin de vêtements confectionnés, ainsi qu'un parfumeur ; au 8, les *Chaussures Perrouin Frères* de Victor Perrouin, et un marchand d'instruments de chirurgie en métal. Edouard Bernard, marchand de bas et bonneterie, tient commerce dans l'immeuble du numéro 6, de même qu'Albert Villette, modiste. Théodore Dubot propose ses pâtisseries renommées au 4, où travaille également un tailleur sur mesure. Enfin au 2,

à l'angle de la rue Contrescarpe, Léon Daguzé fils exerce déjà son art d'horloger auprès de la Société Française Powell-Duffryn qui vend du charbon de terre en gros, de Joseph Auzanet, marchand de gants au détail, et de Santot, fourreur.

De l'autre côté, en allant de la place Royale à la place Graslins, la Société Générale est déjà présente au numéro 1 où la banque côtoie un marchand de bimbeloterie fine au détail, un tailleur ayant magasin d'étoffes, un marchand de maroquinerie au détail et la S.A. des *Chaussures Incroyables* de Paris. L'immeuble du 3 abrite une modiste. La banque *Le Crédit de l'Ouest*, dont le siège social est à Angers, occupe le 5, ainsi qu'un magasin de nouveautés tenu par Georges Ganuchaud. Un loueur de chambres meublées habite le 7 et la S.A. Bally Camsat, de Paris, marchand de chaussures communes, occupe l'immeuble du numéro 9. On trouve au 11 Gimilini, marchand bijoutier sans atelier, et au 13 Albert Lancel, de Paris, maroquinier en détail, un coiffeur et un marchand de bimbeloterie fine. L'Union des Coopérateurs gère une épicerie en détail dans l'immeuble du 15 où exercent également *Marion et Chantreau*, entreprise de déménagements ayant plusieurs voitures, un tailleur sur mesure ayant assortiment d'étoffes, un maroquinier en détail, un marchand de dentelles, un facteur de pianos en magasin et la Société des Chaussures Fayard de Paris. Au numéro 17 se trouvent un pâtissier (S.A. des Biscuits Olibet, de Suresnes), un marchand de machines à écrire John Underwood et un cabaretier. Marcel Maussion, pharmacien, tient son officine, la *Grande Pharmacie Maussion*, au 19 qui abrite aussi un parfumeur en détail, la *Parfumerie Centrale*. Enfin, au 21 cohabitent un marchand de pipes et autres articles de fumeurs, un chapelier, un salon de coiffure tenu par Levron et Pivot, un tailleur sur mesure pour les particuliers sans assortiment d'étoffes mais fournissant sur échantillons.



9 R. 2. TOILETTE forme princesse, tulle très fin, corsage orné d'une grande colerette et entre-deux tulle brodé. La jupe 2 groupes de plis et entre-deux tulle brodé. La robe... 59 fr. La ceinture... 19 95 La bourse... 13 95 La voile... 21 95 La couronne... 14 95

9 X. 1. COSTUME marin, serge marine, belle qualité, pareure polaine blanche, col carmi soulachés. 9 ans, 149 fr. Et 9 fr. de plus par âge.

9 R. 1. TOILETTE forme princesse, belle mousseline anglaise, corsage orné groupe petits plis et pois brodés main, encolure et poignets dentelle imitation Valenciennes. La jupe 4 plis. La robe... 48 fr. La ceinture... 14 95 La voile... 13 95 La couronne... 4 95

9 X. 2. COSTUME marin, serge marine pure laine, pareure pique. 9 ans, 79 fr. Et 7 fr. de plus par âge. Avec pantalon... 15 fr. en plus.

9 R. 4. TOILETTE forme princesse, très belle mousseline anglaise, corsage orné groupe plis très fins, guirlande brodée main, poignets et encolure montés, jours brodés et ornés dentelle tulle uni, jupe ornée plis et guirlande brodée. La robe... 59 fr. La bourse... 21 95 La voile... 19 95



9 R. 5. CHARLOTTE tulle de soie, ornée motif roses tulle de soie, ruban satin Liberty. La Charlotte... 14 95

9 R. 9. AUMONIERE mousseline anglaise, ornée plis, dentelles imitation Valenciennes et ruban satin Liberty. L'aumonière... 9 95

9 R. 7. COURONNE petites roses mousseline soie, encadrées d'un plissé tulle de soie. La couronne... 19 95

9 R. 8. AUMONIERE entièrement faite de petites cocardes-rubans, existe en moire ou faille. L'aumonière... 11 95

9 R. 12. BRASSARD ruban faille en moire, avec franges soie. Le brassard... 6 95

9 R. 10. BOURSE tulle uni, ornée d'une grande dentelle tulle brodé et ruban satin. La bourse... 19 95

9 R. 11. CEINTURE ruban faille en moire, avec franges soie. La ceinture... 22 95

9 R. 14. BRASSARD ruban faille en moire, double boucles. Le brassard... 18 95

9 R. 13. BRASSARD ruban faille en moire, avec franges soie. Le brassard... 15 95

BIEN INDIQUER LE NUMÉRO DE RÉFÉRENCE, LA TAILLE ET LA TEINTE

Communions.  
(Catalogue des Grands Magasins Decré - « Été 1926 »)

grâce à d'ingénieux automates qui créeront, à la plus grande joie des enfants, de véritables spectacles.

Place Graslin, la présence du Grand Théâtre stimule l'imagination de certains annonceurs. La *Cigale*, brasserie déjà renommée, où la propriétaire, Mme de Gourrierc, invite les spectateurs à venir assister à ses auditions de musique instrumentale, se désaltérer ou se restaurer de façon tout à fait poétique :

« En sortant du théâtre, ayant une fringale,  
Traversez prestement votre place Graslin,  
Entrez en cet Eden que l'on nomme « Cigale »  
Et vous n'aurez plus soif ! et vous n'aurez plus faim ! »

Quant à Bouttier, le pâtissier, 1 place Graslin, il suggère :

« Tandis que l'excellent orchestre  
de notre Théâtre Graslin  
dont la vogue, en battant son plein,  
vous donne un paradis terrestre,  
O, spectateur, toujours malin  
vous vous dites : sitôt l'entracte  
avec Bouttier faisant un pacte  
je vais, cela n'est point un leurre  
me gaver d'excellents gâteaux  
qui sont faits avec du bon beurre  
et qu'on digère subito. »

Ces deux réclames figurent dans le programme des spectacles du Théâtre municipal de Nantes, *Graslin-Journal*, pour la saison 1922-1923, vendu au prix de 0,75 franc.

Tout près de là, 4 rue Voltaire, les célèbres Salons Turcaud, qui ont cessé volontairement leur activité de traiteur, vendent aux enchères publiques tout leur matériel, fin avril 1926.

Pour tous ces magasins, la fermeture dominicale date de la loi du 29 décembre 1923. À partir du 31 juillet 1928, les membres du Syndicat des marchands de nouveautés, confection et mercerie donnent à leur personnel le repos hebdomadaire de 36 heures au lieu de 24. Ainsi, la « semaine anglaise » qui s'instaure accorde aux employés le repos du lundi matin, mais les commerçants entendent bien ouvrir et tenir leur magasin eux-mêmes. Le *Journal officiel* publie un décret applicable le 1er septembre 1929 qui officialise cette pratique et établit un horaire uniforme de répartition du travail : le lundi, de 13 h 15 à 18 h 45 ; les autres jours, de 8 h 15 à 18 h 45, avec un repos de deux heures consécutives.

#### SARDINES FRAÎCHES I

En fin d'après-midi, passé 17 heures, on peut acheter à l'angle de la rue Crébillon et de la place Graslin, les sardines pour le repas du soir. C'est en effet vers la fin des années 20 que les marchandes de sardines, dont la consommation est importante à Nantes, ont pris l'habitude de les vendre, vers 17 heures, assises ou debout derrière leurs paniers. Le marché Lamoricière est leur lieu de rendez-vous. Dès l'année 1927, on enregistre pendant la saison de pêche l'arrivage à ce marché Lamoricière de 18 200 paniers de sardines (sardines qui sont soumises sur place à l'inspection sanitaire). À 100 sardines par panier, cela représente le chiffre respectable de plus d'un million et demi de sardines consommées à Nantes le soir pendant la saison. En 1930, c'est plus de 40 000 paniers qui sont ainsi débités. Le déchargement des paniers de sardines des voitures qui les ont amenés se fait avec une célérité remarquable. Les marchandes se pressent derrière les autos rangées en cercle autour du terre-plein sur lequel s'élève le marché ; elles ont au bras les paniers vides de la veille. 15 h 45, un coup de sifflet : les marchandes les échangent contre des paniers garnis. 16 h, second coup de sifflet : c'est le moment où les marchandes prennent le départ, qui à pied, qui à bicyclette, pour aller rejoindre, en ville, leur emplacement habituel.

Le samedi matin, l'animation se trouve reportée place de la Bourse. Courtiers et assureurs, armateurs et raffineurs, conserveurs et épiciers, négociants et commissionnaires, ont pris l'habitude de traiter leurs affaires en plein air. En mars 1930, l'interdiction de stationnement pour les piétons oblige l'Association de la Bourse de commerce à aménager des locaux dans le Palais de la Bourse pour la tenue du « Marché ». Ceux-ci sont inaugurés le samedi 6 décembre 1930.

#### UN COMMERCE D'UN GENRE À PART : LA PROSTITUTION

##### • Rue Contrescarpe

On y compte cinq loueurs de chambres meublées et un loueur d'appartement meublé. Près de là, au 28 de la rue Scribe, Jean Maubé, cabaretier-logeur (appellation pudique donnée par l'Administration aux tenanciers de maisons closes), tient la *Grande Maison*<sup>36</sup>. Celle-ci est classée en 1<sup>re</sup> catégorie, c'est-à-dire que les femmes inscrites sur ses registres doivent payer une redevance, généralement à la charge du tenancier, de 8 F par visite sanitaire à domicile alors que, pour les établissements de 2<sup>e</sup> catégorie, cette taxe n'est que de 6 F. Ce tarif est doublé en 1930 par l'arrêté du 26 février qui porte la visite à domicile à 16 F pour les établissements de 1<sup>re</sup> catégorie et à 12 F pour ceux de 2<sup>e</sup> catégorie. Ces rede-

vances sont affectées aux œuvres municipales de défense vénérienne. Les pensionnaires de ces établissements causent parfois quelques troubles dans le quartier. Ainsi, une pétition est signée le 10 août 1926 par les habitants de la rue de la Boucherie contre les locataires du 16 de ladite rue « en raison des scènes scandaleuses devant et à l'intérieur de cette maison, empêchant les honnêtes et paisibles habitants de la rue, c'est-à-dire la très grande majorité, de prendre le repos auquel ils ont droit », maison tenue par une dame Vallet, née Jeanne Albertine, âgée de 83 ans, qui y exploite depuis 1870 un commerce de chambres meublées.

#### • Place du Commerce

Quelques rues plus loin, aux alentours de la place du Commerce, la voie publique est envahie par les demoiselles de mœurs faciles que la police autorise à faire commerce de leurs charmes, et qu'elle qualifie de « filles soumises », ce qui entraîne les commentaires acides du journaliste, Georges Chartrain, dans *Le Phare* du 21 juillet 1922 :

« Ces dames sont et restent les maîtresses du pavé de Nantes qu'à certaines heures elles encomrent déplorablement ; mais c'est surtout, depuis quelques semaines, les abords de l'Hôtel des PTT qu'elles traitent en pays conquis. Elles montent la garde aux portes de la Recette Principale et occupent, avec une désinvolture extraordinaire, les passages privés qui mettent en communication la place du Commerce avec la rue Lapérouse.

Aux observations des inspecteurs qui leur feront remarquer qu'elles ne doivent pas stationner à cet endroit, elles répondront froidement : "Vous n'avez qu'à me dresser une contravention !", les inspecteurs ne pouvant dresser plus d'une contravention par jour pour le même motif. Aux termes du règlement, les inspecteurs de la police des mœurs ne peuvent mettre en arrestation les filles soumises... que dans le cas où elles se seraient dérobées à l'obligation de la visite sanitaire périodique.

Voulez-vous savoir quelles condamnations ces dames encourrent pour chaque contravention ? Trois francs d'amende et, si elles sont en récidive, deux jours de prison en sus. C'est pour rien. Les contraventions pleuvent ; on en relève chaque mois de 300 à 400. À la dernière audience du Tribunal de simple police, des filles soumises se présentèrent avec 10, 12, 15 contraventions. Elles s'entendirent condamner respectivement à 10, 12, 15 amendes de trois francs et à 20, 24, 30 jours de prison. Quand elles auront purgé leur peine, elles recommenceront. »

Et l'arrêté du 12 décembre 1921<sup>37</sup> continuera d'être violé. Il stipule, en effet, que toute prostituée est tenue de se soumettre à un examen sanitaire bi-hebdomadaire (art. 5) et reçoit un carnet sanitaire comportant, outre tous renseignements d'ordre administratif, sa photographie et ses empreintes digitales (art. 21). Ces femmes ou filles inscrites n'ont pas le droit de circuler dans les rues et places de Nantes au-delà de 22 heures

du 1<sup>er</sup> octobre au 30 avril, et de 23 heures, du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre. Est qualifié de « maison de tolérance » et soumis à l'autorisation préalable tout établissement où des femmes ou filles inscrites, ayant 21 ans accomplis, prennent pension pour se livrer à la prostitution sous la direction d'une dame de maison (art. 31) et l'article 34 précise que ces maisons « ne doivent présenter d'autres signes extérieurs que, au dessus de la porte d'accès : le numéro de l'immeuble tracé en lettres noires d'au moins 25 centimètres et une lanterne portant le même numéro de façon très apparente sur une vitre colorée ». En 1922, le docteur Morel, responsable des services sanitaires, fournit un rapport édifiant en visitant un « claque » de la rue d'Ancin : « Dans les six chambres, un lit sans sommier garni de draps que l'on n'a visiblement pas changés depuis plusieurs semaines, une petite table, une cuvette sale et un pot à eau. Le personnel de la maison est en harmonie avec cet ameublement. » De tels locaux favorisent la propagation des maladies. En 1925, le docteur Morel signale que 69 filles, soit plus de la moitié des effectifs recensés, sont atteintes de syphilis.

#### • De la rue de l'Héronnière au quai de la Fosse

Mais c'est surtout autour du port que se concentre la prostitution. De la rue de l'Héronnière au quai de la Fosse, les pittoresques ruelles sombres où se déversent les échos des pianos mécaniques scandant les refrains à la mode sont fleuries de lanternes rouges et des gros numéros des maisons closes aux noms évocateurs : la *Demi-Lune* et la *Patte-de-Chat*, rue d'Ancin ; l'*Eden*, l'*Escalpe* ou l'*Espérance*, rue des Trois-Matelots ; le *Clair de Lune* ou le *Printemps*, quai de la Fosse. Si, cette même année, on compte sur ce quai : 35 cabaretiers, 6 cabaretiers-logeurs, 1 cabaretier loueur de chambres meublées, 18 loueurs de chambres meublées, 3 loueurs d'appartements meublés, 1 logeur, 3 débitants de vin au petit détail et loueurs de chambres meublées et 2 gargotiers, il semble bien que la rue des Trois-Matelots fasse le plein avec 6 cabaretiers-logeurs : Marie-Louis Nicolet, au numéro 1 ; Marie-Elisa Masqueret, au 3 ; Eulalie Maillard, au 5 ; Eugénie Debaskie, au 7. Sur le trottoir d'en face, Andrée Pujol tient le numéro 2 et la veuve Auxour le 4. Cette rue des Trois-Matelots tenait son nom du Logis de la Tour des trois matelots, propriété du chirurgien Castaing au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle donnait jadis sur la cour Richard, caravansérail servant de bourse aux frêts et aux embarquements, où se regroupaient matelots en attente, capitaines cherchant des hommes, négociants en quête de navires pour leurs marchandises, armateurs aux cales disponibles et, bien entendu, toute fille tirant profit d'une



galanterie organisée. La première « maison » s'installe en 1838 à l'enseigne de l'Abbaye de Thélém.

Une note de service du commissaire de police chef de la sûreté, Lemoine, datée du 17 février 1928<sup>38</sup>, précise « qu'il y a actuellement à Nantes 72 femmes réparties en 14 maisons de tolérance, 36 isolées inscrites et environ 60 prostituées occasionnelles fréquentant les cafés et non soumises au contrôle prophylactique ». Ces chiffres semblent bien timides par rapport à ceux publiés dans le Bulletin municipal qui donne pour la même année 1928 le nombre de 207 filles soumises au contrôle de la prostitution et précise que 33 de celles-ci ont été admises à l'Hôtel-Dieu pour maladies vénériennes. Elles ne sont que 18 à entrer à l'hôpital en 1930 alors que le nombre de filles contrôlées atteint 317 cette année-là<sup>39</sup>.

Ces maisons closes ont souvent inspiré peintres, graveurs et écrivains. Par exemple, Marc Elder écrit une nouvelle intitulée *Le Paradis sous les lanternes* ; Julien Gracq évoque l'atmosphère particulière du quai de la Fosse dans *La Forme d'une ville* ; Orceau grave sur bois une ruelle à matelots ; et le Musée Dobrée possède une gravure représentant « *Le Vert galant*, maison close rue d'Ancin en 1929 » ; Maurice Belpaume, tenancier de la *Demi-Lune*, fait de la peinture – dans le style impressionniste – derrière les volets clos de son estaminet, et choisit ses modèles parmi ses pensionnaires en compagnie de quelques habitués...

### Activités portuaire et industrielle

Ainsi l'étranger qui se rend sur le port est-il agressé, non seulement par « ces dames », mais par le bruit, les cris, les sifflements et grincements qui y règnent. Car l'activité y est encore grande. En 1920, le tonnage de marchandises transitant par les quais de Nantes a été de 1 903 926 tonnes. Puis il a nettement baissé pour ne totaliser en 1921 et 1922 que 1 200 628 et 1 661 713 tonnes de marchandises. Grâce aux longs et pénibles efforts ayant pour but de rendre la Loire navigable, l'activité portuaire de Nantes se reprend, dépassant les 2 millions de tonnes : 2 119 861 tonnes en 1923 ; 2 091 907 tonnes en 1925 ; 2 241 329 tonnes en 1927, pour atteindre en 1928 un poids de marchandises manipulées de 2 504 263 tonnes. Bien souvent le port sera engorgé par le manque de wagons et la chambre de commerce se plaindra et essaiera de s'adapter à cette éternelle crise des transports.

Georges Toudouze, dans *Lectures pour tous* de mars 1928, dresse le bilan financier des aménagements du port : 37 500 000 F ont été affectés aux travaux d'amélioration de la Loire maritime, 66 000 000 aux travaux d'aménagement du port de Nantes, 20 000 000 aux travaux de comblement.

#### UN PORT QUI BRILLE PAR SON ÉQUIPEMENT

Les statistiques officielles de la Chambre de commerce témoignent à quel point l'essor du port est favorisé par son outillage. Il comprend 42 grues à vapeur de 1 500 kg, 30 grues à vapeur de 3 tonnes et 5 tonnes, 12 grues électriques sur portique de 1 500 kg, 8 grues électriques sur portique de 3 tonnes, 8 grues électriques sur portique de 5 tonnes, 3 grues électriques sur portique de 6 tonnes, une grue électrique sur portique spécial de 30 tonnes, un trépied oscillant à vapeur de 60 tonnes, 2 grues sur ponton à vapeur de 5 tonnes, 4 grues à bras (de 1 500 kilos, de 3 tonnes, de 5 tonnes et de 15 tonnes). Au total, 111 appareils. à quoi il convient d'ajouter l'outillage privé : 32 grues à vapeur de puissances diverses, dont une mâture de 80 tonnes, 2 pontons-grues à vapeur de 2 tonnes, 11 grues électriques diverses, une mâture à bras de 30 tonnes, un ponton-grue de 100 tonnes (aux Chantiers de la Loire). Ensemble, 47 appareils supplémentaires. Ce qui porte à 158 le nombre total des engins élévatoires dont le port peut disposer. Il faut compter également l'appareillage suivant : un slip ou cale de radoub pouvant élever hors de l'eau un navire d'une longueur de 100 mètres, un dock flottant capable de caréner des navires de 6 000 à 7 000 tonnes, 41 cabestans électriques avec 278 poupées de renvoi actuellement en service sur les divers quais (Roche-Maurice, Antilles, Fernand-Crouan, Wilson et Saint-Louis).

Nantes compte environ 6 kilomètres de quais. En effet, s'ajoutant à deux tronçons de 700 mètres et de 200 mètres construits quai Wilson avant la guerre et repris pendant le conflit, un tronçon supplémentaire de 200 mètres environ est édifié entre 1921 et 1924. Puis le « trou » de 164 mètres situé au droit de la Boire Toussaint fait l'objet de travaux à partir de 1926 et le quai est achevé en 1928.

L'éclairage électrique comprend 64 lampes sur pylônes. Et la distribution d'eau potable comprend 61 prises d'eau sur les arêtes des quais. La surface couverte par les hangars des quais est de 15 442 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, la Chambre de commerce, concessionnaire de l'entrepôt des Douanes, possède en arrière des quais trois vastes entrepôts sur le quai Ernest-Renaud (rive droite), plus un grand magasin sur le quai Saint-Louis. D'autre part, deux immenses hangars en ciment armé, longs de 100 mètres, larges de 36 mètres, avec toits en terrasses sont en voie d'achè-



vement quai Wilson. La surface totale de plancher de ces divers magasins est de 44 357 m<sup>2</sup>. De plus, les manutentions à l'intérieur des entrepôts sont facilitées par divers engins électriques, ponts roulants, élévateurs, grues<sup>40</sup>. Ces réalisations sont, pour beaucoup, l'œuvre des présidents de la Chambre de commerce, Charles Vuillemin\*, 1920-1928 et René Delafoy\*, qui succède à Vuillemin le 17 janvier 1928.

Le nombre de navires attachés au port de Nantes est au 1er janvier 1928 de 182 vapeurs jaugeant 88 579 tonnes et de 28 voiliers jaugeant 14 126 tonnes, soit 210 navires. Le grand succès de cette époque est la création du trafic bananier, possible grâce à ces installations. Une nouvelle compagnie, la Compagnie des transports de l'Afrique occidentale française se crée à cet effet en 1927 et son navire, *Guinée Française*, apporte 1 000 régimes de bananes le 1<sup>er</sup> juillet 1928, et 5 000 en novembre. En 1929, la Compagnie des Chargeurs réunis met sur la ligne le bananier *Kindie*. Ce trafic bananier n'est plus, hélas, qu'un souvenir. Malheureusement, à l'exception de cette importation de bananes, les relations avec les colonies n'ont pas repris avec toute l'intensité que légitimerait son glorieux passé.

En 1924, sur un tonnage de marchandises de 2 154 330 tonnes, la part des colonies françaises est de 400 000 tonnes. Encore, dans ces chiffres, l'Afrique du Nord entre-t-elle pour plus des trois-quarts. « *Les commerçants nantais, ignorant ou dédaignant nos colonies, s'en vont chercher dans les colonies étrangères ce dont ils ont besoin. [...] Ils sont, on le voit, bien loin de pratiquer le nationalisme économique qui, aujourd'hui, devrait être la ligne de conduite de chacun* <sup>41</sup>. »

Outre l'activité industrielle, le port connaît encore une activité « passagers ». Témoins, les publicités faites dans la presse locale par la Compagnie générale transatlantique, 3 place Graslin, ou par les Vapeurs du Nord, 50 quai de la Fosse. Ainsi, en 1920, peut-on se rendre facilement de Nantes à Londres avec le *Morbihan*, en Guadeloupe avec le *Guyane*, à Marseille avec le *Villeneuve*, à Tunis avec l'*Ardèche*, à Tanger et Alger avec le *Drôme*.

Frappés par le coût élevé de la production, par les charges fiscales et par la concurrence étrangère, les chantiers de construction navale n'occupent plus en 1925 que 4 530 ouvriers alors qu'ils en faisaient travailler plus du double à la fin de la guerre. La vie des trois chantiers est subordonnée aux commandes de la marine de guerre, aussi bien pour les Ateliers et Chantiers de la Loire, qui possèdent 400 mètres de quais, quatre cales de construction et occupent 2 400 ouvriers, que pour les Chantiers

de Bretagne (1 500 ouvriers), et les Chantiers Dubigeon (630 ouvriers). Mais la dévaluation facilite les exportations et l'État apporte un soutien important aux armateurs qui font construire en prenant à sa charge, d'abord 50 %, puis 85 %, et enfin la totalité des intérêts des emprunts qu'ils font à cet effet auprès du Crédit foncier de France. L'activité des corderies reste cependant médiocre par suite de l'importance des stocks laissés par les Américains.

La mécanique se renforce avec l'ouverture de l'usine de la Compagnie générale de construction de locomotives, filiale de la Société des Batignolles, construite pendant la guerre sur 24 hectares. Ses effectifs passent de 1 700 ouvriers en 1920 à 3 275 en 1922. Elle a alors une capacité de fabrication de 25 locomotives de type « Pacific » par mois et en livre effectivement 200 pendant l'année 1922 et le premier semestre 1923. Des wagons sont construits rue Grande Biesse, par les Ateliers de construction de l'Ouest. Mais cette activité se réduit assez vite car les compagnies de chemin de fer, qui rencontrent des difficultés financières, obtiennent, au titre des réparations, du matériel roulant fourni par l'Allemagne.

La société Brissonneau et Lotz crée une importante usine de chaudronnerie à Doulon. Outre ses fabrications traditionnelles de matériel pour les sucreries coloniales, elle construit des auxiliaires de bord à vapeur ou électriques, des grues, des monte-charges et ponts roulants. Les Forges et ateliers de Nantes, à Roche-Maurice, qui fabriquaient des obus pendant la guerre, se reconvertissent dans la fabrication de pièces pour les filatures. Les établissements Joseph Paris fabriquent des grues. La Fonderie Barbier, Benard, Turenne produit des grosses pièces mécaniques et de la robinetterie. Des moteurs d'avions sont construits par de Dion-Bouton à Chantenay, et par Peugeot dans l'île Gloriette. Georges Renault entreprend la fabrication d'outils pneumatiques, route de Clisson. Certaines entreprises n'arrivent pas à survivre : par exemple la Société nantaise de fonderies et constructions mécaniques, créée en 1918, rue Dorgères, qui est admise au bénéfice de la liquidation judiciaire par le Tribunal de commerce le 2 février 1925.

Toutes ces industries mécaniques occupent 9 000 ouvriers.

À côté de la grosse industrie métallurgique, se développe l'usine J.J. Carnaud, à Basse-Indre, spécialisée dans le fer blanc dont elle est le premier producteur français avec 50 % de la production nationale. Elle emploie 2 300 salariés et fabrique les boîtes métalliques utilisées par les conserveries. Mais on sait mal qu'à cette époque plusieurs établisse-

ments employant environ 500 personnes ont fabriqué 50 000 bicyclettes, faisant de Nantes le troisième centre pour leur production, après Saint-Étienne et Paris.

Nantes possède surtout, en 1925, une importante industrie alimentaire, avec des conserveries de poissons, sardines principalement, représentées par Saupiquet ; et des conserveries de légumes – petits pois, haricots, tomates, asperges – que les 400 cultivateurs maraichers des environs leur fournissent. En temps ordinaire, un personnel mixte de 400 ouvriers suffit à assurer la marche des différentes maisons. Au moment de la récolte (de mai à octobre pour les petits pois), un millier de femmes vient en hâte préparer les quantités énormes de légumes qui s'accumulent chaque jour dans les entrepôts<sup>42</sup>.

En face des fabriques de conserves, avec Amieux et Saupiquet à leur tête, réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs, se dresse la biscuiterie, en pleine prospérité, avec les entreprises Ducasse-Guibal, devenue Pilon, la Biscuiterie Nantaise, et surtout Lefèvre-Utile qui couvre 40 000 mètres carrés dans l'île de la Madeleine, produit 6 000 tonnes de biscuits en 1929 et occupe 700 ouvrières. S'ajoutent à ces entreprises, de nombreux ateliers annexes, à main-d'œuvre masculine : entrepôts frigorifiques, fabriques de boîtes et de caisses d'emballage...

Souvenir de l'époque coloniale, les raffineries et les confiseries emploient à Nantes plus de 1 500 ouvriers dans les deux grandes usines : Chantenay, qui absorbe Cossé-Duval, et Say, qui reprend l'activité sucre de G. Billard. Trente mille tonnes de sucre sortent, chaque année, de leurs ateliers. Une partie importante de ce sucre est transformée en sucre candi qu'utilisent les fabricants de champagne et de mousseux. Les enfants aiment à croquer ces durs cristaux translucides qui s'égrènent au long d'un mince cordon. Le sucre est aussi utilisé par d'importantes confiseries qui fabriquent les célèbres berlingots nantais et les « rigolettes » fourrées de confiture. Il faut également signaler : des chocolateries, comme la Chocolaterie Armoricaine, créée en 1921 ; les trois rizeries, dont la production avait pratiquement cessé pendant la guerre et qui, reprenant leur activité, traitent 25 000 tonnes de riz par an ; la principale usine française de tapioca, à la marque du « Petit Navire » ; une grosse minoterie ; des fabriques de pâtes alimentaires ; et une importante brasserie, Les Brasseries de la Meuse, anciennes Brasseries Nantaises qui, avec encore 150 ouvriers en 1929, utilise l'orge des provinces de l'Ouest et reçoit son houblon d'Alsace et de Tchécoslovaquie.

Publicité  
Havas  
pour  
la fabrique  
Biette,  
l'une des  
nombreuses  
savonneries  
nantaises.



La savonnerie, qui comptait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle une vingtaine d'usines dans la ville, se concentre et s'oriente vers le savon de toilette. La Savonnerie de l'Abbaye, créée en 1877 par Talvande, 42 rue de la Fosse, est rachetée en 1930 par le groupe Lever. La Savonnerie de l'Angélus, à Rezé, et la Savonnerie Nantaise qui fabrique le savon « La Japonaise », fondée en 1915, sont toutes deux reprises par les Etablissements Bernard qui produisent encore de nos jours « La Perdrix ». On compte également la Savonnerie de l'Ouest, créée à Rezé par Alexis Biette ; la Savonnerie Bretonne, 2 rue Lamoricière ; la Savonnerie Melior, rue Petit-Pierre prolongée ; la Savonnerie Suava, fondée en 1924, 31 rue Saint-André ; et la Savonnerie Magra, ouverte en 1926 à Chantenay, qui produit la marque « Le Pélican ».

Très ancienne à Nantes, l'industrie des engrais s'est beaucoup transformée. Dans les années 20, Nantes est le premier port phosphatier de France et aussi le premier port manufacturier. Six grosses usines, dont la Société Bordelaise installée à Basse-Indre en 1929, les Ets Kuhlmann qui ont repris les usines Pilon, et la fabrique d'acide sulfurique créée par le Service des poudres à Paimbœuf, occupant 1 500 ouvriers, ont fabriqué le sixième de la production française. À citer également l'usine Armor qui, en 1925, produit 80 000 kilos de papier carbone et 20 000 kilomètres de rubans pour machines à écrire ; Dubo, établissement fabriquant des articles en caoutchouc ; la fabrique de peintures, encres et vernis Georget, fondée en 1924 ; ou encore les verreries de Couëron et de Vertou, avec leurs 450 ouvriers.

Plusieurs tanneries fournissent la matière première aux 700 ouvriers des usines de chaussures. La filature de crin utilisé pour le rembourrage des sièges de voitures et de wagons, la taille des pierres en « simili », les fabriques de meubles en série utilisant des bois importés de Scandinavie et d'Amérique, occupent plusieurs centaines d'ouvriers, sans oublier, bien entendu, la Manufacture des Tabacs qui emploie 1 100 personnes. Par contre, les entreprises du secteur de l'habillement ne retrouvent pas leur importance passée ; le tissage est dans une situation désastreuse. Avec la fermeture, en 1919, de l'usine des Papeteries de l'Ouest, à Chantenay, il n'y a plus à Nantes de fabrique de papier.

Dans la banque enfin, le Crédit Nantais et le Crédit de l'Ouest, les deux grandes banques régionales, grâce à une saine gestion et à leur affiliation au Crédit Industriel et Commercial, en 1924, réussissent à étendre leurs activités dans l'Ouest. Les Caisses rurales et ouvrières, deve-

nues depuis le Crédit mutuel, qui avaient pris naissance en Loire-Inférieure en 1894 à Saint-Victor de La Grigonnais, paroisse de la commune de Vay près de Nozay, sous l'impulsion de l'abbé Pierre-Joseph Thomas, se développent dans toutes les paroisses nantaises autour de la Caisse des Enfants-Nantais, siège du Groupe Nantais : 59 Caisses sont ouvertes en Loire-Inférieure de janvier 1920 à mars 1931, dont 11 à Nantes dans la seule année 1926.

On voit ainsi comment la cité est animée par une importante activité industrielle moderne d'une centaine d'usines employant, selon un rapport de l'Inspection du travail de septembre 1929, 36 454 ouvriers et ouvrières, dont 26 671 hommes, 2 327 jeunes gens, 6 143 femmes et 1 313 jeunes filles. Le grand nombre d'établissements, dont aucun ne peut imposer sa prépondérance, donne un caractère particulier de diversité à cette vie industrielle nantaise. Nombreuses sont les entreprises familiales. La croissance rapide de leur développement nécessitera des restructurations profondes, mais le souvenir de ces figures de l'industrie nantaise demeure présent. En voici trois exemples parmi bien d'autres, représentatifs de l'évolution industrielle agro-alimentaire et concernant des entreprises toujours présentes dans la région nantaise.

## LOUIS-AUGUSTE SAY

Louis Auguste Say, après avoir été obligé, en raison du blocus continental, de quitter la manufacture de coton qu'il avait fondée à Abbeville en 1806, vient s'établir à Nantes, utilisant sa tradition portuaire et coloniale pour y créer une raffinerie de sucre, d'abord en association avec Arnaud et Benjamin Delessert, puis à son compte, et traite le sucre de canne arrivant au port. Louis Auguste Say est né à Lyon le 19 mars 1774. Ce sont ses enfants : Gustave, Achille et Constant qui, à sa mort, reprennent l'affaire. Gustave se fixe à Bordeaux. Achille, né à Abbeville le 16 juin 1812, épouse Fanny Etienne dont le père, Jean-Baptiste Etienne, est également raffineur, et devient la cheville ouvrière des installations nantaises.

Et ce sont les enfants de Constant : Jeanne, Henry et Marie qui, au décès de leur père, reprennent la raffinerie en constituant une société anonyme avec quelques-uns des cadres

de la firme. La présidence est confiée à J. de Forceville, principal collaborateur de Constant, puis à François Ernest Cronier, polytechnicien, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, précédemment directeur technique. Mais Henry achète les parts de sa sœur Jeanne, marquise de Brissac, crée une société en commandite simple et place à ses côtés comme co-directeur François Ernest Cronier. Lorsqu'en 1895 Henry prend les commandes de la raffinerie, production et personnel sont le triple de ce qu'ils étaient en 1871 au décès de Constant.

Après la mort d'Henry une nouvelle société anonyme est créée et François Ernest Cronier en devient le président-directeur général. Le 27 août 1905, entraîné au-delà de ses possibilités par des spéculations périlleuses, Cronier se tue d'une balle dans le cœur, laissant à la sucrerie une brèche financière énorme. Les raffineries poursuivront leur activité avec le concours de nouveaux venus<sup>45</sup>.



En 1875, l'ouverture d'une École de droit constituait une seconde étape vers la renaissance. Et, en 1902, la déjà solide École de droit se dote d'une section « notariat » grâce à l'action déterminante du maire. 47 étudiants fréquentent les cours de droit et 19 ceux du notariat au cours de l'année 1920-21.

#### L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE L'OUEST

Véritable monument à la gloire de l'enseignement supérieur nantais, l'Institut polytechnique de l'Ouest ouvre ses portes le 5 novembre 1919 avec 66 élèves. Cet IPO offre un éventail très large de formations aussi bien dans la section élèves-ingénieurs que dans celle des techniciens. Il s'agit, en effet, de satisfaire une clientèle industrielle importante et variée voulant être capable de suivre l'évolution des technologies. Les études se font sur trois ans, basées sur la construction navale, la mécanique générale et les moteurs thermiques, l'électricité, la métallurgie, l'électrometallurgie et la fonderie, les travaux publics et le chemin de fer. En 1920, l'IPO a 116 élèves. Cet effectif se répartit comme suit : 15 % sont de Nantes, 20 % de la région, 65 % d'ailleurs. Les cours ont lieu dans deux baraquements aménagés par les élèves et dans deux grandes salles de classe. Deux autres baraquements montés sont en réserve. « Cette installation de fortune peut suffire aux besoins pendant plusieurs années sous la réserve toutefois que les baraquements soient bien entretenus », peut-on lire dans les Actes administratifs de la municipalité<sup>47</sup>.

Au cours de la réception donnée salle Bel-Air, le samedi 23 novembre 1929, pour commémorer le 10<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Institut, le directeur Poirson, dans son discours, souhaite, dans l'intérêt de la France, une entente plus étroite entre les industriels et les maîtres de l'enseignement primaire : « La mission d'un établissement d'enseignement supérieur doit s'étendre au-delà de son enceinte ; il doit être un centre de rayonnement et doit également mettre son outillage au service des industriels de la région. [...] Nos grands industriels reconnaissent maintenant que l'organisation scientifique du travail ne portera ses fruits que le jour où elle trouvera son point de départ à l'école primaire. C'est avant tout une question d'éducation qui est entre les mains des instituteurs<sup>48</sup>. » Cet Institut prendra le nom d'École nationale supérieure de mécanique de Nantes (ENSM) en 1948.

À partir de 1900, les autorités municipales se battent pour la création d'une École supérieure de commerce et d'industrie. Celle-ci se propose de donner aux jeunes gens et jeunes filles, déjà munis d'une bonne instruction préparatoire et qui se destinent à la carrière des affaires, les connaissances techniques nécessaires leur permettant d'occuper promptement des situations élevées dans le commerce, l'industrie ou la banque, aussi bien en France qu'à l'étranger et aux colonies. L'effectif est en

moyenne d'une centaine d'élèves dont le niveau intellectuel s'élève et est de plus en plus conforme aux conditions exigées par les programmes d'Établissement d'enseignement supérieur. À l'examen d'entrée des années 1928 et 1929, environ 60 % des candidats sont éliminés. À la suite d'un accord entre les Écoles de commerce et de droit, il est alors organisé une préparation en droit pour les élèves bacheliers qui mènent de front des études commerciales et juridiques offrant des situations recherchées dans les grandes maisons de commerce et l'administration.

À côté de cet établissement, liée comme lui à l'activité portuaire de Nantes, l'École d'hydrographie, créée sous Colbert, est réouverte après une période d'éclipse, en 1883, à l'instigation de la Chambre de commerce. Elle prend, en 1920, le nom d'École nationale de navigation maritime (ENNM), et est installée alors dans un vieil hôtel particulier, l'hôtel Musset, bâtiment exigu, vétuste et inadapté pour recevoir matériels et élèves. Les nouveaux locaux seront construits sur le même emplacement après la guerre et inaugurés en 1961 par Robert Buron, ministre des Transports.

Au lendemain de la guerre, le proviseur du lycée Clemenceau, M. Baron, réorganise, grâce à une importante subvention municipale, des cours publics d'enseignement supérieur, ouverts à tous, moyennant un droit d'inscription minime. Ces conférences instructives, données au Théâtre Graslin, avaient pour objectif de créer une sorte d'Université, très large, où le peuple serait attiré par des conférences variées tant par le choix des sujets que celui des orateurs. N'était-ce point une formation permanente analogue à celle dispensée par l'actuelle Université Inter-Ages ?

L'Institut des sciences naturelles, exclusivement municipal, est inauguré le 4 février 1920, dans les locaux du Muséum, sous la présidence d'Yves Delage, professeur à la Sorbonne et membre de l'Institut. Pour l'année scolaire 1925-1926, le nombre des élèves est de 35, se répartissant ainsi : 1 professeur de collège, 1 instituteur, 3 répétiteurs et maîtres d'internat de l'école Livet, et 30 étudiants (18 en médecine, 11 en pharmacie et 1 en droit).

L'Institut d'enseignement supérieur des lettres est fondé ensuite par arrêté du 26 juillet 1920 avec pour but de répandre dans la cité nantaise le goût des études et des recherches intellectuelles. Deux ans plus tard, un décret permet son rattachement à la faculté des lettres de Rennes. On compte 97 étudiants inscrits pendant l'année scolaire 1925-1926 et environ 350 auditeurs et cours publics. Cet Institut a préparé « dans des



En ce qui concerne l'enseignement primaire, une enquête statistique datée de 1930 permet d'évaluer la population scolaire du département. On compte 33 100 garçonnets, dont 20 700 vont à l'école publique et 12 400 à l'école privée. La proportion est inverse pour les fillettes : 14 250 suivent l'école publique et 22 450 l'école privée. À ces 60 800 élèves, il faut ajouter 21 500 jeunes enfants qui fréquentent des écoles maternelles publiques ou privées. À Nantes même, on compte 51 écoles primaires publiques (22 pour les garçons, 25 pour les filles, et 4 mixtes) enseignant 12 871 élèves, et 52 écoles primaires privées éduquant 8 582 enfants, dont 70 % de fillettes. La fréquentation scolaire est satisfaisante en général. On note à Nantes 10 % d'absence dans les écoles publiques et 9,1 % dans les écoles privées. Des écoles, au nombre d'une vingtaine, ouvrent des garderies au mois d'août : en 1929, ce sont 1 759 enfants (985 garçons et 774 filles) qui en bénéficient.

Dans la presse locale, il est beaucoup question de surmenage scolaire. Les programmes trop chargés, peut-on y lire, font que l'enfant, obligé de retenir tant et tant de matières, n'a en réalité qu'un savoir très superficiel. On se plaint que la connaissance de la langue française soit trop rudimentaire chez de nombreux d'élèves : *« Plus de style ! plus de grammaire ! plus d'orthographe ! »*

La municipalité présente une action très favorable pour l'enseignement. L'acquisition du Château d'Aux, à La Montagne, propriété de Mme Vve Say, est acceptée par le conseil municipal du 28 décembre 1925, moyennant le prix de 225 000 francs, pour les œuvres scolaires et notamment les classes de plein air et de vacances. Lors de la discussion, Paul Bellamy intervient en ces termes : *« La santé des enfants est un bien trop précieux pour qu'il ne justifie pas de tels sacrifices qui, à proprement parler, constituent une œuvre de prévoyance sur les budgets futurs d'assistance. Une telle initiative témoignera de façon effective du sentiment que nous avons de servir utilement notre pays. »* Le Château d'Aux n'est ni un préventorium, ni un sanatorium. C'est une école destinée à recevoir, après examen médical attentif, pendant les dix mois de l'année scolaire, des enfants de santé délicate non atteints de maladies contagieuses. Leur nombre est limité à 50 enfants (25 de chaque sexe) âgés de 9 à 13 ans. La direction est confiée à un ménage d'instituteurs initiés. L'internat est payant : 6 francs par jour. L'école ouvre le 1<sup>er</sup> octobre 1926. En 1930, 254 enfants la fréquentent : 128 garçons et 126 filles.

L'École municipale de rééducation professionnelle pour les mutilés et les réformés de la guerre, transférée 16 rue de Bel-Air, compte en 1920 près de 340 élèves répartis en 18 sections manuelles et une section d'enseignement général préparant aux emplois réservés ou au commerce. Ses dépenses pour 1920 sont évaluées à 1 362 169 francs, dont 20 000 de subvention accordée par la ville de Nantes. Cette école avait été ouverte le 1<sup>er</sup> novembre 1916, quai de Versailles, avec 35 élèves dans 8 ateliers. Pareille somme de 20 000 francs a également été inscrite au budget de la ville en faveur de l'École de rééducation agricole aménagée à La Placelière, commune de Château-Thébaud et inaugurée par M. Vallon le 30 juillet 1920. L'École Mutuelle, ainsi que les Cours professionnels de la Bourse du travail, préparent au CAP, aussi bien pour la construction navale et l'automobile que pour la comptabilité ou le commerce. Ces Cours professionnels, étalés sur trois années, assurent une formation qui porte aussi bien sur l'enseignement général (français, anglais, mathématiques) que sur l'enseignement théorique (constructions navales, tracés de voitures et de carrosseries automobiles, comptabilité et commerce), avec également un enseignement pratique (reliure, typographie, lithographie, peinture, décoration, coupe tailleurs pour hommes, coupe en chaussures, coiffure pour dames). En 1930, est créé un cours théorique et pratique à l'usage des mécaniciens-dentistes, avec examen et diplôme en fin d'études. À l'Association d'enseignement compagnonnique, dont les locaux sont situés rue du Marchix, rue Maryland et rue Conan-Mériadec, on donne, en 1929, à environ 600 apprentis, des cours sur la maçonnerie, taille de pierre, menuiserie et charpente, chaudronnerie, mais aussi ferblanterie, plomberie, tôlerie, serrurerie, forge, constructions métalliques et navales. Au siège des Syndicats féminins, 6 rue de Bel-Air, il est possible de suivre des cours gratuits de coupe, de couture, ou de dessins, sanctionnés par un CAP.

Pour les garçons, l'enseignement professionnel est assuré par l'École technique Livet et l'Institut catholique professionnel, 9 rue Dugommier, fondé le 20 octobre 1920 avec 22 jeunes. L'augmentation constante du nombre des élèves provoque l'exode de cet institut, au mois d'octobre 1927, vers la route de Clisson, dans les nouveaux et spacieux locaux de la Joliverie. Pour les filles, à l'École Vial est créé, par décision ministérielle, un cours d'enseignement ménager pour adultes, mais celui-ci fonctionne également à partir de 1927, en raison d'une réelle demande, dans six écoles primaires de la ville : rue des Réformes, rue Emile-

Péhant, quai Ernest Renaud, boulevard des Poilus, rue Léon-Say et rue du Ballet.

À noter comme événement économique que le département de Loire-Inférieure possède, suivant le décret présidentiel du 13 juillet 1930, sa Chambre des métiers.

Au niveau secondaire, l'enseignement est très cloisonné. D'une part, celui sans latin ni grec des Écoles primaires supérieures qui conduit au brevet élémentaire, au concours des Écoles normales d'instituteurs et à différents concours administratifs. L'effectif pour la Loire-Inférieure est de 1 526 élèves, dont 500 garçons et 454 jeunes filles à Nantes ; 383 dans les collèges d'Ancenis, Savenay et Saint-Nazaire ; et 189 normaliens et normaliennes. D'autre part, un enseignement classique donné par les lycées et débouchant sur le baccalauréat, avec, pour les garçons, le lycée Clemenceau (qui, à la session de juillet 1926, compte 77 admis, dont 4 mentions Bien, 13 mentions Assez Bien, et 15 admissibles) et le Petit lycée, et, pour les jeunes filles, le lycée Gabriel Guist'hau, depuis la décision du conseil municipal du 8 décembre 1930. Mais à côté de ces lycées publics, Chavagnes, Blanche-de-Castille, Le Sacré-Cœur, Les Enfants-Nantais, Saint-Stanislas, reçoivent la fine fleur des filles et des garçons de la bourgeoisie.

Même les lycées publics sont payants à cette époque. Un décret en date du 13 juin 1926 fixe les frais d'études et de pension. Un élève de philosophie doit payer 3 024 F en pension, ou 1 782 F en demi-pension. Il en coûte 2 754 F en pension et 1 566 F en demi-pension pour un enfant entrant en classe de sixième. La gratuité pour cette dernière classe est donnée seulement à la rentrée 1930. On s'attend alors à un envahissement. En fait, la gratuité de la sixième n'a que fort peu d'effet. Si le nombre des élèves entrés dans cette classe au lycée Clemenceau est de 110 contre 77 l'année précédente, on estime que cette différence est due principalement à l'arrivée des enfants nés en 1920, année durant laquelle la natalité a considérablement augmenté. Par ailleurs, il faut se rappeler qu'une partie des enfants pouvant bénéficier de cette gratuité sont recrutés dans les écoles communales où les élèves ne peuvent pas se présenter à l'examen du certificat d'études avant douze ans. L'âge d'entrée en sixième étant de onze ans, les instituteurs qui ne veulent pas perdre leurs meilleurs élèves ne conseillent pas l'enseignement secondaire. D'ailleurs, la presse locale n'hésite pas à considérer qu'il « est lamentable de voir des jeunes gens acculés à une impasse avec un "bachot" dans leur poche

alors qu'une orientation vers l'enseignement professionnel ou technique leur aurait assuré une situation ». Cette affirmation n'est pas extraite de la presse d'aujourd'hui mais bien du *Phare* du 18 novembre 1930.

La ville, en organisant des séances cinématographiques pour les scolaires, contribue à l'éducation intellectuelle de la jeunesse, et périodiquement le *Bulletin municipal* précise que, par exemple, du 1<sup>er</sup> novembre 1922 au 1<sup>er</sup> avril 1923, la salle de projection de l'école de la rue du Moulin a reçu 2 000 écoliers par mois pour des séances d'une heure environ précédées d'explications, ou encore que durant la même période de 1925, 15 000 enfants ont profité, salle de la rue Colbert, de projections de vues scientifiques, géographiques, d'actualités ou d'épisodes amusants. Ainsi la ville « amène peu à peu le goût populaire à préférer les scènes belles et vraies aux invraisemblables aventures policières ou sentimentales auxquelles se complait encore le public qui suit les spectacles...<sup>46</sup> ».

Selon les nouvelles bases indiquées dans le décret présidentiel du 27 juin 1922 qui crée le diplôme d'infirmière d'État, l'École d'infirmières de l'Hôtel-Dieu, qui date de 20 ans, se transforme, se rénove. Elle ouvre, le 1<sup>er</sup> novembre 1923, de nouveaux cours suivis par une quarantaine d'élèves dont une douzaine d'internes laïques ; mais la directrice est toujours une religieuse ayant son diplôme d'Infirmière d'État.

On sait que, par le décret du 15 septembre 1793, la ville de Nantes a été privée de son Université. Jamais cependant l'enseignement supérieur nantais ne disparut tout à fait, la flamme du savoir étant conservée par l'École libre de médecine et de pharmacie dès 1808. Et, cent ans plus tard, en 1908, se crée une École dentaire qui sera rattachée par la suite à l'École de plein exercice de médecine et de pharmacie. Au cours de l'année scolaire 1925-1926, l'École a délivré 912 inscriptions se répartissant ainsi : 162 en PCN, 527 en médecine et 223 en pharmacie. En outre, elle a enregistré :

- 21 inscriptions pour le stage en pharmacie,
- 40 — pour le stage en chirurgie dentaire,
- 27 — d'aspirantes élèves sages-femmes,
- 19 — d'élèves sages-femmes 1<sup>re</sup> année,
- 16 — — 2<sup>e</sup> année,
- 5 — d'herboristes.

Le nombre des étudiants en médecine et pharmacie est de 209 (146 en médecine et 63 en pharmacie).

#### ISABELLE LEFÈVRE-UTILE

Isabelle Lefèvre-Utile, la fondatrice de la célèbre société des biscuits LU, comprit les possibilités de la biscuiterie industrielle et pensa au goûter des petits écoliers. Elle a connu toute la fulgurante ascension de ce qui n'était à son mariage qu'une petite pâtisserie tenue par elle et son mari.

À la mort d'Isabelle Lefèvre-Utile, le 5 avril 1922, à l'âge de 92 ans, son fils Louis, âgé de 64 ans, devient le patriarche, le sage. Il régenté tout d'une main ferme et cherche à tout contrôler. Il avait, en 1920, acheté la laiterie de La Ville-au-Vay, au Pellerin, pour collecter tout le lait nécessaire à la fabrication. En 1926, il acquiert celle de l'Hermitage, près de Rennes, qui fournit le beurre. Perfectionniste au plus haut degré, Louis essaye de maîtriser au mieux la qualité

des matières premières. Il achète même une forêt pour assurer son approvisionnement en bois ; elle ne servira guère, semble-t-il. Peut-être à cause d'un trop grand conservatisme, la gamme des produits reste la même, la publicité et le matériel n'évoluent pas. Aussi, dans les années 30, LU commence à ressembler à une usine semi-artisanale dont les méthodes et les machines ne sont plus adaptées. Son fils, Michel Lefèvre-Utile, essaiera de convaincre le patriarche du besoin de moderniser, mais en vain. Aussi axera-t-il ses efforts vers la région parisienne où le dépôt du boulevard Richard-Lenoir servira de support à une véritable direction commerciale, avec un réseau de représentants exclusifs et un système de livraison adapté<sup>43</sup>.

#### ARSÈNE SAUPIQUET

Arsène Saupiquet travaille d'abord dans une conserverie de Nantes puis comme contremaître chez Émile Riom, fabricant de boîtes. En 1876 il se marie et, dès février 1877, se fait construire deux usines, l'une rue de Crucy à Nantes, l'autre aux Sables d'Olonne, et s'adapte aux nouvelles conditions économiques d'après la guerre.

Arsène Saupiquet est né à Jussac (Cantal) le 24 février 1849. En 1891, avec l'aide de négociants et de la Banque Rousselot, il crée la SA des Anciens Ets Saupiquet. La faillite de la Banque Rousselot, fin 1891, et la dette considérable contractée par Arsène Saupiquet auprès de cet établissement posent de graves problèmes, d'autant plus qu'elles coïncident avec l'incendie de l'usine de Nantes. Toutefois, un arrangement conclu avec les créanciers évite la liquidation judiciaire de la société. Saupiquet continue à diriger son ancienne entreprise mais, en fait, il ne s'occupe que de la fabrication. Les Docks Nantais (Puget et Roy), l'épicier en gros Naux-Hardyeau, et Thubé, directeur d'une huilerie, détiennent la réalité du pouvoir sur les plans financier et commercial. L'usine de Nantes est reconstruite boulevard Sébastopol ; on multiplie les achats de conserveries sur la côte. Supportant mal la tutelle exercée par le négoce nantais, il démissionne de son poste de directeur et aide au démarrage d'une conserverie créée par son

fils sous la raison sociale Arsène Saupiquet et Fils, qui fait une concurrence acharnée aux Ets Saupiquet. La confusion des noms et des marques jette le trouble dans la clientèle. Un procès est intenté ; il dure jusqu'en 1907.

Saupiquet laisse un outil de douze usines et des administrateurs en plein désarroi à la recherche d'un technicien pour diriger la fabrication. Leur choix se porte sur Jules Gauquelin. En décembre 1912, le rapprochement avec les frères Georges et Auguste Ouzille, qui dirigeaient les Ets Delory, de Lorient, et la Société industrielle de Lorient, contribue à renforcer la structure de l'entreprise. En 1910, Saupiquet avait noué des liens commerciaux avec la Compagnie Lyonnaise de Madagascar. En 1919, Saupiquet fusionne avec la Maison Alfred Peneau, sardinier qui possède cinq usines en Bretagne. Le 1<sup>er</sup> Avril 1920, Peneau prend la place Puget comme administrateur délégué, remplace Gauquelin par le sous-directeur Vidal, et fait nommer son ami Maurice Bertin comme administrateur. La crise de 1921-1922 ne se traduit que par de faibles pertes car la campagne sardinière est bonne. L'usine de Nantes travaille surtout des légumes, des viandes et du tapioca ; mais on ferme cependant quelques unités de production. La grande crise de la fin de la décennie touche Saupiquet dès 1930<sup>44</sup>.

5

## DES SERVICES PUBLICS DANS LA CITÉ

Il est intéressant d'étudier quelle est la position du citoyen au cours de cette décennie des années 20 face à trois grands services publics dans la cité : l'Enseignement, la Justice et la Santé.

### Enseignement et formation

Lors du conseil municipal du 12 janvier 1920, l'adjoint Caron signale que de nombreux enfants courent les rues au lieu d'aller en classe, contractant ainsi des habitudes d'oisiveté, de vagabondage, et demande que la loi sur l'obligation scolaire soit mieux appliquée à Nantes.

Gaston Veil lui répond en expliquant les difficultés rencontrées pour ce faire. « Il y a, dit-il, plus de 20 000 élèves à Nantes, dont 12 500 à l'école laïque. Au moins 2 000 de ceux-ci tombent chaque mois sous le coup de la loi. Impossible de convoquer devant la commission scolaire les 2 000 pères de famille comme le voudrait la loi. » Il espère que la création du carnet scolaire individuel permettra de suivre les absences non justifiées des élèves.

Georges Chartrain, dans *Le Phare* du 26 juillet 1920, constate que « trop de parents, insoucieux de l'avenir de leurs enfants, choisissent pour eux, à la sortie de l'école, un emploi où, de suite, ils gagnent un salaire qui viendra améliorer le budget familial. [...] Pour avoir des apprentis, il faudra que les patrons les rétribuent. C'est ce qu'ont compris les patrons des industries mécaniques et navales de Nantes... ». Mais, en réalité, chaque enfant peut trouver un enseignement valable, sanctionné par un diplôme, lui permettant d'exercer le métier de son choix : certificat d'études primaires ; certificat d'aptitude professionnelle ; brevet d'études primaires supérieures ; baccalauréat.



conditions peu onéreuses et en leur permettant de rester dans leur famille, des générations d'étudiants et étudiantes à des carrières régulières, sinon très bien rétribuées, mais du moins sûres, indépendantes et honorables ». C'est ainsi que s'offrent les postes de répétiteurs après une licence ou l'accès direct au professorat dans un lycée après l'agrégation ; l'enseignement dans le primaire supérieur et le professorat dans les Écoles normales avec des certificats de licence ; le professorat technique lettres-langues ; le concours de l'École des Chartes ; les concours des Bibliothèques ; les concours de rédacteurs de ministères, de secrétaires de la Chambre et du Sénat...

#### NANTES RATTACHÉE À RENNES AU LIEU DE POITIERS

L'année 1922 est celle de la consécration pour les nouvelles branches de l'enseignement supérieur nantais. Après avoir imaginé de tortueuses possibilités de rattachement à l'université de Poitiers, les trois instituts nouvellement créés, l'IPO, l'Institut d'enseignement supérieur des lettres et celui des sciences naturelles sont rattachés, le 21 novembre 1922, aux facultés correspondantes de Rennes et deux jours plus tard, le 23 novembre, a lieu leur inauguration sous la présidence de Gérard-Varet, recteur de l'académie de Rennes. La salle du conseil municipal de Nantes est ornée de drapeaux et de plantes vertes, et 300 chaises y sont disposées. Un tapis est posé sur l'escalier d'honneur et la galerie du premier étage. La salle gothique est aménagée en petit salon, la salle des commissions tient lieu de vestiaire et celle du Conseil de révision est tenue à la disposition des professeurs qui veulent y revêtir leurs toges. Après un déjeuner intime aux Salons Turcaud ont lieu les visites des trois établissements. Quelques années plus tard, le 4 décembre 1926, la municipalité nantaise célèbre toujours en grande pompe le cinquantenaire de l'École libre de droit et de notariat. L'enjeu est d'importance car il permet de montrer aussi bien aux représentants de l'académie de Rennes qu'à ceux de l'État et du département la ferme détermination de Nantes à voir aboutir la renaissance de son enseignement supérieur.

Au-delà de ces manifestations et des bons sentiments échangés entre les représentants de l'université de Rennes et ceux des écoles nantaises, il s'agissait pour ces dernières d'un pas important vers le renforcement de leurs structures. Se situant au premier rang des villes de l'ouest de la France et possédant, en fait, toutes les ressources qu'un enseignement supérieur exigeait, Nantes ne pouvait raisonnablement envisager de rester longtemps dans le giron de Rennes, d'autant que la rivalité entre les deux prétendants au titre de « capitale de la Bretagne » était toujours vivante malgré les apparences. Il faudra attendre encore bien des années. C'est seulement le 25 avril 1961, trente-cinq années plus tard, alors qu'il posait la première pierre de la future faculté des sciences, que Michel Debré, Premier ministre, annoncera aux Nantais la résurrection proche de leur Université<sup>49</sup>.

### Sécurité et Justice

Sous le titre « Nantes la nuit », *Le Phare* du 11 février 1920 informe ses lecteurs de l'infortune de certains passants circulant la nuit. Exemple :

« René Hintorel, 18 ans, manœuvre, et Henri Bellay, 19 ans, manœuvre, passaient le 8 courant, vers 22 heures, rue des Usines, lorsqu'ils furent attaqués par trois individus qui leur portèrent des coups au visage. Hintorel eut son vêtement imperméable, estimé 175 francs, et son chapeau, estimé 20 francs, volés. Les individus, vivant en garni boulevard de l'Égalité, ont été arrêtés à la suite d'une enquête menée par la police. De même, on apprend qu'un jeune homme aurait été assailli à coups de revolver et blessé, hier 10 février vers 20 heures, rue Bon-Secours, par des individus qui ont ensuite pris la fuite. »

Ces faits divers, attaques, outrages à agents, violences, vols à l'étalage, rixes, morts violentes, se lisent presque chaque jour dans les feuilles nantaises. Ils expliquent l'article de Louis Bindel qui, le 13 août 1920, se plaint de l'insécurité régnant dans les rues de Nantes :

« Sait-on que le total des forces de police chargées de veiller, le jour et la nuit, à la sécurité des 200 000 âmes vivant sur une étendue de 6 445 hectares est de 200 gardiens de la paix et 40 agents de la sûreté quand les effectifs sont au complet ? Mais hélas, par suite des difficultés de recrutement, il s'en faut beaucoup qu'ils le soient à l'heure actuelle. On y constate un vide de 30 % par rapport aux chiffres précités. Il faut avouer que c'est bien peu en présence de la montée sans cesse croissante de l'armée du crime. »

Plus d'un an après, Georges Chartrain, dans un article du 9 décembre 1921, réclame une augmentation du nombre des agents cyclistes et la création d'un service anthropométrique :

« Le conseil municipal sera prochainement saisi d'une demande de crédit ayant pour but de porter à 60 le nombre des gardiens de la paix, inspecteurs de la sûreté ou garde-champêtres munis de bicyclettes. Cette mobilité de la police apparaît d'autant plus désirable, nous disons plus : nécessaire, qu'en fait, depuis la guerre, le recrutement des gardiens de la paix est rendu extrêmement difficile. On n'en prévoit que 200 là où il en faudrait presque le double. En réalité, le nombre des gardiens de la paix dont disposent les chefs de la police nantaise pour assurer la surveillance de leurs arrondissements respectifs ne dépasse pas 160, c'est-à-dire que Nantes n'a pas même un agent de police pour 1 000 habitants ! »

À l'étude des chiffres publiés dans les bulletins municipaux, on peut cependant dire que l'insécurité diminue fortement dans la cité : le nombre de crimes (assassinats, meurtres ou tentatives de meurtre, vols qualifiés) passent de 28 en 1920 et de 23 en 1921 à 6 pour l'année 1929. Par contre, le nombre des délits, c'est-à-dire coups et blessures, vols



simples ou adultères, reste stable : 1 971 en 1920 et 2 034 en 1930. Les gardiens de la paix qui assurent l'ordre public verbalisent avec régularité : 10 831 contraventions en 1920 (ivresse, prostitution, automobile, tapage nocturne, uriner sur la voie publique) et 11 297 en 1930. C'est depuis le 11 mai 1922 que Nantes possède enfin un service d'identité judiciaire. Le laboratoire anthropométrique fonctionne rue Garde-Dieu, en face du commissariat central.

Une enquête statistique sur la criminalité à Nantes montre qu'en 1928 la cour d'assises de Loire-Inférieure a jugé 21 attentats sur des personnes et 5 sur la propriété pour lesquels ont comparus 29 inculpés : 17 ont été condamnés à des peines de prison, 3 à la réclusion, 5 aux travaux forcés à temps, 2 aux travaux forcés à perpétuité et 1 fut acquitté.

Les agents dans les rues portent, en 1928, le képi polo, la lourde tunique noire et le pantalon noir également. Jusqu'alors ils avaient pour la saison chaude un pantalon blanc qui vient d'être supprimé car trop salissant. On leur a donné une vareuse « sous-off » en drap léger, mais elle est toujours noire et la coupe n'est pas des plus élégantes. Un nouvel agent interprète, l'agent 111, parlant couramment l'anglais et l'espagnol, entre en fonction l'été 1928 et rend de grands services aux étrangers qui sont heureux de le trouver place Royale, place du Commerce ou place Graslin. Il porte un brassard blanc qui le signale aux touristes venus visiter la ville. Un second agent connaissant l'allemand, l'anglais et l'espagnol, est embauché peu de temps après.

Le mardi 13 juillet 1920, la guillotine est montée place Lafayette. Henri Laval, dit « Bébert », a été condamné à mort le 17 mars pour avoir tué l'agent Mainguy qui voulait l'arrêter à la suite d'un cambriolage commis dans la nuit du 10 octobre précédent à la bijouterie Pavin-Pissot, rue de la Barillerie. La peine capitale doit encore à cette époque être exécutée sur la place publique. Toutefois, un service d'ordre composé des forces de police et de soldats a déblayé la place et mis des barrages dans les rues avoisinantes afin d'éviter toute manifestation.

La France de 1921, elle, se passionne pour le procès de Landru, et les Nantaises frissonnent devant les images du fourneau de cuisine de la villa qu'il a louée à Gambais. Il a dans ses carnets les noms et adresses de 285 femmes. Comment dix d'entre elles ont-elles disparu ? On ne le saura jamais. Landru est un petit homme tiré à quatre épingles, chauve avec une couronne de cheveux foncés, et une barbe aux reflets blonds taillée carrée. Le plus grand avocat d'assises de l'époque, maître de Moro-

Giafferi le défend. Les jurés le condamnent à mort, puis signent une pétition pour demander que cette condamnation ne soit pas exécutée. Landru est cependant guillotiné le 25 février 1922, emportant avec lui le secret de cette énigme.

Sans avoir le même retentissement, l'attentat contre l'abbé Richeux, curé de Saint-Clément, est très commenté par les Nantais, d'autant que le prêtre a été frappé de trois coups de couteau à son banc, en pleines vêpres, le dimanche 26 décembre 1922. Malgré ses soixante ans, l'abbé Richeux, d'une force peu commune, empoigna son agresseur et, d'une poussée, l'envoya rouler en dehors de la balustrade du chœur où les fidèles le maîtrisèrent aussitôt. Le premier coup de couteau fut porté à la joue gauche, au bas de la mâchoire inférieure, et ce fut un miracle si la carotide ne fut pas atteinte. Les deux autres coups ont été donnés à la poitrine, toujours du côté gauche, à la hauteur du poumon, entre la troisième et la quatrième côtes. Quant au meurtrier, il se nomme Émile Blanchard, 26 ans, manoeuvre, sans domicile fixe. En raison de son état mental, il bénéficiera d'une ordonnance de non-lieu et sera interné à l'hôpital général Saint-Jacques.

### Hygiène et santé

La France a besoin d'enfants. Malgré le nombre exceptionnel de mariages contractés après la guerre, le chiffre record des unions est atteint le vendredi 25 avril 1924 où 47 couples ont défilé devant l'officier d'état civil de la mairie de Nantes. Il naît encore beaucoup d'enfants illégitimes : 544 sur 3 994 naissances, en 1920 ; 325 sur 3 304, en 1930. Mais ces enfants ne sont plus abandonnés comme ils l'étaient encore à la fin du siècle dernier. Le « bureau d'abandon » est situé quai Ceineray, dans l'immeuble occupé par les services de l'Assistance publique, et est ouvert jour et nuit. L'enfant est accueilli sans formalités, sans enquête, sans bulletin de naissance, avec la garantie du secret absolu. Ainsi l'a voulu la loi du 27 juin 1924. Toutefois, après le transfert du bureau d'abandon à l'Hôtel-Dieu, le nombre d'enfants abandonnés au cours des années 20 a été d'une soixantaine chaque année. En réalité, en 1926 par exemple, 83 personnes se sont présentées avec l'intention d'abandonner leur enfant, mais la préposée a pu en dissuader <sup>49</sup>.

De gros efforts sont faits pour aider les femmes en couches. Depuis 1924, la commission administrative des hospices civils de Nantes orga-

nise à l'Hôtel-Dieu un service dit « La Maison maternelle », bien indépendant de la maternité, qui reçoit les femmes enceintes sans ressources et les garde tant qu'elles allaitent leur enfant, moyennant l'obligation d'effectuer quelques travaux compatibles avec leur état. Les industriels nantais font également un effort pour aider leurs ouvrières en aménageant dans leurs entreprises des crèches à l'intention de leurs enfants. Ainsi on inaugure, le 18 juin 1930, la crèche que les Brasseries Nantaises ont installée à côté de la petite cité de la rue de la Poignée qui surplombe la carrière de Miséry où s'érigent les vastes bâtiments de l'usine. On compte encore un nombre élevé de familles nombreuses. Ainsi, au *Journal officiel* du mercredi 10 août 1927, figure pour la Loire-Inférieure une promotion de 31 médailles de la Famille française : 4 médailles d'or (10 enfants), 5 d'argent (8 et 9 enfants) et 22 médailles de bronze (5 à 7 enfants). Depuis le 26 mai 1920, on fête la Journée nationale des mères de familles nombreuses qui deviendra par la suite la Fête des mères.

En vertu de l'arrêté municipal du 14 février 1921, des infirmières scolaires sont attachées aux écoles afin de veiller à l'état sanitaire des enfants et, éventuellement, de mettre en rapport médecins et parents. Dès 1922 on organise des colonies scolaires de vacances au parc de Procé où 373 enfants sont alors accueillis. À partir de 1924 on assiste au placement de petits Nantais à la campagne. Les enfants sont logés par des ménages qui acceptent de les héberger et de les nourrir en échange de « menus travaux ne dépassant pas leur force ». Au cours de l'année 1930, ce sont 1 183 enfants chétifs, ou menacés de contamination familiale, ou habitant des taudis, qui sont placés à la mer ou à la campagne par l'intermédiaire des infirmières visiteuses des œuvres antituberculeuses.

Entre 1920 et 1925, le nombre des aliénés pour le département est passé de 191 à 233. Les suites mentales et nerveuses de la guerre, l'alcoolisme (20 %), la vie moderne faite de surmenage, de luttes et d'émotions intenses, en sont les raisons principales, et le docteur Benon, médecin du quartier des maladies mentales à l'hôpital Saint-Jacques, s'interroge : « Pour expliquer l'accroissement du nombre des aliénés, on peut se demander si les familles, vu la dureté de la lutte actuelle pour la vie, ne provoquent pas plus facilement le placement des malades mentaux dans les asiles d'aliénés...<sup>50</sup> » Selon les bulletins municipaux, on compte 40 suicides au cours de l'année 1924 ; il y en aura 57 en 1925. Mais celui qui fait le plus grand bruit est bien le suicide, le mercredi 6 février 1924, du banquier Massiot, 39 ans, 9 enfants, qui, ne pouvant supporter l'échec de ses

derniers efforts pour empêcher la liquidation de sa maison, rue Crébillon, a quitté son domicile du 218 rue de Rennes pour, avant 6 heures du matin, se jeter dans la Loire en amont de la Prairie de Mauves.

Certes, l'alcoolisme est toujours manifeste. Une étude publiée par la *Gazette médicale de Nantes* montre que les chiffres de l'alcoolisme paysan et de l'alcoolisme ouvrier sont à peu près les mêmes. Le nombre de contraventions pour ivresse de la police judiciaire oscille entre 3 164 en 1924 et 1 374 en 1928, mais 2 035 en 1930. Cette baisse ne reflète pas cependant un nouveau comportement. Entre 1914 et 1931, le nombre des débits de boissons enregistrés à la mairie de Nantes est tombé de 1 905 à 1 258. Cette diminution est peut-être compensée par l'autorisation préfectorale qui leur est accordée, le 14 juillet 1923, de rester ouverts jusqu'à 2 heures du matin.

#### LA LUTTE CONTRE LE CANCER S'ORGANISE

Lorsque, après le conflit, les blessés quittent les hôpitaux, un grand nombre de bénévoles, des femmes pour la plupart, sont prêts à mettre leur énergie au service d'une nouvelle cause nationale. En 1918, bel exemple de solidarité interalliée, se crée la Ligue franco-anglo-américaine contre le Cancer, qui devient la Ligue nationale française contre le cancer en 1920, époque à laquelle elle est reconnue d'utilité publique. En 1922, est fondée à Lyon la première « branche » régionale de la Ligue, ancêtre des 101 comités départementaux dont celui de la Loire-Atlantique. À cette époque, peu de remèdes et, comble d'ironie, c'est le gaz moutarde, terrible asphyxiant de la guerre 1914-1918, qui sera le premier traitement des leucémies, précurseur de la chimiothérapie. C'est que le problème de la mortalité liée au cancer est déjà à l'ordre du jour. Selon les statistiques, en France 4,5 % des décès lui sont dus, et on en a enregistré 208 cas en 1921 dans le département. Faisant suite à une circulaire adressée aux préfets par la Ligue nationale française contre le cancer, le 12 janvier 1923, pour savoir quels étaient les hôpitaux, universités ou écoles de médecine capables d'organiser un centre anti-cancéreux, et compte tenu de la pression exercée par le corps médical, le conseil général de la Loire-Inférieure approuve, dans sa séance du 26 avril 1923, la création à l'Hôtel-Dieu d'un centre régional anti-cancéreux. La dépense de près de 500 000 francs prévue pour l'ouverture de ce centre ayant été approuvée par le ministre de l'Hygiène, Paul Strauss, lors de sa visite à l'Hôtel-Dieu, le 4 juin 1923, sa réalisation est obtenue grâce à une subvention aux Hospices de 100 000 francs sur les fonds du Pari Mutuel, de 50 000 francs de la Ville de Nantes et de 50 000 francs du département de Loire-Inférieure, les Hospices contribuant en dehors des locaux pour une somme de 100 000 francs. Le 15 février 1924, date à laquelle est traitée en radiothérapie la première malade, l'installation est terminée. Le service occupe tout le rez-de-chaussée d'un des pavillons. Un couloir central donne accès de chaque côté à des salles d'attente, de déshabillage et de consultation. Les quatre chambres de radiothérapie profonde occupent le centre du pavillon. Puis, après les deux salles d'hospitalisation pour les malades en cours de traitement, on accède directement au laboratoire où sont apprêtés les appareils de radium, et à la salle d'opération réservée aux applications radioactives. Les examens des tumeurs sont effectués dans les laboratoires de applications radioactives. Les examens des tumeurs sont effectués dans les laboratoires de applications radioactives. Le docteur Gauducheau, médecin des Hôpitaux de Nantes, est nommé, par arrêté ministériel du 29 mars, directeur de ce Centre anticancéreux régional.

## LA TUBERCULOSE, PREMIÈRE CAUSE DE LA MORTALITÉ

Cependant, le problème crucial de cette période de l'après-guerre est la tuberculose. Par exemple, sur les 892 décès enregistrés durant l'année 1922, 709 sont dus à cette maladie, et la presse locale s'en fait fréquemment l'écho, manifestant son soutien pour les Œuvres antituberculeuses dont le siège social se trouve au dispensaire de la place Jean V. Mais l'Office dispose de trois autres dispensaires : boulevard Saint-Aignan, rue de la Mitrie à Doulon et, inauguré en avril 1920, celui de la place Mangin à Pirmil. Le Phare du mercredi 28 juillet de cette année souligne une innovation, l'utilisation de méthodes d'éducation physique comme moyen de lutte contre la maladie : « Une quinzaine d'enfants de 8 à 15 ans se rendent sur le terrain que le célèbre docteur Condroyer a fait aménager rue Alexandre Dumas pour pratiquer une gymnastique appropriée ; après quoi ils se rendent 25 rue de la Fosse où une douche chaude leur est donnée. »

Des Journées Pasteur, journées de patriotisme et de clairvoyance, sont organisées les 27 mai et 10 juin 1923 au profit des laboratoires. De grandes affiches très colorées sont placardées sur les murs de la ville, montrant l'illustre savant avec un texte signé de lui : « Si les conquêtes utiles à l'humanité touchent votre cœur, si vous êtes jaloux de la part que votre pays peut revendiquer dans l'épanouissement de ses merveilles, prenez intérêt, je vous en conjure, à ces demeures sacrées que l'on désigne sous le nom expressif de Laboratoire. Demandez qu'on les multiplie et qu'on les orne. Ce sont les temples de l'avenir. » Au cours de ces deux journées, des « dames patronesses » et des jeunes filles reçoivent les offrandes de généreux donateurs. Le produit des quêtes pour ces deux jours à Nantes s'élève à 19 100,05 francs. La veille, le samedi 26 mai, à la salle Colbert, le docteur Mallet, professeur à l'École de médecine, résume les travaux et les découvertes de Louis Pasteur, et le dimanche des concerts publics se tiennent dans tous les quartiers. La société de trompe La Saint-Hubert donne un concert à 9 h 30 place Royale. Le Choral Nantais joue à 9 h 30 place du Commerce ; la Sirène Nantaise, à 9 h 30 place du Port-Communeau ; l'Union philharmonique est à 10 heures cours de la République ; l'Harmonie LBC, à 10 h 30 place de l'église des Batignolles ; l'Amicale Gutenberg, à 10 h 30 place Jean Macé ; la musique municipale, à 14 heures cours Saint-Pierre et à 15 heures au Jardin des Plantes ; la Concorde, à 16 heures place Bretagne et à 17 h 30 place Viarme ; la Lyre fraternelle et le Choral chantenaysien, à 17 h 30 place Zola.

À partir de 1925, les élèves des écoles vendent au porte à porte les timbres antituberculeux qui doivent financer une partie de la campagne pour la lutte contre cette maladie : « Prévenir, c'est guérir ». On ne peut parler de cette lutte contre la tuberculose sans évoquer la figure sympathique et originale du docteur Rappin, directeur de l'Institut Pasteur. En juillet 1926, il est félicité pour la mise au point de son vaccin aux Journées médicales de Bruxelles. Les malades inscrits dans les quatre dispensaires nantais au 1<sup>er</sup> janvier 1928 sont au nombre de 2 795, contre 2 588 en 1927 ; les malades nouveaux, 2 194 contre 1 678 l'année précédente. Les tuberculeux inscrits à la même date sont au nombre de 924, contre 901 en 1927 ; les nouveaux cas de tuberculose, 522 contre 406 ; le nombre des tuberculeux diagnostiqués, 1 046 contre 995 l'année précédente. La troisième campagne de vente de timbres antituberculeux donne en 1930 le nombre de 2 568 267 timbres vendus pour 651 487 habitants dans le département, laissant un bénéfice de 202 119,50 francs au lieu de 145 602 francs en 1929. Au 31 décembre 1930, avec l'ouverture de cinq nouveaux centres, l'armement antituberculeux de la Loire-Inférieure comprend 18 dispensaires qui ont donné au cours de l'année 20 645 consultations contre 14 937 en 1929 ; le nombre de visites à domicile est passé de 16 036 à 21 994 ; celui des examens radioscopiques, de 5 183 à 7 939 ; celui des placements de malades a suivi la même progression, passant de 1 516 à 2 106. À la fin de la décennie est enfin prise la décision officielle d'implanter un sanatorium-hôpital à la Papotière, à Nantes-Doulon (ce choix vient confirmer la décision prise par le conseil général, en août 1929, d'acquiescer cette propriété).

Les progrès de la médecine ne sont pas négligeables. Le 6 juin 1923, l'Académie de médecine entend une communication de Gilbert Sourdille, professeur à l'École de médecine de Nantes, sur une méthode qui permet de traiter le décollement de la rétine jusqu'alors incurable. Les docteurs Gilbert et Maurice Sourdille opèrent dans une clinique, dite « oto-oculistique » que la Congrégation des Ursulines de Jésus, de Chavagnes-en-Pailliers, a été autorisée à construire et à gérer place Anatole France en 1926. L'examen de ce dossier au conseil municipal provoque d'ailleurs une discussion orageuse. À signaler, dans le monde médical, le décès, le 18 août 1920, du docteur Edmond Vignard, à l'âge de 57 ans.

Cette activité médicale se voit à travers les chiffres du fonctionnement de l'Hôtel-Dieu. En 1927, chaque jour en moyenne 30 blessés – accidentés du travail, victimes d'accidents de circulation, blessés lors de rixes – y sont transportés. Cette même année, près de 10 000 malades – dont 600 du Morbihan, de Vendée, d'Ille-et-Vilaine et des Deux-Sèvres – y sont entrés, représentant 215 000 journées d'hôpital. Auxquelles il faut ajouter 340 000 journées du service des aliénés à Saint-Jacques ; 266 000 journées pour le service des vieillards, infirmes et incurables ; enfin 66 000 journées de convalescents et contagieux. Les chirurgiens ont fait 3 200 opérations et les services de consultations ont montré une grande activité : le service d'ophtalmologie a traité 1 600 consultants ; en laryngologie, on a donné 3 150 consultations ; 3 000 consultations en dermatologie ; et 3 900 en radiothérapie ; ce qui représente 19 500 traitements. Mais il ne faut pas oublier que chaque jour, à l'Hôtel-Dieu, 1 000 personnes vivent, mangent, reçoivent des soins, grâce au dévouement de 200 Sœurs des Filles de la Sagesse, d'infirmières laïques (on compte, en 1927, 78 élèves-infirmières dont 55 laïques et 39 élèves sages-femmes) et des internes, tous aussi admirables les uns que les autres, qui luttent contre la maladie. Il ne faut pas oublier non plus qu'un certain nombre de malades y décèdent, pris alors en charge par l'administration des Pompes Funèbres. Celle-ci éprouve des difficultés de recrutement en raison des costumes surannés imposés à ses employés. Le conseil municipal du 11 août 1920 décide alors que les porteurs abandonneront désormais « l'habit à la Française et le tuyau de poêle » pour porter la vareuse à deux rangées de boutons et la casquette avec le monogramme PFG.

203 médecins, 77 pharmaciens, 18 herboristes, 46 sages-femmes et 28 dentistes sont inscrits sur les registres municipaux au 1<sup>er</sup> janvier 1925 et





La pharmacie des Enfants Nantais, rue de Paris.

Après la Guerre, elle fut achetée par Luc Béliard. Son fils Pierre, et aujourd'hui son petit-fils Thomas, ont perpétué la tradition familiale.

exercer leurs professions de santé. La répartition géographique des médecins est assez équilibrée ; ils sont cependant plus nombreux dans le 5<sup>ème</sup> canton, c'est-à-dire dans le quartier de la rue du Calvaire et du boulevard Delorme<sup>51</sup>. La publicité pharmaceutique est présente dans les journaux locaux. On peut y lire des réclames pour le traitement des voies respiratoires, du tube digestif, de la douleur, de l'hygiène féminine. Les Grains de Vals, la Crème Simon ou « Talisman de Beauté » à base de glycérol d'oxyde de zinc parfumé « adoptée par toutes les grandes artistes », les bains amaigrissants Clarks voisinent avec la Vacurine, pommade contre les plaies variqueuses, la lotion anti-calvitique Baudry qui rend la vigueur et la teinte première du cheveu, ou la Peladine qui en arrête la chute, produits fabriqués par les Laboratoires Fontan, 15 rue Mercœur, à Nantes.

C'est le 1<sup>er</sup> juillet 1930 qu'entre en vigueur la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances Sociales obligatoires. Les assurés qui peuvent exciper de 60 cotisations journalières avant le 1<sup>er</sup> juillet bénéficient du service des prestations en nature ou en espèces destinées à couvrir les risques maladie ou maternité. À Nantes, les bureaux de la Caisse départementale, primitivement ouverts 1 place de la Monnaie, sont transférés à la fin de 1930 dans des locaux à l'installation très sommaire situés au rez-de-chaussée et à l'entresol du 9 de la rue de Strasbourg.

La santé mais aussi les accidents sollicitent l'intervention du service des ambulances municipales dont les tarifs sont révisés le 1<sup>er</sup> mars 1927 (15 francs le transport d'une personne malade ou accidentée) et celle du service municipal des Prompts-Secours. Ainsi, en 1921, celui-ci a répondu à 2 686 appels : 584 concernent des personnes qui ont été transportées en raison d'accidents divers et 2 102 l'ont été pour maladie. Le nombre des interventions passe en 1929 à 4 721, ce qui représente 14 blessés ou malades en moyenne par jour, relevés ou transportés. En août 1922, l'effectif total des pompiers à Nantes est de 71 hommes et de 3 officiers dont 1 médecin-major (non permanent) formant une compagnie. Elle reçoit, en avril 1928, une nouvelle échelle mobile sur chassis Delahaye, qui a fait le trajet Paris-Nantes à la vitesse moyenne de 35 km/heure, arrivant même en haut de la côte de la Seilleraye à 25 km/heure. Son développement complet, effectué en moins de 30 secondes, porte sa hauteur à 30 mètres. Les sorties des sapeurs-pompiers ont été, en 1929, de 421, soit plus d'une par jour. Ils ont combattu 340 incendies ou feux de cheminée, dont 55 importants et 10 très graves. Treize maires de communes rurales ont fait appel aux petites voitures rouges pour des sauvetages divers dans les fermes ou les bois. Un des incendies les plus marquant en ville avait été celui, en juillet 1927, du garage l'Auto-Palace Nantais, fondé par la maison de Dion-Bouton, 29 rue de Strasbourg. Une formidable explosion dans les dépendances situées au 8 rue de la Commune, suivie d'un terrible incendie, avait bloqué dans leur logement des personnes qui ont sauté par les fenêtres. Résultat : trois morts et plusieurs blessés. À la suite de ce drame, la presse locale se déchaîne contre les réservoirs d'essence et les établissements dangereux implantés en ville. « *Les citadins vivent au milieu de volcans* », clame-t-elle, et elle donne des exemples de dépôts clandestins de 7 000 litres d'essence dans une cave, ou de cheddite au deuxième étage d'une maison, ou encore de l'entreposage de 50 000 mètres de films inflammables au lieu des 5 000 autorisés.

La santé réclame que l'on se préoccupe d'abord de l'hygiène. On continue donc la construction de bains-douches. Ceux de la rue Noire et de la rue Michel Rocher s'ajoutent à ceux déjà existants du quai de la Maison Rouge, de la rue Duplex et de la rue de la Pelleterie. Alors que le nombre d'abonnements au service d'eau est de 11 033 au 1<sup>er</sup> janvier 1920, on est étonné de constater qu'en 1930 le service d'eau à Nantes n'a pas plus de 13 083 abonnés, ce qui prouve qu'il y a encore pas mal de puits et de citernes et laisse entrevoir le manque d'hygiène et de confort.



La production journalière moyenne d'eau est alors de 20 000 m<sup>3</sup>. C'est donc très peu face aux problèmes d'hygiène. Surtout lorsque l'on sait que la gare de l'État, depuis le comblement de la Boire Toussaint, achète 600 m<sup>3</sup> par jour, et que les jardiniers, les maraîchers et certains industriels sont de gros consommateurs. Toutefois, avec la sécheresse de l'été 1928, ce sont 24 000 m<sup>3</sup> qui sont tirés chaque jour de la Loire et même, certains jours, 27 000 à 28 000 m<sup>3</sup> sont filtrés et envoyés en ville.

La construction de tout un réseau d'égoûts se poursuit, la distribution du gaz et de l'eau s'améliore. En 1920 et 1921 la ville fait l'achat de quatre balayeuses de rues. Jusqu'alors, d'antiques tombereaux servaient à l'enlèvement matinal du contenu des poubelles. La hauteur du véhicule et l'inconfort de l'échelle qui en permettait l'accès rendaient difficile le transfert des ordures ménagères de la poubelle dans le tombereau, tant et si bien que les chaussées nantaises étaient souvent couvertes de débris qui déshonoraient les rues. Désormais, le problème est résolu : les nouvelles voitures, avec leurs formes basses, permettent de vider facilement les poubelles, et la clôture métallique de la caisse assure l'herméticité de la fermeture. Vingt-cinq à trente de ces nouvelles voitures sont mises en service dans le courant de l'année 1921, et fin 1923 la ville sera desservie par quatre-vingt voitures semblables. Chaque attelage de deux chevaux obéit à la voix. Le conducteur suit le véhicule et, avec une pelle, jette dans la benne la majeure partie de ce que deux femmes au langage imagé, bien connues des Nantais sous le surnom de « Dactylos de Grandjouan », y poussent avec leurs balais de bouleau.

C'est également en raison de ce souci d'hygiène que la municipalité décide l'installation en ville, ou le déplacement, de nombreux urinoirs publics ; les arrêtés municipaux en font foi. Ils sont à trois, quatre, voire même à cinq places, adossés à un mur ou placés à l'angle de deux rues. La ville met aussi à disposition des Nantais des water-closets : par exemple, l'arrêté du 11 mai 1920 précise la mise en place de trois installations, l'une sur le terre-plein du marché de Feltre, l'autre rue Corneille au Théâtre Graslin, le dernier au Jardin des plantes du côté de la rue Gambetta. Alors que le droit d'usage en était jusque là généralement de 0,10 franc, il est fixé à 0,20 franc par personne. Les dépenses afférentes à l'installation de ces édifices sont amorties par les droits d'affichage que concède la ville à L'Omnium français de publicité jusqu'au 30 juin 1924, puis à l'Agence nationale d'affichage qui, à cette date, paye à la ville une redevance annuelle de 36 160 francs. C'est une bonne façon d'utiliser les fonds privés à l'hygiène et à la santé publique.

## 6

LA VIE LITTÉRAIRE  
ET ARTISTIQUE

À Paris, Montparnasse, autrefois quartier calme et champêtre avec fermes et vergers ainsi que de nombreuses écuries et remises pour les voitures des transports parisiens, est le centre des plaisirs et des distractions des artistes et des intellectuels. On y fait la fête. On est loin d'avoir épuisé la boulimie de plaisirs, de lumière, de gaspillage née au lendemain de l'armistice, après quatre années d'austérité.

## Les années folles et la mode à la garçonne

Si tous les jours s'ouvrent de nouveaux bars, des hôtels, des restaurants, des dancings, c'est au *Dôme* et à *La Rotonde* que les artistes se retrouvent autour d'un café crème, la boisson à la mode. On y rencontre Léger, Foujita, Soutine, Zadkine, Van Dongen, Derain, mais aussi Cocteau, Cendrars, Salmon, Max Jacob. On y croise également une jeune femme surnommée Kiki, rieuse, insouciant, bien en chair, modèle de Foujita et de Derain. Elle vit un amour tumultueux avec Man Ray, un artiste de Philadelphie très lié avec Marcel Duchamp.

Les « boîtes » sont à la mode : *Caméleon*, *Dingo*, *Select*, *Viking* ou *Dominique*. L'un des endroits les plus chics est le *Jockey*. Ici on y rencontre Cocteau, Aragon, Crevel, Hemingway ou Scott Fitzgerald. Au *Bœuf sur le toit* l'atmosphère est moins encombrée. Paul Morand, face de bouddha et costumes taillés à Londres, discute avec Drieu La Rochelle.

L'année 1920 marque un réel tournant dans la mode. À cela une raison majeure : la femme s'émancipe. La guerre a entraîné la disparition de nombreux hommes. Dans l'Europe d'après-guerre, les femmes sont désormais majoritaires. Par ailleurs, les hommes démobilisés, encore

marqués par le conflit, ne cherchent plus systématiquement à fonder une famille. Ils désirent une compagne mais pas d'enfants. D'où cette recherche d'une femme un peu garçonne. L'ouvrage émancipateur de Victor Margueritte, *La Garçonne*, va devenir le symbole de cette période. Le carcan du corset disparaît, le corps flotte plus librement, plus sensuellement aussi, sous des robes plus courtes. Les cheveux également raccourcissent, ainsi que le chante Dréan en 1924 : « *Elle s'était fait couper les cheveux.* » La silhouette de la femme se modifie très vite. La principale caractéristique des tenues : la simplicité, le dépouillement, le refus de la fanfreluche et du superflu, héritage du quotidien de la guerre, du travail féminin, de la nécessaire liberté du corps dans ses mouvements. Si le tailleur, en 1920, reste classique, la grande innovation est dans la robe pour danser.

Les tissus sont des crêpes de Chine, des crêpes georgette, des satins brillants. Les tons sont clairs, les imprimés rares, mais des dessins surimposés de broderies ou perles de couleur. Pour sortir du bal on revêt des collets ou des manteaux de renard blanc ou de taupe. Coco Chanel taille des jupes et des tailleurs dans des plaids anglais, et elle adore les courses de chevaux. Elle habille les femmes en noir, leur fait porter du blanc et du bleu marine comme les écolières. On la raille : « *Maintenant les femmes ressemblent à des petits télégraphistes.* » Elle passe outre. Le costume de tricot triomphe, puis bientôt le turban de jersey. Ce sont aussi Vionnet, avec ses robes à « l'égyptienne », et Schiaparelli, qui fabrique ses vêtements dans de la toile à torchon ou de la toile à sac. La fantaisie est fournie par les accessoires : sacs pailletés, fume-cigarettes interminables, poudriers incrustés de coquilles d'œufs, éventails en plumes d'autruche... Paris se passionne pour les dos dénudés des robes de Paul Poiret. La femme libérée redécouvre l'opulence des parfums capiteux. En 1921 apparaît « N° 5 » de Chanel, et en 1925 Guerlain sort « Shalimar », un parfum ambré.

À La Baule, les baigneurs sont de plus en plus nombreux et élégants. La plage la plus exquise, la plus gaie, est animée par un casino agrandi et embelli qui donne des représentations artistiques et des fêtes d'un attrait exceptionnel. Le ministre des Travaux publics, André Tardieu, inaugure, le 1<sup>er</sup> août 1927, les gares fleuries de La Baule et de La Baule-les-Pins, et pose la première pierre du boulevard maritime ou « boulevard de mer » dont le rôle sera de relier Pornichet à La Baule pour n'en faire qu'une seule agglomération alors même qu'il est déjà bordé de villas aux styles aussi divers que luxueux.

Nantes, que l'on montre le plus souvent comme une ville industrielle et portuaire, est aussi un centre intellectuel et participe, comme beaucoup d'autres villes de province, aux aventures littéraires et artistiques de son époque. Elle possède de remarquables musées. Outre celui des Beaux-Arts inauguré en 1900 et le musée Dobrée, le Château des ducs est devenu aussi musée en 1924. À la demande du Comité régional des arts appliqués et par la voix de son président Préaubert, la municipalité accepte d'affecter le premier étage de l'aile du « Grand Gouvernement » du Château des ducs de Bretagne au musée des Arts décoratifs et nomme comme conservateur Stany Gauthier\*. Le catalogue de l'exposition qui s'y tient de juin à septembre 1924 permet d'en apprécier toute la richesse avec ses 1 022 pièces répertoriées : mobiliers et objets du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, pièces d'orfèvrerie et de céramique, collection d'armes et d'armures de M. de Rochebrune, art religieux, documents concernant le Vieux Nantes, collections de drapeaux et de décorations, exposition d'étoffes anciennes et de costumes, art breton, tapisseries prêtées par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts<sup>52</sup>. Stany Gauthier a été également à l'origine d'un remarquable « musée de Nantes par l'image » rassemblant à la Porte Saint-Pierre une exceptionnelle collection de dessins et de gravures où se lit tout le passé de la ville, et d'un musée d'Art religieux, à La Psalette, dont les objets et gravures sont aujourd'hui regroupés dans les réserves du château<sup>53</sup>.

Le musée des Salorges, fondé en 1924 par Louis et Maurice Amieux dans les locaux de l'ancienne conserverie de Joseph Colin, 9 rue des Salorges, est inauguré officiellement le 12 mai 1928. Y sont présentés 500 objets, 1 300 gravures, un millier de livres et documents. « *Il s'agit d'évoquer le passé fluvial, maritime, colonial, commercial et industriel de Nantes* », comme le précise la plaque de marbre apposée au Château des ducs où la collection de ce musée offerte à la ville par les frères Amieux en 1934 est aujourd'hui conservée.

### Les écrivains nantais

Pendant cette période, Nantes n'oublie pas de célébrer les grands aînés, ceux qui ont contribué au prestige de la ville. C'est le cas de Jules Verne, dont le centième anniversaire de la naissance est commémoré, le 11 mars 1928, par d'importantes manifestations culturelles au Jardin des Plantes, au pied du monument élevé grâce à la souscription nationale de tous les

petits écoliers de France. Dans son discours, Gaston Veil se demande « si les jeunes gens de notre siècle, celui du sous-marin et de l'avion qu'il avait prévus, liront Jules Verne avec le même intérêt ». Dans la matinée, des séances gratuites de cinéma au Katorza, au Palace, à l'American-Cosmograph et au Royal-Ciné ont précédé l'audition de la musique municipale et de chœurs populaires au Jardin des Plantes.

Cette même année, le prix Sobrier-Arnould est attribué par l'Académie française à Marguerite Allotte de la Fuye, née Pichelin, pour une biographie de son oncle – *Jules Verne, sa vie, son œuvre* –, éditée chez Simon Kra, écrite en s'inspirant de documents familiaux inédits et du résultat de ses recherches personnelles à Nantes, à Paris et à Amiens. Elle publie de nombreuses pièces de théâtre – *Le Confesseur, Saint Antoine de Padoue, Bethsabée* –, inspirées par ses profondes convictions religieuses. La création du *Maître de la Mort*, avant la guerre, est un triomphe<sup>54</sup>.

« La guerre n'a pas apporté de grandes nouveautés en littérature ; par contre il s'est formé une foule de groupes, sous-groupes, petites chapelles qui lancent volontiers l'exclusive et dont les fidèles s'assemblent suivant une doctrine souvent bien vague, fréquemment en vertu d'amitiés scellées autour des tables de café... comme la "Closerie des Lilas". » Ainsi s'exprime Marc Elder lors d'une conférence donnée le 10 janvier 1921 à l'Institut supérieur des lettres. Comme en politique, il la classe en trois catégories. Une littérature de droite : Maurras et tous les écrivains qui se réclament de la tradition, du classicisme. Au centre : René Boylesve, Colette, soucieux de traditions mais de sensibilité plus frémissante, de formule moins rigide. Et à gauche, les « Rouges », chez lesquels il dénonce beaucoup de bluff. Au cours de cette conférence, il dit encore quelques mots sur les « unanimistes » comme Jules Romain et Georges Duhamel, et sur les « cubistes » tels Guillaume Apollinaire, Jean Cocteau, Max Jacob, André Salmon.

Le mouvement surréaliste, dont on dit qu'il a pris naissance à Nantes avec la rencontre d'André Breton et de Jacques Vaché, y est encore présent avec Benjamin Péret, Claude Cahun et Jean Sarment.

Benjamin Péret est né à Rezé le 4 juillet 1899. D'abord correcteur d'imprimerie, puis co-directeur des premiers numéros de *La Révolution surréaliste*, il fut le seul, parmi les promoteurs de ce mouvement, à demeurer toute sa vie strictement fidèle à son esprit. Cette fidélité fit de lui une sorte de poète « maudit », d'autant plus qu'il ne répondit jamais

#### « MARC ELDER », PRIX GONCOURT 1913

Dès la fin de ses humanités, Marcel Tendron commence à écrire son premier roman, *Une crise*, dont il place l'action à Nantes, sa ville natale, et qu'il signe Marc Elder\*, pseudonyme tiré de son prénom Marc...el, auquel il ajoute trois lettres de son nom de famille. Avant d'avoir terminé son roman, il décide d'aller à Paris en mars 1904, où il est accueilli par Octave Béliard, médecin nantais, qui lui ouvre les portes de la société littéraire parisienne et où il rencontre les Nantais Aristide Briand, Gabriel Guist'hau, mais aussi Alphonse de Châteaubriant, Romain Rolland, Octave Mirbeau, ainsi que les peintres Claude Monet et Auguste Renoir.

Il collabore alors en qualité de critique littéraire et artistique à *La Grande revue, L'Art et les artistes, La Revue française, La Revue de Paris*, et publie nouvelles et contes dans plusieurs quotidiens. Dans le même temps paraissent deux romans, *Trois Histoires*, en août 1907, et *Marthe Rouchard*, en 1910. Marc Elder commence à être connu et reconnu. La soif de découverte de son esprit artistique multiforme le fait beaucoup sortir. En 1910, au cours d'un concert, il rencontre Germaine Malaval, jeune violoniste de 18 ans, qu'il épouse le 26 janvier 1911 et avec laquelle il s'installe à Boulogne, 68 rue Jean-Baptiste Clément. Le couple est heureux ; un garçon, Yves Georges, naît le 21 juin 1912. Et le prix Goncourt 1913 est attribué à Marc Elder pour *Le Peuple de la Mer*.

Mobilisé au début de la Guerre mais, réformé en raison de son état de santé, il poursuit son œuvre d'écrivain et donne à quelques quotidiens des contes inspirés des événements. Après le conflit, grâce à Gaëtan Rondeau, il est nommé archiviste-bibliothécaire du Théâtre Graslin puis, à partir de 1921, secrétaire délégué de l'administration municipale aux Beaux-Arts, ce qui lui permettra de suppléer éventuellement le conservateur du musée des Beaux-Arts. En mai de cette même année 1921, il accomplit une mission officielle d'information sur la situation en Syrie dont le territoire avait été placé sous mandat français par la Société des Nations.

Marc Elder est nommé conservateur du Château des ducs par arrêté du 19 décembre 1924. Cette fonction comporte l'attribution d'un logement au château, ce qui ne manque pas de favoriser son inspiration. Fixé maintenant à Nantes, il s'intègre à un groupe d'amis qui se réunissent chez Brochard, un bouquiniste tenant une sorte de cabinet de lecture à l'angle de la place Bretagne et de la rue du Pont-Sauvetout. Il y rencontre Emile Gabory, historien conservateur des Archives départementales ; Fernand Pineau-Chaillou, conservateur du musée des Beaux-Arts ; Marcel Giraud-Mangin, conservateur de la Bibliothèque municipale ; Gaëtan Rondeau, secrétaire général de la ville ; Octave Béliard, médecin et écrivain ; Jules Grandjouan, dessinateur de *l'Assiette au Beurre*. En contact avec des amis érudits, pourvu d'occupations qui le passionnent, Marc Elder poursuit son œuvre littéraire avec courage, malgré les attaques de plus en plus fréquentes de la maladie. Il utilise alors, avec le plus grand bonheur, des thèmes locaux ou régionaux : *La Belle Eugénie, La Maison du Pas-Périlleux, Les Dames Pirouette, Le Pays de Retz*. En 1930, il rédige deux biographies : l'une de Jacques Cassard ; l'autre d'Auguste Renoir. Dans *La Bourrine*, en 1932, roman du marais vendéen, les personnages sont magistralement campés, les paysages et les ciels décrits avec vérité. Avec ce roman, c'est la Vendée encore attendue, du début du siècle, qui est décrite.

Son dernier ouvrage, *Cendres de la Nuit*, paraît en juillet 1933, quelques semaines avant sa mort. Un « abîme moral et physique » tenaille Marc Elder dont les séjours de repos à Saint-Fiacre-sur-Maine se font de plus en plus fréquents. C'est là qu'il décède dans la nuit du 15 août 1933. Il repose désormais dans le caveau familial, dans la partie la plus ancienne du cimetière Miséricorde<sup>55</sup>.



que par l'insulte et le sarcasme aux impératifs et aux normes de la société. Entré au Parti communiste en 1925, il se rallie à l'opposition trotskiste. Parmi ses poésies écrites durant les années 20, on peut mentionner *Le Passage du transatlantique* (1920) et *Le Grand jeu* (1928). Il s'est éteint à Paris le 17 septembre 1959. André Breton, dans *Nadja*, publié en 1928, n'hésite pas à le nommer et lui donne ainsi ses titres de noblesse dans le mouvement surréaliste : « *Mais qui me donnait-on charge ainsi, plus que chimériquement, d'accueillir, de conseiller ? Quelques jours plus tard, Benjamin Péret était là*<sup>56</sup>. »

Un curieux personnage gravite autour du surréalisme et d'André Breton : c'est Claude Cahun, fille de Maurice Schwob, petite-fille de Georges Schwob qui acheta en 1876 à Evariste Mangin *Le Phare de la Loire*. Georges Schwob avait épousé une femme au jugement littéraire sûr, Mathilde Cahun, ce qui explique le pseudonyme de Claude Cahun que prend Lucy Schwob. Née à Nantes le 25 octobre 1894, elle a une jeunesse dorée, nurse anglaise, études à Oxford puis, vers sa vingtième année, à la Sorbonne. Elle admire beaucoup son oncle Marcel Schwob, homme d'une culture immense, romancier, éditorialiste, conférencier, poète ami de Heredia et de Verlaine. Après la guerre elle s'installe à Paris avec Suzanne Malherbe, Nantaise elle aussi, fille d'un médecin renommé, ancienne élève de l'école des Beaux-Arts. « *Elles forment toutes deux un des grands couples féminins du siècle* », peut-on lire dans un essai de François Leperlier, *Claude Cahun, L'écart et la métamorphose*. Claude Cahun est une personnalité excentrique : « *J'ai la manie de l'exception* », écrit-elle en 1930 dans son autobiographie, *Aveux non avendus*, préfacée par Pierre Mac Orlan. Elle est, en effet, toutes les exceptions à la fois : poète, photographe, comédienne, traductrice, essayiste. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle vit à Jersey, toujours avec Suzanne Malherbe, et mène des actions de résistance. Arrêtée et condamnée à mort, elle échappera de peu à l'exécution et mourra dans son île d'adoption en 1954<sup>57</sup>.

Poète, auteur dramatique, romancier, comédien, Jean Sarment, pseudonyme de Jean Bellemère, voit le jour à Nantes le 13 janvier 1897, dans une maison toute proche du Théâtre de la Renaissance. Dans son roman autobiographique publié en 1922, *Jean-Jacques de Nantes*, il se présente ainsi :

« Il naquit à Nantes, la ville grise au bout de la Loire. Il y pleut deux cents fois par an et le ciel, aux plus beaux jours, y est pâle comme la robe des "Vierge Marie" sur les images de Sainteté qui ont séjourné au soleil.

Il naquit près la place Viarme, en cette rue Porte-Neuve où, d'une fenêtre, aux temps héroïques, le général Charette de la Contrie, marchant à la mort, reçut l'absolution plénière... La rue est calme et sent les légumes. Le samedi, jour de foire, les chevaux des carrioles butent sur le pavé haut, et les bestiaux y passent, lents et calmes, comme s'ils allaient à l'abreuvoir. Il naquit dans l'épicerie. À la mairie, il fut enregistré sous le nom de Jean-Jacques. Il avait un nom de famille que jamais sa famille avant lui n'illustra. »

Jean Bellemère, dont le père est représentant de commerce, fréquente le Grand lycée. De la classe de seconde à celle de rhétorique, il se lie d'amitié avec Eugène Hublet, né en 1896 à Cholet, dont les parents sont marchands de parapluies, Marcelin Hogier, dit Pierre Bissérié, né à Alger en 1896, qui a un père pharmacien militaire, et Jacques Vaché, né à Lorient en 1895 par les hasards de garnison, son père étant officier d'artillerie de Marine, dans la Coloniale.

Ce petit cénacle, disciple admiratif du Père Ubu et de son auteur, Alfred Jarry, arpente souvent les allées du Jardin des Plantes, ou trône aux terrasses des grands cafés, narguant les bourgeois nantais. La bande des quatre se nourrit des lectures à la mode, admire Nietzsche et Schopenhauer, d'où son pessimisme hautain, et s'amuse à rédiger un ouvrage au titre ésotérique, *Ce que les sârs ont dit* (1913). Il suffit de lire quelques lignes de *Calvacadour*, roman autobiographique de Jean Sarment, pour connaître les faits glorieux de cette bande.

« Il est méritoire, jeunes dandys à l'extérieur glacé, de faire retourner le bourgeois rue Crébillon en promenant des ballons rouges au dessus de parapluies ouverts par tels après-midis torrides. Il y a de l'humour à braver l'indignation des aristocrates locaux par l'adjonction d'un mot au libellé d'une pancarte. Un lévrier frais empaillé est exposé devant la porte de l'empaillieur Sotot : "Chien... (d'ivrogne)... appartenant à monsieur le marquis de Bouffemart", dira la pancarte ; toute la ville a défilé devant. C'est une réussite. Il y a de l'insolence inventive à fixer avec des punaises des petites annonces à la porte de la cathédrale : "À vendre divan moelleux, collection de dessous féminins ; s'adresser à Monseigneur". »

Le baccalauréat passé, le « Groupe de Nantes » se disperse. Jean Bellemère, réformé, devient Jean Sarment, acteur connu au Théâtre de l'Odéon, à Paris, et fait une tournée d'un an avec la troupe de Jacques Copeau. C'est aussi un auteur dramatique. Parmi les quelque vingt pièces de théâtre qu'il a laissées, il convient de citer : *La Couronne de carton*, son premier succès, monté par Lugné-Poë en 1920 au Théâtre de l'Œuvre ; *Je suis trop grand pour moi*, représenté sur la scène de la Comédie-Française en 1924 ; et surtout *Léopold le bien-aimé*, créé par Louis Jouvet à la Comédie des Champs-Élysées en 1927 et qui connut un succès retentissant. C'est à lui que l'éditeur Émile Paul, qui entre-



prend la publication d'une série de volumes de luxe sous le titre général *Le Portrait de la France*, confie la rédaction de l'ouvrage sur Nantes.

Après l'éclatement du petit groupe nantais, Jacques Vaché s'inscrit à l'école des Beaux-Arts dont le directeur est Luc-Olivier Merson. Blessé au mollet en Champagne, le 25 septembre 1915, Jacques Vaché, révolté intégral, est rapatrié à l'hôpital militaire de la rue du Bocage, l'actuel lycée Guist'hau. C'est là qu'il rencontre André Breton, étudiant en médecine versé dans le Service de santé et affecté à Nantes en juin 1915 comme infirmier. Puis il retourne au front en qualité d'interprète auprès des troupes britanniques. Le mardi 7 janvier 1919, on le découvre mort dans une chambre du deuxième étage de l'hôtel de France, place Graslin. Suicide ou overdose...? Eugène Hublet est tué sur la Somme le 27 octobre 1916. Pierre Bissérié reprend des études de médecine à Nantes et meurt accidentellement en 1929. Jean Sarment, le seul survivant du groupe nantais en 1930, décèdera à Paris le 29 mars 1976 et sera inhumé au cimetière de Pornic, ville où il aimait séjourner<sup>58</sup>.

Dans un autre genre – on pourrait dire un autre monde – l'œuvre d'Alfred Rebelliau est importante. Élève fort brillant au lycée de Nantes, ce fils de Louis Rebelliau, employé des Postes, et de Joséphine Duret, est né le 15 avril 1858. Condisciple à l'École normale supérieure, d'Henri Bergson, de Jean Jaurès, d'Alfred Baudrillard, il débute comme professeur à la faculté des lettres de Rennes, tout en préparant sa thèse de doctorat qu'il soutient à la Sorbonne sur le thème suivant : « Étude sur l'histoire des variations et sur les controverses entre les protestants et les catholiques au XVII<sup>e</sup> siècle ». Son œuvre est double : l'une de propagande française à l'étranger, l'autre de lettres pures. Il participe à la grande *Histoire de la langue et de la littérature française* de Petit de Julleville, à *L'Histoire de France* de Lavis et Rambaud, et écrit en 1913 *Le Fait religieux en France*, apprécié de tous ceux que préoccupe sérieusement l'idée religieuse.

Dès 1893, Alfred Rebelliau est nommé conservateur des Bibliothèques de l'Institut, dont il devient membre en 1912 ; puis, en 1921, est désigné pour diriger la Fondation Thiers. Un jour, il rencontre Aristide Briand place Graslin. « *Je fais la Séparation* », lui dit avec sa familiarité habituelle son ancien camarade de lycée, *mais une chose m'embête, la théologie.* » Et peu après, un cours s'ouvre à la Sorbonne où Alfred Rebelliau prend pour sujet « *L'histoire des idées religieuses en France depuis la Réforme jusqu'à nos jours* ». Rebelliau reçoit la rosette de la Légion d'honneur en septembre 1927.

Edouard Lemé, chroniqueur littéraire du *Phare*, annonce, le 2 janvier 1927, la naissance d'un écrivain, Jacques Massoulier, tout jeune auteur né au début du siècle, qui vient de publier son premier livre : *Dans la peau d'Annette*. « *L'astucieux écrivain, écrit le critique, prétend s'insinuer dans la peau d'une innocente jeunesse qu'il a choisie pour sujet ; pénétrer aux secrets recoins de sa personne, de sa pensée ; sentir à son lieu et place au contact de ce qui sera une humble vie...* » Il ne semble pas que cet auteur ait laissé beaucoup de souvenirs dans la littérature.

Il convient de citer également Octave Béliard qui, avec *La petite fille de Michel Strogoff*, obtient le grand prix Jules Verne en 1927. Quant à André Cormerais, alors professeur agrégé au lycée Corneille de Rouen, il est couronné par l'Académie française qui lui décerne, le 4 juillet 1929, l'un des prix Montron littéraires pour son ouvrage, *Sur les flots*, dans lequel il conte la vie d'un inscrit maritime qui, parti mousse à treize ans, est arrivé grâce à son énergie au grade d'officier de 1<sup>re</sup> classe des équipages, après avoir accompli des exploits en Méditerranée pendant la guerre.

Alors qu'Anatole France allait recevoir le prix Nobel le 10 novembre 1921, à Nantes plusieurs sociétés d'art et de littérature se créent et éditent des revues.

### Sociétés d'Art et de Littérature

*La Gerbe* (32 numéros d'octobre 1918 à mai 1921) est une revue mensuelle, du format d'un livre ordinaire, comportant en moyenne trente pages. Au sommaire, des articles de fond, parfois le compte rendu des Salons parisiens ; fréquemment des nouvelles et des poèmes suivent diverses chroniques régulières, celle des « livres » et celle d'un « artiste », celle de la musique et du cinéma ; plus rarement une page économique ou financière. De nombreuses illustrations, dessins ou gravures, enrichissent chaque numéro.

C'est un jeune Nantais de 26 ans, ancien élève du collège Saint-Stanislas, Albert Gavy-Béledin, qui en est le fondateur. Appartenant à une famille de musiciens, il possède une solide culture musicale acquise auprès de son père, titulaire des grandes orgues de la cathédrale, et au conservatoire de Nantes, puis de Paris, près de son oncle Ernest Legrand, compositeur. Amateur de musique symphonique moderne, adepte fervent

# LA GERBE



Le Numéro : 1 fr. 50 net.

Directeur : Albert GAVY-BÉLÉDIN  
12, Rue des Arts, NANTES (Loire-Inférieure).

Couverture du n° 3 de La Gerbe  
dessinée de Paul De Tombe

de l'École française, il manifeste un véritable culte à Gabriel Fauré et à Claude Debussy, mais admire également les œuvres de César Franck, Maurice Ravel et de son ami nantais, Paul Ladmirault. Le siège de *La Gerbe* se situe 12 rue des Arts (aujourd'hui rue Jean Jaurès), au domicile d'Albert Gavy-Bélédin, le rédacteur en chef. En avril 1920, il épouse Jeanne Destranges, fille de François Salières, fondateur du *Populaire* en 1874. Elle était veuve d'Étienne Rouillé, dit Destranges, un homme passionné de musique et d'art lyrique bien plus âgé qu'elle. Érudite, plein

d'ardeur et d'enthousiasme, celui-ci avait introduit à Nantes l'œuvre de Wagner. Son union, d'où naquit une petite fille, Gwenola, fut de courte durée ; il décède le 30 avril 1915. Grâce à Maurice Schwob et Gaëtan Rondeau, Jeanne entre à la rédaction de *La Gerbe* et fait ainsi la connaissance d'Albert Gavy-Bélédin. Les buts des rédacteurs de *La Gerbe* sont de former le goût du public à l'art et de célébrer la beauté. Mais l'histoire de la revue, en dépit de nombreux échanges européens et d'un tirage croissant, devait s'achever rapidement, avec le numéro de mai 1921, pour des raisons financières<sup>59-60</sup>.

L'Institut de l'Ouest, fondé en novembre 1918 et dont le président est le poète Marcel Béliard, organise des concerts, des soirées littéraires, musicales, scientifiques, des représentations théâtrales et des matinées enfantines, des expositions de peinture, des concours littéraires et musicaux, qui font connaître les œuvres des jeunes auteurs nantais et régionaux. *La Revue de l'Ouest*, son organe d'information, en publie les premières œuvres et s'intéresse plus spécialement à tout ce qui est nantais : le vieux manoir de la Hautière, Louis XIV à Nantes, la Nantaise Sophie Trébuchet, l'âme nantaise. Toutes les gloires littéraires régionales y collaborent : Charles Le Goffic, Théodore Botrel, Dominique Caillé, Camille Le Mercier, d'Erm, O. de Gourcuff, le baron G. de Wismes, Marcel Béliard...

L'Institut de l'Ouest fonde également une troupe lyrique et dramatique, le Théâtre d'Art, dont la direction est confiée à Gilbert Dupé qui donne de nombreuses représentations à Nantes et dans les villes de la région. L'Institut organise avec *Le Journal*, le 12 septembre 1920, le Concours régional de Beauté. C'est uniquement un concours de têtes et de costumes destiné à sélectionner une représentante de la région nantaise. Il est précisé dans le règlement que « les concurrentes ne sont pas exposées à la curiosité publique. Elles sont reçues isolément par les jurés, assis derrière une table, et se contentant de marquer silencieusement une note allant de 1 à 10 ».

Deux années plus tard, une nouvelle société d'art et de littérature se crée : Le Flambeau Nantais. Lors de sa réunion constitutive, en novembre 1920, les quinze membres présents élisent à leur présidence Thomas Maisonneuve et se proposent de « décentraliser et de vulgariser par tous les moyens (conférences, auditions, représentations, etc.) les meilleures œuvres des auteurs régionaux classiques ou modernes ». Pour atteindre

ce but, la société comporte quatre sections : chant choral, comédie-drame, musique instrumentale, et opéra, opéra-comique, opérette. Son comité d'honneur est composé de personnalités : Charles Causel, préfet ; Aristide Briand, député ; Gabriel Guist'hau, député, ministre de la Marine ; Maurice Sibille, député ; Paul Bellamy, maire. Une permanence est ouverte au siège social, 30 boulevard Delorme, les mardi et jeudi de 18 h 30 à 19 h, et le dimanche de 10 h à 11 h.

Quelques jours après l'annonce de cette naissance, *l'Ouest-Eclair* (8, 9 et 14 décembre 1920) se fait l'écho d'une polémique qui s'ouvre entre les deux sociétés, l'Institut de l'Ouest accusant Le Flambeau Nantais de vouloir le « consumer ». Il est vrai qu'on peut constater la parfaite identité des buts poursuivis.

*Le Phare* du 28 février 1921 précise que le nombre des sociétaires du Flambeau Nantais qui n'était encore que de quinze en novembre dernier est maintenant de 120, que des cours de diction, des cours de comédie, des cours de mise en scène sont organisés, et que les conférences de vulgarisation accompagnées d'auditions auront lieu tous les quinze jours dans une salle du Château mise à disposition par la municipalité.

#### QUELQUES ACTIVITÉS DU « FLAMBEAU NANTAIS »

Voici quelques exemples de l'activité du Flambeau Nantais glanés dans un dossier des Archives municipales<sup>81</sup> :

- le 20 octobre 1921, salle Colbert, une causerie sur Molière et La Fontaine par Jules Truffier, artiste renommé de la Comédie-Française et professeur éminent au Conservatoire de Paris ;
- le 17 décembre 1921, salle Gigant, une conférence sur les compositeurs d'origine nantaise par Charles Collin, organiste de Notre-Dame de Rennes ;
- le 7 mai 1922, aux Salons Turcaud, un concert-bal avec le concours des meilleurs artistes nantais ;
- le 17 juin 1922, au Théâtre Graslin, un festival des œuvres d'Aristide Hignard, musicien et compositeur nantais ;
- le 10 février 1923, salle du Chapeau-Rouge, causerie consacrée à la danse faite par René Radigois, compositeur apprécié. En outre, Le Flambeau Nantais donne chaque année au Château quatre conférences gratuites destinées spécialement aux employés et ouvriers. Ainsi, le dimanche 17 avril de cette même année, M. Art, professeur de diction au Conservatoire, parle des « forces méconnues » que sont l'esprit d'observation et surtout la mémoire.

Entre-temps, *l'Ouest-Eclair* du 11 décembre 1922 titre l'un de ses articles : « Thomas Maisonneuve passe "Le Flambeau" à Louis Brisset. »

## NANTES-MONDAIN



Nantes Mondain.

Journal hebdomadaire sur la littérature, le théâtre, le cinéma et les sports.

(Collection Archives départementales de Loire-Atlantique Pr 237)

Journal Hebdomadaire

Fondé en 1890

THÉÂTRE LITTÉRATURE - BEAUX-ARTS - SPORTS

ALEXANDRE MORIN  
Directeur

OCTAVE BÉLIARD  
Rédacteur en Chef

Rédaction et Administration - 8, RUE VOLTAIRE

#### Autres revues littéraires :

• *Nantes le soir*, fondée en 1922 par Paul de Lajarte, qui comprend des comptes-rendus de théâtre, cinéma, carnet mondain, bals, mode, recettes de cuisine.

• *Nantes Mondain* (1921-1931), journal hebdomadaire dirigé par Alexandre Morin et dont le siège social est situé 8 rue Voltaire. Octave Béliard en est le rédacteur en chef. À titre d'exemple, le numéro 16 du 21 janvier 1922 a pour sommaire : Molière à Nantes ; Carnet mondain ; La question théâtrale ; Chronique théâtrale ; Lettre de Paris ; Ciné-Lettres ; Les sports ; Phonogrammes ; Sorciers, rêveurs et démoniaques ; Les pièces.

Ces publications font concurrence aux *Tréteaux nantais*, revue théâtrale et littéraire dont le numéro de juillet 1921 s'ouvre sur un article de Gilbert Dupé, directeur du Théâtre d'Art, troupe lyrique et dramatique de l'Institut de l'Ouest, qui rend responsables de la crise théâtrale les taxes qui grèvent toutes les exploitations artistiques.

Le 15 novembre 1925 paraît le premier numéro d'une revue, *La Ligne de Cœur* – 72 pages – dont le directeur est Julien Lanoë\*. Prévue mensuelle, sa publication sera en fait très irrégulière. De petit format, sa couverture est brune, ornée d'un graphisme brisé traversant un cœur, d'où le nom de la revue. Elle est vendue au prix de 4 francs.

En première page, un poème de Jean Cocteau, «*Enfance de l'Oiseleur*» :

Les pivoines de l'eau firent au ralenti  
La répétition des adieux du songe  
Et moi noyé, droit comme un i,  
Je traversai de la mer tous les étages  
Nos bouches fleurissaient des filles les oreilles  
Près des grenouilles, mortes la main sur le cœur.

Au sommaire :

- Gabriel Marcel, grand philosophe chrétien ;
- Raymond Radiguet ;
- Julien Lanoë qui tient une chronique de peinture et souligne, au sujet du Salon d'Automne, l'intérêt des œuvres de Deltombe et d'Émile Dezaunay.

Le numéro 2 de *La Ligne de Cœur* paraît en décembre 1925, avec un texte de Max Jacob, une lettre inédite de Léon Bloy et une défense de l'astrologie. Douze cahiers en tout, publiés jusqu'en mars 1928, vont marquer la place de Nantes dans la littérature moderne. Ils accueillent des grands poètes qui côtoient le surréalisme : Max Jacob, Pierre Reverdy, André Salmon ; des philosophes tels Gabriel Marcel, Jacques Maritain ou Robert Garnic, fondateur des Équipes et Semaines Sociales ; des romanciers comme Jean Aurenche et Louis Guilloux. L'esprit d'avant-garde qui y régnait – et qui dut surprendre plus d'un Nantais d'alors – conduit, néanmoins, à la recherche d'une spiritualité dynamique, insérée dans un courant religieux très ouvert aux préoccupations contemporaines. En 1928, Julien Lanoë, après avoir fait paraître son recueil *Vacances* tout en collaborant à la NRF, met fin à cette expérience, se consacrant à son travail professionnel et à sa famille : «*Écrire n'est pas mon métier et j'ai un autre état. "La Ligne de Cœur" était un passe-temps*», écrit-il dans la dernière publication<sup>62</sup>.

Pour l'anecdote, il faut également signaler *La Pince sans rire* (mars 1920-juin 1921), journal hebdomadaire sur la vie nantaise qui se veut être «*dur aux profiteurs et aux exploités, aux sectaires, aux routiniers et aux incapables, aux politiciens et à tous les parasites*». Sur la couverture, un homard avec une grosse pince explique le titre de cette revue critique dont la rédaction et l'administration siègent 5 rue Franklin<sup>63</sup>.

## Peintres nantais

Si les hommes de lettres nantais, écrivains, poètes ou romanciers, ne sont pas légion, il n'en est pas de même pour les peintres. On a du mal à croire possible l'importance en nombre de ces artistes – on en compte plus de vingt – qui, s'ils n'ont pas tous conquis la célébrité, ont produit des œuvres de grande qualité qui font honneur à leur ville natale. Cette richesse est due à la valeur de l'enseignement de l'école des Beaux-Arts de Nantes, mais également au dynamisme des galeries qui multiplient salons et expositions. Ils subissent l'influence des principaux courants picturaux du moment ainsi que celle de leurs maîtres, professeurs à l'école des Beaux-Arts de Paris ou d'Instituts en vogue.

L'Étrave, créée par le peintre Robert Villard, Nantais d'adoption, à son retour de l'exposition des Arts déco, en 1925, avait pour but de réunir les personnes créatives intéressées par l'art contemporain. L'association se veut ouverte à tous les domaines de la vie artistique pour faire connaître aux Nantais les recherches d'avant-garde, qu'elles soient dramatiques, musicales, littéraires et poétiques, cinématographiques, et bien sûr picturales. C'est à la galerie de l'Étrave, rue Lafayette, qu'a lieu en 1927 la «*première exposition de la néo-plastique*». Le groupe de Stijl est représenté à Nantes par un coiffeur de Nort-sur-Erdre, Jean Gorin, qui continuera à exercer son métier parallèlement à son activité artistique.

Influencé d'abord par Cézanne, Van Gogh ou Matisse, ensuite par Gleizes et Metzinger, Jean GORIN\* se consacre à partir de 1925 à la peinture abstraite, puis s'attache au néoplasticisme à la suite de sa découverte de Mondrian, en 1927, année au cours de laquelle il expose pour la première fois à Lille. Jean Gorin a vécu jusqu'en 1937 dans la région nantaise, et participa, en 1929, à la création de «*Cercle et Carré*» avec Michel Seuphor et Torres-Garcia. Il traite ses architectures comme des sculptures, par l'assemblage de formes simples, géométriques et vivement colorées. Le musée des Beaux-Arts de Nantes lui a consacré deux expositions de son vivant, en 1965 et 1977, et possède de lui 106 pièces : 21 peintures, 13 reliefs, 3 constructions, 44 dessins, 15 collages, 1 affiche et 9 estampes.

Du naturalisme académique de ses débuts on peut citer le dessin *Puits du XVème siècle du château*, plume et encre de chine daté de 1920, ou la peinture *Les bords de la Loire au Cellier* (1921), huile sur carton. Ce sont ensuite des compositions abstraites d'inspiration puriste comme celle



exposée actuellement au Musée : *Composition numéro 2* (1926). Il se lance enfin dans des constructions. Celle intitulée *Construction plastique numéro 97*, datée de 1930, a été achetée à l'artiste par la ville de Nantes, avec l'aide de l'État, en 1978.

À côté du néoplasticisme de Mondrian un autre courant pictural naît en 1924 : le surréalisme. C'est en réalité, nous l'avons vu, une affaire littéraire issue de la publication par André Breton du *Manifeste du surréalisme*, après sa rencontre à Nantes, en septembre 1915, avec Jacques Vaché. Selon ce mouvement, la peinture ne doit servir qu'à illustrer « le fonctionnement réel de la pensée ». Deux tendances existent au sein de cette peinture surréaliste. L'une est représentée par Ernst, Miro, Masson et Arp : on peut la qualifier d'abstraite. L'autre regroupe Magritte, Dali et Tanguy, qui retournent à la peinture traditionnelle en renouant avec l'illusionnisme et la technique ancienne. C'est à cette tendance qu'il faut rattacher le Nantais Pierre Roy.

De 1908 à 1914, Pierre ROY\* devient familier des « Fauves » et surtout des intellectuels qui les entourent : Apollinaire, Max Jacob et André Salmon. Après la guerre, il se lie vers 1920 avec les artistes qui devaient former le Groupe surréaliste et participe, en 1925, à la première exposition collective qui se tient à la galerie Pierre. Y participent : Arp, de Chirico, Ernst, Klee, Miro, Picasso, Man Ray. De Chirico écrit son admiration à Pierre Roy : « Vous savez combien je vous estime comme homme et comme artiste. Vous êtes une des personnes les plus finement intelligentes que j'ai jamais connues et vos derniers tableaux m'ont profondément impressionné par l'étrange grandeur lyrique qui les anime. » En 1926, son ami Louis Aragon rédige un étrange texte intitulé – Préface pour l'exposition de Pierre Roy qui est né à Nantes comme tout le monde ! –, qui commence ainsi : « C'est à Nantes qu'est né le monde, Nantes dont le plus beau monument touristique est cet S muet qui le musèle. L'S de perverSité, de Silence et de maîtreSse ; aube des S, vous touchiez de vos rayonS le port natal du peintre... »

Plusieurs œuvres de Pierre Roy figurent aux cimaises du musée des Beaux-Arts. *Adrienne pécheuse* (1919) permet de penser que l'atmosphère portuaire était propice aux interrogations existentielles et aux voyages intérieurs puisque le peintre se questionnait symboliquement sur la réalité des choses en plaçant des « leurres » au premier plan de sa composition. Il illustre des livres de bois gravés comme *Les Comptines*, en 1926. L'expo-



**Les Vestales.**

Tableau de Georges Brisson – septembre 1949.  
(Collection Société Académique de Nantes — photo André Bellanger)

sition « Le rêve d'une ville, Nantes et le surréalisme », réalisée au musée des Beaux-Arts du 17 décembre 1994 au 2 avril 1995, montre de nombreuses œuvres de Pierre Roy, en particulier *La traite* (1923), *Nature morte à la vasque antique* (1925), *L'heure d'été* (1929), *Appareil de téléphilie* (1929).

Ami de Pierre Roy, Georges BRISSON\*, séduit lui aussi par le surréalisme, épris d'indépendance et de nouveauté, « monte » à Paris. Mais la capitale ne peut le retenir tant il a une grande faim du monde et, dès 1924, il s'engage dans une longue vie de voyages en Afrique et en

Amérique. Les idéogrammes et les associations de couleurs qu'il recueille au sein de peuplades primitives lui inspirent un certain nombre de compositions qui sont les plus remarquables de son œuvre. Son travail, ouvert sur une période figurative – son autoportrait date de 1921 –, évolue vers l'esprit Arts déco (par exemple, ses faïences de Quimper décorées en 1923, et ses dessins effectués pour le catalogue de la fonderie familiale, laquelle réalisait des pièces de plomb, particulièrement des articles de pêche). Mais, *Souvenir d'amazone* (1924), exposé en 1995 au musée des Beaux-Arts de Nantes, est une œuvre non figurative née de la lecture d'un ouvrage sur les peuplades d'Amazonie. Revenu à Pont-Saint-Martin, il renouera avec la tradition figurative.

Vers le milieu des années 20, un personnage pittoresque hante les rues de Nantes. Il ne passe pas inaperçu avec sa stature grêle, son grand chapeau, sa chevelure épaisse et noire, sa voix cinglante, sa lavallière, un de ces extravagants pantalons juponnant qu'on nomme « à la Charleston », et sa grosse canne de bambou. Camille Briand n'est pas pris au sérieux. On l'appelle Aristide du fait de son patronyme, et, dans les bars où il passe souvent ses nuits, on se plaît à lui faire réciter ses œuvres. Abandonnant le nom de Briand, il devient BRYEN\*. Un recueil de ses poèmes est publié par Jehan Humbert, *Opopanax*. En 1926, il quitte Nantes et gagne Paris ; Montparnasse le retient. Il exécute des dessins spontanés, s'intéresse aux graffiti, à tous les procédés que les surréalistes préconisent. Ami de Duchamp et marqué par son influence, il crée des objets. Ce n'est qu'à partir de 1934 qu'il s'intéressera à la peinture et seulement après la Seconde Guerre qu'il lancera avec Riopelle, Ubac et Hartung, le mouvement de la non-figuration. Ses œuvres aux cimaises du musée de Nantes montrent bien qu'il est peintre tardif : *Tellurie* (1952), *Je peins, je* (1954), *Couleur-fission* (1957), *Différent-ciel* (1963). On sera particulièrement sensible à ses mosaïques de petites surfaces de couleurs de plus en plus tendres et pastels, de « couleurs qui se libèreraient dans la lumière » comme il aimait à le préciser.

Le cubisme est représenté à Paris par Picasso et Braque, Léger et Delaunay. D'autres artistes se rallient à cette nouvelle peinture, comme le Nantais Jean METZINGER\*. Sans abandonner ses études secondaires, Jean suit des cours de peinture donnés dans l'atelier privé, cours Cambronne, d'Hippolyte Touront, médaillé du Salon de Paris. Toutefois ce n'est pas dans cet atelier mais au musée des Beaux-Arts, devant

*Madame de Senonnes*, que Jean Metzinger affirme avoir eu sa première émotion artistique.

Il quitte Nantes à l'âge de vingt ans et vient se fixer à Paris. Il subit alors l'influence de Seurat et du néo-impressionnisme. De cette période en 1909 il participe activement au mouvement cubiste et figure en 1910 dans la fameuse salle 41 du Salon des Indépendants, puis au Salon d'Automne de la même année. En 1912, avec la collaboration de son camarade Gleizes, il publie *Du cubisme*, le premier ouvrage sur cette nouvelle esthétique. Dans les années 1924-1925, il revient à un réalisme plus traditionnel. *L'usine*, et *Femmes tenant des fruits*, tableaux de 1925, font penser à la peinture de Fernand Léger. Dans *Les femmes jouant aux cartes*, le personnage vu de face est sans doute Suzanne Phocas que le peintre épousera en 1929. C'est probablement pour suivre le goût de la clientèle que Metzinger exécute dans les années 30 des peintures plus naturalistes, puis repeint au cours des années 40-50 dans le style cubiste. Metzinger ne fut pas reconnu de son vivant par ses compatriotes qui, selon lui, le considéraient comme « un fumiste ». Guy David écrit que Metzinger lui confiait avec mélancolie : « *Que voulez-vous, autrefois les flibustiers nantais qui partaient du quai de la Fosse pour aller aux Iles chercher les épices avaient une belle audace ; l'esprit d'aventure ne leur manquait pas et, à l'occasion, ils savaient encourager les arts. Hélas, les aventuriers sont partis ; seuls les épiciers sont restés !* » Aujourd'hui le musée de Nantes s'enorgueillit d'exposer son *Paysage à la fenêtre ouverte*, toile datée de 1915, acquise en 1983.

D'inspiration cubiste, souvent influencé par les nabis, Jean-Émile LABOUREUR\* fait surtout carrière de graveur. Baccalauréat en poche, il décide de se consacrer au dessin et aux arts plastiques grâce à l'intervention de l'industriel et mécène Alphonse Lotz-Brissonneau, ami de ses parents. Il part à Paris pour y faire son droit, et s'inscrit également à l'académie Julian. En 1899, il abandonne le droit pour étudier les langues vivantes à la Sorbonne. Après son service militaire, il séjourne en Allemagne, aux États-Unis, au Canada, à Londres, et sera interprète pendant la guerre 1914-1918. Jean-Émile Laboureur épouse, le 10 avril 1919, Suzanne Salières. Dans la décennie des années 20, il peint de nombreuses toiles : *Le trio forain*, *Le kiosque à journaux* (1920), *La fille au lit* (1921), *La blanchisseuse* (1922). En 1923, il fonde le groupe des Peintres graveurs indépendants dont il sera le président. Il devient alors

un spécialiste de la gravure : *Le balcon sur la mer*, son chef-d'œuvre, représente son épouse au balcon de la maison du Croisic où il séjourne plusieurs mois par an. La série réputée des eaux-fortes de la Brière date de 1931. Le musée des Beaux-Arts de Nantes possède une riche collection des ses œuvres, dont beaucoup ont été offertes par son épouse.

C'est ce même musée des Beaux-Arts, toujours très actif, qui organisera en 1962 une rétrospective des œuvres d'Henry OTTMANN\*. Classique par son dessin, mais non par sa palette, ce peintre est avant tout un coloriste. Il ira jusqu'à l'audace des fauves, mais ne déformera pas ses sujets comme beaucoup de ses contemporains. Après la guerre, Ottmann vit quelque temps à Nantes dans un appartement du cours Saint-André. De cette époque, le musée des Beaux-Arts possède un remarquable auto-portrait, *L'artiste dans son atelier*, daté de 1919.

La capitale attire le peintre dont l'atelier est situé avenue Rachel, près du cimetière Montmartre. Il est engagé en 1920 par la galerie Vidrac. Charles Vidrac fréquentait beaucoup Saint-Tropez, ce qui explique que les œuvres d'Ottmann des années 20 ont pour titres : *Les toits roses à Saint-Tropez*, *Le port de Saint-Tropez*. Mais l'artiste venait fréquemment en vacances dans la région bauloise. Le critique Gustave Kahn écrit : « Dans nombreuses de ses toiles, on y voit le spectacle de sa vie, l'histoire de ses rêves, son idéologie et aussi le récit de ses haltes, à Nantes, à l'Île Saint-Louis, à Meudon, au Croisic, au Bourg-de-Batz, au Pouliguen, à Pornichet. On y verra les miroirs de tant d'errances à la recherche de la couleur chantante et toute la vie d'art d'un beau peintre. »

Son œuvre présente une grande diversité d'interprétation. On y trouve des paysages, des marines, des natures mortes, des portraits dont celui de Charles Vidrac. Il aborde avec bonheur des scènes intimistes qui permettent de le rapprocher de Vuillard, et est très inspiré par des thèmes populaires : *La coiffure* (1925), *La séance en plein air* (1926), *Chez la modiste* (1927). Mais c'est surtout dans ses nus féminins que sa nature et son talent excellent ; il est le peintre d'une heureuse sensualité et son regard valorise toujours les femmes qu'il représente. Le *Nu à la psychée* (1925) en témoigne<sup>64</sup>.

Une visite au musée des Beaux-Arts permet aujourd'hui d'admirer une œuvre symboliste toute en finesse, *L'âme de la forêt* (1898), d'Edgard MAXENCE\*, élève d'Élie Delaunay et de Gustave Moreau. Profondément croyant, il aime les sujets religieux (basilique de Lisieux, basilique de

Lourdes) et se lance dans de grandes compositions harmonieuses où les personnages, dans des costumes médiévaux, interprètent des scènes de rêve ou de légende. Après la guerre, il peint toute une série de portraits, puis de paysages. Les fleurs, surtout les roses blanches, l'ont particulièrement inspiré. À l'Exposition nationale du Champ-de-Mars de 1924, on a pu voir une de ses œuvres maîtresses, *La fontaine sarrasine*. Cette même année, Edgard Maxence est élu membre de l'Institut (Académie des Beaux-Arts).

L'expressionnisme, né avant 1914 en Allemagne, se diffuse partout en Europe après 1918. Des artistes connus avant la Guerre, tels Georges Rouault ou Vlaminck, évoluent dans cette direction. Ils traduisent la volonté de revenir au sujet, à la représentation, grâce à la correction du dessin, la lisibilité de la forme, la retenue de la couleur, l'ordonnance de la composition. Soutine et Gromaire se révèlent dans cette esthétique. À Nantes, Amédée DE LA PATELLIÈRE\* est à ranger dans cette tendance.

Pour Vincent Rousseau, dans *Nantes, le musée des Beaux-Arts*, Amédée de la Patellière traite « les moments simples de la vie quotidienne avec une ferveur directement issue de la grande tradition des scènes de genre, mais la lumière qui transfigure ses sujets confère à ses compositions la dimension poétique du rêve. La réalité rejoint le mythe. Ainsi "L'enlèvement d'Europe", peint en 1927, et accroché au musée naît-il naturellement de la représentation champêtre d'une jeune femme et d'un taureau ». À Paris, il loue un atelier au 11 de la rue Visconti. Chaque année, il fait de nombreux et courts séjours à la campagne, en Bretagne, et surtout sur sa terre natale. C'est un solitaire, véritable gentilhomme campagnard, possédant vers la fin de sa vie une maison et un grand atelier à Vaugrigneuse. Sa production a été considérable : s'échelonnant pour la presque totalité de 1921 à 1931, elle comprend environ 950 tableaux parmi lesquels un nombre important de compositions de grand format. Il a illustré trois livres, dont *Colline* de Jean Giono en 1930.

Si Amédée de la Patellière eut de nombreuses expositions, Charles PÉQUIN\* est un peintre méconnu. Certains disent qu'il est le « Chardin nantais ». Édouard de Courières lui a consacré une brochure, publiée chez Gallimard en 1927, dans laquelle on peut lire : « Les tableaux de Péquin sont des toiles longuement méditées, œuvres avec minutie et "poussées" jusqu'à la limite extrême de la réalisation. [...] Péquin est peut-être le peintre qui, de nos jours, possède le métier le plus beau et le plus complet. Il semble



avoir retrouvé les grandes lois, depuis si longtemps perdues, des époques où, le génie étant moins libéralement accordé qu'aujourd'hui, le métier revêtait l'importance primordiale qui est la sienne. » Le principal de l'œuvre est dans ses natures mortes. Un chiffon, un buste de plâtre, des livres, quelques boîtes superposées sont ses sujets habituels. Jamais, ou presque, de fleurs. Des fruits parfois. Ce sont des natures mortes qui peuvent supporter le travail maintes fois repris, remanié, approfondi. Le paysage semble être le délassement de Péquin. La fraîcheur d'impression fait songer à Corot ou à Monet. Édouard de Courières conclut ainsi son article : « Louons Péquin de nous avoir donné des œuvres d'une perfection laborieuse telle que les efforts de l'artiste laissent entière la joie du spectateur. » Regrettons que, soixante-dix années plus tard, le spectateur ne puisse éprouver ce plaisir puisque Charles Péquin n'a pas l'honneur d'être accroché au musée de Nantes.

Plus connu, puisqu'il deviendra conservateur du musée, Charles PERRON\* est à Paris en 1918. Ses maîtres sont Chardin et Ingres. Logiste au Concours de Rome en 1921, il obtient le second grand prix. L'État achète son œuvre et le musée de Rennes lui prend une charmante toile, *Matinée d'été*. Il séjourne souvent au Gâvre et à Préfailles où il trouve son inspiration. Dès la fin de 1923, quinze de ses toiles sont exposées à Nantes. Luttant courageusement contre une maladie tenace, il trouve, dans l'observation de la nature et dans la pratique assidue de son art, réconfort et joie. Travailleur acharné, dessinateur de talent, il épouse en 1924 Jeanne Primault qui enseigne le dessin au lycée Guist'hau, et se fixe alors dans sa maison-atelier, passage Louis Levesque, que sa fille habite toujours. En janvier 1926, il expose chez Mignon-Massart *L'aïeul au coin du feu*, *La jeune femme*, et *Nature morte*, la perle de son exposition. Conservateur du musée des Beaux-Arts en 1936, il aura la lourde tâche de mettre à l'abri pendant la guerre les chefs-d'œuvre du musée. Une grande exposition, où ses natures mortes sont particulièrement admirées, sera organisée au conseil général de Loire-Atlantique en décembre 1988 pour le trentième anniversaire de son décès.

Pierre Alexis LESAGE\*, disciple de Gustave Moreau, véritable ferment pour l'avenir de la peinture, réalise de nombreux paysages : *La rue de Gigant* (1922), *Kerkandeck* (1924), *Le pont de la Bourse* (1926) ; des natures mortes : *Palourdes* (1920), *Homard* (1923), *Pommes de pin* (1929), et plusieurs toiles représentant des bouquets de roses, ces roses

dont il goûtait avec tendresse la lumière douce et le parfum. F. Pineau-Chaillou, conservateur du musée des Beaux-Arts, écrit dans le catalogue de l'exposition consacrée à l'artiste en décembre 1932 : « C'est au secret des visages, à l'énigme des regards, au langage des attitudes, qu'il appliqua, avec le plus de passion, l'acuité de son œil que ne trompait pas le mensonge des masques. "Révéler un être, lui confiait-il, c'est me découvrir moi-même". Tout son art, toute sa vie tiennent en ces mots. » Le musée nantais possède plusieurs portraits de Lesage, dont celui de sa mère, daté de 1927, où les vêtements noirs mettent en pleine valeur un visage gravé de rides par les ans, où la flamme des yeux, un peu voilée, ne s'est pas éteinte.

Transporté à la Maison de Saint-Paul, puis à l'Hôtel-Dieu, Pierre Alexis Lesage s'éteint doucement le 26 mars 1932, veille de Pâques. Sur sa tombe, à Miséricorde, son ami de toujours, Alexis de Broca, lui adresse un dernier adieu : « Il y a trente-huit ans, il était venu s'installer à côté de moi, rue Urvoy de Saint-Bedan ; je lui avais cédé l'un de mes deux ateliers. À cette époque, la vie était dure pour lui. Par économie, il ne se chauffait pas et devait le matin, pour se laver, casser la glace de son broc. Il riait aux larmes de l'aventure. Lesage était un peintre que tous ses confrères doivent honorer dans leur cœur. [...] Son œuvre est remarquablement homogène. Ses portraits sont, quelques-uns des chefs d'œuvres. [...] Sa vie et ses œuvres sont un exemple pour la jeunesse, celle qui se destine aux Beaux-Arts et, dans une époque où il apparaît quelques désordres, quelque incohérence dans les manifestations, il est sain, il est réconfortant de regarder sa peinture... »

Le peintre Gérôme, connu pour ses tableaux orientalistes, professeur rigoureux et caustique, fut le maître du jeune Jean Alexandre CORABŒUF\*. Ses parents ayant reconnu ses dons exceptionnels en dessin, n'hésitent pas à l'inscrire à l'école des Beaux-Arts de Paris. Il pratique le dessin et la peinture, tout en montrant une prédilection pour la gravure. À vingt-six ans, il obtient une bourse de voyage récompensée en 1898 par le grand prix de Rome de gravure. Revenu à Paris, Jean Corabœuf travaille intensément, participant à l'Exposition universelle de 1900, au cours de laquelle il obtient une mention honorable. Malgré son succès grandissant dans la capitale, l'artiste reste très lié à son pays natal. Il exécute le portrait de ses parents, dessine des scènes intimistes où figurent ses amis ou ses familiers, réalise de nombreuses esquisses d'une grande sensibilité, sur la campagne du pays d'Ancenis et certains quartiers de Nantes.



Son talent est officiellement reconnu en 1928. La ville de Paris lui achète un dessin intitulé *Le baiser*. En peinture, il est inspiré par Ingres et transpose les tableaux de celui-ci en études graphiques et en gravures : *Madame de Senonnes*, *Madame Destouches*, *La famille Stanoty*, *Le bain turc*, qui font partie des collections tenues en réserve par le musée des Beaux-Arts. De nombreuses personnalités du monde artistique, politique, ou religieux, sont venues poser dans son atelier. Citons le portrait d'Aristide Briand et celui de Geneviève Vix<sup>65</sup>.

Une ville comme Nantes se devait d'avoir un peintre de la marine. Ayant obtenu ce titre purement honorifique en 1921, René PINARD\* s'embarque sur le navire-école *Jeanne d'Arc*. Lauréat, en 1923, du grand prix de dessin de l'Académie des beaux-arts, il travaille pour les services de propagande de la Marine et accumule les prix : prix d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de la Compagnie générale transatlantique. On peut admirer, à l'Exposition nationale de 1924, deux splendides dessins, *Rue Kervégan* et *Rue Fourcroy*. En 1927, René Pinard reproduit *La cale aux moules* où, à l'extrémité de l'Île Feydeau, les pêcheurs venaient accoster les barques chargées de ces mollusques, cette cale qui allait disparaître avec les travaux de comblement des bras de la Loire. Membre du jury de la Société coloniale des artistes français à partir d'avril 1937, il se réjouira d'avoir à distribuer de nombreuses récompenses, lui qui avait reçu 18 grands prix.

Fils de marin, le peintre nantais Alexis DE BROCA, ami de Pierre Alexis Lesage, est un artiste oublié, pourtant recherché des galeristes de la ville. Il expose en décembre 1920 à la galerie Mignon-Massart. En octobre 1922 à la galerie Préaubert, rue du Calvaire, on peut voir *Le piqueur et le berger vendéens*, et *La femme de l'Île aux Moines*. Il est présent à l'Exposition nationale de Nantes en août 1924 avec deux portraits : *Le vieux maître au cabotage* et *La marchande de marée*. La même année, il peint six panneaux pour un navire construit par les Chantiers de Nantes. Quatre de ces panneaux, qui sont exposés à la galerie Préaubert, représentent les saisons, les deux autres, des paysages des bords de la Loire en amont de Nantes. En octobre 1926, il présente à la galerie Mignon-Massart toute une collection de tableaux qui représentent des coteaux et des rives de la Sèvre et de la Loire, dont sa vision délicate s'accommode à merveille.

Certains artistes subissent l'influence de l'Orient. C'est le cas de René LEVREL\* qui, tout en travaillant à Paris dans un cabinet d'architecte, suit les cours des Beaux-Arts et réalise de nombreuses copies au Louvre. Il rencontre en 1925 Henry Ottmann qui lui achète sa copie de la *Bethsabée* de Rembrandt. Ils deviennent amis. En 1927, Levrel expose à la galerie Charles Vildrac, rue de Seine, et au Salon des Tuileries. Ayant obtenu la bourse du Gouvernement général de l'Algérie, il séjourne pendant deux ans à partir de 1928 à la Villa Abd-el-Tif. De retour à Nantes en 1930, il expose à la galerie Mignon-Massart *L'inondation*, toile acquise par Marc Elder pour le musée de la ville. Son œuvre est surtout composée de tableaux et d'aquarelles représentant des paysages, des fleurs et des natures mortes.

La galerie Préaubert présente, en décembre 1923, une importante exposition du peintre nantais Jean BOUCHAUD\*. Louis Préaubert est également le dévoué président de la Société des Arts Appliqués qui a donné une impulsion au mouvement artistique à Nantes. Jean Bouchaud a d'abord subi l'influence de la Renaissance sur les bords de la Loire, puis il découvre l'Italie : Rome, Florence, Assise et Volterra le fascinent. Il couvre ses carnets de voyages de notes innombrables, réalise quelques copies, n'hésite pas à planter son chevalet d'aquarelliste en pleine rue. À la déclaration de guerre, il rentre à Nantes pour connaître la folie des hommes. La paix revenue, on le retrouve à Paris, en 1919, logiste pour le prix de Rome. La rigueur de son étude s'impose d'emblée et son projet ferait l'unanimité si le règlement ne posait un problème. Comment donner un premier grand prix à un candidat autodidacte qui n'a jamais été élève de l'école des Beaux-Arts de Paris ? Le jury décide alors de ne rien décider et le prix n'est pas attribué.

Les hasards de la vie, les hasards de la guerre l'amènent au Maroc en 1920, véritable coup de foudre, révélation d'une autre civilisation. Lauréat du prix du gouvernement de l'Algérie, il devient pensionnaire à la villa Abd-el-Tif. Paul Landowski, sculpteur et collectionneur, sera son premier client. Titulaire d'une bourse du gouvernement de Hanoï en 1924, Jean Bouchaud se rend en Indochine où il est inspiré par le peuple Kmer. Après un voyage en Cochinchine, un périple au Laos, un séjour à Luang-Prabang, son paradis, il est de retour en 1926 à Paris où le maréchal Lyautey lui confie l'illustration d'un ouvrage de bibliophilie : le recueil de ses *Lettres du Tonkin*, puis la direction artistique de la future Exposition coloniale de Paris-Vincennes de 1931. Le style de Jean

Bouchaud est « figuratif, enrichi par une simplicité touchante, sinon fortement émotionnelle. Sa palette est chaude, parfaitement équilibrée ; il y perce un sens inné de l'harmonie colorée. Jean Bouchaud veut charmer l'œil, utilise des tons rares, sait traduire la grandeur des sites, la dualité ombre et lumière<sup>66</sup> ».

La commission du musée des Beaux-Arts, dans sa séance du 12 janvier 1924, avait décidé d'acquérir une œuvre de ce concitoyen. C'est *Le campement au Maroc* qui, par 8 voix contre 5, a été acheté pour la somme de 3 000 francs. *Femmes au Laos*, gouache sur carton, a été donnée par le peintre au musée en 1928.

La galerie Mignon-Massart a organisé en 1925 une exposition tout à fait originale et exceptionnelle, présentation collective des œuvres des quatre frères Bouchaud, tous peintres talentueux :

- Pierre Bouchaud, l'aîné, professeur de dessin à l'externat des Enfants-Nantais, devint chanoine du diocèse de Nantes ;
- Jean Bouchaud, dont nous venons de parler ;
- Étienne Bouchaud, membre actif de la Société des Peintres graveurs français ;
- Michel Bouchaud, le plus jeune, spécialisé dans l'illustration du livre.

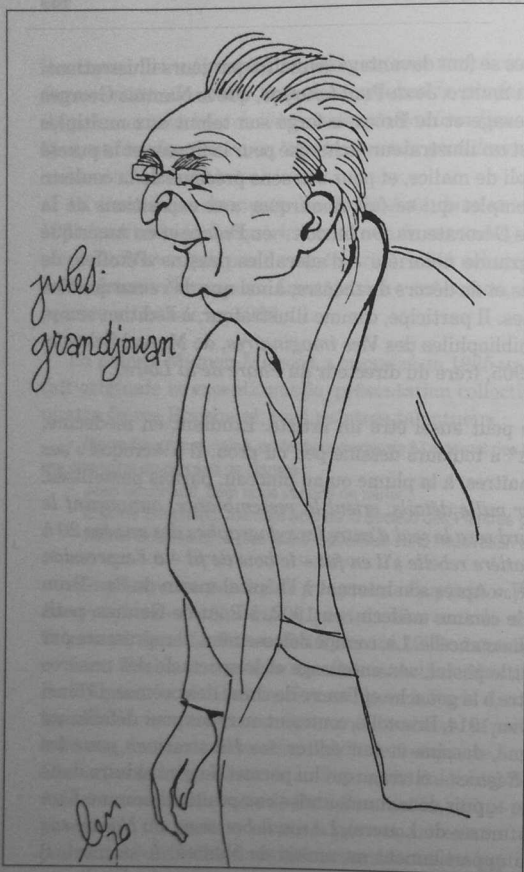
« Le plus jeune peintre de fresques de l'exposition parisienne des Arts décoratifs est un Nantais », peut-on lire sous la signature de Louis Piéchaud, dans *Le Phare* du 13 janvier 1926 : LÉON TOUBLANC.

Léon Toublanc travaille aux Beaux-Arts de Nantes sous la direction de Fougerat et de Charles Perron, puis à Paris dans l'atelier d'Ernest Laurent. À la suite d'un concours où il a obtenu le premier prix, il reçoit, à 24 ans, la commande officielle d'une fresque de 5 mètres de haut sur 15 mètres de large, destinée au fronton du Palais des Sections étrangères. Ayant connu les travaux de Paul Beudoüin, séduit par la bienveillance paternelle du maître, et aussi par cet art encore un peu mystérieux pour lui, Léon Toublanc suit des cours dont il est le plus jeune élève. Très vite il se révèle étonnamment doué pour la composition d'ensemble, le dessin large et sûr, le coloris savant. C'est alors que le maître, chargé de décorer à fresque une église de Neuilly, associe son disciple à cette œuvre, à ce point que la signature du vieillard et du très jeune homme voisineront durant des siècles. « Dès lors, conclut Louis Piéchaud, Paul Beudoüin estimant que, à la mode d'autrefois, Léon Toublanc avait réalisé son chef-d'œuvre, il l'accueillit dans "la corporation de la fresque", sélection rigoureuse et très enviée dont notre concitoyen est aussi le plus jeune membre. »

Certains peintres se font davantage connaître par leurs illustrations. C'est auprès de son maître, Jean-Paul Laurens, que le Nantais Georges Barbier, ami de Lesage et de Broca, a forgé son talent aux multiples facettes. Barbier est un illustrateur recherché pour la finesse et la pureté de son dessin rempli de malice, et pour son sens précieux de la couleur. C'est un artiste complet qui se fait remarquer aux expositions de la Société des Artistes Décorateurs. On lui doit – en France et en Amérique où il jouit d'une grande notoriété – d'adorables dessins d'étoffes, de bijoux, de costumes et de décors de théâtre, ainsi que de remarquables maquettes d'affiches. Il participe, comme illustrateur, à l'édition somptueuse pour cent bibliophiles des *Vies imaginaires*, de Marcel Schwob, poète, décédé en 1905, frère du directeur du *Phare de la Loire*.

Un scientifique peut aussi être un artiste. Étudiant en médecine, Honoré BROUTELLE\* a toujours dessiné peu ou prou. Il a « croqué » ses condisciples, ses maîtres, à la plume ou au pinceau, parfois pastellisés. « Ces portraits, par mille détails, crient la ressemblance, annonçant le graveur qui plus tard sera le seul d'entre les xylographes des années 20 à savoir plier une matière rebelle s'il en fut – le bois de fil – à l'expression du visage humain<sup>67</sup>. » Après son internat à l'hôpital marin de Pen-Bron en 1897, il s'installe comme médecin, en 1902, à Pont-de-Gennes, petit village de la banlieue mancelle. Là, comme délassément, il représente par le dessin et surtout le pastel, son entourage et le spectacle des misères humaines, ou illustre à la gouache et l'encre de chine des poèmes d'Henri de Régnier. En janvier 1914, Broutelle, contraint au repos pour défaillance cardiaque, se soigne, dessine et fait éditer ses *Illustrations pour les poèmes d'Henri de Régnier* – ouvrage qui lui permet de s'introduire dans le monde artistique –, puis de monumentales compositions comme *L'un de vous me trahira* (musée du Louvre), *La ronde bretonne*, ou *Navire sur la Basse-Loire*, qui appartiennent au musée de Nantes. À sa mort, il laisse des cartons entiers de projets et d'études : gouaches, lavis, plume, fusain, crayon, des planches d'une facture intensément moderne, aux frontières du renoncement figuratif, œuvres qu'il gardait par-devers lui parce qu'elles ne correspondaient pas à l'air du temps.

Comment ne pas évoquer l'incontournable Jules GRANDJOUAN\*, « ce Nantais fantasque qui tient à la fois de l'artiste et du philosophe, du génie et du bohème », comme le dit Armand Ève dans le numéro 230 des *Annales de la Société Académique*. Caricaturiste et polémiste, dessina-



Jules  
Grandjouan,  
vu par Len,  
(Collection A. Ève)

teur de presse, illustrateur, affichiste, Jules Grandjouan fut un artiste engagé dans le plein sens du terme. En 1897, il crée la *Revue Nantaise* qui sera dirigée par Marcel Giraud-Mangin. En 1899, il fait paraître son magnifique album de lithographies, *Nantes la Grise*, et, en 1924, un deuxième recueil intitulé *Les 28 ponts de Nantes*.

Il est l'un des pionniers de la CGT et se rend, pour différents journaux satiriques, à Berlin, Saint-Petersbourg, Rome, en Angleterre, Espagne,

Algérie, ce qui lui vaut de nombreux procès. Pinceau, plume, bâton de sépia, mine de plomb ou mine noire friable, tout lui sert dès qu'il s'approche d'une personnalité qui l'intéresse : il la croque. Parmi celles dont il a laissé des images : Lénine, Trotsky, Gorki, Mao-tse-Toung, Briand ou Clemenceau. En septembre 1923, il expose chez Mignon-Massart une lithographie, *Fédru*, dédiée à Alphonse de Chateaubriand.

Emile DEZAUNAY\* ne se réclame d'aucune école bien qu'ayant travaillé avec les nabis. Toutefois, son impressionnisme transparait dans sa joyeuse traduction picturale du bonheur en Bretagne. En 1890, à Pont-Aven, il fait la rencontre de Gauguin en compagnie de son ami Maxime Maufra. Dezaunay expose au Salon des artistes français et au Salon d'automne. *Dans l'herbe*, étude de plein air avec femme et enfant étendus, sa virtuosité est évidente.

Son contemporain, Paul CHABAS\*, est élu à l'unanimité membre de l'Académie des beaux-arts, en février 1921, en remplacement de Luc-Olivier Merson et, en décembre 1925, président de la Société des artistes français. Au Salon de 1926, on remarque son *Portrait de femme*, clair et très blond. La peinture de Paul Chabas nous transporte dans un monde où la nature et les corps vibrent à l'unisson. C'est dans son immense atelier « chinois », rouge et or, de son petit hôtel du boulevard Berthier qu'il peint de délicieuses baigneuses et des petites nymphes des eaux auxquelles il donne toutes les nuances de son rêve.

À la lecture des chroniques artistiques de la presse locale et des comptes rendus des expositions dans les différentes galeries de la ville, on peut encore citer nombre d'autres artistes peintres, Nantais de naissance, qui, s'ils n'ont pas acquis une grande renommée, figurent au *Benezit*, preuve de la qualité de leurs œuvres :

- Germaine Hennes, élève à l'école des Beaux-Arts de Nantes, puis à Paris dans l'atelier Humbert ; la première femme ayant obtenu, en 1924, le premier prix Chenavard pour *Troupeau fuyant l'orage*, « œuvre d'une grande puissance contenant une profonde émotion ». Elle expose en 1927 à la galerie Préaubert sept toiles de paysages et marines.
- Guy Dezaunay, né le 16 novembre 1896, sociétaire du Salon d'automne, dont une exposition à la galerie Mignon-Massart en 1927 montre la sincérité d'un poète sensible et timide.
- Jean Maxence, fils d'Edgar, né le 8 octobre 1901, élève d'Ernest Laurent et d'Émile Renard. Il expose au Salon des artistes français : médailles d'argent en 1920, d'or en 1925 ; bénéficiaire d'une bourse de voyage avec le prix de Madagascar.
- André Herviaut, né à Nantes le 23 mars 1884. Élève de Cormon, il figure régulièrement au Salon des artistes français et obtient divers prix pour ses peintures, violemment ensoleillées, exécutées aux colonies, comme *Une femme noire*.



• Jacques Patisso, né à Nantes le 9 mars 1880, portraitiste. Il a peint Paul Bellamy en 1912, et cette toile est présente à la mairie de Nantes. Grièvement blessé en 1916, il ne produit plus à cette époque et devient professeur à l'École polytechnique. Il meurt à Paris le 25 février 1925.

### La Société d'initiative et de documentation artistique

À l'initiative de Gaëtan Rondeau, alors secrétaire général de la mairie, les statuts de la Société d'initiative et de documentation artistique sont arrêtés le 13 mai 1919. Elle a pour but de pallier au manque de hardiesse de la commission municipale dite « de surveillance », composée de personnalités locales et chargée des acquisitions à titre gracieux ou onéreux d'œuvres nouvelles pouvant enrichir la collection du musée des Beaux-Arts.

« Je posais en principe, écrivait Gaëtan Rondeau, qu'un musée doit être une collection de tout ce qui fait date dans l'évolution des Arts, de tout ce qui a joué un rôle à une époque donnée de leur histoire. [...] Dès lors, il fallait substituer à des choix reflétant des goûts particuliers ou des opinions personnelles, donc arbitraires et faillibles, une sélection objective fondée sur l'idée de documentation historique. On devrait rechercher tout ce qui avait marqué une étape dans l'évolution de la peinture laissant le reste au temps, bien que lui aussi ait ses caprices. On éviterait ainsi des omissions aussi fâcheuses que celle des œuvres impressionnistes écartées délibérément par la commission de notre musée parce qu'elles heurtaient une conception donnée de la manière de peindre. » La commission de surveillance accepte, dans sa séance du 11 juin 1919, la création de la Société d'initiative sous condition que les œuvres retenues par celle-ci soient exposées dans une salle du musée qui lui serait attribuée et à l'entrée de laquelle serait mis un écriteau portant cet avis : « Exposition d'œuvres acquises par la Société d'initiative et de documentation artistique et lui appartenant. » Dans le fonds ainsi constitué, la commission du musée pourra, après l'accomplissement d'un délai de vingt ans, puiser des œuvres qu'elle jugera dignes de figurer dans les collections de la ville.

Marc Elder fut le premier président de cette Société et remplit ses fonctions jusqu'à ce que, en 1929, sa santé ne lui permette plus d'exercer son mandat. La Société connaît alors une période de sommeil. Après la mort de l'écrivain, en 1932, elle reprit ses activités et se donna en 1934 le nom de Société des amis du musée, toujours très active de nos jours.

Les premiers achats donnant ses lettres de noblesse à la peinture impressionniste, furent :

- le 6 février 1920, une toile de Paul Signac, *Le Phare d'Antibes* (1909), acquise pour 1 430 francs ;
- le 10 mai 1920, une autre de Raoul Dufy, *Le Port du Havre* (1906), pour 2 400 F
- le 25 février 1921, une peinture de Van Dongen, *Passe-temps honnête* (1920), achetée 2 000 F ;
- le 1<sup>er</sup> juin 1922, de Félix Vallotton, *Une femme lisant*, pour 5 000 F.

À la suite des démarches de Marc Elder, Claude Monet avait offert en 1920 deux pastels et donne, en 1922, une toile de la série des *Nymphéas* (1917). Ainsi, grâce à la Société d'initiative et de documentation artistique, les Nantais pouvaient enfin s'ouvrir à l'art vivant contemporain que l'on appelait alors art « indépendant »<sup>68</sup>.

### Les musiciens

En musique, la période est dominée par un groupe musical, le « Groupe des six » : Georges Auric, Darius Milhaud, Francis Poulenc, Louis Durey, Arthur Honegger et Germaine Tailleferre, qui témoignent de tendances communes, sans former une véritable école. Rejetant l'héritage wagnérien et la sensibilité post-romantique ou le raffinement impressionniste à la Debussy, ils composent une musique expressionniste, rigoureuse et polytonale dont, dès avant la guerre, Stravinski avait donné l'exemple dans son *Sacre du printemps*. Nantes ne reste pas à l'écart de ce mouvement et les Nantais, tentés par la création ou l'interprétation, disposent de bons instruments de formation. Le conservatoire de la rue Harrouys, fondé en 1844, est dirigé par Henri Weurtgarner jusqu'en 1922, puis par Louis Brisset, passionné de chant grégorien et ami de Gabriel Fauré.

La Schola Cantorum a par ailleurs permis à de nombreux mélomanes et compositeurs de talent, la pratique des chefs-d'œuvre classiques. C'est au mois de février 1913 qu'il faut remonter pour découvrir son origine. À cette époque il n'existait à Nantes qu'un seul groupement comprenant des chœurs mixtes et fonctionnant régulièrement, l'A *Capella* de Nantes. Le maître Vincent d'Indy, qui avait été invité par l'Association nantaise des grands concerts pour diriger sa 1<sup>re</sup> *Symphonie et Istar*, fut surpris d'apprendre qu'aucune société mixte n'était en état de prêter son concours pour donner avec orchestre de grandes auditions chorales. Il fit part de son étonnement à son disciple Henri Morin qui, l'année suivante, trouva

les éléments décidés à se grouper sous une même baguette, sans distinction de parti, d'école ou de rang, et la bonne volonté directrice qui devait réunir ces éléments et en faire en peu de temps un groupe nombreux et puissant absolument indépendant. Michel d'Argœuvres, avec un dévouement sans égal, commença les répétitions et, le 9 mai, Henri Morin donnait salle Turcaud le merveilleux *Orfeo* de Monteverdi. C'est à partir de cette date que Vincent d'Indy, en affiliant le groupe à la Schola Cantorum de Paris dont il était le fondateur, lui donna son titre de Schola Cantorum de Nantes.

Pendant trente-quatre ans, Marguerite Le Meignen, musicienne de talent et animatrice incomparable, en fut la présidente-directrice et lui a fait vivre des moments inoubliables. Pour la saison 1921-1922, la Schola donne au Grand Théâtre : en première partie, l'ouverture de *Gwendoline*, d'Emmanuel Chabrier, *La chanson perpétuelle*, d'Ernest Chausson, et la *Symphonie en ré mineur*, de César Franck ; en deuxième partie, *Rédemption*, oratorio pour soprano-solo, chœurs et orchestre de César Franck, avec 275 exécutants sous la direction de Rhene-Baton, directeur des Concerts Padeloup, œuvre qui sera donnée les 11 et 12 février 1922 au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris. Les journaux parisiens ne tarissent pas d'éloges sur la prestation de la Schola Cantorum de Nantes, « société chorale d'une exceptionnelle valeur, écrit Emile Vuillermoz dans *Excelsior*. Les voix de femmes sont d'une qualité surprenante. Leur pureté, leur douceur, leur justesse et leur extraordinaire fraîcheur sont un ravissement pour l'oreille. Les notes sont rondes, veloutées et moelleuses du haut en bas du clavier. [...] Un tel résultat est admirable. Il faut en rendre grâce au prosélytisme des fondateurs de ce groupe et à la bonne volonté et à l'énergie de ses adhérents ».

De 1897 à 1904, Paul Ladmirault\* est, au conservatoire de Paris, l'élève de Gabriel Fauré, et obtient le premier prix d'harmonie à l'unanimité. Il vient alors à Nantes comme professeur au conservatoire, rue Harrouys, où il enseigne l'harmonie, la composition et l'histoire de la musique. Paul Ladmirault partage son temps entre le conservatoire où il enseigne, et sa propriété de Kerbili-en-Camoël, dans le Morbihan, près de Pénestin.

Robuste, trapu, son visage pâle et calme est éclairé par deux yeux immenses d'un bleu limpide inoubliable. Ses gestes sont rares. Il fume une cigarette roulée à la main, grosse comme un crayon, travaille beaucoup et concilie les exigences de sa carrière professorale et ses travaux

GRAND THÉÂTRE DE NANTES

MARDI 16 MARS 1920

à 20 heures 30 précises

CONCERT

de la

**Schola Cantorum**

DE NANTES

Avec le Concours de :

M<sup>ME</sup> MONJOVET & M<sup>ME</sup> HELENE MIREY

M. GABRIEL PAULET & M. CERDAN

1<sup>re</sup> AUDITION

de la

**IX<sup>me</sup> Symphonie avec Chœurs**

de BEETHOVEN

Sous la Direction de M. :

**VINCENT D'INDY**

DIRECTEUR DE LA SCHOLA CANTORUM

PRÉSIDENT D'HONNEUR DE LA SCHOLA DE NANTES

CHŒURS de la Schola et de l'Union Chorale

300 Exécutants

26<sup>me</sup> CONCERT

de compositeur. Il épouse à Camoël, dans le Morbihan, le 12 septembre 1904, Germaine de Saint-Quentin<sup>69</sup>.

Dans l'œuvre importante de Ladmirault, deux aspects du talent original du musicien prédominent : une grande permanence dans la nature de son inspiration, une évolution consciente et parfaitement contrôlée de son style. Il n'a pas été un grand voyageur, n'est point méditerranéen et n'a pas tourné ses regards, comme Fauré, vers le sol attique ; l'attachement à sa Bretagne natale l'entraîne vers les pays celtes, l'Écosse, l'Irlande, dont il aime les légendes au mystère envoûtant. Après avoir terminé la musique de scène d'un *Tristan et Yseult*, créé à Nice et repris à Sarah Bernard, il fait l'orchestration de *La prêtresse de Korydven* qui est jouée à l'Opéra en 1926. Il se consacre aussi à la musique d'un film, *La Brière*. De cette œuvre furent extraites six pièces d'orchestre exécutées aux Concerts Padeloup sous la conduite de René Baton. Après 1930, Ladmirault s'adonne surtout à la musique de chambre, mélodies, chœurs, quatuors vocaux, toujours à la recherche de son idéal de clarté et de concision. Il veut atteindre, suivant le mot de Debussy, la chair nue de l'émotion. « *J'arrive à simplifier, disait-il, ce sera mieux, moins touffu ; trop de notes n'ajoute rien.* » Paul Ladmirault possédait une vaste culture littéraire. Cette érudition, associée à la plus haute compétence, lui a permis de tenir durant de longues années une excellente chronique musicale à *Ouest-Eclair*<sup>70-71</sup>.

Passionnée également de musique celtique, Alice Sauvrezis, née à Nantes le 4 avril 1866, professeur de piano, est la présidente de la Société artistique et littéraire de l'Ouest en 1920 et, à ce titre, organise en 1926 des « Soirées celtiques » à l'amphithéâtre de chimie de la Sorbonne. Elle décède à Paris le 12 avril 1946.

« *De haute taille encore que légèrement voûté, les cheveux d'un blanc d'argent soigneusement lissés sur ses tempes, le regard méditatif derrière les verres de lunettes enchassés dans une forte monture d'écaïlle, vêtu avec une stricte et sobre élégance* », telle est la description que fit Jacques Lechat lorsqu'il rencontra le docteur Jean Ballereau\* à *La Boîte à musique*. En 1920, celui-ci compose *Fleurs de jadis*, sur des poèmes de Rémy de Gourmont, un quatuor à cordes en mi bémol majeur en 1927, et un poème symphonique pour orchestre, *Le Cheval d'ébène*, qui fut donné à Strasbourg. Sa dernière œuvre, fugue pour orgue, devait être jouée par Jacques Lechat à l'église Saint-Similien à l'occasion du mariage de la petite-fille du compositeur mort à Nantes le 16 février 1964.

L'orgue permit à Marcel Courtonne\* de s'exprimer pendant ces années 20. Après son ordination sacerdotale, il s'inscrit à la « Schola Cantorum » à Paris en 1906, et suit des cours d'harmonie, de composition et d'orgue d'Albert Roussel et Vincent d'Indy. Revenu à Nantes en 1909, il est pendant une dizaine d'années organiste accompagnateur à la cathédrale, puis, en 1922, à la mort d'Albert Bélédin, devient le titulaire des grandes orgues et s'attache à leur restauration. En 1937, l'ouverture de l'école César Franck, 10 rue des Martyrs, lui permet de former de nombreux artistes. Son esthétique se réclamait de Fauré qui eut une grande influence sur nombre de ses œuvres dont les plus importantes sont sans doute la *Messe en l'honneur de Notre-Dame-de-la-Garde* et la *Messe en l'honneur de Notre-Dame-la-Blanche*, dernière prière de l'artiste mourant.

À noter qu'en octobre 1921, avec l'abbé Portier, est créée une maîtrise avec voix d'enfants au nombre de 50 à 60. Recrutement et travail se font à l'école Saint-Pierre.

Attaché par une longue et riche amitié à Paul Ladmirault, Claude Guillon-Verne\* était entré en 1896 au Conservatoire installé alors dans une aile du théâtre de La Renaissance. Il y fait la connaissance de Jean de Gibon et de Paul Ladmirault avec lesquels il fréquente assidûment le théâtre Graslin. Après trois années d'études sérieuses, il obtient le premier prix d'harmonie, et entre à la Schola Cantorum, au 56 de la rue de Gay-Lussac, en 1903. Ses premières compositions, *Les tableaux campagnards*, sont inspirés par des souvenirs de la région d'Oudon où il passe ses vacances. La plupart de ses œuvres se réfèrent à la nature. Ainsi les thèmes de *Au cœur de la forêt*, violon et piano, sont des chants d'oiseaux notés dans la forêt du Gâvre.

Après la guerre, il est chroniqueur musical à *L'Echo de la Loire* et éprouve sa plus grande joie, le 4 mars 1920, lorsqu'est donné au théâtre Graslin son opéra *La Visionnaire*, d'après le roman d'Henry Bordeaux. En 1928, un ballet océanique pour la cérémonie de commémoration du centenaire de Jules Verne, son oncle, précède de peu le *Poème des îles*, triptyque sur Ouessant, Belle-Ile et Noirmoutier. Il écrit la musique des *Tribulations d'un chinois en Chine*, dont la première représentation a lieu le 22 mai 1931. En 1937, son fils Hubert, excellent pilote, l'emmènera en avion au-dessus de Nantes. La vue de sa région se traduit par une grande fresque lyrique, *Les Ailes du rêve*, espoir d'évasion, note ultime d'espérance, qui reçut un accueil triomphal au concert de la Schola, le 12 décembre 1949, sous la baguette de Louis Martin<sup>72-73</sup>.



À côté de ces musiciens qui ont connu une certaine renommée, on ne saurait oublier trois autres artistes de talent, Nantais de naissance : Louis Vuillemin, Maurice Touze et Lionel de la Laurencie.

Élève de Paul Ladmirault (bien qu'il fût son aîné), puis de Gabriel Fauré, Louis Vuillemin\* s'inscrit en 1899 dans la classe de violoncelle du conservatoire de Paris et devient chef d'orchestre au théâtre des Arts, tout dévoué au service de la musique contemporaine de cette époque. Pendant la guerre, il est gazé, et demeurera d'une santé fragile. Il écrit nombre d'ouvrages, particulièrement pour le piano, dont sa suite *Soirs armoricains*, réputée d'une grande difficulté, souvent jouée et applaudie dans les années 20 lors de concerts donnés au profit des musiciens anciens combattants. Louis Vuillemin ne fut pas seulement compositeur mais aussi conférencier, critique musical, et collabora à de nombreux journaux et revues. En 1924, il publie chez Durand une biographie d'Albert Roussel et compose *Le cortège d'athlètes* à l'occasion des jeux olympiques<sup>74</sup>.

Maurice Touze, né à Nantes le 7 novembre 1882, obtient le premier prix de violon au conservatoire de Nantes, à 15 ans. Mais, selon la volonté de ses parents, il suit les cours de l'école vétérinaire d'Alfort de 1900 à 1904. Très sportif, il est en 1902 champion de France de 400 mètres plat. En 1922, marié à une remarquable pianiste, il devient professeur de violon et d'harmonie à l'École nationale de musique et au collège Saint-François-Xavier de Vannes. Son œuvre fondamentale est un *Précis de Musique Intégrale*, publié à Paris, aux éditions Herelle, en 1922. Vannes, où il meurt le 28 novembre 1967, a donné son nom à une place de la ville.

Lionel de La Laurencie est ingénieur, sorti premier de l'École nationale des eaux et forêts. Il s'oriente vers la musique, suit les cours d'harmonie, puis d'histoire de la musique avec Bourgault-Ducoudray, au conservatoire de Paris, et se consacre dès lors à cette discipline. En 1917, il fonde la Société française de musicologie dont il sera le président pendant plusieurs années. Il collabore à diverses revues musicales et partage avec Albert Lavignac la signature de *l'Encyclopédie de la musique et dictionnaire du Conservatoire*, écrit de 1913 à 1931. Parmi les autres ouvrages, *L'École Française de violon de Lully à Viotti* qu'il publie chez Delagrave en 1924 est une somme du plus grand intérêt. Né à Nantes le 24 juillet 1861, il meurt à Paris le 21 novembre 1933<sup>75</sup>.

## L'architecture Arts déco

À Nantes, entre les deux guerres, «les nouveaux architectes modernes» offrent des projets alliant aux références classiques une version de modernité assez tempérée, proposant ainsi une solution de continuité entre l'antagonisme de deux époques. La cité vit après la guerre une période de reconversion économique faste avec sa construction navale, assistant aux lancements de ces gigantesques paquebots dont l'architecte Patout faisait des palaces.

Dès 1920, Camille Robida, chef du plan d'extension, définit des transformations urbaines majeures à effectuer comme le comblement des deux bras de la Loire et d'une partie de l'Erdre (1926-1930), la modification du tracé de la voie ferrée de Nantes à Saint-Nazaire dans sa traversée de la ville. Étienne Coutan, grand prix de Rome en 1902, lauréat du prix Chenavard en 1903, architecte de la ville pendant plus de trente ans, en sera le réalisateur. Son principal souci est la salubrité et il réalisera aux quatre coins de la ville des «cités-jardins». On lui doit l'aménagement de la rue Racine, la création de la rue Anatole Le Braz, du boulevard Meusnier de Querlon et de la place Anatole France, la réalisation du square de Miséry avec ses espaces verts bien structurés plantés d'arbres d'essences variées.

En plus d'une persistance architecturale classique, trois tendances de l'époque coexistent à Nantes : le mouvement moderne, le style Arts déco et le courant régionaliste.

■ Le mouvement moderne s'inscrit dans la vitesse, la technique triomphante. L'ère industrielle imprime au quotidien un rythme, une esthétique qui tourne le dos au passé. Le style qui s'impose à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle privilégie l'angle et la géométrie, la rigueur, l'aplat et la régularité des surfaces, lignes et volumes. La toiture-terrasse s'annonce comme un nouveau leitmotiv. «La boulange à rayures» de la rue Saget, face au pont Saint-Mihiel, en est l'exemple nantais le plus net (l'immeuble est dû à Molinié, ancien métreur de Coutan).

■ Le style Arts déco est lancé après l'Exposition internationale des Arts décoratifs à Paris, inaugurée le 28 avril 1925 par le Président de la République, Gaston Doumergue. Il entend s'attaquer à tout l'environnement de la vie quotidienne : architecture, décoration, mode, mobilier, tissu. En architecture, les motifs sont stylisés, géométrisés, faits d'inspiration végétale. La ferronnerie, les détails des moulures d'escalier ou les appliques lumineuses s'intègrent à la création architecturale.



Deux  
exemples  
d'architecture  
« Arts déco ».

En haut : l'hôtel de la Duchesse Anne.  
En bas : l'immeuble de la Caisse Générale Accidents.

L'immeuble du cinéma Olympia est représentatif de cette tendance, tout comme les façades des magasins d'alimentation, cafés et boutiques traités en mosaïque multicolore grâce au savoir-faire des immigrés italiens qui ont fui le fascisme mussolinien, et la misère. Point de rencontre du mouvement Arts déco et de la tradition antique, un grand nombre de ces petits commerces ont subi les coups de pioche des démolisseurs. Au ras des trottoirs, au bas des devantures des boutiques restantes, la signature de l'artisan – Graziana, Rougier, Martini, Milani ou Zavagno –, est la marque des ces maçons transalpins. Par exemple :

- 8 rue des Carmélites, le *Café du cinéma* (voir p. 172) — 21 rue de la Convention, le *Café du tilleul* — 88 rue Paul Bellamy, le *Café le zinc* ;
- des boulangeries 37 rue Léon Jamin ou 44 rue de la Ville-en-Pierre ;
- une superbe poissonnerie 18 rue de la Ville-en-Bois, etc. (voir p. 172).

■ Le courant régionaliste entend réaliser un amalgame entre les acquis du modernisme et un vocabulaire architectural du cru. L'école François Dallet, signée par Coutan, boulevard des Poilus, correspond à ce souci régionaliste.

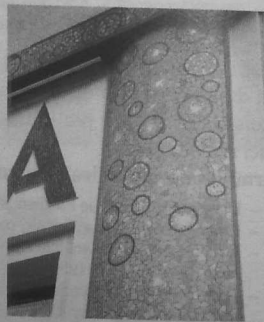
Parmi les exemples les plus intéressants à Nantes, on peut voir :

- L'immeuble du 36 rue Félibien, signé Devorsine, 1924.
- L'immeuble du 72 rue Desaix, œuvre de Narjoux, 1926.
- À l'angle de la place Anatole France et du boulevard Meunier de Querlon, celui de Le Jalle, en 1926.
- Au 15 de la rue des Roses, en 1927, l'immeuble de Daveau ou encore celui du 52 boulevard Dalby, signé Vié.
- Les deux plus belles réalisations sont datées de 1930 : l'hôtel de la Duchesse Anne, architecte François Ménard, et, rue Racine, l'immeuble de la Caisse générale d'accidents, œuvre d'Henri Vié et fils, dont le morceau de bravoure est la coupole qui éclaire zénithalement le hall de la Caisse et où l'on voit apparaître la typologie à bow-windows<sup>76</sup>.

En dehors de la construction d'immeubles privés, Giroud, architecte des Postes à Paris, conçoit le central téléphonique de la rue de l'Héronnière en 1921 ; Gabriel Guchet, dans son projet en 1922 du lycée de jeunes filles construit rue du Boccage, reste assez austère mais s'inscrit bien dans l'architecture de la ville avec son traitement en angle, le travail de modération étant souligné par les jeux de couleur des briques vernissées jaunes et rouges. La même année, Bougouin surélève l'école Saint-Nicolas, et réalise deux ailes de la Communauté des Oblates à Chantenay, longs bâtiments uniformes couronnés de lucarnes néogothiques. En 1923, Cormerais et Janin agrandissent le Loquidy, tandis que Guibert construit, rue de Strasbourg, une manufacture de parapluies. Il faut également citer le Garage Citroën construit rue Alfred Riom, en 1926, par Ravize et démoli

il y a peu de temps, ainsi que la clinique du docteur Sourdille bâtie par Devorsine et fils, en 1927, place Anatole France. Signalons encore la reconstruction, en 1922, du célèbre Pont Maudit, pont suspendu en béton armé, dont la destruction quelques années plus tard lors du comblement de la Loire, donnera beaucoup de mal aux démolisseurs<sup>77</sup>.

La vie intellectuelle, culturelle, artistique nantaise est donc en pleine évolution. Elle subit elle aussi l'influence de la fin des quatre années de guerre et de privations, pour s'épanouir dans une expression joyeuse et débridée.



**L'art de la mosaïque des maçons italiens :**  
la façade d'une poissonnerie, rue de la Ville-en-Bois, et celle d'un café, rue des Carmélites, encore visibles actuellement.

## CULTURE ET LOISIRS

Au lendemain de la Guerre, les Nantais désirent se défouler et s'en donnent à cœur joie. Ils font la fête, dansent : la vie a repris ses droits. Les bals ont été rouverts dès 1919 ; mais le temps des quadrilles a vécu. Terminées également les figures gracieuses des danses de salon ; le Charleston, le Shimmy, le Fox-trot, le One-step les remplacent. La présence américaine a fait découvrir les magies du rythme, la frénésie du « jazz-band ».

Le jazz connaît son premier triomphe en 1925 avec le spectacle inouï qui se déroule à la salle des Champs-Élysées, à Paris, *La Revue Nègre*, animée par Flossie Mills puis, après la mort brutale de celle-ci, par Joséphine Baker. Tous les soirs, la salle est comble, et la découverte du music-hall à l'américaine laisse sans voix un public conquis et subjugué, même si parfois il est scandalisé. C'est le cas dans certain milieu nantais. Mgr Le Fer de la Motte exprime son inquiétude dans un communiqué publié dans *La Semaine Religieuse* du 24 janvier 1920 et lu dans toutes les églises et chapelles publiques du diocèse (voir illustration page 174).

À Nantes, cette nouvelle musique n'apparaît que progressivement ; pour l'heure, les Nantais veulent pouvoir s'amuser, et plus particulièrement à l'occasion de la Mi-carême interrompue depuis le début des hostilités. Ainsi, et dans le but de favoriser le commerce nantais, l'administration municipale consent, dès 1920, à autoriser la reprise des fêtes du carnaval mais, « en raison du grand nombre de familles que la guerre a plongées dans un deuil encore récent et des conditions anormales dans lesquelles nous vivons, il a paru qu'il convenait d'apporter quelque tempérament aux licences tolérées habituellement ».



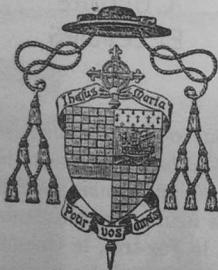
## LA SEMAINE RELIGIEUSE

### DU DIOCÈSE DE NANTES

Publiée sous le patronage de Monseigneur l'Évêque

#### SOMMAIRE. —

I. Communiqués de l'Évêché. — II. Chronique diocésaine : Quarante-Heures ; Communications officielles de l'Évêché ; Nominations ; Souscriptions Saint-Yves ; Inscription au tableau spécial de la Médaille militaire ; Bénédiction d'une école chrétienne de



garçons à Trefieux. — III. Chronique des Œuvres : L'intronisation du Sacré-Cœur dans les Foyers ; Groupement catholique féminin. — IV. Revue de la semaine : L'élection du Président de la République. — V. Nouvelles religieuses. — VI. Calendrier et offices de la semaine.

### COMMUNIQUÉS DE L'ÉVÊCHÉ

#### Les danses inconvenantes

Nantes, le 20 janvier 1920.

Avec une surprise mêlée de tristesse, nous apprenons, en ces lendemains de guerre, que les danses inconvenantes se répandent de plus en plus.

Notre diocèse de Nantes, nous en sommes persuadé, garde, dans son ensemble, les nobles et saintes traditions qui ont fait sa gloire. La vie familiale y est en honneur ; les enfants restent groupés dans ce cercle familial ; les jeunes gens et les jeunes filles n'échappent pas à leurs parents pour fréquenter des réunions douteuses ou même franchement libertines.

Toutefois, dans certains centres, on nous exprime de très vives inquiétudes concernant l'inconvenance des danses. On dit que certains parents, par une déplorable complicité, ne se soucient pas de diriger et de préserver leurs enfants.

LVI

La Semaine religieuse  
du 24 janvier 1920.

Dans un communiqué, l'Évêché de Nantes s'émeut devant l'apparition de « danses inconvenantes ».

Comme à Paris, est interdit le jet de confettis et de serpentins. Cette mesure s'explique tant par les difficultés d'assurer le nettoyage des rues que par la nécessité de ménager la consommation de papier pour des besoins moins futiles. L'arrêté municipal du 30 janvier 1920 ajoute que, « comme par le passé, le jet de pois fulminants, plumeaux, plumes de paon, vessies gonflées, lance-parfums et surtout d'oranges est prohibé ». C'est en effet une des plus anciennes traditions du carnaval nantais que de se battre pendant des heures à coup de milliers d'oranges, batailles auxquelles participaient les spectateurs du haut des balcons des immeubles situés le long de l'itinéraire du carnaval, batailles qui provoquaient de nombreux dégâts.

Place Viarme, où se forme le défilé, les étudiants ont leur place aux côtés des membres du Syndicat d'initiative, créé le 2 mars 1918, et servent de commissaires pour régler le cours des festivités et endiguer la foule. Des gendarmes à cheval et des cavaliers de l'armée ouvrent et ferment le défilé des chars qui roulent au pas et ont l'interdiction de se faire la course. Les gardiens de la paix font la haie avec ordre d'arrêter les lanceurs de pétards. L'animation considérable qui, tout l'après-midi de ce 15 février 1920, a régné dans les rues et les cafés du centre s'est à peine atténuée de 19 à 21 heures. Elle s'est retrouvée plus considérable encore après le dîner. La circulation est restée des plus intenses jusqu'à la sortie des salles de spectacles et, tard dans la nuit, les échos ont répété à l'envi les refrains habituels par lesquels la foule manifeste son exubérance et sa joie.

Si en 1920 une pluie diluvienne handicape le déroulement des manifestations, en 1921, avec le beau temps, la ville est submergée par une multitude de travestis et de groupes de musiciens qui déambulent dans les rues et assiègent les cafés du centre. Un jury siégeant à la Chambre de commerce attribue des prix aux chars, aux voitures décorées et aux masques. Une réception à la mairie, en présence du préfet, du général commandant la Région et de diverses notabilités, accueille les reines de la Mi-carême qui sont installées sur des trônes dans la salle du conseil municipal garnie d'azalées et de plantes vertes. Les allocutions sont suivies d'une remise de cadeaux et de gerbes aux souveraines, puis d'un spectacle donné par les élèves du Conservatoire, des cantatrices et des danseuses, le tout clôturé par un buffet préparé par la maison Mauduit<sup>78</sup>.

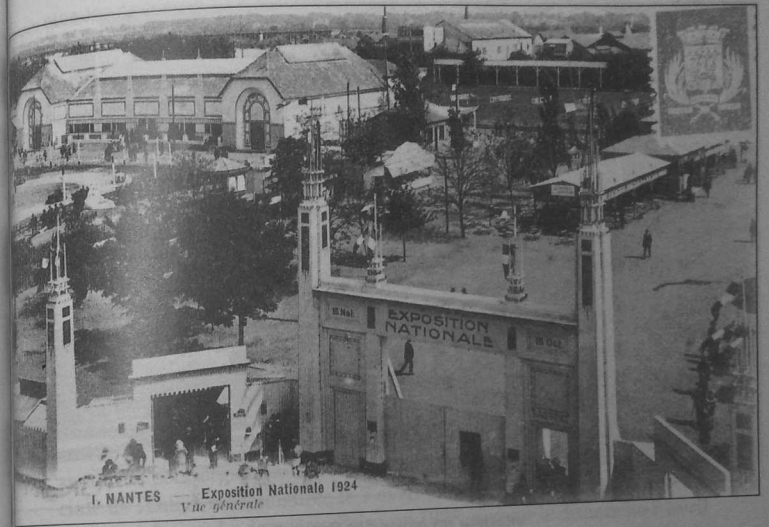
Également, tout au long de l'année, les nombreuses fêtes de quartiers qui offrent à tous leurs flonflons et leurs réjouissances populaires. C'est

Pont-Rousseau qui recommence, dès 1920, avec sa traditionnelle Fête du vin nouveau. Le quartier des Ponts reprend, en 1921, l'élection de « la Reine des foins », ce qui rappelle la présence toute proche des immenses étendues de prés le long de la Loire. En réalité, tous les quartiers s'animent désormais, à tour de rôle. Tout est prétexte à la fête. L'automne, c'est le moment des « fouaces », chères à Pont-Rousseau, et la saison des châtaignes que la place Bretagne offre aux Nantais. L'été, au mois d'août, Doulon organise une fête des fleurs. Le couronnement des « Rosières » a lieu dans le quartier de Paris, à l'école du boulevard des Poilus. Mais, deux fois l'an, les fêtes de quartiers cèdent le pas à la grande fête foraine qui transforme la place Bretagne au printemps et les cours en septembre en lieux joyeux et bruyants.

### L'Exposition de 1924 et les Foires commerciales

Toujours dans le but de favoriser et de faire connaître l'industrie et le commerce nantais, mais avec le souci de faire la fête, l'Exposition nationale qui se tient au Champ de Mars, de mai à octobre 1924, obtient un immense succès et reçoit plus de 1 200 000 visiteurs. *L'Echo de la Loire* la décrit comme « une féerie surgie par enchantement dans le milieu grisâtre et triste du Champ de Mars ». Les bâtiments blancs, rehaussés d'une ligne d'un rouge orangé, sont du meilleur effet. Les stands, où s'offrent des échantillons de toutes les activités économiques régionales, montrent les plus récentes découvertes techniques. À côté des palais, des jardins, on a construit un parc des sports et même un casino...

Au palais de l'Industrie il faut des heures pour admirer les réalisations des grandes industries nantaises, le matériel de plus en plus moderne et automatique des conserveries et des biscuiteries, les appareils monstrueux servant à la fabrication des boîtes de sardines ou de petits pois. Mais l'attention des visiteurs est attirée par les nombreux stands des petites entreprises, dont certaines sont bien connues aujourd'hui ou existaient encore récemment : les machines à écrire chez Fradet, les appareils sanitaires de Rineau Frères, les coffre-forts présentés par Fichet, les encadrements de Mignon-Massart, la papeterie Radigois, les grands magasins Decré, ou les « Rigolettes » de chez Bohu. Le monde rural est attiré, lui, par la présentation de « La ferme électrique » organisée par la Société nantaise d'éclairage et force par l'électricité qui montre toutes les applications possibles – 35 est-il dit dans la réclame – de l'électricité à la campagne dans une ferme moderne. Dans une recons-



I. NANTES — Exposition Nationale 1924  
Vue générale

### Vue générale de l'Exposition nationale à Nantes en 1924.

(Photos A. Guillard, Ville de Nantes – Musées du Château des ducs de Bretagne, Inv. 987.78.11)

titution exacte d'un vieux cellier du pays, on peut, nous dit le chroniqueur de *Nantes-Mondain*, « déguster le bon vin de Vallet ; au « Souk tunisien », un fakir charme des serpents tandis que, enveloppés dans leur burnous blanc, de graves tunisiens aidés par des femmes aux visages voilés fabriquent des tapis ; seule de son espèce, fière de son grand âge, la première voiture « sans chevaux », une Peugeot 1884, est tout étonnée de se trouver mêlée à l'alimentation ».

Au palais des Beaux-Arts, 298 œuvres sont exposées sous la direction du conservateur du musée de Nantes, Pineau-Chaillou. À côté des toiles des peintres nantais – comme Paul Chabas, *Jeune fille aux hortensias* ; Alexis Lesage, *Eude* ; Henry Ottman, *Au barbillon* ; Charles Perron, *Il était une fois* ou Pierre Roy, *Jeune femme balayant* –, le public peut apprécier des œuvres d'artistes déjà célèbres comme les nabis : Maurice Denis, *La balançoire du Frère Genièvre*, ou Paul Sérusier, *Moisson* ; et celles des peintres proches du fauvisme : Van Dongen, *Le phare*, *Le manteau rouge* ou Vlaminck : *Rue de village*, *Bateaux à voiles*.

Le stand de la ville de Nantes, très visité, regroupe les activités des différents services municipaux : œuvres sociales, Hospices civils, Office public



19. NANTES — Exposition Nationale 1924  
Intérieur du Palais des Beaux-Arts

**Intérieur du palais des Beaux-Arts  
lors de l'Exposition nationale à Nantes en 1924.**

(Photos A. Guillard, Ville de Nantes — Musées du Château des ducs de Bretagne, Inv. 987.22.13)

d'habitations à bon marché, Bureau d'hygiène, Service des eaux et des égouts, Mutualité avec en particulier une information importante donnée par l'Institut Pasteur de Loire-Inférieure dirigé par le docteur Rappin.

Le public peut également assister ou participer aux différentes fêtes organisées à cette occasion : défilés de sociétés de gymnastique, ascension de ballon sphérique, matinées enfantines, régates sur la Loire, bals champêtre au « Village breton », fêtes de nuit. On danse au casino-théâtre à 17 h avec le jazz-band américain, et le soir à partir de 21 h 30, où deux orchestres et des attractions variées participent à l'animation.

Cette Exposition nationale, patronnée par le Président de la République, a été remarquablement organisée par Georges Ganuchaud, conseiller municipal, membre de la Chambre de commerce ; G. Belot, armateur ; Jean-Baptiste Etienne, armateur ; Eugène Doceul, directeur de l'Agence Havas ; Vié ; F. Boya, président du conseil d'administration des Docks de l'Ouest ; et Marcel Bodin, industriel. Dans l'enceinte de l'Exposition se tient la « Semaine bretonne » avec une exposition des industries d'Art et des artisans bretons, des conférences sur la Bretagne et le

Celtisme par Anatole Le Braz et Charles Le Goffic, des chants bretons au casino de l'Exposition, une représentation théâtrale, *Geste de Bisson*, pièce héroïque de Guy Keronnec, par la troupe Francine Vasse, et un concert des compositeurs bretons à Graslin. Une grande Semaine maritime et coloniale, sous la présidence du ministre de la Marine, avec le congrès des Manutentions maritimes se tient également du 17 au 30 juillet. Au programme : exposition au palais des Beaux-Arts, concert par la musique des équipages de la Flotte, sortie à bord d'un torpilleur, régates à la voile à Trentemoult, et inauguration, Palais de la Bourse, d'une plaque commémorative à la mémoire des marins nantais célèbres : La Galissonnière, Cassard, Vié et du Chaffault<sup>79</sup>.

À la suite de ce succès, une société au capital de 150 000 francs est créée en 1926 à l'initiative de l'Union du commerce de détail et de l'Union des syndicats pour organiser une foire annuelle. La première Foire commerciale de l'Ouest est inaugurée le 7 avril 1927 et reçoit ce jour-là près de 80 000 visiteurs. La deuxième Foire, en 1928, s'ouvre le dimanche 8 avril et bat tous les records d'affluence puisque l'on compte déjà plus de 70 000 entrées payantes à 10 heures du matin. D'ailleurs, le nombre d'exposants est passé du simple au double, et le Salon de l'automobile obtient le plus gros succès de la Foire. Le président de la Chambre de commerce et président de la Foire, René Delafoy, et Marcel Bodin qui en est l'administrateur-directeur, peuvent être satisfaits, mais ils savent que Nantes est un centre d'affaires des plus importants en raison de sa situation géographique aux confins de la Bretagne, de la Vendée et de l'Anjou.

### **Théâtre et cinéma**

Le théâtre est le rendez-vous de la bourgeoisie nantaise qui aime l'opéra, mais pour celle-ci l'après-guerre est une période bien pénible. Le directeur du Grand Théâtre, Racht, nommé pour deux ans, choisit la facilité : peu d'ouvrages nouveaux et originaux, encore moins de création, et le public marque une grande réticence pour les œuvres wagnériennes en raison de leur connotation germanique très mal portée au lendemain du conflit. *La Gerbe*, dans une série d'articles durs sous la plume de Jeanne Bélédin, tente de faire réfléchir le public nantais sur le marasme qui règne à Graslin, s'empare contre l'*a priori* manifesté à l'égard de Wagner, et attaque la politique mièvre de la municipalité. Elle écrit, en mai 1921 :



« Il n'y a pas assez d'argent pour réédifier [le théâtre de] La Renaissance, il fallait du moins sauver Graslin. C'est très beau d'instituer des matinées gratuites pour les enfants des écoles, mais que leur montre-t-on ? Une figuration ridicule dans des décors en loques. Les enfants préféreront aller au cinéma. Et ils auront raison ! »

D'autant que les prix des places sont augmentés et s'échelonnent de 10 francs pour les fauteuils d'orchestre et les loges de face, à 4,50 francs pour le parterre et à 1,25 franc tout en haut, à la quatrième galerie. En 1921, le nombre des choristes tombe de 36 à 30 et celui des danseuses est réduit de 12 à 8. Quelques mois plus tard, le 3 août, les Nantais apprennent avec émotion le décès, la veille, à Naples, peu après quatre heures et demie du matin, alors qu'il devait être opéré d'une péritonite à midi, du grand chanteur Caruso.

De 1922 à 1930, la direction de Georges Coste fait heureusement sortir la scène lyrique nantaise de sa léthargie et satisfait à la fois les passionnés du répertoire traditionnel et les partisans d'ouvrages, sinon contemporains, du moins nouveaux à Nantes. La présentation de son programme, en septembre 1922 (voir ci-contre, la couverture du *Graslin-Journal*), est saluée unanimement par la presse et le public. Un savant dosage entre les reprises et quelques créations donnent satisfaction aux plus difficiles. Georges Coste n'hésite pas à ressusciter le grand opéra banni pour raison budgétaire et fait appel pour les principaux rôles à des artistes réputés. *La Juive* et *Les Huguenots* attirent à Graslin une foule énorme où se retrouvent les survivants des vieux habitués surpris d'un luxe de mise en scène et de costumes inconnu jusqu'à ce jour. À cette saison musicale réussie font suite plusieurs autres de la même veine. Après *Tristan et Isolde*, de Wagner, et *L'heure espagnole*, de Ravel, *Boris Godounov*, de Moussorski, *Pelléas et Mélisandre*, de Debussy, font leur entrée sur la scène nantaise alors que *Sigurd*, de Reyer, demeure l'œuvre chérie du public de Graslin.

Pour la saison 1924-1925, le personnel de l'orchestre de l'Opéra reçoit un traitement fixe mensuel, un supplément pour matinée, un supplément pour les répétitions, plus une indemnité, dite « le taxi », payable à chaque musicien toutes les fois que la représentation se termine après minuit, et qui est de trois francs par quart d'heure supplémentaire. Les 46 musiciens touchent des traitements mensuels fixes allant de 610 à 1 060 francs pour les plus payés, plus des indemnités évaluées à 250 francs par mois. Il est à noter que 14 d'entre eux sont professeurs au Conservatoire et perçoivent à ce titre de 94,66 à 166,66 francs par mois.

A NANTES : GRAND BAZAR ET NOUVELLES GALERIES  
Rue du Calvaire - Rue Boileau  
LE MEILLEUR MARCHÉ

THÉÂTRE MUNICIPAL DE NANTES



GRASLIN-JOURNAL

PRIX : 0.75

SAISON 1922-23

PRIX : 0.75

Visitez  
à  
Nantes

Les Gds Magasins Lafayette

Rue du Calvaire - Rue Lafayette

En 1926-1927, Georges Coste consacre la majeure partie de ses efforts à l'opérette, et le public prend l'habitude d'applaudir des spectacles où la richesse des costumes et la rutilance des décors l'emportent. Mais il reste très attaché au grand opéra et pour *Sigurd*, le mardi 19 janvier 1926, comme à chaque représentation de cette œuvre de Reyer, la salle de Graslin est abondamment garnie. Paolo, dans *Le Phare*, vante le mérite des interprètes :

« Dans le rôle du fier et vaillant Sigurd, Victor Granier nous prodigua les plus belles notes de son registre élevé, grimant avec une étonnante aisance jusqu'à la cime du contre-ré bémol en même temps que, dans les passages de douceur, nous avons vu apprécier, comme toujours, son art quintessencié du bel canto. Lucie Caylus, Brunehild de majestueuse beauté n'obtint pas un moindre succès à la faveur de sa voix splendide de timbre et d'égalité, de son talent de chanteuse, impeccable sous le double rapport du style et de la diction. [...] Pour le tableau du réveil de Brunehild, on a fait usage d'un nouveau décor à transformations du peintre Guillot, dont la fantaisie ultra-moderne où se laisse apercevoir l'influence de la récente exposition des Arts décoratifs de Paris, offre en outre l'avantage d'une imprécision qui pourra permettre de trouver à l'employer par ailleurs, et notamment dans l'opérette. »

Et le jeudi 18 mars de la même année, *Le Phare* regrette que *Marouf* arrive trop tard dans la saison pour y tenir la place d'importance qu'il aurait souhaité lui voir réservée.

« Est-il, en effet, pour les gourmets d'art un plus fin régal que cette œuvre de pur et savoureux orientalisme, où tout est esprit, couleurs et lumière, amusant conte des mille-et-une nuits que la poésie aimablement imaginée de Lucien Népoty et la musique suggestive du Maître Henri Rabaud ont, pour le transporter au théâtre, enveloppé de parfums subtils et de rutilants soleils. »

Il faut rappeler ici, à propos de *Marouf*, que ce rôle a été interprété à Paris par un jeune baryton nantais de grand talent, André Baugé. C'est lui qui joue cette année-là à Paris, au Théâtre Marigny, *Monsieur Beaucaire*, représenté pour la première fois en France le 20 novembre 1925.

À partir de 1926, la municipalité décide que l'exploitation théâtrale sera limitée au drame lyrique, à l'opéra-comique et à l'opérette. Le grand-opéra n'est pas maintenu. Le prix des places va de 1,50 franc à 10,55 francs pour l'opérette, et de 1,50 franc à 13 francs (location non comprise) pour les autres spectacles. Ces prix pourront être exceptionnellement majorés pour la soirée du réveillon, et le directeur s'oblige à donner une fois par mois une représentation populaire d'opéra-comique aux prix prévus de l'opérette. À la réunion du conseil municipal du 22 janvier 1926, le

conseiller Vallée demande la reprise de vieux opéras-comiques comme *Le domino noir*, *Le pré aux clercs*, *Le postillon de Longjumeau* ou *Le cheval de bronze*, et Clémot, autre conseiller municipal, se réjouit et applaudit à l'obligation d'une troupe permanente. « N'oublions pas, dit-il, que si la venue des vedettes est toujours fort intéressante et nécessaire pour le prestige de notre scène, c'est surtout la valeur d'une troupe sédentaire qui fait la renommée d'un théâtre. » Il demande en outre la création d'une école de choristes et fait toute confiance à Coste « dont nous avons pu apprécier la compétence et le sens artistique dans la composition de ses spectacles, et à qui nous devons d'intéressantes créations ». La saison 1926-1927, tout particulièrement prospère, dans laquelle, pour répondre au goût du public, il fut fait une large place à l'opérette, se termine en apothéose avec deux représentations splendides de *La Walkyrie* et de *Falstaff*, qui ont comblé tous les musiciens nantais.

Pour les saisons 1928 à 1930, le cahier des charges de la concession du théâtre municipal ne diffère guère, si ce n'est que désormais le maître ou la maîtresse de ballet peuvent danser dans le corps de ballet. À la réunion du conseil du 26 novembre 1927 qui traitait du théâtre, la décision d'une légère augmentation des tarifs de certaines places provoque la réaction d'Auguste Pageot qui refuse au nom des élus socialistes de voter cette hausse de prix. Il est également parlé de la construction, rue Scribe, d'un magasin pour les décors. L'adjoint Gaston Veil conclut cette séance, estimant que « le Théâtre de Nantes a une tenue artistique à laquelle les personnes étrangères à notre ville rendent hommage. Les Nantais eux-mêmes le reconnaissent. Sans doute cela n'est pas parfait mais très convenable, et nous pouvons dire que notre Théâtre nous fait honneur<sup>80</sup>. »

Pour répondre à la demande marquée du public, le Grand Théâtre doit se mettre à la page et présenter des œuvres destinées à des scènes de music-hall. C'est ainsi que, le samedi 17 novembre 1928, une foule compacte et bien décidée à s'amuser s'entasse à tous les étages des « Folies-Graslin » pour assister à la première représentation d'*Épouse-la !*, opérette moderne de Hirschmann sur un livret signé Paul Veber. Mais l'opéra garde la préférence des Nantais. Pour preuve, le triomphe que connaît la représentation de *Boris Godounov*, le vendredi 15 novembre 1929. « La salle archibondée offrait un aspect inusité d'élégance et tous les véritables dilettantes du vieux Nantes d'avant-guerre semblaient s'y être donné rendez-vous », écrit Paolo dans *Le Phare* du dimanche suivant.

Il est vrai que cette soirée de gala était donnée au profit de la Caisse de secours de l'Union fédérale des mutilés et anciens combattants. Le rôle du czar Boris, interprété par Félipé Romito, de la Scala de Milan et du Théâtre Royal de Madrid, doué d'une voix splendide, ample et moelleuse de baryton d'opéra, fut rendu de façon tout à fait supérieure avec un talent achevé de chanteur et de comédien. Les chœurs avaient été renforcés des meilleurs éléments des sociétés chorales de Nantes et consciencieusement préparés par l'infatigable chef Dobbelaère. De son côté, l'habile peintre Guillot réussit à merveille la commande de sept décors entièrement neufs. « La célèbre troupe d'opéra russe, écrit toujours Paolo, recrutée par son distingué directeur-fondateur, Cyrille Slaviansky d'Agrenéff, musicien et chef d'orchestre de premier mérite, nous a fait assister vendredi à un des plus magnifiques galas appelés à faire date dans les fastes du Théâtre Graslin. »

En 1930-31, Simon Borelli, ancien ténor d'opéra-comique, succède à Georges Coste. Sa troupe est principalement constituée dans le but de représenter l'opéra-comique et le moderne drame musical, dit de demi-caractère. Il est le premier des imprésarii de province à mettre en vigueur le contrat-type que l'Union des artistes de langue française a élaboré. Borelli, cherchant à recréer l'atmosphère d'avant-guerre, institue des soirées de gala qui attirent au début des spectateurs triés sur le volet. Mais les vides qui se remarquaient aux belles places augmentent sensiblement au cours des années. Le music-hall, le cinéma et la TSF sont maintenant des concurrents redoutables.

À côté du Grand Théâtre, les Nantais peuvent assister à la salle Colbert aux représentations données par la Compagnie Francine Vasse. Née à Rouen, attirée dès l'enfance par le théâtre, Francine Vasse suit les cours du Conservatoire de Paris et travaille avec Maurice de Feraudy et Albert Lambert père. Des yeux en amande dans un visage triangulaire au large sourire, mince, cambrée, un physique idéal pour jouer les soubrettes, ne l'empêchent pas, dans des tournées en France et à l'étranger, d'aborder les grands rôles du répertoire de Comédie. Elle vient d'ailleurs jouer *Zaza* au Théâtre Graslin en 1912. A-t-elle alors le coup de foudre pour Nantes où elle s'installe en mai 1918 pour fonder une troupe, la Compagnie Francine Vasse ? « Je veux donner à Nantes, précise-t-elle, sa petite Comédie Française, y monter drames et comédies pouvant servir à l'éducation de tous. »

Un dimanche de septembre 1918, la Compagnie Vasse présente sa première matinée classique avec *Les Femmes savantes*, et la salle Colbert est comble, comme elle le sera pendant près de trente ans chaque fois que Francine Vasse conviera son public, public de tous âges et de tous horizons, peu soucieux de confort dans cette salle désuète où les sièges sont cruels, où des piliers de bois malencontreux masquent pour certains une partie de la scène. Les décors sont rudimentaires et l'on plaisante gentiment « la patronne » pour son amour excessif des plantes vertes. Pour ce Nantes des années folles, Francine Vasse fut une animatrice incomparable et sut communiquer son amour pour le théâtre<sup>81</sup>. Avec un infatigable zèle et un succès toujours croissant, elle a poursuivi la noble tâche à laquelle elle s'est vouée : doter Nantes d'une scène de comédie de répertoire châtié et sélectionné pouvant servir à l'éducation du peuple et à la culture des jeunes talents dramatiques. D'ailleurs, la municipalité s'intéresse à cette entreprise et subventionne la troupe moyennant l'inscription dans le programme de quelques matinées à prix réduits, matinées qui permettent à de nombreux élèves de faire connaissance avec le théâtre vivant.

Toujours généreuse, Francine Vasse aura la gentillesse de participer à la représentation donnée à la salle Colbert le 21 mai 1927 par les étudiants nantais : *Nos... Nos Namnètes*, revue locale et estudiantine en deux actes et en vers signée Jean-Paul Bénédic, revue chansonnière où l'actualité nantaise fait bon ménage avec Marianne, Aristide Briand ou Cambronne. Exemple du style et de l'humour :

« Voyez maint'nant  
Ces p'tits jeun's gens  
Examinant les cycle-cars  
Et les voitures plus légères  
De marque nationale ou de marque étrangère  
Les voici d'vant une Amilcar :  
Pourquoi Emil' plutô qu'Alphonse ?  
Emil' Karr et pas Alphons' Karr ?  
Dans la perplexité leur cervelle s'enfonce !  
Bien qu'à vrai dir' ça leur soit égal, car  
Ils se fichent d'Adolphe Thiers, comme d'Alphonse Karr ! »

Ces revues, les Nantais les connaissent déjà grâce à La Cloche, société artistique et littéraire, fondée en janvier 1896, succédant au Clou que l'architecte Lafont avait créé et animé avec succès sous le Second Empire. Les premiers « sonneurs », recrutés pour la plupart parmi des musiciens et des chanteurs élèves du Conservatoire, prêtèrent à la Société un caractère lyrique dont elle ne se départit jamais totalement. Le soir de



Noël 1919, dans l'euphorie de l'après-guerre, le rideau de Graslin se lève sur la première revue de La Cloche, inaugurant une tradition maintenue jusqu'à nos jours. Georges Péaud et Auguste Bouvron en furent les premiers revuistes. Une vraie cloche est désormais fixée au dessus du numéro 4 de la place du Commerce, montrant aux passants le siège de la société nantaise qui porte son nom<sup>82</sup>.

L'opérette et le music-hall triomphent durant ces années. Mistinguett remporte un spectaculaire succès au Casino de Paris, en 1922, dans la

#### L'ÉCLECTISME DE L'« APOLLO-THÉÂTRE »

À Nantes, l'Apollo-Théâtre qui, comme le dit la réclame dans *Le Phare*, « fait du théâtre, rien que du théâtre », est en réalité une salle de variétés où se mêlent théâtre, musique et attractions diverses. En janvier 1920 il propose un spectacle varié complet avec les attractions suivantes : Edwars Co, l'homme qui marche sur la tête ; Anileda et son excentrique, les fameux comédiens ; O'Brien et Lady, les joyeux danseurs ; les Trobars et le miroir brisé ; les trois petits Metchem, les fameux prodiges. Tout cela agrémenté de films et de musique avec l'excellent orchestre que dirige le maestro Bastin.

En février 1925, on joue *Le chasseur de chez Maxims*. « Excellent spectacle de carnaval, peut-on lire dans la presse, que cette trépidante folie de Miranda et Quinson habilement mise en scène et enlevée dans un mouvement endiablé. » À l'occasion du Mardi gras, l'Apollo-Théâtre donne un grand bal avec deux orchestres et un jazz-band. « Les deux orchestres se relayent inlassablement, le jazz fait place aux accents berceurs d'une hésitation et à celle-ci succèdent les accents endiablés du fox-trot ou rythmés des blues. Sous l'éclairage aux mille couleurs, les couples tournoient en une irrésistible cohue. »

En 1926, ce théâtre fait peau neuve. Il possède maintenant 1 250 fauteuils délicieusement confortables, des strapontins avec dossier, des portes de sortie multiples et des lampes électriques teintées, à l'image des plus belles des salles parisiennes. À titre d'exemple, et pour montrer la diversité des programmes donnés dans cette salle, voici ce que l'Apollo propose à l'occasion des fêtes de l'Armistice en 1926 :

- *Zizi*, sketch en 1 acte de Edmond Grivaud, avec Maurice Hugnon et Maryse de Brandt.

- « Les extraordinaires cyclistes », comiques de l'Empire Music-Hall de Paris : Bowden et Garden.

- « Le trio Claeres », remarquables gymnastes du Cirque de Paris.

- *La Ronde de Nuit*, grand film français avec Rachel Meller, d'après un scénario inédit de Pierre Benoît.

« De quoi passer une bonne soirée ! » comme le dit la publicité.

Fernand Jean, le propriétaire de l'Apollo, annonce en septembre 1929 qu'il renonce à sa troupe de comédie et transforme, comme le Moulin-Rouge ou les Capucines à Paris, son théâtre en un cinéma.

revue *En douce*, et l'on fredonne son dernier refrain, *Moi, j'en ai marre*, cependant que son protégé, Maurice Chevalier, commence sa fulgurante carrière en interprétant *Dédé* aux Bouffes-Parisiens.

Sacha Bauquin raconte que, la « tenue » Camus qui était encore un passage clos bordé de demeures cossues, dans l'hôtel particulier de ses parents transformé en théâtre pour l'occasion, on monte en 1924 une opérette, *Au temps des Croisades*, dont le livret léger et les sous-entendus font rire un public composé pourtant de gens austères. Mais un esprit nouveau était dans l'air ; il était normal de chanter et de s'amuser entre amis. En 1926, le père de Sacha Bauquin monta ainsi 24 opérettes ou revues avec sa troupe d'amateurs comprenant une vingtaine de comédiens sachant chanter et danser, et un orchestre de cinq musiciens. Ces souvenirs qu'il évoque dans une de ses conférences montrent bien que l'insouciance et la joie de vivre de ces années folles ont bien existé à Nantes.

Le Petit Théâtre donne sa « première », le samedi 15 décembre 1928, à la salle Colbert. Il se veut être un théâtre d'essai mis à la disposition d'auteurs débutants. D'ailleurs, au programme de la soirée d'ouverture, un acte d'un jeune auteur du lycée Clemenceau précède les deux pièces principales : *Arsène Lupin* de Francis de Croisset, et *Le Feu de joie* d'André de Lorde et Claude Roland. Géo Jaminais et sa femme, qui dirigent cette compagnie, ont le désir de présenter des spectacles sains, des pièces écrites sans idées choquantes mais sans bégueulerie. Ils ont déjà une certaine expérience : ils ont créé plusieurs sociétés dont « Les 13 » qui se changèrent en « Ménestrel », puis en « Deux Masques », cette dernière connaissant un beau succès à la salle Bel-Air.

Les sociétés musicales, avec leurs concerts, donnent elles aussi l'occasion de sorties et de plaisir. En 1923, la Musique municipale, constituée en corps militaire, compte 89 musiciens équipés et habillés aux frais de la ville. À côté d'elle se produisent des fanfares comme L'Étendard, fanfare de trompettes, qui fête ses vingt ans le 10 décembre 1921, La Concorde, La Victorieuse, La Sirène Nantaise, Le Réveil Nantais ; ou des harmonies comme l'Union philharmonique ou La Lyre fraternelle. La musique de chambre est également présente avec la Société Mozart, dont le but est de faire entendre « de la bonne musique à bon compte » ; ou avec les matinées Villa-Brouhouet, qui proposent salle du Chapeau-Rouge, en après-midi, des concerts avec la participation d'artistes de talent

comme, au cours de l'hiver 1922, le jeune violoniste nantais Gaubert, ou Mlle Lapie, premier prix de violon au Conservatoire de Paris.

Le chant choral est aussi à l'honneur grâce à La Sainte-Cécile, Le Choral Nantais, et surtout La Schola Cantorum de Nantes.

La naissance du cinématographe et son développement rapide bouleversent l'espace culturel nantais. Les salles de cinéma sont nombreuses à cette époque :

- les Variétés, 3 rue Corneille, qui deviennent *Fémina* puis *Katorza* ;
- le *Palace*, 8 rue Scribe ;
- le *Sélect* ; l'*Omnia-Dobrée*, 18 rue de Flandres ;
- l'*Alcazar*, 17 boulevard Victor-Hugo ;
- le *Cinéma national*, 81 boulevard de l'Égalité ;
- l'*Américain-Cosmographe*, 12 bis rue des Carmélites ;
- le *Chapeau-Rouge*, 11 rue du Chapeau-Rouge ;
- *Jeanne d'Arc*, *Toutes-Aides*, *Eden-Cinéma*...

Le *Majestic*, place Lamoricière, le plus grand de la région, est inauguré le mercredi 7 décembre 1921 et, après transformation, le *Katorza* – le seul de Nantes qui possède une sortie de secours – annonce sa réouverture le mercredi 13 janvier 1922. Quelques jours plus tard, à l'école communale de la rue du Moulin, on en inaugure un autre de 150 places : « *Encore un !*, écrit *Le Phare*, mais celui-là est gratuit et s'adresse aux enfants des écoles primaires communales. »

De même, sont autorisés à donner des représentations cinématographiques :

- 6 rue de Bel-Air, le Syndicat des travailleurs chrétiens ;
- 5 rue Amiral du Chaffault, le directeur du « Foyer du peuple » ;
- 12 rue du Frère Louis, le patronage Notre-Dame-de Bonne-Garde.

Toutes ces autorisations sont données par la Commission de sécurité des théâtres et salles de spectacles qui vérifie les installations et oblige parfois à certains travaux destinés à assurer la sécurité du public. Ainsi, lors de sa visite à la salle du Cercle Sainte-Croix, 2 rue des Olivettes, elle demande la suppression des chaises volantes : celles-ci doivent être reliées entre elles par rangs par des traverses de bois<sup>83</sup> ; ou encore au cinéma *Fémina*, 3 rue Corneille, exploité par *Katorza*, elle impose que soient maintenus dans la cabine de projection, à portée de main de l'opérateur, six siphons d'eau de Seltz<sup>84</sup>. Des dispositions de ce type étaient-elles prises à l'*Apollo* qui est totalement détruit, dans la nuit du jeudi 24 mai 1931, par un incendie d'une extrême violence ?

Maurice Schwob, dans *La Gerbe*, expose ses idées sur le cinéma, donnant son point de vue sur l'organisation d'une bonne représentation cinématographique. Pour lui, une séance doit « ressembler à un journal bien fait. Elle doit comporter des feuilletons en série et des nouvelles courtes ; elle doit avoir des chroniques gaies, des notes spirituelles, des faits divers abondants, ne négliger aucun événement sensationnel, aucun fait du jour ; être à l'affût de l'actualité. Mais comme tout journal qui se respecte, elle doit avoir un article de fond et se donner pour programme d'instruire en intéressant, voire même en amusant ». Et un peu plus loin dans le même article, Maurice Schwob se fait déjà l'interprète de « l'exception culturelle » en ce qui concerne l'industrie cinématographique. « *Groupant des salles, réalisant une unité d'action et de volonté, elle pourrait, au lieu de dépendre de l'étranger américain et italien aujourd'hui, et allemand demain, arriver à mettre sur pied une grande industrie de films français, de films à esprit français, à tendances françaises qui, tout en servant à notre propre éducation, servirait puissamment à notre propagande au dehors.* » Et dans le même numéro, Albert Gavy-Béledin plaide pour la présence dans la presse de chroniques cinématographiques : « *La critique cinématographique est souhaitable, mais pourra-t-elle s'affirmer sans la complicité des journalistes et des entrepreneurs de cinématographie ? [...] Ce que je désire voir s'établir, c'est une critique indépendante, loyale et compétente*<sup>85</sup>. »

Les Nantais savent apprécier les bons films quand on leur en propose. Pour son ouverture, le *Majestic* avait mis à l'affiche *Les trois Mousquetaires*, film Pathé tiré du roman d'Alexandre Dumas, ou encore, en octobre 1925, le *Palace* donne *La ruée vers l'or*. On s'y bouscule. L'émotion est grande quand le metteur en scène Luiz Morat arrive avec quarante-neuf personnes et cinq tonnes de bagages pour y tourner *Jean Chouan*, et c'est la ruée également, le vendredi 2 mars 1928, pour la projection de *Napoléon* d'Abel Gance. Après travaux, le *Royal-Ciné*, dans le haut de la rue de Flandres, entre la rue de Bréa et la rue Voltaire, veut devenir un établissement d'exclusivités anciennes aussi bien que nouvelles, et constituer ainsi un véritable conservatoire du cinéma. Un effort considérable est fait, au cours de 1928, par les « Cinéromans-films de France » et « Pathé consortium cinéma » pour débarrasser l'écran français d'une production étrangère intolérable. C'est pour cela que depuis deux jours, dix films, véritablement français, ont été « visionnés » à l'*Apollo* devant un public d'exploitants venus de toutes les régions de

l'Ouest : Tours, Orléans, Saumur, Vannes, La Roche-sur-Yon<sup>86</sup>, etc. Le même événement se produit chaque année et suscite un grand intérêt. Les directeurs de salles ne diront jamais assez le grand effort fait par le cinéma français pour augmenter la production des « Films de France » et sauront se contraindre à composer leurs programmes avec des bandes exclusivement françaises qui réussiront à ne pas faire regretter aux spectateurs les blondes et plantureuses stars ou les chevauchées du Far-West. L'importante question de la prédominance commerciale des films américains était donc déjà posée dès 1928.

Fort peu de temps après Paris, le 19 avril 1929, le cinéma-théâtre Apollo propose des bandes parlantes et sonores. Après la présentation de son invention par Léon Gaumont, les spectateurs entendent et voient une sonate de H. Eccles-Salmon, interprétée par Lazarus ; *Toi et Moi*, de Paul Géraldy, par Fresnay, de la Comédie Française ; un *Nocturne*, de Chopin, par Gilles ; des histoires marseillaises par Doumel, du Palace ; et un documentaire sonore particulièrement intéressant : *La relève de la Garde à Copenhague*. Aux programmes des autres salles ce même jour, on a le choix entre *La Mondaine*, à l'Américan-Cosmo ; *Les Transatlantiques*, avec la femme la plus élégante de Paris, ainsi que *Les mystères de la Tour Eiffel*, avec le grand comique Tramel, au Katorza ; au cinéma National, on donne *Le docteur Jack* ; au Ciné-Palace, *Le roman d'un jeune homme pauvre*, d'après l'œuvre d'Octave Feuillet ; à l'Eden-Ciné, *Je n'ai plus peur* ; à l'Olympic-Cinéma, *Le Bossu* ; enfin au Royal-Cinéma, *Le médecin de campagne* et *Rivière*. Mais ces films ne sont en réalité que des films sonores, c'est-à-dire accompagnés de musique et de chants enregistrés.

Si pendant l'hiver 1929, il a été donné de voir et d'entendre les premiers essais de pellicules sonores, essais de laboratoire sans doute, mais qui laissaient voir cependant tout l'intérêt de ce nouveau mode d'expression, c'est seulement le vendredi 25 avril 1930 que le public nantais est appelé à juger le cinéma parlant à l'Apollo. Après la réalisation des premières bandes, les appareils se sont perfectionnés ; ils reproduisent un synchronisme parfait – parce que automatique – sons et images ; la qualité des sons et des paroles s'est également améliorée dans de notables proportions. Une cabine de cinéma devient aujourd'hui une véritable usine... Comme l'annonce la réclame, on peut assister à une « revue sonore, parlante et musicale » : *Le monde est à nous*, présentée

par le célèbre chansonnier montmartrois Mauricet, avec en supplément *Le dixième anniversaire de l'Armistice*, « film entièrement sonore », ainsi qu'un grand film français, *La Symphonie pathétique*. Ou encore, les « grands films, chantants et sonores » qui triomphent à Paris avec, pour débiter, *La Route est belle*.

Le premier vrai film « cent pour cent » parlant, *Trois Masques*, n'est projeté à l'Apollo que fin juin 1930. Il présente encore bien des défauts du fait d'une technique d'enregistrement du son insuffisamment perfectionnée. Les scènes extérieures ont dû être tournées en studio, et les acteurs ne parlent pas devant le micro avec toute la simplicité désirable, récitant un peu comme au théâtre. Dans *La Route est belle* qui obtient partout un succès triomphal, André Bauge joue, parle et chante. En première partie du spectacle, après les actualités sonores, est donné un dessin animé d'un comique irrésistible : *Mickey mélomane*. La même semaine, le Palace présente Greta Garbo dans *La Belle ténébreuse* ; le Royal offre une grande comédie gaie : *La galante méprise* ; l'Américan Cosmo donne *Carmen* ; le Majestic-Cinéma : *Les cinq sous de Lavarède* ; et au Katorza on peut voir après *Nantes en fêtes*, film de la visite du président Doumergue, *Le Forçat* et *Perdus au Pôle*. La rentrée d'octobre 1930 montre l'importance de l'implantation du cinéma parlant. Alors que l'Apollo présente le premier film parlant de René Clair, *Sous les toits de Paris*, le cinéma Palace annonce *Le trou dans le mur*, dans une salle équipée en Western Electric ; le Royal-Ciné programme *Hara-Kiri*, comédie dramatique de Lestringuez, et *Dolly*, comédie gaie de Pierre Colombier ; le Katorza présente *Le Collier de la Reine*, film parlant et chantant, dans une salle équipée par le merveilleux appareil sonore RCA ; l'Olympic-Cinéma donne *Rapa-Nui* ; et le Majestic-Cinéma, *Une femme a menti*, film français 100 % parlant.

Tous les spectacles donnent lieu à la perception par la ville de taxes municipales qui sont fixées, en 1920, à 10 % des recettes brutes. Cette taxe insupportable est réduite, en octobre 1927, pour les représentations théâtrales à 3,60 % sur le prix des places dont le montant est supérieur à 6 francs. Pour le cinéma, ce même taux de 3,60 % est applicable jusqu'à 15 000 francs de recettes nettes mensuelles, mais passe à 6, 9, 12 ou 16 % pour les tranches de recettes supérieures à 15 000, 30 000, 50 000 et 100 000 francs. Un arrêté municipal du 19 janvier 1928 fixe rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1928 la taxe sur les spectacles à 50 % de celle de l'État.



### Les sports

La vie sportive associative est florissante à cette époque. Sans doute l'habitude de la vie communautaire acquise et appréciée durant la guerre, sûrement le besoin pour les plus jeunes de se retrouver, les distractions étant peu nombreuses, sont-elles des explications à la création de sociétés sportives. Le sport entretient également un certain chauvinisme qui trouve des satisfactions compensatrices au déclin du rôle international de la France d'alors. La presse familiarise le public avec les grands noms du sport dont la pratique, avant la guerre, était limitée aux milieux aisés, et qui s'étend désormais aux couches populaires. Ainsi en est-il du « Match du siècle » opposant, le 2 juillet 1921, pour le titre mondial de boxe toutes catégories, le Français Georges Carpentier et l'américain Jack Dempsey, vainqueur au quatrième round, provoquant un véritable deuil national. Le public sera plus heureux en 1927 lorsque les quatre mousquetaires du tennis français, Lacoste, Cochet, Brugnon et Borotra, remportent à Philadelphie la Coupe Davis.

On retrouve d'ailleurs le même engouement pour les autres associations comme les sociétés musicales, les sociétés de pêche ou de colomphilie. La plupart du temps, elles sont corporatives comme le Stade nantais université club (SNUC), fondé en 1903, ou l'Union sportive des cheminots nantais.

Ainsi le sport se généralise et prend un caractère largement populaire. À la séance du Sénat du 24 novembre 1921, G. Vidal appelle l'attention de ses collègues sur l'immense mouvement qui pousse la jeunesse française sur les terrains de sport et d'éducation physique, et indique qu'en 1919 le nombre des clubs pratiquant le football était de 400 alors qu'ils sont 2 400 en 1921 ; chiffres qui pour le rugby deviennent 150 et 1 100. Les sociétés sportives entraînent fréquemment à la préparation militaire en étant agréées par le ministère de la Guerre ; elles sont généralement omnisports (en plus de l'athlétisme, l'on y pratique le football ou le rugby), mais certaines se spécialisent dans le cyclisme ou la gymnastique. Dans cette dernière discipline, La Nantaise, créée en 1880, La Chantenaysienne, née le 8 novembre 1901, La Doulonnaisienne, fondée en 1904, ont une réputation nationale et participent chaque année à la fête de l'Union des sociétés de gymnastique de France. C'est ainsi qu'elles sont à Lille en mai 1921, ou à Rouen en mai 1923. On peut admirer ces gymnastes à la fête-concours des sociétés de gymnastique d'août 1924 à

Nantes où le défilé d'ouverture est précédé par la fanfare de L'Étendard, les fillettes Les Libellules et le club sportif féminin LBC Nantes.

Parmi les champions nantais, il faut citer René Jubeau, de La Nantaise, sélectionné olympique 1924, ainsi que Armand Coidelle, qui avait participé au Luxembourg, en 1909, à la victoire de l'équipe de France aux Championnats du monde de gymnastique et qui remporte trois années de suite, 1926, 1927, 1928, le titre de Champion de France des vétérans, puis devient l'entraîneur de La Nantaise. Aux championnats d'athlétisme universitaires de France, en juin 1927, c'est une équipe d'étudiants nantais, composée de Mattéi, André, Logeais et Chevalier, qui remporte la course relais de 400 mètres. En 1928, les gymnastes de La Nantaise, auxquels s'étaient joints ceux du Namneta-Sports et de l'Athlétic-Club, obtiennent un vif succès à la 50<sup>e</sup> Fête fédérale, montrant ainsi qu'ils restent « à la hauteur » de leur valeur. Le rédacteur sportif du journal a été sensible aux gracieuses gymnastes du Namneta-Sports, « aux gestes souples, aux poses d'un rythme charmant, qui traçaient sur le fond sombre du parc de Procé les plus jolis dessins du monde ».

Le dimanche 8 juillet, dans le cadre du Parc des sports de Procé, tout décoré de drapeaux et de guirlandes, se déroulent, sous la présidence de Mgr Le Fer de la Motte, les concours de gymnastique des patronages régionaux. Cinquante-sept sociétés, groupant environ 2 500 gymnastes, avaient répondu à l'appel des organisateurs. Ce fut un rare spectacle de voir défilé, drapeau et musique en tête, bien en ligne, toute cette cohorte de maillots multicolores. Le plus grand succès a certainement été remporté par les pupilles dans leurs mouvements d'ensemble. Les jeunes évoluèrent dans ces exercices avec une souplesse parfaite et sans faire une faute... En résumé, ce fut une belle journée de démonstration de culture physique et de sport<sup>87</sup>. Trois semaines plus tard, ce qui montre combien les réunions d'athlétisme féminin sont à l'ordre du jour, a lieu pour la première fois un véritable match Paris contre Nantes, mis sur pied par le Stade Nantais. « S'il existe un soi-disant sport féminin qui est à proscrire, par contre il est un vrai sport féminin qui est digne de tous les encouragements. L'éducation physique pour les jeunes filles est, en effet, devenue une chose indispensable » écrit le journaliste du *Phare*, le 28 juillet 1928.

Les Nantais aiment la bicyclette et la moto. Dès février 1920 le Moto-Club Nantais se constitue au café *Continental*. Mais surtout ils se passionnent pour le Tour de France. Comme déjà en 1921, ils peuvent

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE



L'ETAPE BREST-LES SABLES D'OLONNE

**DEJONGHE GAGNE L'ETAPE BREST-LES SABLES  
MAIS C'EST BELLANGER QUI A LE MAILLOT JAUNE**

**Le Tour de France à Nantes.  
Bellanger, maillot jaune.**

(Le Phare, 1<sup>er</sup> juillet 1923 — photo A. Bellanger)

voir passer en 1924 les coureurs lors de la quatrième étape, d'une longueur de 412 kilomètres, qui les mènent de Brest aux Sables d'Olonne en 16 heures 28 minutes 51 secondes. Le vainqueur à Paris sera l'Italien Bottecchia qui, sur Automoto, aura pédalé 226 heures 18 minutes 21 secondes pour parcourir les 5 416 kilomètres des quinze étapes de ce Tour. À cette époque, précise F. Couraud dans *Le Phare* du 23 juin 1924, les coureurs sont répartis en trois catégories. Il y a les champions engagés pour le compte des grandes marques qui ont droit à l'étape à tous les soins désirables : lit confortable, masseur, etc. La seconde catégorie groupe ceux considérés comme des hommes de second plan et appartenant à des marques moins importantes. Enfin il y a les déshérités de la

grande boucle : livrés à eux-mêmes ou à peine aidés par quelques petits constructeurs locaux, ils doivent se débrouiller seuls, pourvoir à leur coucher en parvenant à l'étape, s'occuper de leur machine et de leur ravitaillement.

Au cours de la décennie, deux Français gagnent le Tour de France : Charles Pélissier en 1923 et André Leducq en 1930. On les a vus tous les deux, roue dans roue, lors du passage à Nantes de l'étape Vannes-Les Sables d'Olonne en juillet 1930, remportée par André Leducq devant Charles Pélissier à une demi-longueur. Ce 24<sup>e</sup> Tour de France s'est couru à une moyenne de 27,983 kilomètre/heure.

Après une longue éclipse, puisque le 1<sup>er</sup> Paris-Nantes, gagné par Maurice Allard, avait eu lieu en 1892, cette course cycliste ressuscitée en 1921 et passionne les Nantais. Dotée d'un prix de 2 000 francs offert au vainqueur par la maison Gibbs, ce qui la classe dans les dix grandes épreuves de l'année, elle est organisée par *Le Phare* et le Comité de la semaine cycliste nantaise, sous le patronage de la municipalité et du journal *L'Auto*. En septembre 1924, Paris-Nantes remporte, malgré un temps exécrationnel, un succès considérable. Le trajet est de 370 kilomètres. Quarante-huit vaillants jeunes gens, dont cinq Nantais : A. Piveteau, Rivière, P. David, Louis Legoaer, M. Gourdon, sont au départ. Douze seulement finissent l'épreuve. «Était là la pluie qui défigure les visages transformés en d'horribles figures grimaçantes, qui brûle la face et maquette les cheveux, qui s'insinue jusque dans les plus petits recoins de la machine et contraint l'homme à d'horribles efforts pour sortir la bécane du limon où elle s'enlise : la boue.» C'est en ces termes imagés que le chroniqueur décrit l'ambiance de cette course. Le vainqueur au vélodrome du Petit-Port est le Belge Verdyck, sur bicyclette Christophe, pneus Hutchinson, en 15 heures 59 minutes 32 secondes, et le douzième et dernier, le régional F. Chevalier, de la Montagne. Malgré les averses et les bourrasques, plus de 15 000 personnes se trouvaient massées au Croissant, sans parler de toutes celles qui se tenaient de l'embranchement de la route de Carquefou jusqu'à Ancenis.

L'année suivante, le deuxième Paris-Nantes, remporté par le même Verdyck, obtient un non moins grand succès de popularité, d'autant que la course s'est disputée plus tôt dans la saison par un temps favorable et qu'elle a donné lieu dès le début, raconte André Pavaud dans *L'Aéro-Sport* du 19 mai 1925, à une surprise qui a fait que la bataille n'a cessé d'être passionnante et même sévère de bout en bout. Le peloton de tête

s'étant allongé, cinq des fuyards restés groupés à Rambouillet, prennent la bonne direction alors que leurs compagnons d'échappée se trompent de route, sont obligés de faire demi-tour et sont rattrapés par le gros du peloton. Il y avait au départ 97 engagés, dont les frères Henri et Francis Pélissier. Les marques de bicyclettes étaient nombreuses : Aiglon, Alavoine, Alcyon, Automoto, Chimère, Christophe, Griffon, Labor, J.B. Louvet, Jean Louvet, Météore, Petit-Breton, Peugeot.

L'INAUGURATION DU VÉLODROME « PETIT-BRETON »

L'événement nantais concernant le cyclisme est, sans nul doute, l'inauguration du vélodrome Petit-Breton, à la Durantière, le dimanche 3 août 1924, sous la présidence du préfet, du général commandant le XI<sup>e</sup> corps d'armée et avec le concours de la musique municipale. Le stade était plein à craquer. Ce vélodrome porte le nom de l'as des as Lucien Mézan, dit Petit-Breton, tué pendant la guerre. Dix mille spectateurs peuvent prendre place autour de la cuvette qui compte 500 mètres à la corde, dimension un peu grande pour un vélodrome mais rendue nécessaire par l'établissement d'une piste cendrée pour l'athlétisme et d'un terrain de football au centre. La piste cycliste est en terre battue et on espère bien qu'on la cimentera un jour. Ces installations sont alors données en location au Véloce sport nantais, société fondée en 1892, dont le siège est au café Continental place Royale, qui rivalise avec l'Union cycliste nantaise, fondée en 1909, 9 place du Commerce, avec l'Étoile sportive nantaise qui devient Gallia-Sport après sa fusion avec l'Union sportive des cheminots nantais en 1921, et avec l'Union cycliste de Nantes-Chantenay ; c'est elle également qui perçoit en 1920 la plus forte allocation municipale : 750 francs. Le vélodrome Petit-Breton se montrera vite trop petit : par exemple lors du 4<sup>e</sup> Paris-Nantes, le 9 mai 1926, gagné par Reby, sur Peugeot, et par l'équipe Peugeot, avec le Nantais Chauvet, qui termine à la dixième place, sous les ovations d'un public enthousiaste.

Le SNUC, fondé en 1903, est connu dans le monde du rugby. D'ailleurs, en 1926, son arrière Chesneau est sélectionné dans l'équipe de France. Ce club rivalise avec le NAC (Nantes'Z'Arts Club) dont le siège se trouve à l'école professionnelle Livet. Pour la clôture de la saison, il reçoit l'U.S. Dacquoise qu'il avait battue au match aller, et s'incline par 15 points (3 essais, 3 buts) à 6 (2 essais). En 1928, l'ouverture de la saison de ballon ovale, au Parc des Sports, voit la victoire du Stade toulousain sur le SNUC avec un score sans appel de 38 à 10. Mais en battant l'UAI (Union athlétique inter Gad'Z'Arts) de Paris par 16 à 6, les Nantais sont premiers de leur poule et donc qualifiés pour le barrage Honneur-Excellence.

Le SNUC est aussi un champion du ballon rond. En septembre 1928, il fait match nul, 2 à 2, contre le Lorient-Sport devant un nombre record

— Les Actualités Sportives de la Semaine —



(1) à (3) DEUX PHASES DU MATCH DE RUGBY (Tournoi Olympique) entre les équipes de Rotterdam et des Étoiles. — (4) JAMBE et (5) CAUDRON ont participé à la grande course gastronomique organisée vendredi soir par le Bourg Club. — (6) L'Équipe des cyclistes nantais qui défendit son titre au Tournoi Olympique. — De gauche à droite : HENRI, HENRI, VENTURE, LEBLANC et BENOIST. — (7) LUCIEN BOSSOUROT, vainqueur du Grand Prix de la Ville de Nantes. — (8) Le Prix Jean Mézan au Parc des Sports. — (9) Une phase de match France-Velocité. — (10) Équipe de l'Équipe de Préparation Olympique au Parc des Sports. — Couvert par M. LEBLANC. (Photo Agence et M. LEBLANC, Paris)

Résumé des actualités sportives de la semaine, en images.

Un regroupement de dix photos-légendes.

(Le Phare — photo A. Bellanger)

de spectateurs et supporters. Le terrain de football du Parc des Sports avec ses tribunes, construit en 1930, est mis à la disposition du SNUC qui doit en partager l'usage avec le Véloce sport nantais, Gallia-Sport, l'Athlétic-Club de la Loire, l'Association sportive nantaise, la Mellinet et l'Association sportive ouvrière nantaise. Il est réservé au SNUC 18 dimanches et 3 jours de fêtes, et aux autres sociétés 12 dimanches et 2 jours de fêtes. Le SNUC, pour occupation temporaire d'une partie du domaine public communal, doit payer une redevance symbolique de 1 franc. Par contre, il paie une redevance annuelle de 4 000 francs pour disposer, en dehors de leur occupation par la Société de la Foire commerciale en mars et avril, des terrains couverts du Champ de Mars destinés à sa section de tennis.

La presse locale rend largement compte des Jeux Olympiques de Paris en juillet 1924, inaugurés par le nouveau président de la République, Gaston Doumergue. 3 092 concurrents représentant 44 pays, participent



à ces olympiades suivis par 625 000 spectateurs. Les Français n'y obtiennent que trois médailles de bronze en athlétisme, mais réussissent à glaner quelques titres en water-polo, en lutte (Henry Deglane), en haltérophilie (Charles Rigoulot), en cyclisme (Michard et Blanchonnet), et en escrime (Roger Ducret). Les frères Vandernotte, du Cercle de l'aviron de Nantes, participent aux Jeux de 1928.

Depuis très longtemps, le loisir dominical favori des Nantais est la fréquentation des courses de chevaux. Le 29 septembre 1929, ils découvrent à l'hippodrome du Petit-Port, de nouveaux gradins, édifiés à frais communs par la Société des courses et la Société sportive de l'Ouest, permettant aux spectateurs de suivre entièrement chaque épreuve et d'assister à la phase finale, toujours la plus émouvante de la course. En raison de l'affluence causée par ces manifestations, la municipalité est contrainte de prendre des arrêtés concernant la circulation des voitures hippomobiles et automobiles. Ainsi, pour se rendre au Petit-Port à l'occasion des courses de chevaux, les véhicules doivent emprunter, soit le quai de Barbin, le pont de la Motte-Rouge, les boulevards Amiral Courbet et Michelet, soit la rue de Rennes, les boulevards Saint-Félix et Gabriel Lauriol. À partir du rond-point de Rennes et jusqu'au Petit-Port, les voitures devront marcher sur une seule file ; il est expressément défendu aux cochers et chauffeurs de chercher à dépasser les véhicules circulant devant eux. De même, un arrêté du 8 septembre 1927 concerne la réglementation de la circulation des piétons et des voitures à l'occasion de courses de chevaux, le dimanche 2 octobre 1927, sur la Prairie de Mauves.

Les amateurs de chevaux ont l'habitude de se retrouver lors des grands concours hippiques. *Nantes-Mondain* du 14 mars 1925 donne le compte rendu de l'un d'entre eux, « fidèle, fidèle comme la pluie », et note au hasard des rencontres de la sélecte assistance :

« [...] la présence de Mmes A. Ollivier, en noir et fourrure ; Jollan de Clerville, manteau de taupe ; la vicomtesse de Cornulier-Lucinière, manteau de loutre, chapeau noir garni d'aigrettes... ; Mlles de Guinebauld, tailleur mastic ; de Langlais, tailleurs gris bordé de fourrure, chapeau paille cloche garni d'un ruban rouge ; Annick O'Neill, manteau tête de nègre, grand chapeau feutre du même ton... ; tandis que le président du concours est le marquis de Juigné ».

La baignade intéresse les jeunes : aussi approuvent-ils la réouverture du « Baignoir de la Prairie de Mauves ». Concession en a été donnée à Raymond Laporte, demeurant 5 rue de Coulmiers, pour une durée de cinq

ans à compter de l'arrêté municipal du 17 juillet 1930. Les jours d'entrée gratuits sont déterminés et concernent les agents de police et les pompiers en tenue, les enfants des écoles conduits par leurs maîtres, ainsi que les militaires de la garnison en détachement. À part ces exceptions, le prix d'entrée est fixé à 0,50 F et il en coûte par personne : 0,30 F pour l'utilisation d'une cabine, 0,15 F pour un porte-manteau surveillé, 0,25 F un caleçon de bain, 0,25 F une serviette, et 0,25 F un dépôt d'objet de valeur confié contre un reçu.

Voile, aviron, motonautisme trouvent, avec l'Erdre et la Loire, des plans d'eau permettant une pratique régulière de ces sports. Les frères Vandernotte, champions de France de 2 sans barreur, sont bien sûr le phare du Cercle de l'aviron dont le siège est boulevard Van Iseghem. Mais il existe également : le Cercle nautique de l'Erdre, 1 quai Jean-Bart ; la société la Voile de l'Erdre, 7 quai Ceineray, fondée le 8 septembre 1900 ; l'Hélice-Club de l'Ouest, 3 place du Commerce, fondée en 1907 ; le Sport nautique de l'Ouest, 12 rue de l'Héronnière, fondé en 1892 ; le Cercle de la voile de Nantes.

Les compétitions sont fréquentes. Ainsi, dans une régates organisée précisément par le Cercle de la voile de Nantes, le 29 avril 1922, le classement est le suivant :

- en série internationale de 8 m 50 : premier, *Sylla*, barré par F. Guillet ; deuxième, *Ciboulette II*, barré par J. Thubé ; troisième, *Tantale*, barré par Desilles,
- en série internationale de 6 m 50, c'est *Musard*, barré par R. Guybert, qui remporte la course devant *Folly*, barré par Desilles.

De telles manifestations attirent une foule considérable. Pour y faire face, l'arrêté municipal du 10 juin 1927, par exemple, fixe à 12 kilomètres à l'heure la vitesse maxima de tous les véhicules empruntant la Côte Saint-Sébastien pour les régates dans le bras de la Loire dit « de Pirmil », et l'interdiction de circuler dans la partie comprise entre le Casino et le chemin de la Fonderie, ainsi que rue Prairie d'Amont dans sa partie longeant la Loire.

Même le golf fait son apparition à Nantes, puisque le terrain du Chêne-Vert ouvre le dimanche 2 juillet 1922. La découverte du club-house et de son jardin est un émerveillement pour les privilégiés qui assistent à cet événement.

Les cirques, les acrobates, montreurs d'ours..., font toujours la joie des petits et des grands. Mais parfois ils sont à l'origine de drames. Ainsi, le

samedi 1<sup>er</sup> juin 1925, la population nantaise, à la lecture de la presse locale, est consternée en apprenant la mort du jeune et sympathique athlète polonais Willy Wolff, connu de tous. Il s'était tué en exécutant, la veille au soir, du haut du Pont à transbordeur, « une plongée de haut vol » malgré la défense de l'administration municipale qui l'avait seulement autorisé à des « exercices acrobatiques ». Son corps, absolument intact, a été repêché le samedi suivant au Pellerin. Ou encore, pendant la Foire de septembre 1927, Georges Lancien, autre jeune acrobate, est profondément griffé par une lionne au cours d'un exercice. Le jeune homme mourra quelques jours plus tard d'une infection gangreneuse généralisée. Ses parents, qui avaient introduit une action en justice contre le corps médical de l'Hôtel-Dieu, ont été déboutés par la 1<sup>re</sup> chambre civile en 1929.

À l'école, les sports font leur apparition comme une des formes d'exercice préconisée à côté des jeux, des assouplissements et des exercices éducatifs. En 1922, un Comité d'éducation physique et sportive voit le jour afin d'étudier les questions relatives à leur pratique dans l'enseignement et à l'université. De ses travaux est issue la circulaire du 13 janvier 1923 que l'on peut considérer comme l'acte de reconnaissance officielle des associations de jeux, répondant au souhait de Pierre de Coubertin vingt ans auparavant. Elle reconnaît également le sport scolaire féminin. Un lieutenant de vaisseau, bouleversant tous les principes jusque là établis, Georges Hébert, est à l'origine d'une polémique. Il est chargé, en 1905, de l'entraînement physique à l'école des fusiliers marins de Lorient, ainsi qu'à l'École des pupilles et des mousses. Contre la bureaucratie maritime, il obtient, lors des séances, une tenue allégée, mais « l'honneur de la Marine exigeant cependant un minimum de pudeur, le pantalon retroussé jusqu'à mi-jambes lui fut imposé ». En dehors de ce détail caractéristique, la forme de l'entraînement qu'il dirige déclenche le scandale : « De mémoire d'amiral on n'avait vu des marins français marchant à quatre pattes, sautillant sur la pointe des pieds, soufflant comme des phoques. Ce fut la fable des ports de guerre. » Hébert attire la curiosité puis l'enthousiasme. L'opinion publique sent que, si l'on veut promouvoir l'éducation physique, on ne doit plus se contenter de mouvements monotones, d'évolutions rigides et d'exercices segmentaires. Hébert fait figure de libérateur. Avec sa méthode nouvelle, dite naturelle, il apparaît comme celui qui veut remplacer les exercices fastidieux de la vieille gymnastique par une activité synthétique et globale, base de toutes les orientations sportives. L'« hébertisme », rentre progressivement en vigueur dans les écoles, collèges et lycées de France<sup>88</sup>.

## L'ACCÉLÉRATION DE LA MODERNITÉ

La circulation automobile, le transport par avion, la diffusion de la radio, les efforts de généralisation de l'électricité, caractérisent cette période de l'après-guerre, ces « Années folles », qui ont vu le développement rapide de techniques, témoins de la modernité ; années également pendant lesquelles les transformations du centre de la ville bouleversent les habitudes des Nantais mais les adaptent à la vie moderne.

### L'automobile

Si le souvenir de l'automobile au début du siècle reste attaché aux images des taxis qui ont participé, en septembre 1914, à la bataille de la Marne et permis de stopper l'offensive allemande, la voiture automobile est encore rare, réservée aux classes aisées. Son développement explose dès la fin de la guerre et va considérablement modifier la vie quotidienne des Français.

D'après les statistiques officielles, en 1920, le nombre des autos en circulation en France s'élève à 236 725, dont 2 454 en Loire-Inférieure (4 026 en 1922). Et pourtant, que de difficultés en ces années d'après-guerre où le manque de matières premières se fait cruellement sentir, en particulier pour l'approvisionnement normal en pièces détachées. À tel point que le préfet se trouve contraint de publier un arrêté, le 2 mars 1920, interdisant « la vente des bandages pleins, pneumatiques et chambres à air par les grossistes et fabricants » sans autorisation préfectorale. Probablement trop rigoureux, cet arrêté est levé quelques jours plus tard, le 7 mars. Si, toujours en 1920, seuls le nom et l'adresse du propriétaire ou de la maison de commerce auxquels ils appartiennent

*La première voiture française construite en grande série*

CONDUITE INTÉRIEURE  
3 Places

PRIX  
17.000 fr.



Pour l'Automne,  
munissez-vous d'une voiture fermée,  
de qualité indiscutable & de prix modéré  
Protégez-vous contre le froid, la pluie et le vent.

LES CONDUITES INTÉRIEURES  
**CITROËN**  
sont solides, confortables, élégantes,  
les plus économiques d'achat & d'entretien

LIVRÉES COMPLÈTES AVEC ÉCLAIRAGE &  
DÉMARRAGE ÉLECTRIQUES - 5 ROUES  
GARNIES DE PNEUS CÂBLÉS

CONDUITE INTÉRIEURE  
4 Places

PRIX  
19.800 fr.



ANDRÉ CITROËN, 115-145, QUAI DE JAVEL - PARIS

La Citroën  
10 HP.  
Insertion  
publicitaire.

(Le Phare, 31 juillet 1920 — photo André Bellanger)

ment devaient être apposés, soit à l'arrière, soit de chaque côté des véhicules, les décrets faisant obligation de fixer au devant et à l'arrière des voitures des plaques d'immatriculation datent du 27 mai 1921. Cette immatriculation est composée d'un numéro de 0 à 9 999 et d'une lettre (L pour Nantes). Dans la circulaire numéro 31 du 30 avril 1928 des ministres de l'Intérieur et des Travaux publics, la lettre L, affectée à la Loire-Inférieure, est remplacée par les lettres d'immatriculation JH, JK, JL, JM et JN, les numéros d'immatriculation allant toujours de 0 à 9 999.

L'automobile connaît alors les perfectionnements qui l'approchent de ses caractéristiques actuelles : freinage sur les quatre roues, roues amovibles, démarrage et éclairage électriques, etc. La direction est toujours à droite, sauf sur les JL 5 CV et les 10 CV créées par André Citroën. Les autres constructeurs, encore très nombreux, s'appellent Renault, de Dion-Bouton, Delahaye, Lorraine-Dietrich, Hotchkiss, Salmon, Voisin... La production, 40 000 véhicules en 1920, dépassera 100 000 en 1923 et atteindra 250 000 en 1929<sup>89</sup>. Elle est légèrement inférieure à la production de la Grande-Bretagne, qui n'est rien comparée à celle des États-Unis. Detroit produit dès 1920 près de 2 millions de véhicules, et le triple quatre ans plus tard.

À Nantes, la presse locale ne manque pas, chaque jour, d'insérer des publicités concernant les différentes marques et les divers modèles que les constructeurs proposent à la clientèle. À l'occasion du Salon de l'automobile d'octobre 1921, Citroën, gravures à l'appui, présente la gamme de son catalogue sur une pleine page et donne le choix entre, par exemple, une Torpédo modèle Série, 4 places, qui consomme 7,5 litres d'essence et 250 grammes d'huile aux 100 km, vendue 13 900 F, ou une Conduite intérieure, 4 places, au prix de 21 500 F. Citroën montre également la nouvelle 5 HP (celle que l'on connaît sous le nom de *Trèfle*), moteur 4 cylindres 55 x 90, 3 vitesses, éclairage et démarrage électriques, 5 roues garnies de pneus, d'une consommation de 5 litres et 175 grammes d'huile aux 100 km, pour la somme de 8 500 F. De 1919 à 1929 la superficie des usines Citroën passe de 19 à 83 hectares ; le nombre des machines, de 3 500 à 16 250 ; la longueur de la chaîne, convoyeurs, transporteurs, de 2,5 km à 16,8 km. Pendant ces mêmes dix années, le nombre des ouvriers de la firme est multiplié par 6,6, passant de 4 500 à 30 000. En 1928, la publicité de Citroën, dont la cadence de production est maintenant de 400 voitures par jour grâce à des machines ultra-modernes, est axée sur la C4, 10 CV, qui peut faire



**Le  
véhicule  
le plus économique**  
meilleur marché que le chemin de fer en 3<sup>e</sup> classe

Consommation:  
**moins de 5 litres aux 100 kilomètres**

Usure des pneus presque nulle  
impôt 100 frs par an

**La Quadrilette  
Peugeot**  
DEUX PLACES

4 Cylindres - 3 vitesses - Marche arrière

**Le premier Cyclecar construit  
aussi sérieusement qu'une voiture**

Prix { **9.400 francs** (Taxe comprise)  
sans capote, phares, ni roue de rechange  
**9.900 francs** (Taxe comprise)  
avec capote, phares et roue de rechange

**LIVRAISON IMMÉDIATE**

Représentation exclusive France sur demande  
SOCIÉTÉ ANONYME DES AUTOMOBILES D'ÉVALUÉS PEUGEOT  
50, Rue Denon - LEVALLOIS PERRET - FRANCE

**SUCCURSALE**  
**5, Quai de l'Île - Giorietta - NANTES**



**La Quadrilette  
Peugeot.**

Insertion publicitaire.

(Le Phare, 15 juillet 1921 — photo André Bellanger)

PEUGEOT OFFRE DES BICYCLETTES À LA JEUNESSE STUDIEUSE

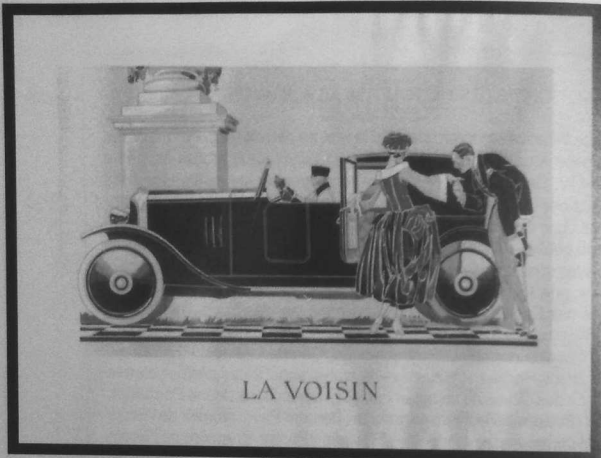
Heureuse initiative commerciale pour la rentrée des classes, Peugeot offre à la jeunesse studieuse de France, 1 500 bicyclettes, motos et même voitures 5 CV. Ces prix sont destinés à récompenser les meilleurs élèves et étudiants des écoles et universités de France pendant l'année scolaire 1924-1925. Les lauréats seront désignés par les soins du ministère de l'Instruction publique. Dans cette liste on peut voir, entre autres, que 900 de ces bicyclettes sont attribuées à l'enseignement primaire, 200 à l'enseignement secondaire, que 15 motocyclettes ou motos sont destinées à récompenser des élèves des Écoles nationales professionnelles, des Écoles des arts et métiers, d'agriculture, et que 20 voitures sont offertes à l'enseignement supérieur : Écoles normales, Polytechnique, Centrale, Mines, HEC, École navale de Brest, Ponts-et-Chaussées, et Universités. 21 de ces bicyclettes reviendront à des élèves du département, et en particulier à : Henri Perronnet, premier de l'École supérieure de commerce ; Bernard Piton, premier de l'École pratique de commerce et d'industrie ; Emilienne Parent, première de l'École normale d'institutrices de Nantes ; et Jean Luneau, lauréat du BEPS de Nantes. La proclamation de ces résultats a lieu à la Sorbonne.

du 90 km à l'heure, vendue au prix de 25 600 F, et sur la C6, 14 CV, réalisant 105 km à l'heure, et valant 32 600 francs.

Berliet propose, toujours avec gravures, des voitures de luxe : Coupé 16 HP, Conduite intérieure 16 HP, Torpédo 22 HP, Limousine 22 HP et la Torpédo 5 places 16 HP *L'Étoile d'Argent*, la voiture élégante, robuste et confortable, souple et silencieuse, d'une présentation de haut style, avec jantes amovibles, suspension type cantilever, éclairage et démarrage électriques, au prix de 19 900 francs.

Peugeot montre le véhicule le plus économique, « meilleur marché que le chemin de fer en troisième classe », dit la réclame, avec une consommation de moins de 5 litres aux 100 km et une usure des pneus presque nulle : la Quadrilette Peugeot, 2 places, 4 cylindres, 3 vitesses, marche arrière. Ce cycle-car est vendu 9 400 F sans capote, phares ni roue de rechange, et 9 900 F avec ces accessoires. Avec une progression de 35 %, Peugeot, qui vend en France une voiture sur huit, présente la 201 au Salon de 1929 et devient un concurrent redoutable. La conduite intérieure normale ne vaut que 18 900 F et obtient un magnifique succès.

Chez Renault, on fait valoir une conduite intérieure, 6 cylindres, à 26 500 F, et la Vivasix à 36 800 F. À ces voitures de série s'ajoutent la



LA VOISIN

Un « top modèle » du constructeur Gabriel Voisin. (Avec l'aimable autorisation du Pavillon Madeleine-Lilas, 10 rue Meuris, à Nantes ; photo André Bellanger)

Monastella, 6 cylindres, la Vivastella, également 6 cylindres, et la Reinastella, 8 cylindres, toutes avec carrosserie de luxe «Stella».

Fin 1922, le nombre des constructeurs en France s'élève à 1 241 et celui des réparateurs à 6 582.

La bataille publicitaire se livre également sur le terrain de la consommation. L'essence tourisme coûte 7,50 francs les 5 litres aux Grands garages de Bretagne, 20 rue Racine, en avril 1922. Renault proclame que sa 10 HP fait 75 kilomètres 250 avec 5 personnes et 5 litres d'essence ; Peugeot vante sa Quadrilette qui a gagné la coupe des constructeurs au concours du bidon de 5 litres à La Ferté-Bernard après avoir parcouru 198,360 kilomètres.

Les conditions de paiement font aussi l'objet de concurrence entre les constructeurs. En 1923, Citroën propose des torpédos populaires, payables en 12 mois, «vendues au prix du catalogue augmenté seulement des intérêts à 8 % l'an sur le découvert», ce qui représente une majoration d'environ 3 %.

Les Nantais sont stupéfaits d'apprendre qu'Antoine Max a fait graver, le 15 février 1923, malgré l'interdiction faite par la ville, les escaliers de Sainte-Anne avec une voiture dite «Chenille Citroën», sans incident ni accident. Ils s'intéressent, le 4 mai 1923, au Tour de France automobile qui se dispute sur 3 600 kilomètres et traverse la région Ouest. La



Grand Prix de l'Automobile-Club de France à La Baule en 1923. (Avec l'aimable autorisation du Pavillon Madeleine-Lilas, 10 rue Meuris, à Nantes ; photo A. Bellanger)

onzième et avant-dernière étape, Bordeaux-Niort-Nantes, est longue de 349 kilomètres. Les concurrents, partis à 6 heures du matin de Bordeaux, s'arrêtent à Niort pour le déjeuner. La première des 38 voitures concurrentes arrive à Nantes à 19 heures 01. Il est vrai que le règlement impose une moyenne de 35 km/h pour les voitures jusqu'à 1 100 cm<sup>3</sup>, de 40 km/h pour les voitures de 1 100 cm<sup>3</sup> à 2 000 cm<sup>3</sup> et de 45 km/h pour celles de plus de 2 000 cm<sup>3</sup>.

À La Baule, les épreuves de vitesse organisées sur la plage au cours de la cinquième Semaine automobile, en juillet 1925, montrent la suprématie des Salmon, Bugatti et autres Panhard-Levassor, tandis que la même année le premier Paris-La Baule, épreuve exclusivement réservée aux dames, voit la domination de Citroën. La gagnante, mademoiselle Beauger, de Nantes, au volant d'une Citroën 10 CV, se voit offrir... un cabriolet Peugeot d'une valeur de 18 000 francs.

La Semaine automobile de La Baule est toujours l'occasion de concours, de manifestations sportives et mondaines. Ainsi, le programme de la Semaine d'août 1926 comprend :

- le rallye du soleil, qui regroupe les concurrents partis quelques jours plus tôt de différentes villes de France et de Belgique ;
- le kilomètre lancé, sur la plage ;
- le grand prix de Vitesse, sur un circuit de 100 kilomètres.
- un gymkana ;
- et, surtout, le grand prix d'Élégance, qui se tient sur l'esplanade, devant le casino.

C'est à une Parisienne, Lucy Schell, sur Talbot, que revient le IV<sup>e</sup> Rallye Paris-La Baule en 1928 ; une Nantaise, Mme Le Boucher, est seconde.

L'augmentation rapide du nombre de voitures en circulation provoque nécessairement de nombreux accidents, d'où toute une série de réglementations. L'arrêté municipal du 13 décembre 1920, qui modifie celui du 28 janvier 1910, précise que « *les tramways doivent toujours être dépassés par la droite ; en cas d'arrêt d'un car, le véhicule qui le suit doit s'arrêter pour laisser monter ou descendre les voyageurs et renoncer à le dépasser jusqu'à ce que tous les voyageurs soient montés ou descendus* ». C'est lui qui, pour la première fois, impose la priorité à droite en stipulant : « *Au croisement des rues et chemins, les conducteurs de véhicules doivent toujours céder le pas à la voiture qui se présente par la voie se trouvant à leur droite, afin d'éviter des collisions.* » Cette réglementation n'est probablement pas respectée si l'on en croit cet article de Thomas-Maisonneuve dans *Le Phare* du 21 août 1922 :

« Il est indéniable que les accidents d'automobile se multiplient, depuis quelque temps, d'une façon inquiétante.

Il est indéniable aussi que Nantes est une des villes de France où l'art de conduire a besoin d'être poussé au « summum » de la prudence et de la virtuosité. Rues étroites, trottoirs exigus et parfois inexistantes, tournants brusques et bien souvent masqués, montées rudes comme celles des rues Crébillon, du Calvaire et J.J. Rousseau, passages défectueux et glissants dès qu'il y a un peu de « crachin » dans l'air, enfin un ensemble de difficultés qui, hélas ! rendent possibles bien des accidents.

Devant les accidents mortels qui ont marqué d'une tache rouge les jours de la semaine dernière, la population nantaise s'est émue et réclame une réglementation plus sévère de la circulation, des sanctions pénales qui soient des sanctions et non de ridicules amendes allant de 1,50 franc à 16 francs, et surtout que le permis de conduire ne soit délivré qu'à des individus prudents et sûrs de leur volant et non, comme cela se fait trop souvent, à des inexpérimentés qui n'acquièrent de la maîtrise qu'après avoir écrasé quelques poules, éventré quelques vaches, défoncé quelques devantures. »

D'autres recommandations et obligations sont également faites. Par exemple le décret du 12 septembre 1925 concernant l'échappement libre de tous véhicules automobiles et des motocyclettes qui « *doivent être munis d'un échappement silencieux* », ou relatif aux camions d'un poids en charge dépassant 3 000 kilogrammes qui sont « *tenus de posséder un miroir-rétroviseur disposé de telle manière que le conducteur puisse apercevoir de sa place tout autre véhicule susceptible de le dépasser* ».

Pénalité suprême, la suspension ou le retrait de permis de conduire existent déjà en 1930. La presse locale indique qu'à cette époque quatre-vingts retraits ont déjà été prononcés par le préfet, concernant une durée plus ou moins longue qui peut porter sur plusieurs années, après que l'intéressé ait fourni verbalement les explications qu'il estime susceptibles de rendre moins lourde la responsabilité qu'il a encourue. Le retrait comporte de plus pour le conducteur pénalisé l'obligation de passer à nouveau un examen pour récupérer son droit de conduire.

Dès 1920, la municipalité avait été obligée d'interdire la circulation des véhicules dans certaines rues, d'où la création de nombreux sens uniques et de stationnements interdits. Par exemple, l'arrêté du 11 août 1920 met en sens unique la circulation sur les quais de la Loire entre le quai Cassard et la rue de Strasbourg dans le sens aval vers amont et interdit le stationnement sur cette voie ainsi que sur le quai Flesselles et le quai du Bouffay. Ou encore un autre arrêté du 27 octobre 1921 interdit le stationnement rue Lapérouse et rue du Couëdic en même temps qu'il institue un sens unique rue Lapérouse dans le sens rue d'Orléans-Loire, et rue du Couëdic dans le sens Loire-rue d'Orléans. L'arrêté municipal du 23 juillet 1923 comprend 81 articles relatifs à la réglementation générale de la circulation dans la ville et 22 articles prévoyant une réglementation particulière à certaines voies, soit mises en sens unique, soit interdites de circulation.

Mais, encore une fois, ces interdictions ne semblent pas respectées. Un des membres de la commission spéciale de la circulation réclame de la discipline. Il a fait le soir après 20 heures, au moment où les agents à bâton blanc cessent leur service, des comptages de véhicules descendant la rue Crébillon, c'est-à-dire roulant en sens interdit. Les résultats sont édifiants : mardi 18 juin 1929, 17 autos ; samedi 19 juin, en moins d'une heure, 14 autos, 2 motos et 6 cyclistes...

Stationner est déjà devenu un problème. Le 8 avril 1924, six commerçants de la place du Commerce intentent un procès à la ville car, disent-



ils, « la place du Commerce est devenue un véritable garage public où chacun peut librement laisser son auto pendant des heures, voire une journée entière et même pendant un jour et une nuit ! ».

L'arrêté du 25 janvier 1930 apporte une solution à ce problème de stationnement en instituant l'obligation de stationner les jours pairs du côté des numéros pairs des immeubles, et les jours impairs du côté des numéros impairs, en laissant dans toutes les rues un espace libre devant les entrées des immeubles riverains.

Un autre question se pose à l'étranger arrivant à Nantes : se diriger dans la ville. Par une lettre au maire de Nantes, d'avril 1922, André Citroën, ingénieur-constructeur, 143 quai de Javel à Paris, propose de fournir des « panonceaux en tôle peinte portant des indications de distance et de direction ».

Le responsable des travaux publics de la ville donne son avis le 15 décembre : « Il n'y a pas lieu d'accepter la proposition de cette Maison. » Et il ajoute « qu'en raison de leur grande dimension les plaques de signalisation en question produiraient un mauvais effet. En outre, elles portent le nom du donateur ».

En revanche, une note des services administratifs, 4<sup>e</sup> Division, en date du 6 octobre 1926, signale que « toutes les plaques demandées à l'Automobile-club de l'Ouest pour la signalisation des rues, des octrois et des écoles sont posées ».

Encore une autre difficulté : celle de la distribution de l'essence par des pompes actionnées seulement par la main de l'homme. Celle-ci ne peut se faire que suivant un certain nombre de conditions prévues par l'arrêté du 28 décembre 1923 : il faut que le réservoir alimentant l'appareil distributeur soit placé hors des emprises de la voie publique ; il ne peut être autorisé qu'un seul distributeur par établissement ; l'appareil ne peut être utilisé après la chute du jour que si la potence est munie à son extrémité d'une lanterne portant sur verre de couleur, en lettres apparentes, le mot « Essence ». En 1929, le montant de la redevance applicable aux différents appareils distributeurs est de 200 francs.

Pour la première fois, en 1926, un véhicule automobile a fait le tour de France sans brûler d'essence, en employant exclusivement le bois comme combustible. « Le fagot de la forêt française a vaincu l'essence étrangère » titre le journal. Cette expérience sera bien utile pendant la Seconde Guerre qui verra proliférer les voitures à gazogène.

## DES TAXIS À CHEVAL SUR LE RÈGLEMENT

Deux types de taxis sont mis en service en mai 1924 par la Filiale nantaise des automobiles Renault. Tous équipés de freins sur les roues avant pour offrir le maximum de sécurité, ils se signalent par leur teinte uniforme bleu royal avec une bande jaune. Les taxis-luxe 11 CV peuvent transporter confortablement cinq personnes, les taxis 6 CV, plus économiques, sont réservés pour le transport de deux voyageurs.

En raison des embarras de circulation, les propriétaires de taxi demandent que la police fasse mieux appliquer quelques articles de l'arrêté municipal de 23 juillet 1923. Et notamment :

- qu'on oblige « tous les véhicules » à tenir leur droite,
- que « tous » les conducteurs fassent un signal avec la main quand ils changent de direction,
- que l'on se « dépasse » entre voitures comme il est spécifié,
- qu'on prenne la « file » dans les carrefours dangereux et les voies encombrées,
- que les véhicules ne soient autorisés à « stationner » que d'un même côté,
- que les voitures à bras soient « éclairées » et respectent le « sens unique » ; qu'elles soient « tirées » et non « poussées ».

C'est également en mai 1924 que sont mis en circulation les premiers autobus de la Compagnie des tramways. Sièges en rotin, pneus à air « jumelés » à l'arrière, ils peuvent recevoir 40 voyageurs et sont éclairés le soir par trois lampes électriques fonctionnant au moyen d'accumulateurs. Douze autobus sont prévus au départ de la place du Commerce. Ils sont peints en jaune crème avec, sur les côtés, un écusson aux armes de la ville de Nantes ; l'avant, jusqu'au siège du conducteur, est marron. L'inauguration du premier service permanent sur la ligne place du Commerce - place de Grillaud a lieu le 3 novembre 1924.

Ils accentueront le désagrément particulièrement aigu causé par la boue qui s'amoncelle dans les rues de la ville par temps humide. Déjà, les piétons et les commerçants se plaignent des projections de boue faites continuellement par les automobilistes et demandent une réduction de la vitesse des véhicules. *Le Phare* s'en fait l'écho :

« Il est certain que les jours de pluie, rares doivent être les villes aux rues aussi sales que les nôtres. Il suffit, comme exemple, de citer le parcours innommable de la place du Commerce à la gare maritime. À quoi donc cela tient-il ? Pavés mauvais, pose défectueuse, roulage intense ? Le fait, toujours est-il, est là. Et les services municipaux de la voirie s'en sont-ils préoccupés, sinon pour l'éviter, du moins pour y apporter tout le tempérament possible ? Car, pour ce qui est des pare-boues, objet de

tant de discussions passionnées, la question est encore si peu au point que ce qui a été réalisé jusqu'ici ne saurait en aucun cas servir de solution, même à Paris<sup>90</sup>. »

Les fonctionnaires de police se plaignent aussi de ne pouvoir lire les numéros d'immatriculation, les plaques étant couvertes de boue. En témoigne la lettre du maire d'Orvault, Gilbert de la Brosse, administrateur de l'Automobile-club de l'Ouest, au maire de Nantes, le 12 avril 1927, à propos d'un incident qui l'a opposé à un gardien de la paix, à l'angle du quai et de la rue de Strasbourg :

« Constatant que ma plaque d'immatriculation arrière était toute souillée de boue [...] et s'appuyant sur le règlement qui impose aux automobilistes le soin de vérifier tous les 1 500 mètres l'état de propreté de leurs plaques, il émit la prétention de me faire descendre et de nettoyer avec l'eau sale du ruisseau ladite plaque. [...] Je refusais d'exécuter un pareil ordre. »

À son tour, après enquête, le commissaire central de Police écrit au maire le 21 avril et reconnaît que l'agent a demandé à M. de la Brosse de nettoyer ou de faire nettoyer sa plaque avant de poursuivre son chemin en ville. Mais il lui a seulement dit que, si cela était nécessaire, le conducteur pouvait être amené à faire nettoyer ses plaques tous les 1 500 mètres afin que les numéros soient toujours lisibles. De plus, il aurait bien pu lui dresser deux contraventions, l'une pour ses plaques, l'autre pour ne pas avoir actionné la trompe de son véhicule avant d'arriver à un croisement de rues (arrêté municipal du 23 juillet 1923, art. 32)<sup>91</sup>.

On effectue régulièrement le pavage des rues, comme par exemple en 1927, la rue des Dervallières et une partie de la rue de la Bastille qui étaient encore empierrées et dans un piteux état, ou le pavage de la rue de la Fosse. Hélas, les travaux qu'on y fait tour à tour pour l'eau, le gaz et l'électricité, le téléphone, les égouts, font qu'on dépave et repave sans cesse, à un point tel que « Nantes, écrit *Le Phare* du 7 septembre 1927, est surnommée "Trous-Ville" ». L'essai de pavage mosaïque en petits pavés effectué en 1923 à Saint-Joseph-de-Portricq s'étant bien comporté, on continue ce revêtement et, en 1927, il en a été exécuté une longueur de 468 mètres<sup>92</sup>.

L'état des routes nationales ou départementales et des chemins vicinaux laisse aussi énormément à désirer. Pour remédier à cette situation, un projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre, le 21 juin 1923, prévoyait la création d'un Office des routes. C'est une réforme demandée depuis longtemps par tous ceux qui s'intéressent au problème de la circulation, mais le projet exigera des automobilistes 150 millions

d'impôts nouveaux, soit en moyenne 400 à 500 francs d'augmentation de taxe par véhicule. Preuve que l'on n'a rien inventé et que l'on retrouve déjà au début du développement de l'automobile les mêmes problèmes et les mêmes solutions. Ce qui faisait écrire au *Phare* le lundi 10 septembre 1923 : « Va-t-on tuer l'automobile ? On ne peut envisager de faire payer aux automobilistes 150 millions d'impôts nouveaux, car ce serait l'écrasement de la voiture utilitaire et en même temps la ruine de l'industrie automobile ! » Et pourtant, pour arriver à boucler le budget de la ville en constante augmentation, le maire envisage une majoration de 17 % de la taxe frappant les voitures automobiles et les motocyclettes. Cette taxe soulève immédiatement de vives et légitimes protestations car « l'automobile est de plus en plus un instrument de travail, un mode de locomotion pratique et non plus un objet de luxe<sup>93</sup> ».

Pour *Le Phare* du 14 octobre 1927, le nombre des autos circulant actuellement en France est de l'ordre de 800 000 et leurs propriétaires paient aujourd'hui à l'État une somme d'impôts s'élevant, en chiffres ronds, à 1 milliard 200 millions de francs. « Où va cet argent ? 447 millions vont aux routes ; le reste, 750 millions, est volatilisé... C'est l'échappement libre ! »

À propos d'échappement libre, il est bon de rappeler – en complément du décret de 1925 – la circulaire du ministre de l'Intérieur, datée du 15 avril 1929 sur l'usage abusif de celui-ci sur tous les véhicules automobiles et particulièrement les bicyclettes à moteur, et sur son remplacement obligatoire par un dispositif d'échappement silencieux. Le ministre estime que « le moment est venu de prescrire plus de sévérité dans la répression des abus intolérables et dangereux de l'échappement libre ».

Les goudronnages des routes nationales du département ont porté, en 1926, sur une longueur de 176 km. En 1927, la longueur des nationales goudronnées sera de plus de 230 km. Il reste encore 331 km de routes à réfectionner sur les 561 km du réseau départemental. Une fois encore, en 1928, le conseil général, comme l'avait déjà fait la Chambre de commerce en octobre 1927, réclame de bonnes routes. De plus, en dehors des voies rechargées ou cylindrées, 230 km de chemins de grande communication et 47 km de chemins vicinaux ordinaires ont été goudronnés.

En raison du nombre croissant d'accidents de la route, l'agent-voyer en chef propose de suspendre les travaux de bornage kilométrique et de s'attacher à compléter d'abord la signalisation des obstacles sur les itinéraires exceptionnellement fréquentés, et à transformer ensuite les signaux

### L'ÉTONNANT PARCOURS DU MARQUIS ALBERT DE DION

Il n'est pas possible de parler automobile sans évoquer un pionnier, le marquis Albert de Dion\*. Passionné pour la mécanique, il remarque un beau jour, chez un boutiquier parisien, une petite machine à vapeur construite par un dénommé Bouton et son beau-frère Trépardoux. Le jeune comte de Dion les rencontre. Ainsi est née une association promise au plus bel avenir. Les trois associés s'installent rue Pergolèse, puis à Puteaux et, en 1883, les promeneurs du Bois de Boulogne assistent au curieux spectacle donné par Albert de Dion monté sur une machine pétaradante roulant à 15 kilomètres à l'heure. En 1887, il réédite son exploit et réalise, lors d'une course organisée à Neuilly par le journal *Le Vélocipède*, la vitesse impressionnante de 61 kilomètres à l'heure. Sachant que la vapeur n'était pas la solution idéale, il fait construire à partir de 1889, chez le mécanicien Delalande, des moteurs à essence en étoile. Le moteur cylindrique de Dion-Bouton naît en 1895 et révolutionne l'automobile. La première de Dion-Bouton à essence sort en 1899. Cette petite voiture est connue sous le nom de *Vis-à-Vis* en raison de la disposition face à face des deux banquettes.

Le comte de Dion devient alors un animateur prodigieux, organisant de nombreuses courses sur routes et y prenant part. Ce sont : Paris-Bordeaux, aller et retour ; Paris-Berlin ; Paris-Vienne ; Paris-Madrid. Entre temps, il crée l'Automobile-club de France. Le pays se transforme : on parle mécanique ; on n'hésite pas à se salir les mains avec du cambouis ; la vitesse devient une passion. En 1909, la société de Dion-Bouton commence la production d'un moteur V8 fabriqué en série. Pendant la guerre, l'usine, qui emploie 6 000 ouvriers, produit des obus, des pièces d'artillerie et des moteurs d'avion.

Avec les années 20 surgissent les difficultés. Pourtant Albert de Dion se voit récompensé, en 1927, par la grande médaille d'Or de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, destinée à récompenser ceux « qui ont exercé la plus grande influence sur les progrès de l'industrie française ». En 1929, l'usine est réorganisée. Une nouvelle voiture est présentée avec un moteur 8 cylindres en ligne, d'une cylindrée de 2,5 litres. Une 4 cylindres de 2 litres, d'une puissance de 65 CV est également mise en vente. La LP marque, en 1931, le dernier épisode de la production de Dion-Bouton. Le marché exige alors des voitures pratiques et économiques, et laisse une part de plus en plus restreinte aux véhicules de luxe. L'usine de Puteaux cesse son activité en 1933.

Par ailleurs, Albert de Dion a fondé, en 1900, avec Victor Godet et Henri Desgranges le journal *L'Auto*, et s'est lancé dans la politique. Il est élu le 5 novembre 1899, sous l'étiquette nationaliste-plébiscitaire, aux élections cantonales de Carquefou, et sera réélu conseiller général jusqu'en 1934 sans interruption. Aux législatives de 1902, il est élu député de la troisième circonscription de Nantes. Sénateur en juillet 1923, il fait partie des commissions des Travaux publics, de l'Automobile et de la Circulation.

On notera, en outre, que durant ses différents mandats, le marquis Albert de Dion ne cessera d'intervenir en faveur de la liberté religieuse<sup>95</sup>.

de direction. Les itinéraires à jalonner en 1928 comportent 824 panneaux du type triangulaire recommandé par le Touring-club de France (TCF)<sup>94</sup>. «Automobilistes, attention», titre *Le Phare* du 9 juin 1928 en annonçant l'arrivée dans le département de la Police des routes, telle que le ministre de l'Intérieur vient de l'instaurer, la confiant à la Gendarmerie.

### LÉON LAISNÉ, LA MARQUE NANTAISE LA PLUS CONNUE

Léon Laisné est établi à Lille depuis 1907 quand survient la Première Guerre mondiale qui l'oblige à quitter les zones de combat. Il se réfugie à Nantes, plus précisément sur la Côte Saint-Sébastien. Léon Laisné est un ingénieur très astucieux, doublé d'un précurseur dont les conceptions sont parfois trop avancées pour son époque. L'usine de Nantes ne produit qu'un unique type de véhicule, original par son système de suspension qui se compose de deux gros tubes cylindriques dans lesquels sont logés, à chaque extrémité, un fort ressort en spirale que l'on peut plus ou moins comprimer en serrant un gros écrou à chaque bout des tubes, système qui sera plus tard repris par Citroën pour la suspension de sa 2 CV. Léon Laisné propose deux moteurs à sa clientèle : un 7 CV, 4 cylindres, marque CIME, à soupapes latérales, et un 11 CV, 8 cylindres, marque SCAP, également à soupapes latérales. Deux modèles de carrosseries sont prévus, l'un pour une conduite intérieure de 4 portes, l'autre pour un coach de 2 portes. L'industriel fait appel pour cela à la Carrosserie Bouron Frères, rue de la Carterie, à Nantes. Malheureusement, la trésorerie de la firme est toujours insuffisante. Vers 1923, Léon Laisné trouve l'appui d'un commanditaire anglais, Harris, qui permet à la marque de survivre jusqu'en 1932, la raison sociale devenant Harris-Léon Laisné.

### L'aéronautique

La Guerre et les exploits de l'Aéropostale ont favorisé le développement de l'aviation civile. L'Aéro-club de l'Atlantique (ACA) est fondé le 28 octobre 1920, groupant les pilotes, les observateurs et les mitrailleurs de la région sous la présidence de Louis Morel. Son siège social se trouve au 54 de la rue de la Bastille. Sous la signature de Sirius, *L'Echo de la Loire* du 3 décembre 1920 demande le soutien de la population nantaise et s'adresse « aux personnalités de la haute société qui tiendront à honneur – au moment où le Boche est là, vraie brute de guerre, caché au fond de sa carlingue et prêt au départ – pour qu'ils s'inscrivent comme membres bienfaiteurs ou au moins comme membres honoraires, d'autant plus que la cotisation est fort modique ». Cette cotisation est fixée en réalité à 40 F par an pour les membres honoraires, 100 F pour les membres bien-



fauteurs et 500 F pour les membres donateurs. Le but de l'Aéro-club est le développement et la vulgarisation de l'aéronautique. Tout en conservant le souvenir des prouesses, des périls et des deuils de l'aviation de guerre, il veut préparer l'avenir et espère provoquer l'établissement d'une ligne régulière entre Nantes et Paris, Nantes et Bordeaux, comme il existe déjà un service quotidien entre Paris et Londres.

L'ACA organise un grand bal de fin d'année, donne des baptêmes de l'air et projette une fête de l'aviation le 20 mars 1921, au Petit-Port. *Le Phare* du 2 mars 1921 donne ces précisions :

« Il y aura un avion allemand Fokker DVII, avion rival de notre Spad pendant la guerre, piloté par l'excellent Rigaud. Cet appareil, qui pendant la guerre était armé de deux mitrailleuses tirant à travers l'hélice, est d'une souplesse remarquable et permet de faire toutes les acrobaties : looping, renversement, retournement, vrille, glissade... Le meeting annoncé est doublement intéressant : Pailloux, Rigaud et Fillet montrent que l'aviation est un sport de toute sécurité et que le tourisme aérien est bien viable. »

Un parachutiste, Blanquier, étonne par son audace. Un autre, le major Orde Lees se montre téméraire : s'étant lancé de 500 mètres, il coupe tranquillement la corde d'un premier parachute pour tomber dans le vide jusqu'à ce qu'un deuxième parachute se déploie, l'amenant doucement dans un bois de sapin assez éloigné de l'hippodrome. Aussitôt, fin avril, l'Aéro-club tient sa première réunion trimestrielle au premier étage du *Continental*. De 20, le nombre des membres est passé à 134 dont, outre le président, 39 pilotes, 8 observateurs, 78 membres honoraires et 8 membres bienfaiteurs. Au cours du mois précédent, 28 passagers ont reçu le baptême de l'air, payé 50 francs, sur un biplan Dorand. L'année suivante, l'Aéro-club organise son meeting Prairie de Mauves. Son siège social est alors 3 rue Jean-Jacques Rousseau, et son président René Poisson<sup>96</sup>. Dès sa première année, l'Aéro-club possède un avion type AR, numéro 1 080, triplace, immatriculé FAIBN, avec deux moteurs Renault 190 HP, un altimètre 0 m à 400 m et un indicateur de vitesse Badin 60 km à 200 km<sup>97</sup>. Si réellement la propagande aéronautique peut, par des meetings dont le vœu est de familiariser le public avec le nouveau mode de locomotion qu'est l'avion, réaliser le but qu'elle s'est fixée, il faudrait que les aviateurs et les constructeurs adoptent une toute autre manière que celle qu'ils ont à cette époque. *Le Phare* ironise à ce propos :

« Voici un brave petit club d'anciens pilotes de guerre qui font tout leur possible pour réaliser un concours intéressant, et pour les profanes, et pour les techniciens. Pleins d'activité, plus riches de bonne volonté que d'argent, ces jeunes gens, après s'être heurtés aux mille chinciseries des

bureaux de l'aviation civile et militaire, réussissent à mettre sur pied un meeting qui, malgré leur grande inexpérience en matière d'organisation, ne s'annonçait pas trop mal. Malgré bien des déboires, l'Aéro-club peut croire au succès. Oui, mais... les organisateurs proposent et les aviateurs disposent. Voici que des « as » engagés, les uns déclarent forfait... en oubliant de s'excuser ou même de prévenir ; un autre vient pour remplacer un camarade... mais néglige d'emmener avec lui un avion<sup>98</sup>. »

*Le Populaire* du 30 décembre 1924 précise que l'Aéro-club, dont le siège social est transféré 1 rue Maurice Duval, a eu au cours de l'année une activité considérable : 29 vols d'une durée totale de 21 heures représentant plus de 2 700 km. Durant ces vols, 96 clichés ont été pris. Car, le club a acquis un appareil de photographie aérienne ICA 13 x 18 avec un objectif Zeiss 4,8. L'entraînement des membres du club se fait alors sur le terrain du Bêle.

Le développement de l'aviation s'accélère chaque jour davantage. Le 30 septembre 1922, l'aviation française compte 264 appareils et 90 pilotes. Selon le comte de La Vaulx, lors d'une conférence qu'il donne à la salle Colbert le samedi 15 mars 1924, le nombre des personnes transportées en avion qui était en 1919 de 527, est passé à 6 656 en 1920 et à 14 125 en 1922. Même progression, et plus sensible encore pour les marchandises : 6 950 kg en 1919, 120 745 en 1920, et 529 664 en 1922. Mais les résultats les plus merveilleux ont été obtenus par la Poste : on passe de 400 kg de courrier en 1919, à 3 922 en 1920 et à 41 475 kilos en 1922. La seule ligne Toulouse-Casablanca a transporté l'année dernière 2 704 277 lettres, soit 56 677 kilos.

L'ère des transports aériens commence. En 1919, quatre lignes régulières ont été créées : Toulouse-Casablanca (quadri-hebdomadaire) ; Paris-Londres ; Paris-Bruxelles-Amsterdam ; Paris-Strasbourg-Prague-Varsovie (quotidienne, sauf le dimanche). Le prix du billet simple est de 1 680 francs pour Toulouse-Casablanca et de 300 francs pour Paris-Londres. Au cours de la première année d'exploitation, le nombre des passagers payants, toutes lignes réunies, sera de 227. Il dépassera 7 000 en 1921 et s'élèvera à 110 000 en 1938<sup>99</sup>.

Toutefois l'aéronautique présente des risques. Lors de l'Exposition nationale de 1924 au Champ de Mars, le ballon sphérique *Exposition*, de 400 m<sup>3</sup>, une des attractions de cette manifestation, prend feu à son départ. Arrivé à une altitude d'environ 10 mètres, une brusque saute de vent le jette sur des câbles électriques aériens dont l'un se rompt. C'est une folle panique, mais on ne déplore heureusement qu'une quinzaine de brûlés légers et une dizaine de personnes contusionnées.

On revoit des ballons sphériques, en juin 1926, au Champ de Mars où se déroule le grand prix de l'Aéro-club de France. Ils sont sept au départ. Cette fois, il n'y a pas d'accident ; malheureusement le public est très clairsemé. Ces activités et les prouesses qu'elles entraînent ne sont pas, nous l'avons vu, sans danger. Le sous-secrétaire d'État à l'Aéronautique, Laurent Egnac, inaugure le 11 octobre 1925, le monument, dû au sculpteur Barrau, à la mémoire d'Alexis Maneyrol, mort à Lympne, le 13 octobre 1923, lors d'un meeting : alors qu'il tentait de battre son propre record d'altitude, à 10 000 pieds, les ailes de son appareil se sont cassées sous la pression de l'air. Maneyrol était né à Frossay le 26 août 1891. Pour éviter que de semblables catastrophes n'arrivent aux membres de l'Aéro-club de l'Atlantique dont les finances sont bien misérables, *Le Phare* lance une souscription pour l'achat de deux parachutes nécessaires à la survie des pilotes en cas d'incident de vol. Cette initiative ne rencontre pas un réel succès puisque que, au bout de plusieurs mois, les sommes recueillies n'atteignent que 2 600 francs, alors qu'un parachute coûtant 3 200 francs, il en faudrait 6 400. Heureusement, un généreux anonyme remet à René Poisson, le 3 août 1928, un chèque de 3 400 francs qui permet à l'Aéro-club de se procurer les voilures attendues<sup>100</sup>.

Le développement de l'aéronautique ne serait pas sans le courage et l'audace de certains pilotes qui réalisent de folles équipées. Voulant tenter de nouveau la périlleuse aventure des infortunés Nungesser et Coli, disparus en mai 1927 à bord de *L'Oiseau blanc* en essayant de rallier Paris à New-York sans escale, Charles Lindbergh réussit la liaison aérienne Amérique-France. Parti le 20 mai 1927, à 7 h 52 (heure locale), à bord du *Spirit of Saint-Louis* équipé d'un moteur Wright de 220 CV, Lindbergh se pose sur le terrain du Bourget le lendemain soir à 22 h 22.

Alors que le jeune pilote de l'Aéro-club, René Le Duc, natif de Saint-Père-en-Retz, faisait les premiers essais sur la Prairie de Mauves d'une « Avionnette » à ailes surbaissées dont il a dressé lui-même les plans, Mermoz réalise la première liaison postale régulière France-Amérique du Sud sur un hydravion commercial, le 13 mai 1930. Les 3 200 kilomètres du parcours, couverts en 21 heures 10 de vol, ont été franchis à une vitesse moyenne générale de 155 kilomètres à l'heure. Et quelques mois plus tard, le 3 septembre 1930, les ailes françaises sont à nouveau à l'honneur grâce aux aviateurs Coste et Bellonte qui franchissent l'Atlantique d'Est en Ouest en 37 heures, recevant à leur tour de la population new-yorkaise un accueil enthousiaste.

#### CRÉATION D'UN PORT AÉRIEN À « CHÂTEAU-BOUGON »

Le conseil général, le conseil municipal, la chambre de commerce décident, après de nombreuses réunions, la création d'un port aérien au lieu-dit Château-Bougon, en Bouguenais. Lors d'une réunion publique, en mai 1926, de la Feronnays fait connaître l'entente entre ces trois organismes. La dépense prévue est de 900 000 F. L'aéronautique militaire participe pour la moitié, les autres 450 000 F sont à la charge, à parts égales, des trois collectivités. Le président de l'Aéro-club de l'Atlantique, René Poisson, se réjouit de constater que les autorités du département ont compris le haut intérêt de cette installation.

*« Mais gardons-nous, dit-il, d'avoir des illusions trompeuses ! Oui ! Tout est prévu pour que, aux portes de Nantes, il y ait un magnifique terrain où viendront se poser les avions commerciaux et postaux, mais il faut qu'il vive. N'attendons pas tout de l'Administration. Soyons prêts avant elle ! »*

En vue donc de la création d'une ligne d'aviation commerciale qui desservirait le port aérien de Nantes, toujours sur l'initiative de René Poisson, une société se crée dont le but est l'établissement d'une ligne à service régulier entre Cherbourg et Bordeaux, avec escale à Nantes, et éventuellement à La Rochelle. Elle prend le nom de « L'Atlantique », au capital de 300 000 francs divisé en 600 actions de 500 francs. Son président demande à la Ville de favoriser son œuvre en souscrivant le plus grand nombre d'actions possible, ce qu'elle a fait en s'engageant pour 25 000 francs<sup>101</sup>. Mais les choses traînent en longueur. René Poisson parle, au 6<sup>e</sup> congrès des sociétés affiliées à l'Aéro-club de France, de la grande misère de l'aviation commerciale en France, comparée à celle de nos voisins européens. [...] Si l'on ne gâchait pas l'argent pour les services de l'aéronautique militaire, on en trouverait pour l'aviation commerciale. On en trouverait même par millions. Et René Poisson cite l'exemple de Nantes.

*« Nous avons à Nantes, sur l'aérodrome du Bêle, un hangar Bessonneau militaire (dans lequel d'ailleurs nous mettons notre avion) ; ce hangar est recouvert de toile comme les Bessonneau du temps de guerre ; la toiture coûte plus de 50 000 F ; elle a été changée cinq fois depuis 1920 ; l'entretien de ce Bessonneau a donc été de 250 000 F ; les fermes ont pourri par la perméabilité de la toile. Si on avait recouvert ce Bessonneau en tôle ondulée, la dépense aurait été de 10 F le m<sup>2</sup>, soit 5 000 F environ ; on aurait donc économisé 245 000 F ; les fermes du Bessonneau ne seraient pas pourries et la tôle aurait duré au moins 15 ans ; c'est donc une économie réelle de 500 000 F qui aurait été réalisée sur un seul Bessonneau. Et combien y en a-t-il comme cela en France ? [...] Monsieur le ministre, ne refusez pas à l'aviation commerciale les 30 millions dont elle a besoin<sup>102</sup>. »*

Enfin, en avril 1928, l'Aéro-club de l'Atlantique reçoit une lettre de la direction de l'Aéronautique militaire du ministère de la Guerre :

.../...

*« J'ai l'honneur de vous faire connaître que le décret d'utilité publique concernant les terrains qui doivent servir à la création du port aérien de Nantes a été signé par Monsieur le Président de la République, le 18 avril, et que les services locaux du Génie vont recevoir incessamment des instructions pour poursuivre la procédure, en vue de prendre possession des terrains dont il s'agit<sup>103</sup>. »*

En 1929, alors que le Génie du XI<sup>e</sup> corps d'armée dépose une enquête parcellaire pour l'achat de 142 parcelles situées sur la commune de Bouguenais, une nouvelle étape vers ce port aérien de Château-Bougon si nécessaire à Nantes au XX<sup>e</sup> siècle, est franchie. Il a été décidé :

1) Que l'Aéro-Postale assurerait, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1930 et jusqu'au 31 décembre suivant, un service « régulier » d'avions commerciaux qui exploiteraient la ligne Cherbourg-Rennes-Nantes-La Rochelle-Bordeaux. Là, cette ligne se prolongera par les avions de la ligne, déjà en exploitation, Bordeaux-Espagne-Maroc-Afrique Occidentale-Buenos-Ayres.

2) Nantes prend à sa charge 150 000 francs des frais d'exploitation évalués à 550 000 francs (répartis entre la chambre de commerce, la ville et le département). Au 31 décembre 1930, les différentes collectivités se retourneront vers le ministère de l'Air et lui demanderont de subventionner le nouveau tronçon Bordeaux-Cherbourg, comme il le fait déjà pour l'autre partie du parcours.

*« Il ne faut pas, hélas, espérer que l'aéro-gare de Château-Bougon sera prête pour le 1<sup>er</sup> mai 1930 ; aussi les avions postaux feront escale au Bêle. Cette fois-ci, nous devons bien avoir fait, enfin, le pas décisif pour que vive Nantes-port-aérien<sup>104</sup>. »*

Déjà, depuis le 9 janvier 1929, une boîte postale de l'Aéro-club de l'Atlantique a été inaugurée officiellement. Cette toute petite boîte jaune est apposée le long du mur de l'immeuble numéro 10 de la rue Gresset<sup>105</sup>.

Près de deux ans plus tard, un article du *Phare* du 4 novembre 1930, sous le titre – « La boîte tricolore pour les lettres du Maroc » – annonce que la ligne Cherbourg-Nantes-Bordeaux-Toulouse qui aurait permis au courrier de prendre la correspondance avec l'avion Toulouse-Casablanca n'est toujours pas ouverte. Pour assurer aux Nantais une liaison rapide avec le Maroc, les services des PTT ont placé une boîte postale bleu-blanc-rouge à l'angle de la place Graslins et de la rue Jean-Jacques Rousseau. L'Aéro-club de l'Atlantique a obtenu que la levée de cette boîte soit faite par un postier cycliste à 11 h 30, le courrier prend alors le train de Paris partant de Nantes à midi 10, en correspondance avec le Paris-Barcelone, lui-même en correspondance avec l'avion Toulouse-Casablanca. Belle initiative commerciale de l'Aéro-club qui s'efforce depuis sa création de faire bénéficier les Nantais des avantages de la poste aérienne.

L'Aéro-club aura le temps de se préparer à disposer des structures qu'il réclame depuis si longtemps pour Nantes puisque ce n'est que le jeudi 20 octobre 1932 que le sous-secrétaire d'état à l'Aéronautique, Bernier, inaugurerait une piste en herbe à Château-Bougon.

## La téléphonie

Pas à pas, sciences et techniques entrent plus avant dans la vie quotidienne. La machine à écrire a pris sa place dans les bureaux et est devenue, avec le téléphone, l'emblème de la parfaite secrétaire, la puissance mystérieuse, le moderne talisman dont rêvent les jeunes filles. Le téléphone, comme l'automobile, se généralise et la demoiselle du téléphone est présente dans les relations commerciales ; elle est le lien obligatoire entre l'entreprise et ses clients, à tel point qu'il est souvent difficile d'obtenir son correspondant, en particulier vers la Bretagne.

La presse, en septembre 1923, se fait l'écho de protestations contre l'accapement des circuits par un groupe de courtiers et de marchands en grains qui ont reçu de l'administration des PTT l'autorisation de déposer, la veille, leurs demandes d'inscriptions, alors que les autres malheureux abonnés doivent attendre le lendemain matin pour demander leurs correspondants bretons et reçoivent naturellement une « attente » indéfinie. Autre protestation, celle concernant le manque d'annuaire à jour. Celui-ci a bien été édité en 1921, mais ni en 1922, ni en 1923, ce qui fait que pour découvrir début 1924 le numéro des nouveaux abonnés, et ils sont légion, il faut se livrer à un travail de chartiste. En réalité, beaucoup d'abonnés au téléphone utilisent l'annuaire *Télé-Havas* en raison de sa présentation commode et de sa mise à jour très régulièrement faite. Il comporte de plus dans ses premières pages les numéros de la mairie, de la préfecture, des pompiers et la liste complète des médecins, cliniques, pharmaciens, utiles en cas de besoin urgent. Ce qui ne fait guère plaisir à l'Administration : elle rappelle qu'il n'existe qu'un seul annuaire officiel des abonnés aux réseaux téléphoniques dont le prix est d'ailleurs compris dans l'abonnement annuel.

En cette année 1924, les taxes téléphoniques dans les communes de Loire-Inférieure sont de 0,50 F pour celles situées dans un rayon de 25 kilomètres et de 1,20 F pour celles qui sont au-delà. Pour téléphoner en Maine-et-Loire ou en Vendée, il en coûte 1,50 F le jour et 0,90 F la nuit. Le Morbihan et la Mayenne sont taxés 2,25 F le jour et 1,35 F la nuit. Quant aux communications pour la Seine et les départements limitrophes, elles coûtent 5,25 F le jour et 3,15 F la nuit. En 1927, les annuaires posent toujours des problèmes. Nombreux ont été ceux livrés avec un feuillet de huit pages manquant, rendant furieux les abonnés qui ne trouvent pas les numéros de leurs correspondants.



UN NOUVEAU CENTRAL TÉLÉPHONIQUE...  
... PUIS « L'AUTOMATIQUE »

Dès 1920, l'administration des PTT, dont le central téléphonique installé dans l'hôtel du quai Brancas est trop à l'étroit, avait décidé de construire un nouveau central rue Cambronne (aujourd'hui rue Maurice Sibille), où elle a acquis un immeuble de 600 m<sup>2</sup> et un terrain de 800 m<sup>2</sup>, suivant les plans de son architecte Ch. Giroux. Comportant deux étages sur sous-sol et avec une terrasse, le bâtiment est haut de 18 mètres et large de 11 mètres. De lignes sobres, il est tout en ciment armé et présente de larges baies laissant pénétrer à flot la lumière et l'air. Commencés en 1922, les travaux ne sont terminés que durant l'été 1924. Mais il s'agit encore d'un central téléphonique manuel. Il va être progressivement équipé d'un commutateur automatique intégral, le premier en France. Cet appareil est conçu pour 10 000 abonnés (en 1924, ils sont environ 3 200), mais la salle destinée à le recevoir est suffisante pour contenir un automatique capable de desservir 50 000 abonnés.

Le projet prévoyait l'automatique pour 1925. Toutefois, c'est seulement dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 octobre 1927 que « l'Automatique Nantais » est mis en service. Du moins techniquement, car en réalité il y a plusieurs centaines d'abonnés (900 exactement) qui, ce jour-là, ne peuvent pas encore converser avec le reste du réseau urbain. À la fin de la semaine, ce sont encore 400 postes qui ne fonctionnent pas. Le vice-président de la Chambre de commerce, René Delafoy, se dit très préoccupé de cette situation intolérable qui rend impossible à ses commettants l'usage du téléphone pour traiter leurs affaires. L'administration fait tout son possible pour satisfaire tout le monde dans les meilleurs délais avec les moyens dont elle dispose. Le service technique de la Direction régionale possède toute une « écurie » d'autos : 8 voitures pour les dérangements urgents de lignes, des camions de 4 tonnes pour transporter le matériel nécessaire aux grosses réparations, 18 autos pour véhiculer les équipes de monteurs. Elle ne peut faire mieux. À partir du 1<sup>er</sup> août 1928, la permanence du service de nuit est assurée dans tous les réseaux comportant plus de 200 abonnés. Il s'agit, pour le département, des bureaux de La Baule et de Saint-Nazaire. Bien entendu, ce service est frappé d'une surtaxe de 1 F entre 21 heures et 24 heures, et de 2 F entre 0 heure et 7 heures. L'abonnement de 400 F par an donne droit à 500 conversations gratuites. Entre 500 et 800, la taxe est de 0,15 F par communication, et au delà elle est de 0,50 F à moins que l'abonné ne souscrive un nouvel abonnement. Il n'y a pas de limite de durée pour les communications urbaines, mais elles peuvent être interrompues au bout de 6 minutes s'il y a un appel interurbain.

À Pâques 1929, les travaux d'installation du câble souterrain Paris-Nantes ont commencé. Ce câble permettra l'obtention de 300 communications simultanées et ne sera plus soumis, comme les fils aériens, aux aléas des tempêtes et de la chaleur. Il est composé de 200 paires de fils réunies par « quartes » et mesure environ 10 centimètres de diamètre. En novembre, la Compagnie pour l'exploitation en France des téléphones auto-

matiques « Le Taxiphone » est autorisée à installer deux de ses appareils à pré-paiement, l'un place du Commerce, l'autre à l'entrée du boulevard Delorme, pour une durée de dix ans moyennant une redevance annuelle unitaire de 100 francs. Et en 1930, compte tenu de l'augmentation du nombre des abonnés, l'administration des PTT autorise la construction de nombreux circuits pour accroître la capacité du central téléphonique de Nantes, qui peut désormais communiquer avec la plupart des offices téléphoniques étrangers.

L'administration des PTT avait déjà pris possession des baraquements edifiés par la Croix-Rouge américaine à la gare d'Orléans pendant la guerre ; elle les transforme et les aménage en salles de chargement et de tri des lettres. L'inauguration de ces bâtiments a eu lieu le mercredi 31 mai 1922. Depuis quelques mois, la distribution du courrier avait été rétablie le dimanche matin dans les communes et hameaux du département comportant au moins 100 habitants. C'est le 6 avril 1924, en vue d'aider à la propagande du tourisme et des richesses économiques et artistiques de la France, qu'est donnée l'autorisation d'oblitérer les lettres au moyen de flammes ou de cachets spéciaux.

À Paris, Radio Tour Eiffel naît en 1921. *Le Phare* du 3 avril 1922 écrit :

« À la suite d'un article paru dans un journal de notre région sur la Téléphonie Sans Fil (TSF), beaucoup de personnes croient que cette science nouvelle restera encore de nombreuses années à l'état d'expériences ne pouvant être reçues que par nos grands postes de TSF. C'est à elles que je m'adresse et je voudrais prouver en ces quelques lignes que la Téléphonie Sans Fil est désormais entrée dans le domaine pratique. Point n'est besoin d'amplificateurs puissants de prix fort élevé ; de nombreux constructeurs établissent maintenant des appareils de fonctionnement certain et qui permettent de recevoir chaque jour le Bulletin agricole de prévision de temps, les bulletins de presse, etc. [...] Voici le côté utile. Là ne se bornent pas les bienfaits de la Téléphonie Sans Fil ; elle veut procurer à ceux qui ne peuvent se déplacer ou aux amateurs de musique le plaisir d'entendre des artistes de nos théâtres parisiens. Les radio-concerts donnés par le Poste militaire de la Tour Eiffel réalisent ce but. Chaque semaine, et même plusieurs fois par semaine, à des heures qui sont affichées en divers points de la ville par notre section, notre Tour nationale envoie dans tous les points de France et de l'étranger des auditions aussi captivantes par la perfection de la réception que par la variété de leurs programmes. »

À Nantes, le grand événement de l'arrivée de la TSF a lieu le jeudi 9 août 1923, quelques jours après le gala du Trocadéro organisé à l'occasion du jubilé de Branly.

Le journal *Je sais tout* met en place une mission de vulgarisation de la TSF et de propagande française dont le produit doit venir s'ajouter à l'argent recueilli au Trocadéro afin d'être versé à l'œuvre des laboratoires pour la création d'une Académie de TSF. La mission se compose de quatre voitures vitrées pour permettre au public de voir tous les appareils installés à l'intérieur ; sur chacune d'elles est placé un mat de 14 mètres, repliable en quatre morceaux, et sur lequel vient se fixer un morceau de l'antenne.

Donc, le jeudi 9 août 1923, deux de ces autos émettrices s'installent à l'entrée de l'avenue Carnot et tendent leur antenne entre les deux tours de l'usine Lefèvre-Utile. Le microphone, installé dans une salle gracieusement prêtée par cet établissement, permet d'émettre un concert organisé avec le concours d'artistes nantais. Une auto réceptrice transmet le concert dans la salle du Théâtre Graslin où est installé le plus puissant haut-parleur Radiola. Ainsi, devant la rampe de la scène, une demi-douzaine de cornets, des hauts-parleurs, remplacent les artistes. Il s'agit là du premier concert émis à Nantes, qui peut être entendu dans un rayon de 250 kilomètres par tous les amateurs possédant un poste de TSF. Les sons les plus fins, les plus déliés sont les moins déformés. Ce n'est pas encore la perfection.

Le décret du 24 novembre 1923 régleme l'utilisation de la TSF privée. Pour obtenir l'autorisation de posséder un appareil, il suffit de remplir dans un bureau de Poste une déclaration en justifiant de son identité et de sa nationalité. Si le déclarant est Français, l'autorisation lui est délivrée immédiatement contre le versement d'une taxe de 1 franc payable une fois pour toute. Si le déclarant est étranger, sa demande est examinée et l'administration fait connaître ultérieurement sa décision. Pour ce qui est des postes de radio-diffusion, c'est-à-dire des postes destinés à des émissions, des concerts, conférences, informations, une demande d'autorisation faisant connaître très exactement le but poursuivi et les moyens techniques que l'on compte mettre en œuvre doit être adressée à l'administration centrale des PTT, Direction de l'exploitation télégraphique, 103 rue de Grenelle, à Paris. L'autorisation ne sera accordée qu'aux seuls titulaires d'un certificat d'opérateur radiotélégraphiste ou radiotéléphoniste, ou bien aux propriétaires d'installations s'engageant à faire assurer le réglage et le bon fonctionnement de leur poste par un opérateur pourvu de l'un desdits certificats.

Des essais d'émission sont effectués à Nantes en octobre 1924 par un amateur qui utilise la longueur d'onde de 180 à 200 mètres, et l'indicatif provisoire de cette station émettrice est 8 PF. En fait, dès la fin décembre 1923, avec une installation simple et peu coûteuse, comme le répètent les réclames, on peut entendre dans toute la France les communications de la Tour Eiffel et les célèbres concerts quotidiens Radiola ou ceux des PTT. Ce sont désormais le théâtre et les concerts gratuits à domicile. H. Lanaud, 7 rue Copernic, propose un poste à quatre lampes radiomicro avec son antenne, tous ses accessoires et un haut-parleur « Brown », pour 1 850 francs. La chute des prix sera rapide puisqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1927 le même poste sera proposé à 945 francs. En avril 1925 se constitue une société d'amateurs sans-filistes, Le Radio-club de Nantes, dont le président est Dallongeville, agrégé de l'Université, professeur de physique au lycée Clemenceau.

Voici, à titre anecdotique, les programmes de TSF du dimanche 18 octobre 1925 :

- Radio Paris – 1 750 m. – P. 1 500 W.
  - 12 h 45 Radio-concert Lucien Paris (12 morceaux)
  - 20 h 15 Leçon d'Espéranto et radio-communié des sans-filistes
  - 20 h 45 Radio-jazz (26 morceaux)
- Tour Eiffel – 2 650 m. – P. 5 000 W.
  - 12 h 30 Radio-concert (14 morceaux)
  - 18 heures Radio-concert (10 morceaux)
  - 18 h 55 Résultats sportifs
- PTT – 458 M. – P. 450 W.
  - 14 h Concert symphonique donné au Salon de la TSF (Luna-Park)
  - 20 h 30 Chronique théâtrale
  - 20 h 45 Causerie sur l'histoire de la musique d'orgue (9 morceaux)

La presse, en mai 1926, sous le titre « Écoutez chanter la TSF », donne les programmes d'émissions qui s'enrichissent peu à peu, et des nouveaux postes émetteurs qui s'ajoutent aux anciens, comme Radio-Toulouse, Radio-Agen, Toulouse PTT, Poste Parisien... La TSF rentre, en octobre 1928, dans le pavillon des femmes convalescentes, au sanatorium Laënnec de Chantenay. La TSF, distraction pour les malades, est une idée du Radio-club de Nantes. Le club recueille les dons à son secrétariat, 28 rue Général Bedeau, en vue d'installer d'autres récepteurs, ce qui est possible dès le mois de décembre 1928 au cours duquel un poste est branché au pavillon des hommes du sanatorium Laënnec, et un autre à la section des vieillards de l'hospice Saint-Jacques. C'est un beau cadeau de Noël du Radio-club nantais.

Ainsi, alors que Radio Tour Eiffel existe depuis 1921, dix années plus tard 500 000 postes reçoivent les émissions de cette radio d'État qui concurrence la presse écrite. Elle retransmet les nouvelles sportives, commentant les compétitions, et donne les résultats beaucoup plus rapidement. Elle diffuse les « journaux parlés », des feuilletons comme *Fantomas* ou *Arsène Lupin*, et surtout des chansons. Mais 500 000 postes sur toute la France, c'est encore bien peu. Ils sont réservés aux quelques familles qui peuvent acheter les postes récepteurs de l'époque, lourds, encombrants et coûteux. La préoccupation des Nantais est plutôt tournée vers les modifications qui commencent à apparaître maintenant au centre de leur ville.

### Vers une nouvelle ville

Le mauvais état des quais, la dégradation des immeubles qui les bordent, les difficultés de circulation, les problèmes d'hygiène, sont à la base des diverses décisions de l'administration municipale, décisions qui vont apporter des bouleversements dans la vie quotidienne au centre de la cité. Après ces travaux, dira le maire, Paul Bellamy, « *c'est tout un nouveau centre dont Nantes va être doté* ». Ces grands travaux concernent non seulement le comblement des bras Nord de la Loire et le détournement de l'Erdre, mais aussi le déplacement de l'usine à gaz du quai des Tanneurs à Roche-Maurice et le transfert de l'abattoir de Talensac à Pont-Rousseau. Ce n'est qu'à la fin de 1926 que les décisions définitives sont prises par le conseil général et la municipalité, et *Le Phare* du 21 septembre 1926 se fera l'écho de la tristesse de quelques Nantais traditionalistes qui regrettent de voir disparaître le cœur de Nantes :

« Ces Nantais, qui ne verront plus passer au fil de l'eau ou traînés par des remorqueurs, entre les quais Flesselles, Brancas et Duguay-Trouin, les chalands venant de l'Erdre, chargés de planches, et les gabares descendant la Loire, ayant arimé sur leurs ponts les fûts noirs marqués de lettres rouges et blanches que les entrepôts du quai Baco recèlent entre leurs murs ou que les usines des Salorges attendent. »

Les quais furent édifiés sous Louis XV, en 1743, pour soutenir les hôtels particuliers de l'île Feydeau, bâtis sur pilotis. Mais, le temps a fait son œuvre : les belles « bâtisses », fatiguées, se sont tassées les unes sur les autres. Le détournement de la Loire et la mise à sec du bras de la Bourse et du bras de l'Hôpital, permettra de stopper cette inquiétante tendance à s'incliner.

Le journaliste conclut son article d'une façon optimiste : « *Là où l'eau qui court mettait son murmure et sa gaieté pousseront des arbres et s'épanouiront des fleurs, et il n'y aura plus, au lieu du bruit des sifflets*

*des vapeurs et du claquement des voiles, que le rire des enfants s'amusant dans les ombres. Un coin du Vieux Nantes en sera rajeuni. »*

La première phase des travaux du comblement du bras de la Bourse commence. On profite des basses eaux pour jeter dans le lit du fleuve de grosses pierres qui vont servir de base aux fondations en béton destinées au mur où s'accoteront les matériaux de comblement. Une digue est montée pour permettre le remblaiement par voie hydraulique au moyen d'une « refouleuse », placée en aval de l'île Gloriette. Elle aspire les sables du fond : 1 500 000 m<sup>3</sup> dans le lit de la Loire ou dans le port même, et 20 000 m<sup>3</sup> dans l'Erdre, entre 1926 et 1938 ; elle les dilue et les précipite dans un chaland ; de là, un tuyau expédie ce magma de boue légère vers la région condamnée à disparaître par comblement où il s'étale en alluvions superposées, l'eau retournant au fleuve en aval et le sable se déposant en masse. La longueur du tuyautage de fer monté sur chevalets est progressivement allongée jusqu'à 1 100 mètres en Loire et 1 600 mètres en Erdre. À ces distances, le refoulement des sables étant difficile, le service maritime met au point un nouveau type de pompe deux fois plus puissante. On utilise aussi de petites refouleuses, telle la « Ducquoise » placée devant le quai de Richebourg au début des années 30<sup>106</sup>.

Dans l'opinion publique, quelques voix se sont élevées pour protester contre ces travaux, la plus énergique étant celle de Louis Lefèvre-Utile qui met en avant la situation déplorable faite à ses usines pendant les travaux. « *Il est patent*, écrit-il à Charles Vuillemin, président de la Chambre de commerce, *que certaines matières premières et notamment la farine, comme aussi les biscuits fabriqués, s'imprègnent des odeurs ambiantes.* » Le voisinage d'un bassin pollué constituerait, pense-t-il, pour son usine, un gros risque et un éventuel manque à gagner dont il entend demander réparation. Il profite même des élections municipales de 1929 pour alerter une nouvelle fois l'opinion publique et fait placarder des affiches sur les murs de la ville. Pendant quatre ans, il se bat sans ménager sa peine, mais en vain.

Si la presse locale ne fait guère de commentaires, elle donne des comptes rendus de l'avancement des travaux. *Le Populaire* y est plutôt favorable et publie une série d'articles en avril et mai 1927 sous le titre général « Faut-il s'effrayer ? », et répond sans hésiter : « Non ». Seul, *l'Ouest-Eclair* défend la cause de ceux qui pensent que l'on va mutiler leur ville et, dans l'édition du 25 mai 1928, publie un article intitulé « Les intérêts particuliers d'abord : comment on abîme et empoisonne une ville. »





**Le comblement du bras de la Bourse.**

(Photos A. Guillard, Ville de Nantes – Musées du Château des Ducs de Bretagne, Inv. 944.7.176)

Ci-dessus : Égouts en construction.

**Le comblement du bras de la Bourse.**

(Photos A. Guillard, Ville de Nantes – Musées du Château des Ducs de Bretagne, Inv. 944.7.178)

Ci-dessous : Vue prise du quai Duguay-Trouin, mai 1927.





**Plan de la Ville de Nantes – 1930.**  
Dressé par le service municipal des Travaux Publics,  
ce plan, établi au 1/20 000<sup>e</sup>, a été revu et corrigé en 1940.  
(Archives municipales de Nantes – Cote 1 FJ 73)

La majorité des élus se soumet, même si par la voix d'Abel Durand\*, au conseil municipal du 25 novembre 1929, elle évoque « *le sentiment mélancolique que nous éprouvons pour le Nantes qui disparaît peu à peu chaque jour sous les couches de sable...* ». Nostalgie exprimée donc par un certain nombre de Nantais, mais aussi consentement devant les difficultés de circulation dans le centre ville. Au conseil municipal du 21 juin 1929, Alexandre Vincent avait été l'interprète de toute la population en réclamant que « *soit donnée satisfaction aux besoins nouveaux de la circulation* », et en demandant que soit mis fin définitivement au centre de la cité à « *ce cloaque dangereux pour la santé publique que constitue le confluent Erdre-Loire*<sup>107</sup> ».

Dans le même temps les travaux de détournement de l'Erdre se poursuivent. Leur adjudication a lieu le 2 mars 1928. Comme ces travaux doivent être effectués au titre des réparations de guerre par l'intermédiaire du plan Dawes, il s'agit d'une adjudication restreinte réunissant uniquement des entrepreneurs allemands associés à une entreprise française, la main-d'œuvre devant, d'après les conventions, être française. Sur les 17 soumissionnaires, c'est l'entreprise Carl Brandt, de Sarrebrück, qui, associée à l'entreprise Ducos, de Nantes, est déclarée adjudicataire pour 15 652 527 francs. (Après la débâcle de 1940, un des ingénieurs allemands de la société Brandt, Holtz, devait commander, avec le grade de colonel, la place de Nantes. Assassiné en 1941, les Allemands, en représailles, fusillèrent 50 otages.) À la fin de 1930, sur les 722 mètres de tunnel, le creusement de 250 mètres sous le cours Saint-Pierre se termine. C'est maintenant au « tunnel Saint-André » de venir à sa rencontre.

Autre changement majeur : le transfert de la Compagnie européenne du gaz, du quai des Tanneurs à Roche-Maurice, sur un terrain de sept hectares. Déjà, avant la Guerre, son déplacement avait été envisagé. Le dégagement des fumées et des poussières est tel, en effet, que certains jours, elles sont portées jusque devant la Préfecture.

Avec la Guerre, le projet est remis en cause, et les pétitions recommencent. Le 16 juillet 1925, Raoul Milh, 10 quai Duquesne, « *se plaint de l'usine qui dégage des fumées noires au ras du sol et inonde la ville de ses gaz asphyxiants. La Compagnie nous aura tous déménagés les pieds devant avant de déménager elle-même* ». Il est vrai que le transfert revient très cher à la Compagnie puisqu'il lui faut construire des canalisations reliant la future usine aux trois gazomètres d'une capacité de

40 000 m<sup>3</sup> de la rue de Rennes. La dépense, estimée avant la Guerre entre 8 et 9 millions, se monte à 25 millions de francs. La construction de l'usine de Roche-Maurice durera trois ans. Le gazomètre contient à lui seul 60 000 m<sup>3</sup>. Il faudra attendre 1934 pour assister à la fermeture de l'usine du quai des Tanneurs. Cette usine, en 1848, produisait 1 800 m<sup>3</sup> de gaz par 24 heures. Le jour de son extinction, elle en fabrique 90 000 m<sup>3</sup> et dévore près de 180 tonnes de charbon. En 1930, on compte 48 000 abonnés. De plus, 3 689 lanternes sont encore en service dans les rues de Nantes (il n'y en avait que 3 494 en 1925). Si elles ont perdu de l'importance dans le centre et sont progressivement remplacées par un éclairage électrique, elles ont regagné les places perdues dans la périphérie de la ville. D'ailleurs, la consommation de gaz pour l'éclairage et le chauffage est passée de 16 598 977 m<sup>3</sup> en 1920 à 19 877 200 m<sup>3</sup> en 1930.

Un autre transfert crée également une importante modification dans la vie quotidienne des Nantais. C'est celui, à Pont-Rousseau de l'abattoir et du marché aux bestiaux. L'abattoir apportait au centre de la ville une véritable insalubrité – on dit que les rats y pullulaient – et les bestiaux polluaient les rues qu'ils devaient emprunter.

Durant cette même période, la Société nantaise d'éclairage et de force par l'électricité, dont les bureaux se trouvent place Lamoricière, se voit contrainte, pour éviter l'asphyxie, d'acheter, en 1923, l'hôtel de Bretagne, rue de Strasbourg, et d'y installer sa direction et son service comptable d'une cinquantaine de personnes<sup>108</sup>. La « fée » électricité va contribuer à la modernisation de la ville. L'étude de la transformation de l'éclairage public par l'électricité commence en 1923. Le projet comprend le remplacement des lampes à arc par des lampes à incandescence du type demi-watt. Au 31 décembre 1924, on compte dans la ville 3 595 becs de gaz, dont 3 309 de 100 litres, 103 tribecs de 180 litres, 179 pentabecs de 300 litres et 4 heptabecs de 420 litres. Au cours de l'année 1924, la Société nantaise d'électricité procède à la pose de 935 lanternes dans les principales artères de la ville, et en 1925 ce sont 994 lampes qui sont mises en place, sans compter les 52 lampes de 1 000 bougies de l'éclairage du port, ni les 8 lampes de 25 bougies du cadran de la Bourse, et les 8 lampes de 25 bougies éclairant l'horloge de Sainte-Croix. Ce dernier éclairage sera supprimé durant l'année 1926 pour permettre la réfection du beffroi dont les travaux sont confiés à l'entreprise Le Guillou, 2 rue Didienne, pour la maçonnerie, à la Veuve Beuchet, 55 rue Saint-André,



pour la charpente, et à Wagner, 2 rue du Château, pour la restauration des sculptures.

Cependant, le nombre des becs de gaz, loin de diminuer, sera maintenu, voire augmenté pour permettre un meilleur éclairage public dans les rues, et priorité sera donnée à l'électricité pour l'éclairage des nouvelles rues et des voies de pénétration. De la sorte, l'éclairage de la ville permet une activité plus importante et plus sécurisante pour les noctambules nantais et pour tous ceux qui, tard ou de très bonne heure, doivent revenir ou se rendre à leur travail. De 2 497 431 kilowatts-heures en 1920, la consommation d'électricité pour l'éclairage passe à 6 606 651 kWh en 1925 et à 9 239 435 kWh en 1930. Durant la même période, son utilisation comme force motrice augmente de 22 828 190 kWh en 1920 à 41 558 197 kWh en 1930, preuve de la modernisation industrielle.

Ainsi, le cœur de la ville, transformé, profondément bouleversé, a été assaini. Mais, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, la nostalgie des vieux ponts et des bords de l'Erdre perdure dans le cœur de nombreux Nantais.

## 9

LE KRACH  
DE 1929

De 1920 à 1926, la croissance est fondée sur la dépréciation monétaire ; le franc perd la moitié de sa valeur par rapport au dollar et les deux tiers par rapport à la livre sterling. En 1926 les profits des entreprises sont importants en raison de la faiblesse des salaires ; la dette publique a diminué de 1 000 milliards, ce qui permet de maintenir des taux d'intérêt faibles. La croissance est déséquilibrée et se manifeste principalement dans les domaines de l'énergie, des transports, des biens d'équipement. La politique de stabilisation monétaire ne réussit pas à bloquer, en 1929, une hausse des salaires ; ce qui entraîne une baisse de la marge brute des entreprises, d'où une dégradation importante de la rentabilité du capital. De plus, la politique de stabilisation freine les exportations, ce qui touche les secteurs les plus dynamiques. Ainsi la France perd des parts de marché dans les produits manufacturés.

La situation internationale sert de détonateur à cette crise. Quand, le 29 septembre 1929, la Banque d'Angleterre relève son taux d'escompte de 5,5 à 6,5 %, les capitaux flottants quittent New-York où les agents de change constatant que leurs clients présentent moins de garanties, vendent aussitôt un grand nombre de titres achetés à découvert qui se déprécient brutalement. Le jeudi 24 octobre 1929, le « Jeudi noir », la Bourse de New-York s'effondre.

Mais que se passe-t-il à New-York, à Paris et à Nantes ?

## À New-York

À Washington, le 3 mars 1929, Herbert Hoover, républicain, succède au Président Coolidge à la Maison Blanche. On dit qu'il est « l'homme le plus capable de combler le fossé entre les idéaux et les réalités de l'ère

*nouvelle*<sup>109</sup> » ; on vante ses innombrables qualités. Sa victoire est celle de l'américanisme pur. Ministre du Commerce depuis 1920, apôtre de la standardisation et du système Taylor, les plus importantes sociétés des États-Unis lui apportent leur appui. Il s'inquiète de la frénésie boursière qu'il juge malsaine car la spéculation est reine. Les grandes compagnies rachètent des entreprises les plus diverses qu'elles réunissent en holdings détenant les actions des filiales. Ces constructions financières manipulent les informations pour maintenir la hausse et racoler de nouveaux acheteurs qui ne soupçonnent pas ces trafics douteux. On joue à découvert ; les agents de change ouvrent des guichets sur les bateaux, près des terrains de golf !

L'ampleur de la spéculation est considérable. Elle provient en particulier de la pratique des « Call loans » qui permet de ne payer dans l'immédiat que 10 % des actions achetées. Le mécanisme est simple : l'acheteur règle 10 % du prix de l'action et emprunte 90 % à l'agent de change qui se procure la somme correspondante auprès des banques en empruntant de l'argent au jour le jour (« Call » en Anglais, « Report » en Français). Supposons une action valant 100 dollars, l'acheteur avance 10 dollars et le courtier complète avec 90 dollars prêtés par une banque. Si les cours montent, disons jusqu'à 110 dollars par exemple, il est possible de revendre l'action avec un bénéfice de 10 dollars que se répartissent le courtier et le client. Mais ce mécanisme fonctionne seulement si les cours montent, la spéculation se nourrissant elle-même. Dans le cas contraire, il suffit que quelques gros porteurs commencent à vendre et se retirent du marché sous quelque prétexte que ce soit pour voir se produire la chute du cours de la valeur. La baisse appelle dès lors la baisse et chacun tente de sauver sa mise par une vente qui précipite l'effondrement de l'action et donc des pertes pour tous. Hoover pense à des réformes afin d'éviter qu'un jour le public ne tombe de haut. Le jour même de son intronisation, Wall Street perd 5,5 points.

Le jeudi 24 octobre 1929, des milliers d'Américains piétinent devant les halls des banques et des bureaux du millier d'agents de change de la ville. Les visages sont tendus, fripés par une nuit blanche. Des rumeurs invraisemblables courent ici et là, dont la plus grave est que le Stock Exchange – la Bourse la plus importante du monde – situé à Wall Street, pourrait ne pas ouvrir ses portes. Les gardes privés et la police ont fort à faire pour contenir l'exaspération qui monte des files d'attente. La veille, le mercredi 23, un vent de panique avait soufflé sur les comptoirs où

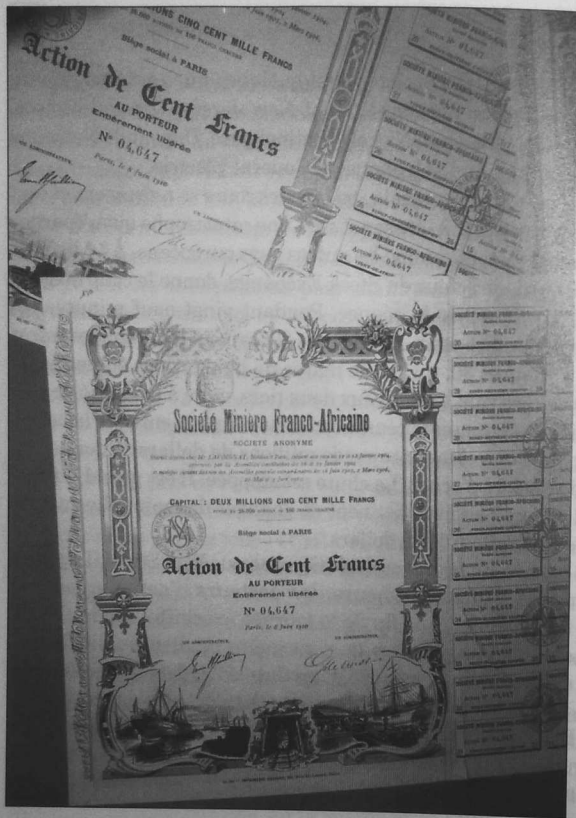
s'établissent les cours des sociétés dont quelques-unes ont une réputation mondiale, comme Standard Oil of New Jersey, General Motors, Ford, Chrysler, International Nickel, Westinghouse, Dupont de Nemours, American Telegraph and Telephone ou General Electric.

La séance du jeudi est cruciale : ou bien les cours se redressent et tout va bien, ou ils continuent à baisser et c'est une catastrophe qui n'épargne personne, la France tout comme les autres pays européens. À 10 heures, William Crawford, directeur du Stock Exchange, donne le coup de gong annonçant l'ouverture de la séance. Pendant vingt-neuf minutes les choses se passent sans heurts. À 10 heures 29 arrivent les premiers ordres de vente. À 11 heures 30, un raz de marée de liquidations submerge la Bourse : des actions sont offertes aux deux tiers, voire à la moitié de leur valeur. À midi, les banquiers réunis constituent, pour enrayer la catastrophe, un pool d'une cinquantaine de millions de dollars et donnent à haute voix des ordres d'achat. La chute est stoppée. Il est grand temps ! En effet, 12 894 640 actions viennent de changer de mains. Les pertes sont évaluées à 3 milliards de dollars.

Lundi 28 octobre, un nouvel accès de fièvre secoue Wall Street. Le mardi matin, en moins d'une demi-heure, les porteurs d'actions perdent 2 milliards de dollars et, à la fin de la journée, ce chiffre est multiplié par cinq. Les séances suivantes ne sont guère meilleures, la Bourse continuant de descendre jusqu'au 13 décembre 1929, date à laquelle elle reprend un peu de souffle. Les dégâts sont considérables, mais selon le professeur Bernard Gazier, il faut dénoncer la légende des suicides de financiers ruinés se précipitant dans le vide depuis les fenêtres des buildings de Manhattan<sup>110</sup>.

### À Paris

À Paris, les milieux capitalistes ne s'émeuvent guère de la crise ouverte aux États-Unis. La France vit sur les bénéfices de la dévaluation opérée par Poincaré le 24 avril 1928. Elle croit à la sagesse de son économie, à son agriculture familiale ; elle est attachée à l'or. Depuis cette dévaluation, l'or afflue à la Banque de France, le franc étant tenu pour une des valeurs stables du monde. Aussi les réserves ne cessent d'augmenter, à l'émerveillement des experts : 18 milliards en 1927, 64 en 1928, 67 en 1929, 80 en 1930. La situation n'a jamais été aussi favorable depuis la guerre. L'année 1930 permet d'établir un record, celui du revenu national qui est de 245 milliards de francs<sup>111</sup>. La France vit



**Les actions de la Société Minière Franco-Africaine.**  
 (Avec l'aimable autorisation du Pavillon Madeleine-Lilas, 10 rue Meuris, à Nantes ; photo A. Bellanger)

national » étalée sur cinq ans : électrification des campagnes, adduction d'eau potable, construction d'écoles, lutte contre la tuberculose, réfection des routes, travaux portuaires, etc. La France, selon le président du Conseil, inaugure « une politique de prospérité ». Chéron, qui souffre d'avoir à dépenser la totalité de son magot, refuse un amendement autorisant les commerçants à déduire de leurs bénéfices les salaires versés à leur épouse. La Gauche fait bloc et renverse Tardieu. Il revient au pouvoir le 2 mars 1930, après un intermède de quatre jours, dans un gouvernement conduit par le radical-socialiste Camille Chautemps. Aux Finances, il appelle l'avocat Paul Reynaud qui prend comme chef de Cabinet Wilfrid Baumgartner, 27 ans, inspecteur des Finances. Au printemps et au début de l'été 1930, Tardieu et Reynaud luttent à la Chambre pour obtenir l'adoption d'un plan d'outillage national.

### À Nantes

La presse locale rend compte, bien entendu, de l'effondrement de la Bourse de New-York et retransmet, en première ou deuxième page, des informations en provenance de Londres. Ainsi, le *Phare de la Loire* du 26 octobre 1929, sous le titre « Le malaise boursier de New-York. Des alarmistes tentent de semer la panique », essaie d'en minimiser les conséquences : « On pense que les capitaux reviendront vers les Bourses. » De fait, ce mouvement se produit déjà, la clôture du marché a été ferme et on termine presque partout au dessus de la veille. Dans son analyse financière, le journaliste déduit que si l'effondrement des cours à New-York en même temps que le fléchissement du Call Money a entraîné le rapatriement des capitaux européens vers leurs pays d'origine, l'étranger disposant à nouveau de liquidités n'éprouve plus le besoin de s'en procurer en vendant sur notre place. Le mardi 29 octobre, le quotidien, en première page, est moins optimiste et signale que les autorités, redoutant des émeutes, ont placé à proximité de la Bourse, des troupes pour le maintien de l'ordre. Il constate, dans son « Bulletin financier », que le marché est irrégulier et que les cours chutent. « La panique de la Bourse de New-York », tel est le titre du journal, le mercredi 30 octobre, selon les informations venant de Londres ; et, à Paris, le marché, mauvais et nerveux, devient une proie facile pour les boursiers.

Le jeudi 31 octobre, *Le Phare* traduit le *New-York Herald* : « Le marché américain s'est effondré une troisième fois avec une soudaineté, une violence plus grande encore qu'auparavant. Plus de seize millions et

bien. Son industrie automobile, avec Renault et Citroën, est la première d'Europe. Sa consommation d'électricité s'est multipliée par 4,5 depuis la fin de la guerre. Sa production d'acier la place au second rang mondial, derrière l'Allemagne, à égalité avec l'Angleterre. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites s'élève à 11 169 !

Le 2 novembre 1929, André Tardieu, nommé chef du gouvernement, confie le ministère des Finances au Normand Adolphe Chéron. Celui-ci révèle à la presse que la France dispose de près de 19 milliards de réserves, ce qui produit dans l'opinion un effet énorme. Dans sa déclaration ministérielle, Tardieu annonce « une politique d'équipement



de demi d'actions ont été négociées, ce qui a déterminé une chute des cours et des pertes chiffrées à des millions de dollars. Des faillites sensationnelles sont déclarées.» Dans son « Bulletin financier », le journal précise qu'à Paris la baisse s'est accentuée. Les banques reviennent vivement en arrière. Par exemple :

- La Banque de France termine à 20 460 contre 21 335 francs ; le Crédit Lyonnais fléchit de 2 865 à 2 825 ; la Banque de Paris termine à 2 800 contre 2 995 francs.
- Le recul s'accroît aux valeurs de produits chimiques : Air Liquide tombe de 2 180 à 1 990 ; Kuhlmann finit à 1 126 contre 1 188 ; Péchiney à 3 570 contre 3 800 francs.
- Seuls les fonds d'État sont l'exception dans la tourmente générale : le 3 % finit à 77,72 contre 77 ; le 5 % 1915-1916 est à 104,20 contre 103,55 ; le 4 % 1918 clôture à 94,10 contre 93,55 francs.

Dans les journaux des 29, 30 et 31 octobre, la chronique locale ne fait aucune mention de ces événements. On peut s'en étonner car la situation financière de nombreux rentiers est liée à cette crise.

En première page, le vendredi 1<sup>er</sup> novembre, le journal mentionne que « la panique de la Bourse de New-York paraît désormais conjurée ». D'ailleurs, à Paris, on note une nette reprise dans tous les compartiments. Les banques ont participé à l'amélioration générale :

- Ainsi la Banque de Paris est passée de 2 800 à 2 950.
- Aux produits chimiques, Air Liquide s'avance de 1 990 à 2 190 ; Kuhlmann de 1 126 à 1 190.
- L'électricité est également en reprise : la Parisienne de Distribution clôture à 2 680 contre 2 500.
- Remontée aussi pour les charbonnages : Courrières est à 1 710 contre 1 675 ; Lens à 1 452 contre 1 411 francs.
- Les rentes continuent à progresser : le 3 % atteint 78,65 ; le 5 % passe de 104,20 à 105,10 ; le 4 % 1918 de 94,10 à 94,75.

Et, ce jour-là encore, alors que la situation s'est bien améliorée, la chronique locale reste muette et continuera à ignorer cette crise qui, semble-t-il, n'a eu aucune influence sur le comportement des Nantais et n'a nullement perturbé la vie quotidienne.

D'ailleurs, en avril 1930, la ville offre un visage resplendissant pour accueillir le président de la République, Gaston Doumergue, en voyage officiel. Le chef de l'État, accompagné de Fernand Buisson, président de la Chambre des députés, Georges Pernot, ministre des Travaux publics, Louis Rollin, ministre de la Santé, est reçu par Léopold Cassegrain, maire de Nantes, Paul Mathivet, préfet de Loire-Inférieure, le marquis de la Ferronnays, vice-président du conseil général remplaçant le président

### Le Mémorial de la Visite présidentielle.

En souvenir du passage du Président Gaston Doumergue, à Nantes et à Saint-Nazaire, en avril 1930.

Un Souvenir que chacun voudra conserver dans ses archives.

## LE MÉMORIAL DE LA VISITE PRÉSIDENTIELLE

à Nantes et à Saint-Nazaire, les 3, 4 et 5 Avril 1930



M. Gaston Doumergue, Président de la République

Les innombrables titres qui ont été à Nantes et à Saint-Nazaire, la visite de M. Gaston DOUMERGUE, Président de la République Française, ont à ce point été remarquées que chacun voudra en conserver le souvenir.

Une importante documentation photographique, une relation fidèle de ces fêtes, la reproduction intégrale des discours prononcés, la liste complète des souscripteurs, le tout présenté sous une couverture artistique et tiré sur papier spécial, voilà ce que peuvent dès maintenant s'assurer les souscripteurs de ce Mémorial ne sera pas mis en vente dans le commerce.



### BULLETIN DE SOUSCRIPTION

voir au dos les prix et conditions

Je soussigné,  
demeurant à \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_ rue  
déclare souscrire à \_\_\_\_\_ exemplaire de la Visite Présidentielle à Nantes et à Saint-Nazaire, en Avril 1930, au prix de \_\_\_\_\_ fr. l'exemplaire.

SIGNATURE

Envoyer le Bulletin de Souscription au Syndicat d'Initiative de Nantes ou à celui de Saint-Nazaire.

empêché par son état de santé, le général Pettelat, commandant du XI<sup>e</sup> corps d'armée, le vice-amiral Piro, préfet maritime de Brest, Langlois, premier président de la cour d'appel de Rennes, le contre-amiral Audouard, commandant la Marine de Lorient. Ils se rendent d'abord cours Saint-André pour un hommage aux 6 000 Nantais tués pendant la Grande Guerre. De retour à la préfecture, Gaston Doumergue reçoit Mgr Le Fer de la Motte, le pasteur Brunet et le rabbin Sommer, puis, le soir venu, il assiste au Grand Théâtre à un spectacle de gala.

Le lendemain, il visite le musée municipal des Arts décoratifs où il est reçu par le conservateur, Stany Gauthier, et par Marc Elder qui lui présentent les collections ; puis le musée Dobrée où il écoute les explications du conservateur, le chanoine Durville, en particulier devant le reliquaire du cœur d'Anne de Bretagne. Ensuite, sur le Couëron, vapeur des Messageries

de l'Ouest, il descend la Loire et visite le port bruisant d'activité, puis se rend à la Chambre de commerce<sup>112</sup> où le président René Delafoy dresse un tableau des travaux entrepris pour améliorer la réception des navires d'une moyenne de 5 000 à 8 000, parfois 10 000 tonnes, venant à Nantes. Il évoque les grues électriques à bennes automatiques, les portiques roulants, le dock flottant de 4 200 tonnes, les hangars et les entrepôts. À midi et quart, Gaston Doumergue entre dans la grande salle des Salons Maudit où est dressée une table de 700 couverts. Au menu, qui n'a rien d'un menu de crise : Médaillon d'huîtres — Langouste en Bellevue — Saumon de Loire ambassadrice — Canetons de la Neva — Cœurs de laitue — Petits pois Bretonne — Bombe comtesse Marie — Dessert.

Après le repas, les discours fleurissent : le marquis de La Ferronnays, député, monarchiste, chef de file de la droite catholique pratiquante, glorifie l'agriculture ; René Delafoy, encore lui, laisse planer un doute sur l'avenir de l'économie, mais à aucun moment il ne parle des réels problèmes, de l'avenir du port et de l'ampleur de la crise. L'heure est au triomphalisme et à la satisfaction générale. Seul, l'après-midi, à Saint-Nazaire où le président de la République est arrivé sur le contretorpilleur, *Le Verdun*, le député-maire socialiste, François Blancho, proteste contre la législation archaïque des collectivités communales, l'insuffisance de la loi sur les Assurances sociales dont le complément devrait être assuré « par une garantie contre le chômage », et réclame l'amélioration de l'enseignement.

En réalité, au fil des mois, alors que les ministères tombent et que les ministres s'entrecroisent, la situation de la France continue à se dégrader. Un an après le krach boursier du « Jeudi noir », la crise se fait sentir en Europe. La production industrielle baisse ; l'indice général de la production française est de 136 à fin octobre contre 139, niveau moyen annuel de 1929. Corollaire de cette baisse, le chômage augmente. Toutefois, le nombre important de petites et moyennes entreprises à caractère familial, relativement indépendantes du crédit bancaire, protège Nantes quelque peu de la tourmente. Fin 1930, on n'y dénombre que 1 000 à 1 200 chômeurs, mais l'année suivante on en compte plus de 10 000 parmi les ouvriers du port, ceux de la métallurgie et ceux des fabriques de chaussures.

Le chômage et la crainte du chômage produisent une baisse de la consommation. On constate la disparition quasi totale de consommation de viande, l'usage généralisé de farines, et une tendance à reporter une

part grandissante de l'argent disponible sur des achats « non essentiels », ainsi le café noir perçu comme un luxe indispensable et aussi le vin, qui représentent une contrepartie au déficit en protéines de l'ordinaire. Les chômeurs consacrent également une part significative de leur revenu aux paris et au cinéma. Un domaine budgétaire est en revanche clairement sacrifié, le vêtement. La clientèle se fait de plus en plus rare et même les détaillants pratiquant des soldes qui atteignent jusqu'à 75 %, ne vendent plus. La conséquence immédiate, c'est la liquidation, la faillite, principalement pour les boutiques de luxe. D'autant plus que, cette fois-ci, au cours de l'année 1930, les fonds d'État ont fortement chuté : le 5 % 1915-1916 est descendu au cours du 29 décembre à 101 francs. Ainsi, les bourgeois et les rentiers sont eux aussi touchés.

De même, les actions subissent en Bourse une baisse vertigineuse atteignant parfois plus de 50 %. Quelques exemples :

- Dans les pétroles, Royal Dutch perd 1 215 F, passant en une année de 4 090 à 2 875 F.
- Dans les assurances, l'Union-Vie qui, en 1929, valait 2 265 F ne cote plus que 630 F.
- Dans les transports, la Compagnie des Wagons-Lits chute de plus de la moitié : de 642 F, l'action est tombée à 305 F.
- Il en est de même de Citroën qui passe de 1 200 à 548 F, ou de Saint-Gobain dont le titre perd 3 725 F sur une cotation de 6 875 F à fin 1929.

*Le Phare* des 4 et 5 janvier 1931 donne, sous le titre « Revue de la Bourse », toutes les cotations extrêmes pour l'année 1930, fournies par ses services financiers, Agence SERF, 1 place Boieldieu, à Paris. De nombreux petits épargnants voient leur pouvoir d'achat considérablement réduit, ou sont tout simplement ruinés. Finalement, ce sont toutes les couches de la population qui sont touchées.

La situation de la fin du XX<sup>e</sup> siècle n'est donc pas nouvelle. Il est même curieux de constater que, si l'on trouve dans la presse des années 20 des remèdes analogues à ceux proposés de nos jours, il en est d'autres qui, bien qu'assortis de mesures compensatoires, soulèvent aujourd'hui l'émotion ou la protestation chez les salariés, les syndicats et même l'opinion publique. « *La stimulation de la consommation, peut-on y lire, ne sera obtenue que par l'abaissement des salaires. Cette mesure qui semble anti-sociale est pourtant obligatoire. Si chacun reste sur ses positions, qu'arrivera-t-il ? La crise persistera, les sociétés se verront obligées de limiter leur activité, donc de renvoyer du personnel... Une baisse de 10 %, par exemple, des salaires est moins sensible pour l'ouvrier que le*

*chômage total.* » En plus de la compression des salaires, il est préconisé celle des éléments économiques : charbon, gaz, électricité, l'abaissement du prix des transports, la diminution des droits de douane frappant les produits alimentaires, et la réduction des impôts.

D'autres voix, comme celle du comité central des Allocations familiales, suggèrent le maintien des allocations en faveur des familles dont le chef est atteint par le chômage involontaire. Dans le même temps, les adhérents à l'AICAO – l'Association industrielle, commerciale et agricole de l'Ouest – proposent « la réduction du nombre des heures de travail plutôt que le débauchage total » et demandent que les patrons gardent, de préférence, les chefs de famille. Cette association, dont le nombre des adhérents est passé de 168 en 1920 à 627 dix années plus tard, a son siège 1 rue Lafayette et publie un bulletin bi-mensuel d'action régionaliste. Le bulletin de juin 1923 se présente sous une couverture nouvelle et avec un nom nouveau : *Loire-Atlantique*. Il y est écrit :

« L'unité économique, l'assemblage naturel dont la Loire et l'Atlantique sont les pièces maîtresses, le sûr discernement des hommes d'affaires qui composent nos Chambres de commerce en a fait, dans l'Ouest, la base de la région économique qu'il faut organiser : la V<sup>e</sup> Région, c'est la région de la Loire et de l'Atlantique. »

Dans un article de *Loire-Atlantique* du 5 janvier 1931, Abel Durand constate que l'année 1931 s'ouvre sous le signe du paradoxe :

« D'une part, le monde offre le spectacle d'une exaltation de la production. Les conquêtes de la science, le perfectionnement incessant de la technique industrielle et agricole, la systématisation de l'organisation dans tous les ordres et, par dessus tout, la transformation des moyens de transport... [...] En face, cette exaltation de la production - ou plus exactement la puissance de productivité - a pour contrepartie un état que l'on caractérise du nom de dépression économique et qui donne en fait une sensation d'affaiblissement et d'étouffement. [...] Alors qu'il y a un siècle à peine, la perspective d'un monde impuissant à satisfaire aux besoins essentiels d'une population toujours croissante inspirait les doctrines pessimistes d'un Malthus, le problème est aujourd'hui inversé. C'est la pléthore de la production qui suscite les difficultés nouvelles. »

Il énumère les remèdes proposés par différents économistes qui, soit prônent le libre-échange, soit souhaitent une meilleure répartition de l'or détenu par les États-Unis et la France, soit rejettent la crise sur le problème des salaires et le coût du travail. C'est dans cette politique de la baisse des salaires que l'Allemagne s'est engagée ; elle aura pour conséquence, nous le savons maintenant, la montée des totalitarismes, l'arrivée des fascistes et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

## CONCLUSION

PENDANT la belle saison de 1927, André Breton se repose au manoir d'Ango, à Varengeville-sur-Mer, près de Dieppe, et écrit *Nadja*, où il évoque quelques souvenirs de son passage à Nantes où les aléas de la guerre l'avaient amené à vivre lors de l'été 1915 :

« Nantes : peut-être avec Paris la seule ville de France où j'ai l'impression que peut m'arriver quelque chose qui en vaut la peine, où certains regards brûlent pour eux-mêmes de trop de feux (je l'ai constaté encore l'année dernière, le temps de traverser Nantes en automobile et de voir cette femme, une ouvrière, je crois, qu'accompagnait un homme, et qui a levé les yeux : j'aurais dû m'arrêter), où pour moi la cadence de la vie n'est pas la même qu'ailleurs, où un esprit d'aventure au-delà de toutes les aventures habite encore certains êtres ; Nantes, d'où peuvent encore me venir des amis ; Nantes où j'ai aimé un parc : le parc de Procé. »

Assurément non, Nantes n'est pas l'égale de Paris et il est bien difficile d'y trouver des raisons pour désigner ces années d'après-guerre comme des « Années folles ». L'apparente frivolité que l'on peut y rencontrer n'est qu'un leurre. En réalité, ce sont des années de lutte. Lutte des anciens combattants qui n'acceptent pas d'attendre tant d'années pour voir honorer leurs 6 000 compagnons morts au champ d'honneur. Lutte des catholiques pratiquants qui doivent se battre contre une intolérance leur interdisant les traditionnelles processions publiques. Lutte pour trouver du travail, ou un travail moins pénible : le paysan a du mal à continuer d'accepter des tâches ne permettant aucun repos, et quitte son village ; l'ouvrier veut se spécialiser pour échapper aux travaux trop durs désormais confiés à des émigrés que l'on va chercher chez eux. Lutte pour trouver un logement dont le manque se fait alors cruellement sentir.

En revanche, il est sans doute vrai que l'on peut y trouver un « esprit d'aventure ». Un « esprit nantais », comme l'appelait Bazailles, le professeur de philosophie de l'Institut supérieur des lettres, ou comme le soulignait Gaston Veil dans son discours lors du centenaire de la nais-



sance de Jules Verne : « *Ce goût de la mer, ce sens du navire, dont son esprit d'imagination scientifique devait conduire à d'aussi audacieux perfectionnements pour l'époque n'ont pas, sans doute, d'autre origine et restent la marque "nantaise" de son talent.* » Cet « esprit nantais », ne le trouve-t-on pas chez ces « aventuriers de l'industrie » que sont : Albert de Dion, curieux des machines à vapeur, qui invente le moteur à explosion, ouvrant la voie au développement de l'automobile ; René Poisson qui, prévoyant l'essor de l'aviation, s'efforce de doter Nantes des structures nécessaires ; Arsène Saupiquet, qui profite de l'expérience du confiseur nantais, Joseph Colin, pour monter des conserveries de sardines, et qui utilise les boîtes de J.J. Carnaud ; Léopold Cassegrain, qui comprend les avantages mis à sa disposition par le maraîchage sur place ; la famille Say, qui perpétue la vieille tradition sucrière ; Émile Decré à la tête du seul grand magasin nantais ; Adolphe Dubigeon et ses fils Maurice et Roger, constructeurs de navires, qui symbolisent toujours l'amour des Nantais pour les bateaux et le grand large.

L'« esprit nantais » de ces hommes entreprenants, imaginatifs, combattifs, compétents, prolongeant l'« esprit d'aventure » de ceux qui ont participé à la fin du siècle dernier à l'essor industriel de leur cité, a sans doute fait que, à Nantes, ces années 20 ont moins été des « Années folles » qu'une décennie d'innovation, de développement, et d'épanouissement.

## NOTICES BIOGRAPHIQUES

**ALLOTTE DE LA FUYE Marguerite**, née en 1875, mariée en 1899, veuve et sans enfant, trouve dans les lettres et le théâtre un puissant palliatif à sa solitude. En 1925, elle a l'idée, en tant que nièce de Jules Verne, d'en écrire la biographie. Elle compose désormais d'autres œuvres biographiques pour la TSF, notamment la vie de René-Théophile Laënnec, son grand-oncle maternel, ou celle du général de Charette de la Contrie. Simple de goûts et d'habitudes, aimant la société de ses semblables, d'une grande bonté, Marguerite Allotte de la Fuye vit constamment à Nantes ou à Port-Saint-Père dans sa famille maternelle, les Pichelin. S'étant cassé le col du fémur, elle décède le 6 avril 1959, à 84 ans.

**BALLEREAU Jean** est né à Nantes le 15 novembre 1881. Docteur en médecine, chef de clinique ophtalmologique à l'Hôtel-Dieu, il fait des études complètes de composition musicale, fugue et contrepoint, au Conservatoire de Nantes, et mène de front ces deux activités.

**BELLAMY Paul** est né à Brest le 27 octobre 1866. Son père, Louis Édouard Bellamy, né à Bordeaux le 17 mars 1832, épouse à Nantes, le 30 juin 1864, Pauline Lucie Durand-Gasselien, née à Nantes le 18 décembre 1843, fille du célèbre architecte qui construisit en collaboration le passage Pommeraye. Louis-Édouard Bellamy vint s'établir à Nantes en acquérant, le 1<sup>er</sup> avril 1870, l'office de greffier du Tribunal. Le jeune Paul fréquente alors l'école communale de son quartier, continuera ses études secondaires au lycée, avant de se rendre à Rennes pour y préparer une licence de droit. En octobre 1886, il obtient cette licence et s'inscrit alors au barreau de Nantes. En fait, il ne plaida guère. Son père lui offrit sa succession, il est nommé greffier en chef du Tribunal et prête serment le 12 janvier 1892. Paul Bellamy exerça ses fonctions

durant plus de trente années, jusqu'à la nomination de son remplaçant, Bonduelle, le 8 novembre 1924. De son mariage, le 3 décembre 1887, avec Louise Bouscasse, fille d'un professeur d'agriculture à l'école nationale de Grand-Jouan en Nozay, il avait eu deux filles, Madeleine et Anne, et un fils, Jean, mais eut la douleur de perdre son épouse le 16 février 1923. Ses fonctions de greffier en chef du Tribunal civil conduisirent Paul Bellamy à entretenir d'étroites relations avec des personnalités de la magistrature et du barreau, en particulier l'avocat Gabriel Guist'hau auquel l'unirent des liens d'amitié. D'autre part, membre du conseil presbytéral protestant, il est en contact fréquent avec de nombreux industriels nantais.

**BOUCHAUD Jean** naît le 29 octobre 1891 à Saint-Herblain, sixième enfant d'une famille de dix. Son père, Adolphe, est un gentilhomme terrien amateur d'art ; son grand-père, Léon, avait été le jeune compagnon de travail de Corot et d'Harpignies. Il fréquente l'externat des Enfants-Nantais pour des études sans éclat. Un jour, il découvre les aquarelles de son grand-père Léon. C'est le choc émotionnel qui révèle sa vocation. Nommé par ses pairs, membre de l'Institut (Académie des Beaux-Arts) en 1951, Jean Bouchaud décède le 6 mai 1977, à son domicile à Nantes, allée Turenne.

**BRISSON Georges**, né à Nantes le 15 mars 1902, est élève au Petit lycée (lycée Jules Verne), puis au lycée Clemenceau. Il décèdera le 2 octobre 1980 à Pont-Saint-Martin.

**BROUTELLE Honoré** est né à Nantes le 16 avril 1866, au numéro 3 de la rue du Moulin, chez son grand-père, Charles Perdereau, arbitre de commerce. Son père, Honoré Salomon Broutelle, était capitaine de vaisseau, et rapportait de ses voyages au long cours d'admirables

chinoiseries, japoneries, « indianeries », pour orner le château familial, La Mouchetière, folie du Directoire, à Saint-Colombin. Très jeune, il est l'élève d'Élie Delaunay, et prépare sa licence à l'école de droit de Nantes, puis entre à l'école de médecine. Il meurt le 19 janvier 1929.

**BRYEN Camille** voit le jour à Nantes, 16 rue Jean-Jacques Rousseau, en 1907. Son père, originaire de Douarnenez, est caissier de la marine marchande ; sa mère, vendéenne. Il meurt à Paris en 1977.

**CASSEGRAIN Léopold**, né à Nantes le 28 janvier 1857, est négociant en conserves alimentaires. Son père, Charles Cassegrain, né en 1856, est à la tête d'une importante charcuterie et fabrique de conserves. Ne pouvant satisfaire une clientèle de plus en plus nombreuse, il fonde dans la banlieue nantaise l'usine du Fresne-Rond qu'à sa mort, en 1902, il laisse à son fils Léopold. Celui-ci est entré au conseil municipal le 13 mai 1900. Membre du conseil des directeurs de la Caisse d'épargne depuis le 15 juin 1904, il est chevalier de la Légion d'honneur et officier de l'Instruction publique.

**CHABAS Paul**, (1869-1937), fils de Charles Chabas, négociant Petite Rue de la Casserie, à Nantes, et de Marguerite Ferrus, appartient à une famille cultivée et érudite. Après avoir fait de solides études au lycée dans le but de servir dans la Marine de guerre, il entre à 15 ans à l'académie Julian et est élève de Bouguereau.

**CORABŒUF Jean Alexandre** est né le 6 novembre 1870 dans le petit bourg pittoresque de Pouillé-les-Coteaux. Son père est receveur-buraliste, sa mère exerce le métier de tailleuse. Il est mort discrètement à Paris le 6 février 1947.

**COURTONNE Michel** naît le 8 juin 1883 à Nantes, rue Kervégan, où demeurait son père, Jean, archiviste de l'État-Major, et sa mère, Joséphine Aguesse. Il fait ses premières études à La Psalette et apprend l'harmonium puis l'orgue au séminaire où il fait la connaissance d'Henri Potiron. Ensemble, ils envoient à une revue pari-

sienne leur première œuvre, qui est publiée : c'est la *Toccata en ut mineur*, qui exprime les sentiments de la jeunesse. Le chanoine Courtonne s'éteint à Nantes le 12 août 1954, en son domicile du 10 de la rue des Martyrs.

**DALBY Ernest**, né à Guéret le 16 janvier 1889, apprenti typographe, arrive à Nantes en octobre 1914 et devient employé de commerce. En 1918, il est nommé secrétaire de la coopérative « L'Union des travailleurs » et élu secrétaire de la Fédération socialiste de Loire-Inférieure. Après la scission du Congrès de Tours en 1920, il réorganise la section socialiste de Nantes. Atteint d'un cancer, Ernest Dalby mourra le 6 juin 1935, âgé de 46 ans. Il est inhumé au cimetière de La Boutellerie.

**DECRÉ Émile**, né le 28 juillet 1897 à Nantes, est entré à l'âge de 17 ans dans l'affaire familiale fondée en mars 1867 à l'angle de la Basse-Grande-Rue (aujourd'hui rue de la Marne) et de la rue du Moulin par son grand-père César, dit Jules, décédé à 87 ans, le 13 juin 1921. Sa mère, « sillonniste » militante, disciple de Marc Sangnier, semble avoir eu une grande influence sur l'évolution de sa personnalité et de ses convictions de démocrate chrétien. S'inspirant dans toute son action de la doctrine sociale de l'Église, il lance successivement plusieurs nouveautés susceptibles d'engendrer un progrès social dans l'entreprise : un service d'embauche, une école d'apprentis, un petit journal de liaison, un groupe de consultation représentatif de l'ensemble du personnel (ébauche des comités d'entreprise) et un contrôle médical (amorce d'une médecine du travail). Il est alors considéré par un certain nombre de ses collègues, selon Marcel Launay dans *Le dictionnaire du monde religieux*, comme un patron d'avant-garde avec un côté progressiste.

**DELAFOY René**, naît le 19 mars 1860 à Pithiviers. Ses parents étant venus s'installer à Chantenay, il s'intéresse d'abord à une modeste affaire d'engrais puis, vers 1900, est nommé à la direction de l'Association des salines de l'Ouest. Grâce à sa femme,

l'entreprise d'engrais se développe et occupe 80 personnes avant la guerre. Entré à la Chambre de commerce en 1922, conseiller municipal, député en 1919 sur la liste du Bloc national, il s'inscrit dans le groupe de l'Entente républicaine démocratique. Il est l'un des fondateurs de l'Association industrielle, commerciale et agricole de l'Ouest (AICAO), préside le Syndicat des engrais, la Société de la Loire navigable et participe au conseil d'administration des Chemins de fer de l'État. René Delafoy succède à Charles Vuillemin le 17 janvier 1928, et ce jusqu'en 1934. Il meurt à Nantes le 8 novembre 1946.

**DEZAUNAY Émile**, né à Nantes le 25 février 1854, fils de Louis Gabriel Dezaunay, négociant, 48 ans, 3 rue Duguesclin, et de Marie Caroline Tronson, fut, aux Beaux-Arts, l'élève d'Élie Delaunay et de Puvion de Chavannes. Fixé à Nantes par son mariage avec Mlle Devorsine, rue des Folies-Challou, il y meurt en 1938, à l'âge de 84 ans.

**DION Albert** (marquis de), naît à Nantes le 9 mars 1856 d'un père, parisien de naissance, devenu Nantais d'adoption depuis son mariage avec Laure Félicie Cossin de Chourses et vivant au château de Maubreuil, à Carquefou. Le jeune Albert se passionne pour la mécanique, et sa vie professionnelle le mène à Paris où il décèdera, le 19 août 1946, dans son hôtel particulier de l'avenue d'Iéna.

**DURAND Abel**, avocat, docteur en droit et en économie politique, est né à Saint-Étienne-de-Montluc le 10 mars 1879. Républicain de gauche et ami d'Aristide Briand, il est élu conseiller municipal en 1929 et sera adjoint aux maires Léopold Cassegrain de 1931 à 1935 et Gaétan Rondeau de 1941 à 1945. À cette époque il est élu au conseil général qu'il préside jusqu'en 1970. Conseiller de la République le 8 décembre 1946, il siègera sans interruption jusqu'en 1965 au Sénat où il préside de nombreuses commissions : Marine marchande, Hôpitaux, et participe à la Conférence européenne des pouvoirs locaux dont il est le premier vice-président. Abel Durand rédige les statuts de la première Caisse interprofessionnelle

d'Allocations familiales et préside l'Union des Caisses sociales du département. Il crée en 1921 la Caisse régionale des institutions familiales ouvrières (CRIFO) et la Société mutualiste du commerce et de l'industrie. Comme l'a fait remarquer Étienne Ravilly dans *Le dictionnaire du monde religieux*, c'est à son initiative que l'on doit la substitution du qualificatif de Loire-Inférieure en Loire-Atlantique. À la fin de sa vie, Abel Durand se consacre à une étude du droit sur *La Chambre des Comptes de Nantes*. Il décède à Nantes le 2 novembre 1975.

**ELDER Marc**, en réalité Marcel Tendron, est né le 31 octobre 1884, à 8 heures du matin, 1 place du Port-Communeau, à Nantes. Son père, Marcel Auguste, consul de Sa Majesté britannique à Saint-Nazaire, meurt à Trememout en mars 1889, à 30 ans. Sa mère va couvrir Marcel qui entre, en octobre 1891, au collège Saint-Stanislas, puis devient pensionnaire au collège Saint-François-Xavier, à Vannes, en 1897. Entre temps, sa mère se remarie avec Georges Rosier qui possède à Saint-Fiacre-sur-Maine une propriété, « La Vieille Cure », où l'écrivain viendra souvent se reposer et respirer l'air de la campagne. À Vannes, le jeune Marcel est bon élève et montre son goût pour les lettres. Mais il demande à terminer ses études classiques à Nantes et c'est au lycée Clemenceau qu'il fait sa rhétorique, sa philosophie, et obtient son baccalauréat en 1903.

**FOUCAULT Siméon Charles**, sculpteur, né le 3 mai 1884, fils de Siméon Julien Foucault, pharmacien place de Bretagne, est entré à l'atelier du Nantais Gaucher, puis est l'élève de Barrias et de Coutant à l'École des Beaux-Arts de Paris. Technicien habile, il exprime avec bonheur ses conceptions empreintes d'une sensibilité délicate. Il obtient un Premier Grand Prix de Rome en 1912 avec son *Berger chaldéen étudiant les astres*. Après son monument du lycée de Nantes il est chargé de l'exécution d'un autre monument à Saint-Nazaire quand la mort le surprend en août 1923, à la suite d'une appendicite.

**GAUTHIER Stany**, né en 1883 et originaire de Carcassonne, vient à Nantes en 1908

comme professeur à l'école des Beaux-Arts. Il y enseigne, outre la composition décorative et l'histoire de l'art, le modelage, la sculpture, le dessin géométrique. Dès 1921, Stany Gauthier s'intéresse au folklore. Il donne de nombreuses conférences, publie plusieurs articles sur l'habitat, le mobilier tant breton que vendéen. Il collabore en 1929 à la revue *L'Art Populaire en France*.

**GORIN Jean**, né le 2 décembre 1899 à Saint-Émilien-de-Blain, dessine d'imagination d'après ses rêves, ses lectures, depuis l'âge de 10 ans, et « monte » à Paris à 16 ans pour y gagner sa vie, tout en réservant le temps nécessaire pour suivre des cours à l'académie de Grande Chaumière. Parti à la guerre en 1917, il vient habiter à Nort-sur-Erdre en 1919, et prépare le professorat de dessin à l'école des Beaux-Arts de Nantes. Il est mort à Paris le 29 mars 1981.

**GRANDJOUAN Jules**, né à Nantes, place de la Bourse, le 22 décembre 1875, fait ses études au lycée Clemenceau, commence son droit, devient clerc d'avoué puis clerc de notaire. En 1939, il regagne Nantes où il séjourne jusqu'à sa mort, le 12 novembre 1968, à l'âge de 90 ans.

**GUILLON-VERNE Claude**, septième enfant d'une vieille famille d'armateurs, neveu de Jules Verne, voit le jour à La Boucardière, petit château qui domine la Loire, en Chantenay, le 26 septembre 1879, à sept heures du matin. Tenailé par les angoisses du désastre de 1940, les soucis, les peines et les vides qui se faisaient autour de lui, il s'enferme à Oudon dans cette nature qu'il aimait et où la mort vient le surprendre le 10 février 1956, dans sa maison rue de la Lavanderie.

**LABOUREUR Émile**, né le 16 août 1877, 2 quai Turenne à Nantes, décide de se donner le prénom supplémentaire de Jean lors de son premier séjour aux États-Unis en 1903. Son père, Émile, originaire de Chouzé-sur-Loire, est mercier (il est le premier propriétaire d'un vélocipède à Nantes). Sa mère, Marie Grandjouan, est la fille d'une famille nantaise bien connue. Élève du Petit lycée à Nantes, il termine

ses études au lycée Clemenceau après un passage au collège des Eudistes à Redon. Frappé d'une attaque dans les derniers jours de 1938, Jean-Émile Laboureur meurt le 16 juin 1943 à Kerfalher, dans le Morbihan.

**LADMIRAULT Paul** est né à Nantes, rue de Strasbourg, le 8 décembre 1877. Son grand-père était le directeur de la Raffinerie de Chantenay. Son père, Émile, négociant, après avoir un moment fait carrière dans l'armée, s'était mis aux affaires. Sa mère, Louise Boumichon, appartenait à une riche famille d'armateurs nantais. Élève d'abord à l'externat des Enfants-Nantais, puis au lycée de Nantes, il montre déjà des dons remarquables pour le piano, plus tard l'orgue et le violon. Le 18 mai 1893, n'ayant pas encore 16 ans, élève de seconde, il donne en représentation un opéra en trois actes, *Gilles de Retz*, dont le livret avait été écrit par sa mère et qui obtint un vif succès. C'est à Kerbilli qu'il s'éteint, le 30 octobre 1944, alors que Camoël se trouve englobé dans la « poche de Saint-Nazaire » où s'étaient retranchés les Allemands, et c'est avec un certain retard que le décès du maître est connu à Nantes.

**LANOE Julien** naît à Nantes le 7 juillet 1904. Après des études au lycée, il découvre à l'École des hautes études commerciales, à Paris, les avant-gardes littéraires et artistiques de la capitale, rencontre Jean Paulhan, et mène de front dans notre ville une activité industrielle et une action artistique et intellectuelle.

**LA PATELLIÈRE (de) Amédée** est né le 5 juillet 1890 à Bois-Benoît, la propriété de campagne de ses parents, sur la commune de Vallet. Il fait ses études classiques à Vannes, puis à Nantes, mais attiré par la peinture part en 1910 à Paris où il entre à l'académie Julian. De 1911 à 1913 il effectue à Nantes son service militaire dans un régiment de cavalerie. Très grièvement blessé durant la Guerre, il en demeure par la suite douloureusement marqué. Démobilisé en 1919, il passe quelque temps en Tunisie, pays qui lui inspire de lumineuses études. De la Patellière décède à Paris, le 3 janvier 1932, après une brève maladie.

**LE FER DE LA MOTTE Eugène Louis Marie (Mgr)** est né à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) le 25 novembre 1867 d'une vieille famille de corsaires malouins. Après des études secondaires à l'école des Cordeliers à Dinan il est admis au grand séminaire de Saint-Brieuc en octobre 1887 mais, l'année suivante, est envoyé à Rome où il suit quatre années durant les cours du séminaire français. Docteur en théologie et en philosophie à l'Académie Saint-Thomas-d'Acquin, bachelier en droit canonique, lauréat en divers concours internationaux de sciences religieuses, il reçoit la prêtrise le 23 mai 1891 à Saint-Jean-de-Latran. De 1892 à 1896, il enseigne la philosophie au grand séminaire de Saint-Brieuc puis est nommé, à la rentrée de 1896, à Dinan, supérieur de son ancien collège des Cordeliers qu'il dirige pendant dix-huit ans. Promu à l'évêché de Nantes, Mgr Le Fer de la Motte prend possession de son diocèse le 15 août 1914 et est sacré en sa cathédrale le 5 novembre de la même année. Il décède à Saint-Étienne-de-Montluc le 20 juin 1936. Durant ces années vingt, Mgr Le Fer de la Motte érige trois nouveaux lieux de culte : Sainte-Thérèse, Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Georges-des-Batignolles. À son décès, l'archevêque de Tours disait que « sa grande œuvre avait été incontestablement l'enseignement chrétien ». Il ajoutait que ce fut « la hantise de sa vie ».

**LESAGE Pierre Alexis** est né à Nantes le 20 août 1872. Il y commence ses études mais, en 1886, suit ses parents en Béarn, à Pau. Sa vocation artistique se décelait déjà et c'est à Paris, à l'école des Beaux-Arts, qu'il se forme de 1893 à 1897, année au cours de laquelle il revient à Nantes et s'installe dans un atelier de fortune, rue Babonneau.

**LEVREL René**, né le 12 mars 1900 à Rezé où sa mère est directrice d'école, passe son enfance dans cette commune et à Trememoult, sur les bords de la Loire. Élève du lycée Clemenceau de 1912 à 1915, il fait ensuite l'école des Beaux-Arts de Nantes, puis se rend à Paris en 1920.

**MAXENCE Edgard**, né à Nantes le 17 septembre 1871 dans une famille aisée,

reçoit une éducation soignée et suit l'école des Beaux-Arts de Paris. Il décède en 1954, à La Bernerie, dans sa propriété des Mérudières.

**METZINGER Jean** naît le 25 juin 1883 rue de l'Abbé de l'Épée. Son père, Eugène Metzinger, est employé aux lignes télégraphiques. Sa mère, Eugénie Louise Argoud, est professeur de musique ; elle fera de son deuxième fils, Maurice, un virtuose du violoncelle. Le grand-père, Charles-Henri Metzinger, assureur maritime, propriétaire, a donné à la ville le terrain pour l'ouverture d'une nouvelle rue joignant la rue de la Hautière à la rue de l'Abbé de l'Épée. C'est à cette voie que la municipalité a donné le nom de rue Metzinger. Il meurt en novembre 1956 à la suite d'une longue maladie qui l'avait peu à peu privé de l'usage de la voix.

**OTTMANN Henry** est né en 1877 à Ancenis où sa mère, d'origine Belge, était modiste. Objecteur de conscience, il se présente à Nantes en 1914 aux autorités militaires et est détaché comme aide-infirmier à l'hôpital militaire d'Ancenis. L'infirmière-major, la marquise de la Ferronnays, décela vite son talent et lui permit de peindre la cité et les bords de la Loire. Sa carrière fut malheureusement trop brève. Il mourut accidentellement en voiture, en 1927, à Vernon, alors qu'il se rendait à Rouen au vernissage de l'une de ses expositions.

**PÉQUIN Charles** est né à Nantes, place du Bouffay, le 26 décembre 1879, fils de Léon Hippolyte Péquin, vendéen, manufacturier, 52 ans, et de Anne Françoise Brindejonc, bretonne, rentière, 41 ans. Il termine ses études à Paris à 17 ans et est reçu troisième au concours de l'École des Beaux-Arts. Il décède en Vendée, à Cugand, le 19 janvier 1963.

**PERRON Charles** naît le 22 avril 1893 à Plessé où son père est instituteur. Élève à l'école des Beaux-Arts de Nantes de 1909 à 1913, il exerce pendant la Guerre les fonctions de professeur suppléant après avoir passé avec succès l'examen de professorat de dessin.



**PINARD René** est né le 8 mars 1883, 18 rue Crébillon, d'Étienne Pinard, probablement l'un des premiers photographes de Nantes, et de Céleste Bodin. Le petit René dessine déjà fort bien à quatorze ans et suit des cours à l'école municipale de dessin. Il entre en 1905 à l'école des Beaux-Arts, dans l'atelier de gravure à l'eau-forte dirigé par Charles Waltner ; celui-ci sera son témoin lors de son mariage, le 25 janvier 1906, avec Yvonne Touvet, rencontrée aux Beaux-Arts. René Pinard décède le 2 mai 1938 et est inhumé au cimetière Saint-Clair de Nantes.

**ROY Pierre**, né rue de l'Arche-Sèche le 10 août 1880, fils de Donatien, notaire, et d'Amélie Poisson, fait de brillantes études secondaires, suit les cours de l'École des langues orientales, obtient un diplôme de Japonais. Il se fixe alors à Paris, travaille dans l'atelier de Jean-Paul Laurens, puis d'Eugène Grasset qu'il considère comme son maître. À cette époque, il voyage beaucoup. Jusqu'en 1908 Pierre Roy fait une peinture académique, comme ses maîtres. C'est à Milan qu'il devait décéder d'une crise cardiaque, le 26 septembre 1950.

**VEIL Gaston** naît le 12 janvier 1868 à Paris, fait ses études à Sainte-Barbe, obtient à la Sorbonne en 1888, à vingt ans, le diplôme de licence de lettres, est agrégé deux ans plus tard, et est nommé professeur à Alger. Durant ses études il

avait collaboré à la *Revue Blanche* et y avait connu Léon Blum, Tristan Bernard et Toulouse-Lautrec. En 1896, Gaston Veil rentre en France, titulaire d'un poste au lycée de Nantes où il est collègue d'Édouard Herriot. À la fin de l'occupation allemande, alors âgé de 76 ans, il sera arrêté par la Gestapo et envoyé dans un camp de concentration. Il reviendra à Nantes bien affaibli et décèdera à Paris le 4 octobre 1947.

**VUILLEMIN Charles**, polytechnicien, officier de marine, est un lorrain né à Massancourt, marié à une Nantaise, Mlle Didion, dont le père possède une importante fabrique de pianos. Entré à la Chambre de commerce en 1900, il s'intéresse particulièrement aux questions concernant la Loire maritime, le port et son outillage. Vice-président en 1920, au décès d'Émile Cormerais, il assure le 10 août 1920 la présidence jusqu'en 1928 pour se retirer à Boulogne-sur-Seine où il meurt en mars 1939, à 90 ans. Officier de la Légion d'honneur et des Palmes académiques, il était titulaire de la Croix de guerre et de nombreuses autres décorations militaires et coloniales.

**VUILLEMIN Louis**, (19 décembre 1879-2 avril 1929), petit-fils du fondateur de la Manufacture nantaise de pianos Didion, fait ses études musicales au conservatoire de Nantes. Une avenue L. Vuillemin perpétue à Nantes le souvenir de ce compositeur.

## NOTES ET SOURCES

(abréviations : AMN/Archives municipales de Nantes, ADLA/Archives départementales de Loire-Atlantique.)

- La collection du *Phare de la Loire* de 1920 à 1930.
- Archives municipales de Nantes :
  - conseils municipaux,
  - arrêtés municipaux.

### ■ Chapitre 1. LA VIE POLITIQUE

1. BERSTEIN S. et MILZA P., *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle – 1900-1930*, Complexe, Bruxelles, 1990.
2. BECKER J.J. et BERSTEIN S., *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Le Seuil, Paris, 1990.
3. GUÉNÉGO N., *Le conseil municipal de Nantes, 1919-1939*, maîtrise d'histoire, Université de Nantes, 1989.
4. OUDIN B., *Aristide Briand*, Robert Laffont, Paris, 1987.

### ■ Chapitre 2. LE PEUPLE DES ANCIENS COMBATTANTS

5. *Le Phare*, 20 mai 1920.
6. PILVEN LE SÉVÉLLEC Yves, « Les Monuments aux Morts de la Loire-Atlantique », in *Visions Contemporaines*, n° 4, Nantes, 1990.
7. AMN, M1.596.
8. AMN, M1.608.
9. AMN, 1.BA.in 8°.18.
10. *Le Phare de la Loire*, 11 juillet 1927.
11. CARRÉ A., « Nantes-Histoire - Figures - Images », in *Cahiers 1983*, académie littéraire de Bretagne.
12. CAMART M., « L'affaire de la Délivrance », in *Cà et là par les rues de Nantes*, Université inter-âges de Nantes, Reflets du Passé, Nantes, 1983.

### ■ Chapitre 3. LA POPULATION NANTAISE

13. BECKER J.J. et BERSTEIN S., *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Le Seuil, Paris, 1990.
14. DUBY G. et WALLON A. (sous la direction de), *Histoire de la France Rurale*, Le Seuil, Paris, 1992.
15. *Le Phare*, 1<sup>er</sup> août 1927.
16. BRIEUX M., *Le mouvement ouvrier à Nantes de 1919 à 1931*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1972.
17. BRIEUX M., *op. cit.*
18. BRIEUX M., *op. cit.*
19. LAGRÉE M. (sous la direction de) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine – 3. La Bretagne*, Beauchesne, Paris 1990.
20. PAILLAT C., *Dossiers secrets de la France contemporaine*, t. III, *La guerre à l'horizon, 1930-1938*, Robert Laffont, Paris, 1981.

21. BOURGOIN C., *Le patronat chrétien de Nantes de 1930 à 1989*, UER d'histoire, Université de Nantes.
22. LAGRÉE M. (sous la direction de) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine - 3. La Bretagne*, Beauchesne, Paris 1990.
23. PAILLAT C., *Dossier secret de la France contemporaine*, t. II : *La victoire perdue, 1920-1929*, Laffont, Paris, 1980.
24. DURAND Y. (sous la direction de), *Nantes - Histoire du diocèse de Nantes*, Beauchesne, Paris, 1985.
25. LOISEAU L., *L'Église et la communauté protestante de Nantes (1870-1938)*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1989-1990.
26. *Le Phare*, 9 janvier 1925.
27. *Le Phare*, 29 mai 1925.
28. GUIBERT J., « Pour une histoire de la vie ouvrières : l'usine des Batignolles », in *Visions Contemporaines*, n° 3, CID éd., Nantes, 1989.
29. NOWACKI V., *La paroisse polonaise de Couëron de 1923 à nos jours*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1989.
30. GOUZIL M., « Couëron, ville cosmopolite », in *Annales de la Société Académique*, n° 144, Nantes, 1967.

#### ■ Chapitre 4. LA VIE AU QUOTIDIEN

31. KAHN C., *Statues figuratives de Nantes*, Ouest Éditions & Université inter-âges de Nantes, Nantes, 1989.
32. ADLA, Bulletin de l'AICAO, n° 19, 5 octobre 1928
33. *Le Phare*, 4 décembre 1927.
34. GAYRARD G., « Transports et espaces urbains à Nantes de 1920 à 1940 », in *Cahiers Nantais*, n° 33-34, Ouest-Éditions, Nantes, 1990.
35. *Le Phare*, dimanche 5 septembre 1926.
36. ADLA, G1.390.
37. ADLA, I.161.
38. ADLA, 1M.915.
39. AMN, 1.BA.in 8° 47.
40. *Le Phare*, 7 avril et 7 septembre 1928.
41. *Le Phare*, 10 octobre 1925.
42. JOXE R. et CASÉVITZ J., « Nantes : la ville et l'industrie », in *Annales de Géographie*, t. XXXVIII, année 1929, Armand Colin, Paris, 1929.
43. ArMen, *Les biscuits LU, un siècle d'industrie gourmande*, Le Chasse-Marée, n° 11, octobre 1987.
44. FIÉRAIN J., « La restructuration de la conserverie à Nantes », in *Enquêtes et Documents*, t. IV, CID éd., Nantes, 1979.
45. VALYNSÉE J., *Les Say et leurs alliances*, 8 rue Cannebière, Paris, 1971.

#### ■ Chapitre 5. DES SERVICES PUBLICS DANS LA CITÉ

46. AMN, 1.BA.in 8° 47.
47. AMN, 1 BA in 8° 47.
48. *Le Phare*, 24 novembre 1929.
49. LEGRAND J.L., *Histoire de l'Enseignement Supérieur à Nantes de 1920 à 1961*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1989-1990.
50. *Le Phare*, 28 juillet 1926.
51. AMN, I.5, Carton 7

#### ■ Chapitre 6. LA VIE LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

52. ADLA, in 8° 961.
53. WŁODARCZAK T., *Stany Gauthier (1833-1869)*, dactyl., 1983.
54. NOURY M., « Marguerite Allotte de la Fuye », in *Annales de la Société Académique*, n° 187-188, Nantes, 1978.
55. DOUILLARD R., *Marc Elder*, CID éd., Nantes, 1988.
56. NOËL B., in « Dictionnaire d'Auteurs », t. III, Robert Laffont, Paris, 1952.
57. LEPELIER F., *Claude Cahun, L'écart et la métamorphose*, Jean-Michel Place, Paris, 1992.
58. COSSON Y., « Jacques Vaché, l'homme surréaliste », in *Annales de la Société Académique*, n° 252, Nantes, 1994.
59. ROBIN-JOUBIER M., *La Gerbe, une revue littéraire et artistique - octobre 1918-mai 1921*, Université de Nantes, D.E.A., 1990.
60. Bibliothèque municipale de Nantes, 99 869.
61. AMN, R2.2.21.
62. COSSON Y., « Une revue nantaise des années 25, La Ligne de Cœur de Julien Lanoë », in *Annales de la Société Académique*, n° 230, Nantes, 1988.
63. AMN, 87.758.
64. ROBIN-JOUBIER M., « Entretiens sur le peintre Henry Ottmann », in *Annales de la Société Académique*, n° 240, Nantes, 1991.
65. FOURRIER-DUBART A., « Jean Corabœuf, dessinateur-graveur », in *Annales de la Société Académique*, Nantes, 1991.
66. ROTTE J.R., « Jean Bouchaud », in *L'Art et la Mer*, n° 43-44, Paris, 1990.
67. BROUTELLE M., « Honoré Broutelle », in *Annales de la Société Académique*, n° 181-182, Nantes, 1975.
68. DOUILLARD R., « A propos de Marc Elder », in *Visions Contemporaines, spécial Marc Elder*, n° 2, Université inter-âges de Nantes, 1988.
69. CORBES H., « Un grand compositeur breton : Paul Ladmiraault (1877-1944) », in *Société d'émulation des Côtes-du-Nord - Mémoires de l'année 1979*, t. CVIII, Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc, 1980.
70. GUILLEMIN R. et LOCU G., *Pénestin, balcon sur l'océan*, éd. des Paludiers, La Baule, 1977.
71. Société d'émulation des Côtes-du-Nord - 1976-1979, t. CVIII, *Mémoires de l'année 1979*, Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc, 1980.
72. *La Résistance de l'Ouest*, 13 février 1956.
73. POTÉ M., « Claude Guillon-Verme, 1879-1956 », in *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, t. 102, Nantes, 1963.
74. BELLAING (de) V., *Dictionnaire des compositeurs de musique de Bretagne*, Ouest-Éditions, Nantes, 1992.
75. « Voyage musical au Pays Nantais », in *Annales de la Société Académique*, n° 194, Nantes, 1979.
76. ASTRIE V., *Architecture d'Entre-Deux-Guerres à Nantes : l'immeuble d'appartement*, TPFE, juin 1992.
77. BIENVENU G., *Architectes et urbanistes à Nantes de 1892 à 1947*, CERMA, Bibliothèque de l'école d'architecture de Nantes.

#### ■ Chapitre 7. CULTURE ET LOISIRS

78. PAILLAT C., *Dossier secret de la France contemporaine*, t. II : *La victoire perdue, 1920-1929*, Laffont, Paris, 1980.

79. AMN, I1, 41.  
 80. BARBIER P., *Graslin – Nantes et l'Opéra*, Librairie Coiffard, Nantes, 1993.  
 81. BOUYER H., « La Compagnie Francine Vasse », in *Annales de la Société Académique*, n° 185-186, Nantes 1977.  
 82. BOUYER H., « La Cloche, 80 ans de carillon », *op. cit.*  
 83. AMN, I1 179  
 84. AMN, Série 2.  
 85. *La Gerbe*, n° 26, Nantes, novembre 1920.  
 86. *Le Phare*, 8 juin 1928.  
 87. *Le Phare*, 9 juillet 1928.  
 88. THIBAUT J., *Sports et Éducation physique – 1870-1970*, Librairie J. Vrin, Paris, 1979.

#### ■ Chapitre 8. ACCÉLÉRATION DE LA MODERNITÉ

89. CARTIER R., *Le Monde entre deux guerres, 1919-1939*, Larousse-Paris-Match, Paris, 1974.  
 90. *Le Phare*, 1<sup>er</sup> février 1927.  
 91. AMN, I1.106.8.  
 92. *Le Phare*, 18 août 1927.  
 93. *Le Phare*, 15 février 1927.  
 94. *Le Phare*, 18 août 1927.  
 95. DAGUIN A.P., « De Dion, Nantais pionnier de l'automobile », in *Revue de l'Office du Tourisme de Nantes*, Nantes, 1883.  
 96. AMN, R2.2.21  
 97. AMN, R3.2.19  
 98. *Le Phare*, 23 juillet 1922.  
 99. CARTIER R., *Le Monde entre deux guerres, 1919-1939*, Larousse-Paris-Match, Paris, 1974.  
 100. *Le Phare*, 22 juin et 4 août 1928.  
 101. *Le Phare*, 29 novembre 1927.  
 102. *Le Phare*, 7 mars 1928.  
 103. *Le Phare*, 25 avril 1928.  
 104. *Le Phare*, 30 juin 1929.  
 105. *Le Phare*, 10 janvier 1929.  
 106. TOUDOUZE G.G., « La Basse-Loire, porte des Antilles », in *Lectures pour tous*, Société Nouvelle de Publicité, Paris, 1928.  
 107. LAGRÉE M. (sous la direction de) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine – 3. La Bretagne*, Beauchesne, Paris 1990.  
 108. SAUBAN D., *Des Ateliers de Lumière*, Université inter-âges de Nantes, Nantes, 1992.

#### ■ Chapitre 9. LE KRACH DE 1929

109. GAZIER B., *La Crise de 1929*, Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 1989.  
 110. GAZIER B., *op. cit.*  
 111. BERSTEIN S. et MILZA P., *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle – 1900-1930*, Complexe, Bruxelles, 1990.  
 112. AMN, I1.41.117.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages relatifs à l'histoire de la France

- BECKER J.J. et BERSTEIN S., *Victoire et frustrations, 1914-1929*, 455 p., Point-Histoire, Le Seuil, Paris, 1990.  
 BERSTEIN S. et MILZA P., *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle – 1900-1930*, 575 p., Complexe, Bruxelles, 1990.  
 CARTIER R., *Le Monde entre deux guerres, 1919-1939*, 431 p., Larousse-Paris-Match, Paris, 1974.  
 CHAMPSAUR P. (sous la direction de), « Un siècle de difficultés à assurer le remplacement des générations », in *La Société Française – Données Sociales 1993*, 600 p., INSEE, Paris, 1993.  
 CHENOUNE F., *Des modes et des hommes*, 377 p., Flammarion, Paris.  
 DUBY G. et WALLON A. (sous la direction de), *Histoire de la France Rurale*, Point-Histoire, Le Seuil, Paris, 1992.  
 DUPAQUIER J., (sous la direction de), *Histoire de la population française – De 1914 à nos jours*, t. IV, 590 p., Presses Universitaires de France, Paris, 1988.  
 GAZIER B., *La Crise de 1929*, 126 p., Que sais-je ?, P.U.F., Paris, 1989.  
 LEGRAND J. (sous la direction de), *Chronique du 20<sup>e</sup> siècle*, 1 324 p., éd. Chronique, Paris, 1986.  
 MILZA P. (sous la direction de), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, 787 p., École française de Rome, Rome, 1986.  
 OUDIN B., *Aristide Briand*, 612 p., Robert Laffont, Paris, 1987.  
 PAILLAT C., *Dossier secret de la France contemporaine*, t. II : *La victoire perdue, 1920-1929*, 515 p., Robert Laffont, Paris, 1980.  
 PAILLAT C., *Dossiers secrets de la France contemporaine*, t. III, *La guerre à l'horizon, 1930-1938*, 596 p., Robert Laffont, Paris, 1981.  
 SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DES COTES-DU-NORD - 1976-1979, t. CVIII, *Mémoires de l'année 1979*, Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc, 1980.  
 THIBAUT J., *Sports et Éducation physique – 1870-1970*, 268 p., Librairie J. Vrin, Paris, 1979.  
 VALYNSEEL J., *Les Say et leurs alliances*, 8 rue Cannebière, Paris, 1971.

### Ouvrages ou articles d'histoire locale

- ASTRIE V., *Architecture d'Entre-Deux-Guerres à Nantes : l'immeuble d'appartement*, TPFÉ, juin 1992.  
 BARBIER P., *Graslin – Nantes et l'Opéra*, Librairie Coiffard, Nantes, 1993.  
 BELLAING (de) V., *Dictionnaire des compositeurs de musique de Bretagne*, 278 p., Ouest-Éditions, Nantes, 1992.  
 BIENVENU G., *Architectes et urbanistes à Nantes de 1892 à 1947*, 243 p., CERMA.  
 BOIS P. (sous la direction de), *Histoire de Nantes*, 477 p., Privat, Toulouse, 1977.  
 BOURGOIN C., *Le patronat chrétien de Nantes de 1930 à 1989*, UER d'histoire, maîtrise, Université de Nantes, 1990.



- BOUYER H., « La Compagnie Francine Vasse », in *Annales de la Société Académique*, n° 185-186, Nantes, 1977.
- BOUYER H., « La Cloche, 80 ans de carillon », *op. cit.*
- BOVAR A., *Caveant Consules, Mémoire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes*, 7 vol. dactyl., 912 p., Nantes, 1987.
- BOVAR A., *La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes, 1700-1987*, 223 p., CID éd., Nantes 1990.
- BRIEUX M., *Le mouvement ouvrier à Nantes de 1919 à 1931*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1972.
- BROUTELLE M., « Honoré Broutelle », in *Annales de la Société Académique*, n° 181-182, Nantes, 1975.
- CAMART M., « L'affaire de la Délivrance », in *Cà et là par les rues de Nantes*, Université inter-âges de Nantes, Reflets du Passé, Nantes, 1983.
- CARASSOU M., *Jacques Vaché et le Groupe de Nantes*, 255 p., éd. Jean Michel Place, Paris, 1986.
- CARRÉ A., « Nantes-Histoire – Figures - Images », in *Cahiers 1983, Académie littéraire de Bretagne*.
- CORBES H., « Un grand compositeur breton : Paul Ladmirault (1877-1944) », in *Société d'Émulation des Côtes-du-Nord - Mémoires de l'année 1979*, t. CVIII, 182 p., Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc, 1980.
- CORNET C., « Les comblements de Nantes », in *ArMen*, n° 4, Le Chasse-Marée, Douarnenez, août 1986.
- COSSON Y., « Une revue nantaise des années 25, La Ligne de Cœur de Julien Lanoë », in *Annales de la Société Académique*, n° 230, Nantes, 1988.
- COSSON Y., « Jacques Vaché, l'homme surréaliste », in *Annales de la Société Académique*, n° 252, Nantes, 1994.
- COUSSEAU H.C. (sous la direction de), *Nantes, le Musée des Beaux-Arts*, 126 p., éd. Musées et Monuments de France et Albin Michel, Paris, 1991.
- DAGUIN A.P., « De Dion, Nantais pionnier de l'automobile », in *Revue de l'Office du Tourisme de Nantes*, Nantes, 1883.
- DOUILLARD R., *Marc Elder*, 143 p., CID éd., Nantes, 1988.
- DOUILLARD R., « A propos de Marc Elder », in *Visions Contemporaines, spécial Marc Elder*, 139 p., n° 2, Université inter-âges de Nantes, 1988.
- DURAND Y. (sous la direction de), *Nantes - Histoire du diocèse de Nantes*, 310 p., Beauchesne, Paris, 1985.
- FAUGERAS M., « Condamnation de l'Action Française en pays nantais », in *Enquêtes et Documents*, t. V, CRHMA, Université de Nantes, 1980.
- FIÉRAIN J., « La restructuration de la conserverie à Nantes », in *Enquêtes et Documents*, t. IV, CRHMA, Université de Nantes, Nantes, 1979.
- FOURRIER-DUBART A., « Jean Corabœuf, dessinateur-graveur », in *Annales de la Société Académique*, n° 240, Nantes, 1991.
- GAYRARD G., « Transports et espaces urbains à Nantes de 1920 à 1940 », in *Cahiers Nantais*, n° 33-34, Ouest-Éditions, Nantes, 1990.
- GOUZIL M., « Couëron, ville cosmopolite », in *Annales de la Société Académique*, n° 144, Nantes, 1967.
- GUÉNÉGO N., *Le conseil municipal de Nantes, 1919-1939*, maîtrise d'histoire, Université de Nantes, 1989.
- GUIBERT J., « Pour une histoire de la vie ouvrières : l'usine des Batignolles », in *Visions Contemporaines*, n° 3, CID éd., Nantes, 1989.
- GUILLEMIN R. et LOCU G., *Pénestin, balcon sur l'océan*, 116 p., éd. des Paludiers, La Baule, 1977.

- JOXE R. et CASEVITZ J., « Nantes : la ville et l'industrie », in *Annales de Géographie*, t. XXXVIII, année 1929, pp. 230-245, Armand Colin, Paris, 1929.
- KAHN C., *Statues figuratives de Nantes*, 125 p., Ouest Éditions & Université inter-âges de Nantes, 1989.
- LAGRÉE M. (sous la direction de) *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine – 3. La Bretagne*, Beauchesne, Paris 1990.
- LEGRAND J.L., *Histoire de l'Enseignement Supérieur à Nantes de 1920 à 1961*, maîtrise d'histoire, Université de Nantes, 1989-1990.
- LEPERLIER F., *Claude Cahun, L'écart et la métamorphose*, 309 p., Jean-Michel Place, Paris, 1992.
- LEROUX E., *Histoire d'une ville et de ses habitants - Nantes 1914 à 1939*, ACL, Nantes, 1985.
- LESIEUR H., *La « Délivrance » – Un point d'histoire nantaise (17 juillet-11 novembre 1927)*, 219 p., Imprimerie de l'Ouest-Journal, Rennes, 1935.
- LOISEAU L., *L'Église et la communauté protestante de Nantes (1870-1938)*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1989-1990.
- NOËL B., in *Dictionnaire d'Auteurs*, t. III, Robert Laffont, Paris, 1952.
- NOURY M., « Marguerite Allotte de la Fuye », in *Annales de la Société Académique*, n° 187-188, Nantes, 1978.
- NOWACKI V., *La paroisse polonaise de Couëron de 1923 à nos jours*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1989.
- PILVEN LE SÉVELLEC Y., « Les Monuments aux Morts de la Loire-Atlantique », in *Visions Contemporaines*, n° 4, Nantes, 1990.
- POTÉ M., « Claude Guillon-Verne, 1879-1956 », in *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, t. 102, pp. 152 à 167, Nantes, 1963.
- RAVILLY E. et DE SALIER-DUPIN J., *La ville de Nantes de la Monarchie de Juillet à nos jours*, t.1, 303 p., Reflets du Passé, Nantes, 1985.
- ROBIN-JOUBIER M., *La Gerbe, une revue littéraire et artistique – octobre 1918-mai 1921*, 156 p., D.E.A., Université de Nantes, 1990.
- ROBIN-JOUBIER M., « Entretiens sur le peintre Henry Ottmann », in *Annales de la Société Académique*, n° 240, Nantes, 1991.
- ROTTE J.R., « Jean Bouchaud », in *L'Art et la Mer*, n° 43-44, Paris, 1990.
- SAUBAN D., *Des Ateliers de Lumière*, 312 p., Université inter-âges de Nantes, Nantes, 1992.
- TOUDOUBE G.G., « La Basse-Loire, porte des Antilles », in *Lectures pour tous*, pp. 45-57, Société Nouvelle de Publicité, Paris, 1928.
- WŁODARCZAK T., *Stany Gauthier (1833-1869)*, 609 pages dactyl., 1983.

## INDEX ALPHABÉTIQUE

(Index succinct : pour les grands sujets ou domaines, voir sommaire page 7.

Ci-dessous, les numéros renvoient aux pages ; en gras, le passage le plus significatif.)

## - A -

Aéro-club de l'Atlantique : 214, **216-220**.  
Amieux (Sté) : 110, 135.  
Anciens combattants : 13-14, **31-32**, 35-37, 41, 43-44.  
Apollo (Cinéma-théâtre) : 186, **188-190**.  
Art déco : 150, **169-171**.  
Assurances sociales : 16, 58, 130, 242.  
Automobile : 52, 88, 179, 201, 203, 213, 238.  
Automobile-club de l'Ouest : 210, 212.  
Aviron : 199.

## - B -

Barbier Georges : 159.  
Batignolles (Les) : 50, 57, 73, 85, 109.  
Beaugé André : 182, 191.  
Béliard Marcel : 143.  
Béliard Octave : 137, 141, 145.  
Bellamy Paul : **20-25**, 34, 38, 41, 43, 65-69, 79, 82, 144, 162, 226, 247.  
Berliet (Sté) : 205.  
Bicyclette : 86-88, 91, 103, 110, 193, 195-196, 213.  
Bisquiteries : 51, 110, 176.  
Bloc national : **13-16**, 62.  
Bouchaud Jean : **157-158**, 247.  
Brasserie : 110, 126.  
Breton André : 136, 138, 148, 245.  
Briand Aristide : **14-18**, 20, **27-28**, 41, 137, 144, 151, 185.  
Brisson Georges : 149, 247.  
Brissonneau et Lotz : 109, 151.  
Broca (Alexis de) : 156.  
Broutelle Honoré : 159, 247.  
Bryen Camille : 150, 248.

## - C -

Cahun Claude : **136-138**.  
Carnaud J.J. : 57, 75-77, 85, 109, 246.  
Carnaval : 173, 175.

Cartel des gauches : 15, 17, 20, 23, 62, 66.  
Cassegain Léopold : 24-26, 59, 240, 246, 248.  
Castelnau (Édouard de) : 16, 24, 66.  
Chabas Paul : **161**, 177, 243.  
Chambre de commerce : 106, 108, 179, 241.  
Chantiers de la Loire : 50, 57, 107-108.  
Château-Bougon : 219-220.  
Citroën (Sté) : **202-203**, 206-207, 210, 214, 238.  
Clemenceau Georges : 13-14, 18, **27-28**, 161.  
Cloche (La) : 185-186.  
Colbert (Salle) : 56, 128, 144, 185, 187.  
Collège Saint-Stanislas : 67, 118.  
Conserveries : 109-110, 176.  
Construction navale : 52.  
Corabœuf Jean Alexandre : 155, 248.  
Coste Georges : 180, 182-183.  
Courtoune Marcel : 167, 248.  
Cyclisme : 58, 198.

## - D -

Dalby Ernest : 15, **26**, 66, 248.  
Deuré (Grands Magasins) : 60-61, **97-100**, 176, 246, 248.  
Delafoy René : 18, **108**, 179, 222, 241-242, 248.  
Délivrance (La) : **42-44**.  
Dezaunay Émile : 146, 161, 249.  
Dion (Albert de) : 20, 66, 68, 109, 131, **215**, 246, 249.  
Dobrée (Musée). Voir *Musée Dobrée*.  
Doumergue Gaston : 169, 191, 197, **240-242**.  
Dubigeon (Chantiers) : 109, 246.  
Durand Albert : 232, 244, 249.

## - E -

Elder Marc : 106, **136-137**, 157, 162-163, 241, 249.  
Enseignement : 22, **115-118**, 121-122.

Erdre (L') : 37-39, 44, 53, 79, 89, 97, 169, 199, **226-227**, 232.  
Externat des Enfants-Nantais : 32, 67, 83.

## - F -

Ferronnays (de La) : 20, 66, 68, 219, 240, 242.  
Fête-Dieu (Procession de la) : 65-68.  
Football : 58, 192, 197.

## - G -

Gauthier Stany : 135, 241, 249.  
Gavy-Béledin Albert : 141-143, 189.  
Gerbe (La) : **141-142**, 179, 189.  
Gorin Jean : 147, 250.  
Grandjouan Jules : 137, 159, **160**, 250.  
Graslin (Théâtre) : 22, 102, 132, 137, 144, **180-181**, 183-184, 224.  
Guillon-Verne Claude : 167, 250.  
Guist'hau Gabriel : 15, 18-19, 22, 25, 28, 34, 82, 83, 137, 144.  
Gymnastique : 66, 68, 77, 178, **192-193**.

## - H -

Habitations à bon marché (HBM) : 58, 84.  
Herriot Édouard : 16, 17, 27, 62, 66.  
Hôtel-Dieu : 119, **125-127**, 129, 155.

## - I -

Indy (Vincent d') : 163-165.  
Institut de l'Ouest : 143-145.  
Institut polytechnique de l'Ouest : 22, **120**, 122.  
Institut supérieur des lettres : 121.  
Italiens : 70, 72, 78.

## - J, K -

JAC : 63.  
Jardin des Plantes : 35, 128, 132, 135-136, 139.  
JOC : 63.  
Juigné (de) : 20, 66, 68.  
Katorza (Cinéma) : 136, 188, 191.

## - L -

Laboureur Jean-Émile : 151, 250.  
Ladmirault Paul : 142, **165**, 167, 250.  
Laisné Léon : 52, 214.  
Lanoë Julien : 146, 250.

Le Cour-Grandmaison : 20, 66, 68.  
Le Fer de la Motte (Mgr) : 40, 63, **65-68**, 173, 193, 241, 251.  
Lefèvre-Utile (Biscuiterie) : 110, **114**, 224.  
Lesage Pierre Alexis : **154**, 177, 251.  
Levrel René : 157, 251.  
Loire (La) : 79, 81, 89, 91, 107, 132, 169, 172, 176, 199, 226-227, 232, 241, 244.  
Lycée Clemenceau : 28, 118, 120.  
Lycée Guist'hau : 82, 118.

## - M -

Manufacture des tabacs : 51, 112.  
Mathivet Paul : 19, 24, 41, 240.  
Maudit (Pont) : 172.  
Maxence Edgard : 152, 251.  
Métallurgie : 52.  
Metzinger Jean : 147, **150-151**, 251.  
Mignon-Massart (Galerie) : 154, 156-158, 161, 176.  
Mode et Habillement : 93, 96, 112.  
Montaigu (de) : 20, 66, 68.  
Muscadet : 49.  
Musée des Beaux-Arts : 28, 44, 135, 137, 147-148, 150, 152, 154, 162.  
Musée Dobrée : 106, 135, 241.

## - N, O -

Nantes Mondain : 67.  
Office public d'habitation : 84-85, 178.  
Ottmann Henry : 152, 251.

## - P -

Pageot Auguste : 15, 44, 183-184.  
Pain : 54, 91-92.  
Pasteur Louis : 128, 178.  
Patellière (Amédée de la) : 153, 250.  
Péquin Charles : 153, 251.  
Péret Benjamin : 136, 138.  
Perron Charles : 154, 177, 251.  
Peugeot (Sté) : 177, **204-205**, 207.  
Pinard René : 156, 252.  
Pirmil (Pont de) : 80-81.  
Poillus. Voir *Anciens combattants*.  
Poincaré Raymond : **14-18**, 26-27, 41.  
Poisson René : 219.  
Polonais : 71-78.  
Préaubert (Galerie) : 135, 156-157.  
Prostitution : 103, 106.





■

Achévé d'imprimer en avril 1995  
pour le compte de OUEST ÉDITIONS  
et de l'Université Inter-Ages de Nantes  
Maquette et mise en page PAO : Jean-Pierre Raison  
Photogravure : MENNEGUERRE, Celles-sur-Belle (Deux-Sèvres)  
Impression : PARAGRAPHIC, Toulouse.

Dépôt légal : mai 1995.

---

# Les « Années folles »

## À NANTES

1920 – 1930

Claude KAHN et Jean LANDAIS

préface de Marcel Launay

*Que se passe-t-il à Nantes après la Grande Guerre ? Ces années 20 furent-elles si « folles » que cela ? Comment les Nantais vivent-ils durant cette décennie ? Quelles sont les évolutions marquantes de la société ? Quelles transformations s'opèrent dans les mentalités ?*

**A**PRÈS la guerre de 1914-1918, la France panse ses plaies et se remet en marche.

À Nantes, l'économie reprend, le tissu industriel se renforce. Une bourgeoisie d'affaires entreprenante s'impose. Mais la prospérité ne profite pas à tous.

Un climat d'agitation sociale se développe : les ouvriers revendiquent une plus juste répartition de la richesse collective. Les anciens combattants font aussi entendre leur voix.

Nantes glisse à gauche. L'anticléricalisme refait surface. Les conflits politico-religieux perturbent la vie de la cité.

Paul Bellamy, à la tête de la municipalité, s'affirme.

L'urbanisme se transforme. En 1926, c'est le début du grand chantier du

comblement des bras de la Loire et de la déviation de l'Erdre. Tramway et automobiles se côtoient ; des problèmes de circulation se posent.

Avec l'électricité, l'équipement urbain se modernise.

L'aéronautique a le vent en poupe. C'est la naissance du cinéma parlant et l'arrivée de la TSF.

Dans le domaine artistique et culturel, Nantes, berceau du surréalisme, s'agite : on se révolte contre l'ordre établi ; on rêve d'absolu. Les Nantais sont avides de se distraire. Les associations sportives, à caractère populaire, se multiplient.

Décennie de fête et de progrès, mais aussi décennie laborieuse, que ces « folles » années entre la Grande Guerre et le krach boursier de 1929.

Claude KAHN et Jean LANDAIS évoquent cet « esprit nantais » que l'on retrouve chez ces « aventuriers de l'industrie » que sont : Albert de Dion, Arsène Saupiquet, Joseph Colin, Jules Joseph Carnaud, Léopold Cassegrain, la famille Say, Émile Decré, Adolphe Dubigeon. Des hommes entreprenants, imaginatifs, compétents, prolongeant l'« esprit d'aventure » de ceux qui ont participé à l'essor industriel de la fin du siècle dernier. Ces années 20 sont marquées par l'innovation, le développement et l'épanouissement.

ISBN 2-908261-34-0

150 F

